LES ANNÉES

DE PRISON ET D'EXIL

D'UN ÉCRIVAIN RUSSE

Tiourma i Silka (*La Prison et l'Exil*), Londres 1854.

Nous suivions il y a quelque temps (1), à travers les événemens d'une vie tristement agitée, un romancier qui a saisi et vivement fixé dans ses récits plusieurs traits caractéristiques de la société russe. Aujourd'hui le même écrivain emprunte à ses propres souvenirs les élémens d'une œuvre où n'interviennent ni la fiction ni la satire. Le livre qu'il vient de publier à Londres doit tenir à la fois une place distinguée parmi les écrits russes contemporains et parmi les documens que les compatriotes de M. Hertzen nous livrent trop rarement sur leur pays. L'auteur y raconte simplement, et avec une modération qui n'est guère le fait de ses coreligionnaires politiques, les années qu'il a passées dans les prisons de la Russie ou dans ces contrées limitrophes de la Sibérie assignées comme résidence par le gouvernement du tsar à certaines catégories de condamnés. M. Alexandre Hertzen (c'est lui qui sous le nom d'*Iskander* raconte ses années de *prison et d'exil*) parle sans colère des épreuves qu'il a subies. Qu'on ne s'attende point cependant à trouver dans son dernier écrit l'accent de résignation chrétienne qui répand tant de charme sur le livre d'une autre victime bien autrement touchante des ten-

(1) Voyez la livraison du 15 juillet 1854.

tatives révolutionnaires. M. Hertzen n'a au fond rien de commun avec Silvio Pellico. S'il sait rester impartial en retraçant de pénibles souvenirs, il n'abdique ni les doctrines du jeune hégélien ni les convictions du publiciste radical; ce qui arrête sur ses lèvres les récriminations stériles et les paroles amères, c'est le bizarre prestige qui s'est attaché de tout temps aux souffrances, aux luttes du début de la vie. Écoutons-le plutôt expliquer dans sa préface le sentiment auquel il a obéi en interrogeant ainsi sa mémoire sur les premières souffrances de sa jeunesse.

« A la fin de l'année 1852, je me trouvais dans les environs de Londres, séparé du reste de l'univers par l'espace et le brouillard. Je n'avais auprès de moi personne qui me fût cher : tous ceux que je voyais ne s'occupaient que d'intérêts généraux; le sujet de leurs méditations était pour ainsi dire *impersonnel*. Les mois s'écoulaient, et je cherchais en vain quelqu'un à qui dire un mot sur ce que j'avais dans le cœur... Et cependant je me remettais à peine d'une longue suite d'événemens affreux. L'histoire des dernières années de ma vie s'offrait à moi dans ses moindres circonstances, et je songeai non sans regret qu'elle allait s'éteindre avec moi. Cette pensée me décida à prendre la plume; mais un souvenir en évoquait mille autres depuis longtemps perdus, les illusions du jeune âge, les chimères de l'adolescence, l'audace de la jeunesse, enfin... la prison et l'exil! Toutes ces premières émotions qui ne laissent aucune amertume dans le cœur, orages salutaires qui fortifient et rafraîchissent les aspirations de la vie, se ranimaient en moi tandis que je me livrais à ces douces méditations. Je n'eus point le courage de chasser toutes ces ombres; je me mis à l'œuvre, et durant le mois que je passai à écrire mes mémoires, je me sentis plus calme. »

Nous n'ajouterons rien à ces paroles. Elles indiquent comment il faut interpréter la modération de l'auteur. Ce n'est point un conspirateur vaincu et repentant que nous allons entendre; c'est un écrivain chez qui l'ardeur révolutionnaire se modère, mais en persistant, et si M. Hertzen mérite d'intéresser ceux mêmes qui comme nous sont loin de partager ses doctrines politiques, c'est que ce rôle de rapporteur calme et sévère est celui que la Russie aurait intérêt à trouver plus souvent rempli vis-à-vis d'elle-même. On en jugera par ce livre tel que nous allons le faire connaître sans craindre de substituer souvent les citations à l'analyse, et en plaçant sous les yeux du lecteur moins une appréciation critique que le récit de l'écrivain russe, réduit à ses épisodes les plus significatifs.

On peut distinguer trois époques, trois actes en quelque sorte dans ce drame de la captivité que le livre de M. Hertzen nous déroule un peu minutieusement scène par scène : il y a l'arrestation et l'em-

prisonnement préventif; viennent ensuite les interrogatoires et le jugement, puis le séjour dans la ville assignée comme résidence au condamné. A chacune de ces trois époques correspond une face de l'administration judiciaire en Russie. On peut l'observer d'abord dans la région inférieure où elle saisit les coupables, puis dans la sphère plus haute où elle les juge, enfin dans le dernier terme de son action, quand à l'arrestation et au jugement succède la punition. Ces trois degrés d'intérêt nous serviront à marquer les divisions mêmes du récit.

I.

En 1834, la police russe fut avertie que l'université de Moscou comptait parmi ses élèves quelques jeunes gens animés d'intentions hostiles contre le gouvernement impérial. Le prétexte manquait pour procéder à une arrestation. Comme d'habitude, on résolut de pousser les suspects à une manifestation coupable, et un agent secret, un ancien officier, M. Skariatka, reçut mission de la provoquer. On va voir qu'il ne s'acquitta que trop habilement de sa tâche.

Quels étaient cependant les projets des étudians de Moscou? M. Hertzen, qui était au nombre des jeunes mécontens, ne nous les fait pas connaître. Il a cru devoir garder le secret à ses compagnons, et bien que cette réserve lui fasse honneur, il faut avouer aussi qu'elle jette un peu d'obscurité sur les premières pages de son livre. Quoi qu'il en soit, M. Skariatka pénétra sans trop de peine dans le petit groupe d'opposans dont M. Hertzen faisait partie. Celui-ci et quelques amis ne tardèrent pas néanmoins à deviner à qui ils avaient affaire. Plusieurs autres étudians qui partageaient leurs idées ne furent pas malheureusement aussi prudens, et leur légèreté assura le succès d'une machination dont les dupes que Skariatka avait pu faire ne devaient pas être les seules victimes.

Un des jeunes gens dont l'ancien officier avait gagné la confiance venait de subir honorablement ses derniers examens. Il imagina de donner un repas à ses amis. C'était le 27 juin 1834. M. Hertzen s'abstint, ainsi que d'autres étudians, de paraître à cette réunion, qui, comme toutes les fêtes de ce genre, dégénéra bientôt en orgie. Au moment où les têtes étaient le plus échauffées, les convives se levèrent pour danser une mazourka, et entonnèrent à plein gosier une chanson composée par un certain Sokolovski, jeune écrivain connu par l'exaltation de ses idées libérales. Ce chant, qui contenait des paroles insultantes pour le tsar, fut répété avec enthousiasme. Le soir venu, Skariatka, qui était de la bande, rappela que ce jour était celui de sa fête, et dit à ses amis qu'ayant vendu un de ses chevaux, il les invitait à venir vider chez lui quelques bouteilles de vin de Cham

pagne. Les étudians acceptèrent; on courut s'attabler chez Skariatka. Le vin de Champagne fut versé à flots, puis le généreux amphitryon proposa d'entonner de nouveau le chant révolutionnaire. On n'y manqua pas, mais au même instant le grand-maître de police Tsinski paraissait à la porte, suivi d'une troupe de soldats, et tous les convives étaient arrêtés. Telle fut l'origine d'une série d'arrestations qui devaient bientôt atteindre M. Hertzen lui-même.

Dans un pays où l'administration a coutume d'agir et de frapper au sein du mystère, on comprend l'inquiétude que répandent certains actes de rigueur, comme celui qui venait troubler les étudians de Moscou au milieu de leurs aventureux conciliabules. Où s'arrêtera l'action de la police, et combien de victimes fera-t-elle? C'est la première question que s'adressent tous ceux qui ont eu occasion d'échanger quelques paroles avec les prévenus, et quant aux amis des prisonniers, si quelques-uns craignent d'avouer des relations compromettantes, il en est d'autres qui ne reculent devant aucun péril pour rendre la sécurité, la liberté à des personnes qui leur sont chères. M. Hertzen comptait des amis parmi les étudians arrêtés, et on devine quel fut son premier mouvement, quand on lui apprit le succès des machinations de Skariatka. Au nombre de ces amis dont l'arrestation le préoccupait douloureusement se trouvait un jeune homme arrivé de la veille; pourquoi donc n'avait-on pas arrêté aussi M. Hertzen? Peut-être la réponse à cette question ne se ferait-elle pas attendre. Néanmoins l'essentiel pour M. Hertzen, c'était de ne négliger aucune démarche pour sauver son ami. « ... Je m'habillai, dit-il, et sortis sans but déterminé. J'aimais N... avec passion, comme on aime rarement, même à l'âge que nous avions alors. J'étais dans une situation d'esprit déplorable; mon impuissance à lui porter secours me rendait la vie à charge. » Tout en marchant, il se souvint d'un homme qui par sa position sociale était fort à même de le seconder. Un *isvochtchik* lancé au galop le conduisit en quelques minutes chez ce personnage, type de révolutionnaire expérimenté et prudent qu'il est assez curieux de rencontrer dans une chancellerie russe.

« Il y avait près d'un an que j'avais fait la connaissance de V...; c'était un des *lions* de Moscou. Il avait été élevé à Paris; il était riche, spirituel et instruit. Conduit à la forteresse le 14 décembre (1), car c'était un esprit fort, il avait été relâché, et il lui restait la gloire d'avoir été compromis dans cette affaire. Quelque temps après, il avait pris du service dans la chancellerie du gouverneur-général (2), et

(1) On n'a pas oublié que l'empereur Alexandre étant mort à Taganrok au mois de novembre 1825, le 14 décembre de la même année une conspiration qui tendait à renverser l'empereur actuel éclata à Saint-Pétersbourg.

(2) La ville de Moscou est administrée par un gouverneur-général ou militaire, un gouverneur civil et un vice-gouverneur.

jouissait d'un grand crédit. Le prince Galitsine aimait les hommes d'un esprit indépendant, surtout lorsqu'ils parlaient bien français. On sait que cette langue lui était beaucoup plus familière que le russe (1). Plus âgé que nous de dix ans, V... nous étonnait par son expérience des affaires politiques, l'élégante facilité avec laquelle il s'exprimait en français, et l'ardeur de son libéralisme. Il avait des connaissances si étendues, il contait avec tant d'abondance et de charme, il avait des opinions si arrêtées, que jamais il ne restait court; personne n'était plus propre que lui à donner un conseil; il avait une réponse, un avis, une solution pour toutes les questions possibles..... La connaissance qu'il avait du cœur humain nous faisait envie, et la piquante ironie de son langage exerçait sur nous une très grande influence. Nous le considérions comme un révolutionnaire expérimenté, un homme de gouvernement *in spe*. Je ne trouvai point V... chez lui : il était retourné en ville la veille au soir pour travailler avec le prince; mais son valet de chambre me dit qu'il serait de retour dans une heure et demie au plus. Je me décidai à l'attendre. La maison de campagne qu'il habitait était charmante; j'entrai dans son cabinet, qui était au rez-de-chaussée; c'était une vaste pièce dont la porte élevée donnait sur une terrasse; la journée était chaude; le jardin exhalait le parfum des fleurs qui le garnissaient, et des bouffées de vent m'apportaient les fraîches senteurs d'une forêt voisine. Des enfans jouaient devant la maison et poussaient de bruyans éclats de rire. Tout respirait autour de moi une opulence sagement ordonnée qu'embellissaient encore l'éclat du soleil, l'ombre des arbres, un riant parterre et la verdure; mais je me transportai involontairement dans une prison étroite, sombre, étouffante. Je ne sais combien de temps je restai absorbé dans ces tristes méditations; j'en fus tiré par la voix du valet de chambre qui m'appelait sur la terrasse avec un accent d'effroi. — Qu'y a-t-il? lui demandai-je. — Veuillez venir; voyez. —J'accourus aussitôt et restai stupéfait. Toute une rangée de maisons était en feu, comme si elles s'étaient embrasées en même temps, et ce rideau de flammes s'étendait avec une effrayante rapidité. Je m'arrêtai sur la terrasse; le spectacle de cette destruction sauvage s'accordait à merveille avec les dispositions de mon esprit. Quant au valet de chambre, il le contemplait avec une satisfaction fiévreuse. —Cela va bien, me dit-il, la maison que vous voyez là, à droite, va s'enflammer aussi, soyez-en sûr. — Les flammes ont quelque chose de révolutionnaire; elles se rient de la propriété, et égalisent les conditions sociales; c'est ce que le valet de chambre comprenait instinctivement.

(1) Comme beaucoup d'autres grands seigneurs russes de la même époque, le prince Galitsine dont parle l'auteur avait été élevé à Strasbourg.

« En moins d'une demi-heure, toute l'étendue de l'horizon qui se développait devant nous n'était plus qu'une seule nappe de fumée, rougeâtre à sa base et d'un gris de plus en plus sombre à mesure qu'elle s'éloignait du sol; tout le village de Lefortova fut réduit en cendres. A partir de ce jour, des incendies se succédèrent à Moscou durant cinq mois entiers presque sans interruption. J'étais encore à contempler cet affreux spectacle, lorsque V... arriva; il était de très bonne humeur et m'accabla de prévenances. A peine était-il entré, qu'il se mit à me donner des détails sur l'incendie; il l'avait vu de près en passant et me dit qu'on l'attribuait à la malveillance. —C'est un tour à la Pougatchef, ajouta-t-il en riant. Vous allez voir que nous n'y échapperons pas; on va nous empaler.

— Avant qu'on nous empale, j'ai bien peur qu'on ne nous enchaîne. Ne savez-vous pas que N... a été arrêté cette nuit par la police?

— Arrêté? que me dites-vous là!

— C'est pour cela que je suis venu vous trouver : il faut absolument que vous tentiez quelques démarches en sa faveur; allez voir le prince, sachez pourquoi on l'a arrêté; je voudrais bien obtenir l'autorisation de le voir.

« Ne recevant point de réponse, je me retournai; mais V... avait disparu, me laissant avec son frère aîné, qui, tout en m'écoutant, poussait des soupirs et paraissait en proie aux plus vives alarmes.

— Qu'avez-vous donc?

— Je vous avais bien dit, je vous avais toujours dit que cela vous conduirait là. Oui, oui, il fallait s'y attendre. Je vous demande un peu, moi qui suis parfaitement innocent; il se peut qu'on me coffre aussi. C'est pousser la plaisanterie un peu trop loin; je sais à quoi m'en tenir sur les casemates.

— Irez-vous voir le prince?

— Et pourquoi faire, s'il vous plaît? Voulez-vous m'en croire? eh bien! ne dites pas un mot de N...; vivez le plus tranquillement possible, sans quoi vous vous en trouverez mal. Vous ne savez pas à quoi vous vous exposez; je vous le répète, ne vous mettez pas en vue. Vous aurez beau faire, toutes vos démarches ne seront d'aucune utilité pour N..., et vous serez compromis. N'oubliez pas que nous vivons sous un régime qui n'offre aucune garantie; point de lois, point de moyens de défense. Avons-nous des avocats, des juges?

« Je n'étais nullement disposé à écouter en ce moment les propos de mon interlocuteur; je pris mon chapeau et je partis. »

Une autre démarche tentée par M. Hertzen en faveur de N... auprès du général Orlof ne réussit guère mieux. Il avait reçu du général une invitation à dîner; il s'y rendit avec l'espoir d'obtenir son concours auprès de quelque personnage influent. Le général Michel Orlof avait été l'un des fondateurs de la fameuse *Union du bien pu-*

blic. Après avoir essayé avec le conseiller d'état Nicolas Tourguénief de fonder une société secrète dite des *Chevaliers russes,* le général était entré en 1820 dans l'affiliation du *Bien public,* qui sous des vues philanthropiques cachait des tendances révolutionnaires. Au mois de février 1821, cette société fut déclarée dissoute. Si Michel Orlof avait échappé à la Sibérie, il le devait à son frère, accouru le premier, avec les gardes à cheval, au secours du Palais-d'Hiver le 14 décembre 1825, et en qui le tsar Nicolas avait une grande confiance. Après avoir été relégué dans ses terres, le général avait obtenu l'autorisation d'habiter Moscou. Pendant son séjour forcé à la campagne, il s'était adonné à la chimie et à l'économie politique. Cet homme, dont les dehors annonçaient une nature d'élite, avait été conduit à chercher dans des entreprises industrielles une distraction insuffisante pour combattre l'ennui qui l'accablait. « Les efforts qu'il faisait pour se transformer en homme de science, dit M. Hertzen, m'inspiraient une pitié profonde. Il avait un esprit lucide et brillant, mais nullement spéculatif, et c'est pourquoi il s'égarait au milieu des nouveaux systèmes auxquels il soumettait des matières depuis longtemps approfondies. Les questions abstraites n'étaient décidément point de sa compétence, et néanmoins il se livrait à des études de métaphysique avec un acharnement extrême. Fort peu mesuré de son naturel, il commettait sans cesse des imprudences; il se laissait entraîner par les premiers mouvemens de son cœur chevaleresque, et, se rappelant bientôt la prudence que lui commandait sa position, il tournait bride à moitié chemin; mais ces contremarches diplomatiques lui réussissaient encore moins que ses sorties métaphysiques et ses essais de nomenclatures; il s'embarrassait de plus en plus dans les liens dont il cherchait à se dégager. On le lui reprochait; la plupart des hommes sont si inconséquens et superficiels, qu'ils apprécient moins les actes que les paroles, et donnent plus d'importance à des fautes de détail qu'à l'ensemble du caractère. Ne nous plaçons pas à un point de vue si étroit et n'apportons pas dans nos jugemens la rigidité d'un Régulus. Ce qu'il faut surtout déplorer, c'est le triste milieu au sein duquel vivait Orlof, et où tout sentiment noble, étant considéré comme de contrebande, ne peut se produire qu'en secret, à la dérobée. A peine a-t-on laissé échapper un mot à haute voix en Russie, que tout le reste du jour il faut s'attendre à voir arriver la police...

« Les convives étaient nombreux. J'étais assis à côté du général Raïevski, frère de la femme d'Orlof, et qui était aussi en disgrâce depuis le 14 décembre. Fils du célèbre N. Raïevski, il était avec son frère cadet sur le champ de bataille de Borodino, à côté de son père; il est mort depuis au Caucase de ses blessures. Je lui racontai l'arrestation de N..., lui demandant s'il croyait qu'Orlof voulût tenter

une démarche en sa faveur, si on pouvait en espérer quelque succès. La figure de Raïevski se couvrit d'un nuage; mais sa physionomie n'indiquait nullement l'inquiétude égoïste du personnage auquel je m'étais adressé dans la matinée : on y lisait un mélange de tristes souvenirs et de dégoût.

— Il ne s'agit point de vouloir ou non, me répondit-il, mais je doute que l'intervention d'Orlof puisse vous servir. Passez dans son cabinet après le dîner; je vous l'amènerai. Ainsi donc, ajouta-t-il après un moment de silence, votre tour est arrivé aussi ! Le joug que nous portons tous en écrasera bien d'autres.

« Je contai l'affaire à Orlof, et il écrivit aussitôt une lettre au prince Galitsine pour lui demander une audience. — Le prince, me dit-il, est un homme de bien; s'il n'intervient pas, nous saurons au moins à quoi nous en tenir.

« Le lendemain, j'allai chercher une réponse. Le prince Galitsine avait dit à Orlof que N... était arrêté par ordre supérieur, qu'une commission d'enquête avait été nommée pour le juger, et que le fait incriminé était un repas donné le 24 juin, et pendant lequel on avait chanté des chansons incendiaires. Je n'y comprenais absolument rien. Le jour en question, j'étais resté à la maison avec mon père, dont c'était la fête, et N..., avait dîné avec nous. Je quittai Orlof le cœur gros; il paraissait aussi très affecté. Lorsque je lui avais tendu la main en sortant, il s'était levé et m'avait pressé avec force contre sa vaste poitrine. Il semblait pressentir que nous allions être séparés pour longtemps. Je ne le revis plus qu'une seule fois, six ans plus tard. Il s'éteignait tout à fait; son air pensif, l'expression maladive qui était répandue sur ses traits anguleux, me frappèrent douloureusement. Il était triste; il comprenait son état, le désordre de ses affaires, et ne savait comment y porter remède. Deux mois après, il mourut; le chagrin lui avait tourné le sang.

« La ville de Lucerne renferme un monument très remarquable; c'est une œuvre de Thorwaldsen taillée dans le roc. Un lion mourant est couché dans l'arène; il est blessé à mort, le sang sort à flots de la blessure qui lui a ouvert le flanc, et au milieu de laquelle se dresse un tronçon de flèche... Il gémit, et son regard exprime une douleur suprême... Un jour que j'étais assis en face de ce noble mourant, je me rappelai involontairement ma dernière visite à Orlof... »

M. Hertzen ne se décourage pas encore. En sortant de chez Michel Orlof, il entre dans la maison du général de police (1). L'idée lui est venue de demander la permission d'aller voir N... en assurant qu'il est son parent; mais le général lui répond que son parent est au secret

(1) La police de Moscou est sur un pied militaire et porte l'uniforme. Elle est commandée par un général et trois maîtres de police auxquels sont adjoints vingt majors d'arrondissement ayant sous leurs ordres des officiers de quartier. Chaque arrondisse-

et le congédie après avoir arrêté un regard soupçonneux sur l'imprudent solliciteur. Une nuit de sommeil fiévreux, la dernière qu'il va passer sous le toit de sa famille, succède à cette pénible journée. Le lendemain commence le triste récit dont les scènes que nous venons de résumer n'ont été en quelque sorte que le prologue.

« Il était deux heures du matin environ, lorsque mon valet de chambre vint me réveiller, ses habits en désordre et l'air épouvanté. — On vous demande, me dit-il, je ne sais quel officier. — Tu ne le connais pas? — Non. — Alors je devine le motif de cette visite, lui répondis-je en jetant ma robe de chambre sur mes épaules.

« Un homme enveloppé dans un manteau militaire se tenait à la porte de la grande salle; je distinguai près de la fenêtre un panache blanc; derrière se dressaient plusieurs autres figures; l'une d'elles était coiffée d'un bonnet de kosak. Ce visiteur n'était autre que le maître de police Miller. Il m'annonça qu'un ordre du gouverneur militaire, pièce qu'il avait entre les mains, lui enjoignait de faire une perquisition dans mes papiers. On apporta des lumières, et on prit mes clés. L'officier de quartier et son adjoint se mirent à visiter mes livres et mon linge; le maître de police se chargea des papiers; tout lui paraissait suspect, et il entassait ces documens accusateurs l'un sur l'autre à mesure qu'il les parcourait. Tout à coup il se tourna de mon côté et me dit : — Je vous prie de vous habiller en attendant; nous partirons ensemble.

— Où irons-nous? lui demandai-je.

— Dans le quartier de police de la Prétchistineka, me répondit-il en adoucissant sa voix et comme pour me tranquilliser.

— Et ensuite?

— L'ordre du gouverneur n'en dit pas davantage.

« Je rentrai dans ma chambre pour m'habiller. Pendant que j'y étais, les domestiques effrayés allèrent réveiller ma mère, et elle accourut vers moi; mais un kosak l'arrêta au passage, au moment où elle traversait le salon; elle poussa un cri qui me fit tressaillir, et je courus à sa rencontre. Le maître de police quitta les papiers et me suivit dans le salon; il adressa à ma mère quelques paroles d'excuse, l'autorisa à passer, rudoya le kosak, qui n'était nullement coupable, et reprit son inspection. Quelques instans après, je vis arriver mon père. Il était pâle, mais il s'efforçait de garder un air impassible. La scène devenait pénible. Ma mère était assise dans un coin et pleurait. Le vieillard parlait de choses indifférentes avec le maître de police, mais sa voix tremblait. Craignant de ne pouvoir supporter longtemps ce spectacle et ne voulant point donner au maître de police

ment a un siége de police ou maison de quartier, qui, indépendamment des bureaux du major et d'une prison, renferme un dépôt de pompes à incendie desservies par des soldats de police.

la satisfaction de me voir pleurer, je le tirai par la manche et lui dis : — Partons.

« — Allons, allons, répondit-il d'un air satisfait. Mon père sortit de la chambre; mais il rentra bientôt, portant un petit médaillon suspendu à un ruban qu'il me passa au cou, en me disant que c'était avec cette image que son père l'avait béni pour la dernière fois. J'étais ému; ce don religieux prouvait à quel point l'inquiétude avait bouleversé l'esprit du pauvre vieillard. Je m'étais jeté à genoux au moment où il me le mettait au cou; il me releva, me pressa dans ses bras et me bénit. Le médaillon représentait la tête de saint Jean-Baptiste couchée sur un plat d'argent. Était-ce un exemple, un conseil ou une prophétie? J'avoue que le sujet de cette image fit alors une assez vive impression sur moi. Ma mère était presque sans connaissance. Toute la maison me suivit sur l'escalier; ces braves gens fondaient en larmes, me baisaient les mains, m'embrassaient. J'assistais vivant aux scènes qui se seraient passées, si on m'avait enlevé de la maison pour me rendre les derniers devoirs; le maître de police paraissait mécontent et pressait mon départ.

« Lorsque nous fûmes hors de la cour, il réunit le détachement, qui se composait de quatre kosaks, de deux officiers de quartier et de deux soldats de police. — Permettez-moi de retourner à la maison, dit au maître de police un homme à barbe qui était assis près de la porte. — Soit, répondit Miller. — Quel est cet homme? lui demandai-je. — C'est le *dobrosovestnoï* (1), me dit-il. Vous savez bien que la police ne peut entrer dans une maison sans être accompagnée d'un de ces hommes. — Pourquoi donc est-il resté à la porte? — C'est une formalité insignifiante, répliqua Miller; on aurait mieux fait de le laisser tranquillement dans son lit. — Nous partîmes suivis de deux kosaks à cheval. Au quartier, on ne put me donner une chambre séparée. Le maître de police me fit placer pour le reste de la nuit dans les bureaux; lui-même m'y conduisit, il se jeta dans un fauteuil, et me dit en bâillant : — Maudit service! à trois heures j'ai dû me rendre aux courses, et puis voilà votre affaire qui m'a pris tout mon temps jusqu'au petit jour. Je suis sûr qu'il est près de quatre heures, et à neuf heures il faut que j'aille au rapport.

« Adieu, me dit-il quelques instans après, et il sortit. Un sous-officier de police ferma la porte à clé et m'invita à y frapper, si j'avais besoin de quelque chose. J'ouvris la fenêtre, le jour commençait à poindre; déjà la fraîcheur du matin se faisait sentir. Je demandai de l'eau au sous-officier et en bus toute une carafe; je ne songeai seulement pas à dormir. Il m'aurait été d'ailleurs impossible de me cou-

(1) Délégués élus par chaque corps d'état et chargés d'assister à toutes les opérations de la police.

cher; il n'y avait pour tous meubles dans le bureau que quelques chaises de cuir et fort sales, une grande table couverte de papiers placée au milieu de la chambre, et une autre plus petite dans un coin, mais également chargée de paperasses. Une lampe à moitié éteinte dessinait sur le plafond une tache lumineuse dont l'image tremblante pâlissait de plus en plus avec le jour.

« Je m'assis à la place qu'occupait ordinairement le major et pris le premier papier qui me tomba sous la main. C'était un billet d'enterrement pour les funérailles d'un domestique serf du prince Gagarine, et le certificat d'un médecin qui constatait qu'il était mort suivant les règles de la science. J'en pris un autre; c'était le règlement de police. Je me mis à le parcourir et j'y trouvai l'article suivant : « Toute personne arrêtée a le droit d'exiger qu'on lui notifie, au bout de trois jours, les motifs de son arrestation, ou qu'on la remette en liberté. » Cet article était bon à connaître, et je me gardai bien de l'oublier.

«... Le matin, tous les employés du bureau entrèrent l'un après l'autre. Le premier qui parut était l'écrivain, et je m'aperçus bientôt qu'il était encore ivre de la veille. Il avait la mine d'un poitrinaire, les cheveux roux, et sa figure couverte de boutons avait quelque chose de bestial. L'habit couleur brique qu'il portait était plein de taches, rapiécé, et n'avait certainement pas été fait pour lui. Il fut suivi d'un autre fonctionnaire en capote de sous-officier. Celui-ci, qui était probablement un *cantoniste* (1), se tourna aussitôt de mon côté et me dit :

— C'est sans doute au théâtre que vous vous êtes fait prendre?

— Non, j'ai été arrêté à la maison.

— Par Fédor Ivanovitch en personne?

— Qui appelez-vous Fédor Ivanovitch?

— Le colonel Miller.

— Oui, c'est par lui.

— Ah! bien.

« Il fit un signe d'intelligence au rougeaud, qui ne parut y prendre aucun intérêt. Le cantoniste ne continua point la conversation; il comprit que je n'avais pas été arrêté pour ivrognerie ou pour voies de fait, et par conséquent je ne lui inspirai aucune sympathie. Peut-être bien craignait-il aussi d'entrer en rapport avec un prisonnier *dangereux*.

« Quelque temps après, je vis arriver des officiers de police encore à moitié endormis, puis des solliciteurs de toute espèce. »

Nous ne dirons pas quelles figures sinistres ou grotesques se succèdent alors devant le prisonnier. Ce sont des taverniers se que-

(1) On donne ce nom à des fils de soldats élevés aux frais du gouvernement.

rellant avec des cabaretières, et importunant de leurs vociférations l'officier de quartier, qui les menace du bâton jusqu'au moment où le major entre dans la salle et fait mettre les plaignans dehors. Le major remarque le prisonnier; il demande à lire le papier remis par l'officier qui vient d'arrêter M. Hertzen. On emmène celui-ci chez le grand-maître de la police, puis on le reconduit au quartier sans lui avoir fait subir aucun interrogatoire. L'emprisonnement est commencé, et M. Hertzen décrit avec une douloureuse énergie les premières impressions de cette vie nouvelle.

« Tout homme qui a des ressources en lui-même s'habitue bientôt à la prison. On se fait au silence de la cage qui vous est donnée pour gîte, et entre les barreaux de laquelle on peut se mouvoir en toute liberté. Aucun soin, aucune distraction ne vient vous y préoccuper.

« Pendant les premiers jours, on me priva de livres; le major prétendait qu'il n'était point permis d'en faire apporter de chez soi. Je lui demandai la permission d'en acheter. — Oui, me répondit-il, si c'est quelque chose d'instructif, une grammaire par exemple. Je peux bien vous accorder cela, mais pour tout le reste il faut avoir la permission du général. — L'idée de me donner à lire une grammaire comme distraction me parut fort plaisante, mais je l'accueillis néanmoins avec empressement, et priai le major de me faire acheter une grammaire italienne et un dictionnaire. J'avais deux assignats rouges (1) et lui en donnai un; il chargea aussitôt un officier d'aller acheter les livres et de porter en même temps de ma part au grand-maître de police une lettre dans laquelle, en me fondant sur l'article du règlement dont j'ai parlé, je le priai de me faire savoir le motif de mon arrestation ou de me relâcher. Le major, en présence duquel j'avais écrit cette lettre, m'avait engagé beaucoup à ne point faire cette démarche. — C'est peine perdue, me disait-il. Je peux vous assurer que vous allez déranger inutilement le général. On répondra: C'est un brouillon! rien de plus, et au lieu de vous servir, cela ne peut que vous être nuisible.

« Le soir du même jour, l'officier de quartier vint me dire, de la part du général, que je connaîtrais en temps et lieu les motifs de mon arrestation; puis il tira de sa poche une grammaire italienne fort malpropre, et ajouta en souriant : — Il se trouve justement qu'il y a là un vocabulaire à la fin du livre, de sorte que le dictionnaire devient inutile. Quant au reste de l'argent, il n'en fut pas question. Je voulais écrire une seconde lettre au maître de police; mais j'y renonçai, pour ne pas jouer dans la prison de police de la Prétchistineka le rôle d'un Hampden en miniature. »

(1) A cette époque, il y avait encore en Russie des assignats de différentes couleurs: les rouges valaient 10 roubles.

II.

Le jeune étudiant une fois arrêté, l'instruction de son affaire commence. Après une dizaine de jours passés en prison, M. Hertzen reçoit la visite d'un officier de quartier qui doit le conduire devant la commission d'enquête. Un des plus curieux chapitres du livre nous fait assister à quelques-unes des séances de cette commission, réunie pour s'éclairer sur une affaire présentée comme grave, et procédant, on va le voir, avec une singulière insouciance.

« La commission était réunie, dit M. Hertzen, dans une chambre meublée avec une sorte d'élégance, autour d'une grande table. Mes juges étaient au nombre de cinq, à ce que je crois; ils avaient des cigares à la bouche, causaient gaiement entre eux, étendus dans des fauteuils, et leurs uniformes étaient déboutonnés. Le grand-maître de police Tsinski les présidait. Lorsque j'entrai dans la salle, il se tourna vers un personnage assis paisiblement dans un coin de la chambre et lui dit : — Veuillez commencer, mon père.

« Je jetai alors pour la première fois les yeux sur celui qu'il interpellait ainsi : c'était un vieux prêtre aux cheveux blancs et au teint d'un rouge bleuâtre. Je remarquai qu'il portait la main à la bouche pour cacher ses bâillemens. Ce vénérable personnage se mit à m'endoctriner d'une voix traînante et criarde : il me dit qu'il était criminel de taire la vérité aux juges désignés par le tsar, et que d'ailleurs toute réticence était inutile, car l'oreille de Dieu est partout. Pour donner plus d'autorité à ses paroles, il me cita quelques passages des textes sacrés qui prouvaient évidemment, suivant lui, que tout pouvoir émane à la fois de Dieu et de César. En finissant, il m'invita à baiser l'Évangile et la sainte croix comme gage de la promesse, que je n'avais nullement donnée et qu'il ne m'avait même point demandée, de dire la vérité à mes juges.

« Dès qu'il eut terminé cette cérémonie, il se mit à envelopper précipitamment la croix et l'Évangile. Le maître de police se souleva un peu dans son fauteuil et lui dit qu'il pouvait s'en aller; mais avant de sortir, le saint homme se retourna une dernière fois de mon côté. — J'ajouterai encore quelques mots aux paroles du prêtre, me dit-il en langage profane. Il vous serait inutile de nier ce que l'on vous reproche. — Et il me montra les papiers, les lettres et les portraits qui étaient étalés avec intention sur la table. — La sincérité de vos aveux pourra seule disposer vos juges à user d'indulgence à votre égard. Il dépend de vous d'être libre ou d'aller au Caucase.

« L'interrogatoire qu'on me fit subir était formulé par écrit. Parmi les questions que l'on m'adressa, il y en avait dont la naïveté était vraiment étrange. En voici quelques-unes. — N'avez-vous point con-

naissance d'une société secrète? N'êtes-vous point membre de quelque société littéraire ou autre? Nommez-en les membres. Où se réunissaient-ils? — Il était facile de répondre négativement à toutes ces interpellations, et on comprend que je n'y manquai pas.

— Je vois que vous ne savez rien, dit Tsinski en relisant l'interrogatoire. Je vous ai prévenu, vous allez empirer votre position.

« C'est ainsi que se termina mon premier interrogatoire. »

Il est fâcheux que l'auteur n'ait point jugé à propos d'entrer dans quelques détails sur les autres interrogatoires qu'on lui fit subir. La curiosité qui se porte maintenant sur les moindres actes du gouvernement russe donnerait quelque intérêt à des renseignemens sur les formes et l'objet de ces interrogatoires. Il paraît qu'un des chefs d'accusation était une tentative de propagande en faveur *des idées révolutionnaires empruntées à la doctrine de Saint-Simon*. On voit que si, comme on l'a sérieusement avancé de nos jours, la Russie est un dangereux foyer de principes communistes, ce n'est pas au gouvernement qu'il faut s'en prendre. Au reste M. Hertzen nous en dit assez pour prouver que la forme et le ton général de ces interrogatoires ne répondent nullement aux usages suivis partout ailleurs. C'est dans la bibliothèque de l'un des membres de la commission, le prince Serge Galitsine, que celle-ci se réunissait, et lorsqu'ils étaient amenés en présence de leurs juges, les prévenus jouissaient d'une liberté de parole dont ils ne manquaient pas de profiter. C'est là une particularité qui contraste avec les idées généralement répandues sur les tribunaux russes. Un des interrogatoires que M. Hertzen eut à subir mérite à ce titre d'être cité textuellement.

« La commission, nous dit-il, avait remarqué dans une de mes lettres une phrase ainsi conçue : « Toutes les chartes constitutionnelles ne mènent à rien, ce sont des contrats entre un maître et « des esclaves; mais il ne s'agit point de rendre la condition de ceux-« ci meilleure, il faut faire en sorte qu'il n'y ait plus d'esclaves. » On me demanda d'expliquer cette pensée. Je répondis qu'il me paraissait tout à fait inutile de prendre la défense du régime constitutionnel, et que si je m'étais avisé de le faire, on me l'aurait probablement reproché.

— On peut critiquer le régime constitutionnel de deux points de vue différens, me dit le prince Serge Galitsine. Vous ne l'attaquez pas du côté monarchique, car vous employez le mot *esclave* en lui donnant une signification qu'il n'a pas ordinairement.

— Alors je partage l'erreur de l'impératrice Catherine, qui ordonna à ses sujets de ne plus prendre le titre d'esclaves.

« Le prince, piqué de cette réponse ironique, me dit aussitôt : Vous croyez sans doute que nous sommes ici pour des discussions scolastiques, comme à l'université lorsqu'il s'agit d'examiner une thèse?

— Pourquoi me demandez-vous des explications?

— Vous faites semblant de ne pas comprendre ce dont il s'agit.

— Je n'y comprends absolument rien.

— Ils sont tous aussi obstinés les uns que les autres, dit le président. — Le prince haussa les épaules.

« Il y eut un moment de silence. J'en profitai pour m'approcher de la bibliothèque, et j'y aperçus les *Mémoires* de Saint-Simon. — Quelle injustice! dis-je en m'adressant au président; on m'accuse de saint-simonisme, et le prince a vingt volumes de Saint-Simon dans cette armoire!

« Comme l'honorable juge était fort peu lettré, il ne savait que répondre; mais le prince me lança un regard foudroyant et reprit : — Ne voyez-vous pas que c'est l'ouvrage du duc de Saint-Simon qui écrivait sous le règne de Louis XIV?

« Le président sourit, me regarda d'un air de dédain et me dit : Vous pouvez vous retirer.

« Au moment où je sortais, je l'entendis demander au prince : — N'est-ce pas lui qui a écrit sur Pierre Ier le morceau que vous m'avez montré?

— Oui, répondit celui-ci.

— Il a des moyens.

— Tant pis. Le poison entre des mains habiles n'en est que plus dangereux, reprit le grand inquisiteur. C'est un jeune homme incorrigible...

« A ce mot, je compris que je serais immanquablement condamné. »

Tout en ne doutant pas du sort qu'on lui réserve, M. Hertzen est néanmoins impatient de le connaître; mais une cause de retard imprévue vient prolonger sa pénible attente. L'année 1834 devait être marquée par de fâcheuses complications pour la police de Moscou. Des incendies nombreux, évidemment allumés par la malveillance, tenaient depuis quelque temps l'administration en éveil, et la marche du procès des étudians était ralentie par cette triste diversion. La commission d'enquête instituée par le général gouverneur, et devant laquelle M. Hertzen avait comparu, avait déplu à l'empereur, qui en avait nommé une autre. Les membres de ce nouveau comité étaient le général Stahl, commandant de la place de Moscou, un autre prince Galitsine, envoyé *ad hoc* de Saint-Pétersbourg, le général de police, le colonel de gendarmerie Choubenski et l'auditeur Oranski, lequel avait été attaché au premier comité. Malgré le changement ordonné par l'empereur, la procédure ne marchait guère plus vite, et M. Hertzen, voyant affluer dans sa prison de nombreux prévenus arrêtés comme incendiaires, détourna un moment son attention de ses propres souffrances pour observer les procédés expéditifs de la justice russe vis-à-vis de ces malheureux.

« Lorsqu'on en vint à instruire le procès de tous les incendiaires que l'on avait arrêtés, on en relâcha un assez grand nombre. Ceux qui parurent suspects furent étroitement gardés dans le quartier, et un maître de police venait tous les matins les interroger pendant deux ou trois heures. Il y avait plusieurs femmes parmi les prisonniers; quelquefois on les frappait à coups de poing ou avec des verges, et alors leurs gémissemens, leurs cris, leurs supplications, que dominaient la voix retentissante du maître de police et celle du secrétaire lisant les procès-verbaux d'un ton monotone, montaient jusqu'à ma chambre. Ces scènes me mettaient au supplice, et j'en rêvais toutes les nuits. Lorsque je me réveillais en sursaut, je frissonnais d'horreur en songeant que ces malheureux étaient à quelques pas de moi, enchaînés, couchés sur la paille, le dos ensanglanté, et qu'aucun d'eux probablement n'était coupable.

« Les hommes des classes inférieures, paysans, domestiques serfs, artisans ou bourgeois, sont les seuls, en Russie, qui connaissent à fond la pratique des tribunaux ou de la police et les tourmens de la prison. Les détenus politiques, appartenant presque tous à la noblesse, sont sans doute rigoureusement surveillés et punis avec cruauté, mais leur sort ne saurait être mis en parallèle avec celui des pauvres. La police ne se gêne point avec ceux-ci. A qui un paysan ou un ouvrier irait-il se plaindre, et à quel tribunal pourrait-il s'adresser (1)? Tels sont en Russie le désordre, la grossièreté, l'arbitraire et l'immoralité de la police et des tribunaux, que toute personne non titrée qui est menacée d'une affaire judiciaire ne redoute point la peine qu'elle peut avoir encourue, mais l'instruction qui doit la précéder. Le prévenu attend avec impatience le moment où il sera expédié pour la Sibérie; c'est avec l'application du châtiment que finit le supplice auquel il est condamné. Ajoutez à cela que les trois quarts des prévenus sont remis en liberté par les tribunaux, et qu'ils ont subi, comme ceux qui sont reconnus coupables, tous les tourmens de la détention.

(1) Cette observation est vraie pour les bourgeois et les serfs de la couronne, mais il s'en faut de beaucoup qu'il en soit ainsi pour les paysans appartenant aux grands propriétaires du pays. Un riche manufacturier belge établi dans les environs de Moscou l'apprit à ses dépens il y a peu d'années. Un de ses ouvriers ayant commis un vol, il le fit châtier par la police; mais, non content de cette correction légale, il imagina de promener le coupable sur un échafaud mobile, avec un écriteau portant le mot de *voleur* attaché sur sa poitrine. Après avoir subi cette exposition, l'ouvrier, qui appartenait à M. Tchertkof, maréchal de la noblesse de Moscou, porta plainte à celui-ci; le fabricant incriminé fut obligé de sacrifier une somme considérable, 25,000 roubles, dit-on, pour se tirer de ce mauvais pas. La plus forte partie de cet argent resta, bien entendu, entre les mains des employés de la police chargés de mener l'affaire. Les exemples de ce genre sont nombreux en Russie, et les fabricans étrangers n'ignorent point que les paysans serfs ont des protecteurs très vigilans.

« Pierre Ier a supprimé la question et la chancellerie secrète. Catherine a défendu la question. Alexandre en agit de même. Les aveux arrachés par la peur ne sont point reconnus valables par la loi. Le fonctionnaire qui a recours à des moyens coercitifs pour faire parler un prévenu s'expose lui-même à être mis en jugement, et la pénalité qui l'attend est rigoureuse. Néanmoins les détenus sont encore soumis à la question d'un bout à l'autre de la Russie, depuis le détroit de Behring jusqu'à Tauroguen. Lorsqu'on suppose qu'il serait dangereux de la donner avec des verges, les meurtrissures qu'elles laissent pouvant éveiller l'attention de l'autorité suprême, c'est à une chaleur suffocante qu'on soumet les prisonniers, à la soif atroce que provoquent des alimens salés... Le pouvoir n'ignore pas ces abus, la plupart des gouverneurs les encouragent, le sénat les tolère, les ministres se taisent, l'usage l'emporte sur la loi; l'empereur et le synode, les propriétaires et les officiers de quartier partagent à cet égard la même opinion; ils ne voient point, disent-ils, pourquoi on ne battrait pas les paysans, et pensent même qu'il est bon de le faire de temps en temps.

« La commission nommée pour découvrir les incendiaires interrogea, c'est-à-dire fouetta pendant près de six mois, et ne découvrit rien. L'empereur en fut indigné et donna ordre de terminer l'enquête en trois jours. Cette injonction fut obéie; on découvrit des coupables qui furent condamnés à la peine du knout (1), à la marque et aux travaux forcés. On réunit tous les domestiques serfs des maisons incendiées pour les faire assister au terrible supplice. C'était en hiver, et j'étais alors détenu dans la prison de la gendarmerie de la caserne de Kroutitzki. Le chef d'escadron de ce corps, bon vieillard qui assistait à cette exécution, m'en rapporta les détails suivans. Le condamné que l'on amena le premier sur le lieu du supplice proclama à haute voix son innocence, et affirma qu'il ne s'était accusé que pour mettre un terme aux mauvais traitemens qu'on lui avait infligés; puis il ôta sa chemise, et tournant son dos du côté des assistans, il ajouta : Voyez, orthodoxes ! Un murmure d'effroi agita la foule; le dos du patient n'était du haut en bas qu'une plaie bleuâtre, et c'est sur ces stigmates saignans qu'on allait lui appliquer le knout. La sombre attitude du peuple engagea la police à hâter l'exécution, et les bourreaux ne donnèrent point le nombre de coups fixé par la loi. Quant aux autres condamnés, on se borna à les marquer et à les enchaîner, afin d'en finir plus promptement; mais les détails de cette

(1) La marque est abolie depuis longtemps en Russie; le knout l'a été en 1843. Il est remplacé par la peine du *plete*, qui, au lieu d'être formé comme le knout d'une bande de cuir longue, épaisse et durcie à dessein, se compose de plusieurs lanières courtes et étroites.

scène ne tardèrent point à se répandre dans toute la ville, et le général gouverneur crut devoir les communiquer à l'empereur. Celui-ci lui ordonna de former une autre commission et d'instruire séparément la cause des incendiaires qui se disaient innocens. Quelques mois après, je lus dans les journaux que l'empereur, voulant indemniser les paysans qui avaient été punis injustement comme incendiaires, leur accordait 200 roubles pour chaque coup de knout qu'ils avaient reçu (1) et un passeport particulier constatant leur innocence, mesure d'autant plus nécessaire qu'ils avaient été marqués. Le paysan qui avait pris la parole au moment du supplice fut compris dans cette réhabilitation.

« Les incendies qui eurent lieu en 1834 à Moscou et dix ans après dans quelques provinces n'ont jamais été expliqués. Que la malveillance n'y soit point restée étrangère, cela est incontestable; le feu, « le coq rouge, » comme disent les gens du peuple, est en Russie un moyen de vengeance tout à fait national. On entend rapporter continuellement que des maisons seigneuriales ou quelques-unes de leurs dépendances ont été consumées par les flammes; mais personne n'a jamais su, et les membres de la commission ont su moins que tout autre, les motifs de ces désastres. »

Pendant la double instruction poursuivie contre les étudians et les incendiaires, l'empereur arriva à Moscou, et son arrivée marqua une nouvelle phase dans la marche de ces deux affaires. Nous ne nous occuperons plus que de celle des étudians. Le commandant Stahl, vieux général d'un courage éprouvé, jugeait que la cause de M. Hertzen et de ses amis était tout à fait distincte de celle des étudians prévenus de chants séditieux. Il n'était point parvenu cependant à faire partager son opinion à ses collègues et refusait de siéger dans la commission. L'empereur, à son arrivée à Moscou, lui demanda l'explication de ce refus, que le général lui donna avec une franchise toute militaire. — Quelle sottise! lui dit le tsar. Te brouiller pour cela avec tes collègues! N'en as-tu pas de honte? J'espère bien que tu vas reprendre tes fonctions. — Sire, reprit Stahl, épargnez mes cheveux blancs : dans cette circonstance, il s'agit de mon honneur. — L'empereur fronça les sourcils, mais Stahl se retira, et il continua de s'abstenir de prendre part aux travaux de la commission, sans que le souverain cherchât de nouveau à vaincre ses scrupules. Ce respect pour l'indépendance d'une opinion courageusement exprimée promettait aux accusés, sinon moins de sévérité, du moins plus d'égards de la part du tribunal qui devait décider de leur sort.

(1) Telle est la loi : lorsque, par la révision d'un procès criminel, on découvre que la peine du knout a été infligée injustement, le tribunal qui a porté la sentence est tenu de payer au condamné 200 roubles-argent (800 fr.) pour chaque coup.

La sévérité conciliée avec une sorte de dignité paternelle, tel est en effet le double caractère des actes par lesquels le tsar Nicolas aime à déconcerter les meneurs révolutionnaires de la Russie. M. Hertzen cite à ce propos un fait que nous croyons devoir raconter d'après lui, bien qu'il soit un peu antérieur à l'époque où nous place son récit. Un étudiant de Moscou, nommé Polejaïef, avait écrit une parodie très spirituelle du célèbre poème de Pouchkine, *Onéguine*. Ce morceau, intitulé *Sachka*, contenait quelques traits blessans pour l'empereur et courait manuscrit par la ville. Lorsque, peu de temps après l'exécution de Pestel et de Mouravief, l'empereur se rendit à Moscou pour son couronnement, la police secrète lui signala le petit poème de Polejaïef. La nuit suivante, vers trois heures du matin, le recteur de l'université réveille le jeune poète, lui ordonne de s'habiller et de se rendre à l'administration. Le proviseur l'y attendait; il examine attentivement la tenue de Polejaïef, l'engage à boutonner son uniforme, et, le faisant monter avec lui en voiture, le conduit au domicile du ministre de l'instruction publique. Celui-ci prend à son tour Polejaïef dans son équipage et le mène au palais impérial. Le ministre laisse un moment l'étudiant dans une salle déjà remplie de courtisans, quoiqu'il ne fût encore que six heures du matin, et s'éloigne. Enfin on introduit Polejaïef dans le cabinet impérial. L'empereur s'y tenait appuyé contre un bureau et parlait au ministre. En apercevant le jeune homme, il arrêta sur lui un regard perçant et sévère. Il tenait un manuscrit à la main. — Est-ce toi qui as fait ces vers? dit-il. — Oui, répond Polejaïef. — Prince, reprit l'empereur en s'adressant au ministre, je vais vous donner un échantillon de l'éducation universitaire. Vous allez voir à quoi les jeunes élèves passent leur temps. — Lis cela à haute voix, dit-il à Polejaïef en lui présentant le cahier. Le jeune homme tout ému ne fait d'abord que balbutier; mais le regard froid et grave du tsar sollicite une réponse. — Cela m'est impossible, s'écrie enfin l'étudiant. — Obéis-moi ! reprend l'empereur. — A ces mots, prononcés avec un accent irrésistible, Polejaïef ouvre le cahier d'une main tremblante. Il a d'abord quelque peine à prononcer, mais il finit par se remettre et lit tout le poème sans s'arrêter. A certains passages, l'empereur faisait un signe au ministre. — Qu'en pensez-vous? lui demande-t-il lorsque la lecture est terminée. Je mettrai fin à cette démoralisation; ce sont des restes de l'explosion qui vient d'avorter. Quelle est sa conduite?

Le ministre l'ignorait complétement, bien entendu; mais un sentiment d'humanité s'éveilla dans son cœur : — Elle est excellente, répondit-il à l'empereur. — Cela te sauve, reprit celui-ci, mais il est indispensable que tu sois puni, pour l'exemple. Veux-tu entrer au service militaire? — Polejaïef garda le silence. — Je t'offre le moyen de racheter ta faute, réponds-moi. — Je dois vous obéir, dit l'étu-

diant. L'empereur s'avança vers Polejaïef, lui posa la main sur l'épaule et lui dit : — Ton avenir dépend de toi; si je t'oubliais, écris-moi. — Puis il le baisa paternellement sur le front (1).

Si l'empereur n'appliqua point à M. Hertzen et à ses amis ces procédés de justice patriarcale, il donna du moins une forte impulsion aux travaux des commissaires réunis pour les juger. Désormais M. Hertzen n'avait plus à subir d'interrogatoires, et il ne devait reparaître devant le tribunal que pour écouter sa sentence. On lui assigna en attendant un nouveau lieu de détention, l'ancien monastère de Kroutitzki, transformé en caserne. Empruntons encore quelques souvenirs à cette période de sa captivité :

« Je finis par m'habituer, dit-il, à ma nouvelle prison, comme je m'étais fait à celle du quartier de police; j'y passais mon temps à conjuguer des verbes italiens d'après ma grammaire et à lire quelques autres livres de ce genre. Au commencement, je fus soumis à un régime assez sévère. Le soir à neuf heures, aussitôt que la retraite sonnait, mon gardien entrait dans ma chambre, éteignait la lumière et fermait ma porte à clé. Depuis ce moment jusqu'à huit heures du matin, j'étais obligé de rester dans une obscurité complète; cela me paraissait d'autant plus pénible que, n'ayant jamais été un grand dormeur, quatre heures de sommeil me suffisaient en prison, où j'étais complétement privé d'exercice. Joignez à cela que toute la nuit le cri de *écoute !* que jetaient de quart d'heure en quart d'heure les factionnaires qui se tenaient aux deux extrémités du corridor, venait me rappeler que j'étais sous les verrous.

« La retraite sonnée, un silence profond s'établissait dans la prison; rien ne le troublait, si ce n'est le pas du soldat de faction qui marchait sur la neige devant ma fenêtre, puis le cri lointain des sentinelles. Mon sommeil était souvent troublé par des songes; il m'arrivait quelquefois de me dire, lorsque j'entr'ouvrais les yeux : Le maudit rêve! une prison! des gendarmes! Heureusement qu'il n'y a rien de vrai dans tout cela. — Mais au même instant le bruit d'un sabre

(1) La fin de Polejaïef fut triste. Entré dans les rangs de l'armée comme soldat, il adressa, au bout de trois ans, une lettre à l'empereur. Ne recevant point de réponse, il supposa qu'elle ne lui était pas parvenue, et il en écrivit une seconde sans plus de succès. Persuadé que ses lettres étaient interceptées, il déserta, dans l'espérance de pouvoir remettre de ses propres mains une supplique à l'empereur; mais, étant allé rejoindre à Moscou d'anciens camarades qui s'empressèrent de fêter son retour, il y fut bientôt arrêté. Reconduit à son corps, un conseil de guerre le condamna à passer par les verges. L'arrêt fut soumis à la sanction de l'empereur. Dans l'intervalle, le malheureux résolut de se donner la mort, et un vieux soldat lui fournit en secret une baïonnette qu'il avait, lui dit-il, aiguisée lui-même avec soin. Toutefois l'empereur commua la peine de Polejaïef; il fut envoyé au Caucase, où il passa sous-officier. Quelque temps après, il obtint l'autorisation de servir en cette qualité dans un régiment de la garnison de Moscou, et il y mourut d'une maladie de poitrine au moment où il venait d'obtenir le grade d'officier.

qui résonnait dans le corridor, ou la vue de l'officier de service qui entr'ouvrait la porte et que j'apercevais à la lueur d'une lanterne portée par un soldat, ou encore le cri de *qui va là!* que les factionnaires avaient la barbarie de pousser dans la cour, souvent aussi le son retentissant de la trompette qui sonnait le réveil, me rappelaient à la réalité.

« Dans les momens d'ennui et lorsque j'étais las de mes livres, je me mettais à causer avec les gendarmes préposés à la surveillance des prisonniers. C'étaient en général de vieux soldats auxquels on accordait la faveur de ne point figurer dans les rangs. Ils remplissaient leurs paisibles fonctions sous la surveillance d'un fourrier; celui-ci était pour sa part un espion et un coquin fieffé. Cinq ou six gendarmes suffisaient au service. Le vieux soldat qui me gardait était un homme simple, bon, sensible aux moindres marques d'intérêt qu'on lui donnait, probablement parce qu'on ne lui en avait guère prodigué dans le cours de sa carrière. Après avoir fait la campagne de 1812, comme l'attestaient les nombreuses médailles qui couvraient sa poitrine, il avait achevé son temps de service; mais, ne sachant que devenir, il s'était décidé à rester soldat. — J'avais écrit deux fois, me dit-il, dans le gouvernement de Mohilef, où je suis né, sans recevoir de réponse; il paraît que tous mes parens sont morts, et alors quelle figure aurais-je faite là-bas? C'est triste: impossible de rester au village; il faut s'en aller tendre la main comme un homme abandonné du ciel! — Telles sont, soit dit en passant, les conséquences barbares qu'entraîne en Russie la durée exceptionnelle du service militaire. La personnalité humaine y est toujours impitoyablement sacrifiée, le dévouement le plus absolu n'y obtient pas la moindre récompense.

« Mon vieux gardien, Philimone, avait la prétention de connaître l'allemand, langue avec laquelle il s'était un peu familiarisé en effet dans ses quartiers d'hiver après la prise de Paris; mais toutes ses connaissances en ce genre se bornaient à exprimer assez bizarrement, avec les sons de l'alphabet russe, quelques mots allemands. La plupart des récits qu'il me faisait étaient d'une naïveté qui m'inspirait souvent de tristes réflexions : je me bornerai à citer l'histoire suivante qu'il me conta un jour. Pendant la campagne que l'armée russe fit en Moldavie en 1815, il servait dans une compagnie dont le capitaine avait su mériter l'attachement de ses soldats par les soins qu'il leur prodiguait et le courage dont il faisait preuve en présence de l'ennemi. — Mais une Moldave l'ensorcela, me dit mon gardien, et voilà notre commandant qui devient soucieux; savez-vous pourquoi? C'est qu'il avait remarqué que la Moldave faisait des visites à un autre officier. Un jour que je causais avec un camarade, un fameux soldat qui a eu plus tard les deux jambes emportées sous les murs de Malo-

Iaroslavèts, le capitaine nous aborde, nous raconte que la Moldave lui joue des tours, et nous demande s'il peut compter sur nous pour lui donner une leçon. — Pourquoi pas? lui répondons-nous; servir votre seigneurie est toujours un honneur pour nous. — Il nous remercia, et, montrant la maison dans laquelle demeurait l'officier, il nous dit : — Tenez-vous la nuit sur le pont; elle y passera bien sûr pour aller chez lui; lorsque vous la verrez, prenez-la sans bruit et jetez-la à la rivière. — Cela peut se faire, votre seigneurie, lui disons-nous. — Et la nuit venue, nous allons en effet nous asseoir sur le pont avec un sac. Voilà que vers minuit nous voyons la Moldave qui court. — Pourquoi vous pressez-vous, madame? lui disons-nous comme ça, — et puis nous lui appliquons un bon coup sur la tête. La pauvre colombe ne poussa pas le moindre cri; nous l'avons fourrée dans le sac et jetée à la rivière. Le lendemain, le capitaine entre chez l'officier et lui dit : — Ne soyez pas fâché contre la Moldave, nous l'avons un peu retenue. Entre nous soit dit, elle est dans la rivière, et si vous voulez, nous irons nous dire deux mots derrière le village avec un sabre ou des pistolets à votre choix. — Et en effet ça n'a pas manqué; mais notre pauvre capitaine, s'étant fait donner un rude coup de sabre dans la poitrine, n'en est pas revenu: trois mois après, il rendit son âme à Dieu.

« Et la Moldave? lui demandai-je. Vous l'avez donc noyée?

— Mais oui, me répondit tranquillement le vieux soldat.

« L'innocence vraiment enfantine avec laquelle il me raconta cette histoire me remplit d'étonnement. Il parut comprendre le sentiment que j'éprouvai, ou peut-être même éprouvait-il en ce moment, pour la première fois de sa vie, quelque trouble en réfléchissant à cette action. Toujours est-il que, pour me rassurer ou pour calmer sa conscience, il crut à propos d'ajouter : — Ce sont des païennes; oui, ces gens-là ne valent pas mieux, croyez-moi, que des mécréans. »

La figure du vieux gendarme, telle que la retrace l'écrivain russe, ne serait-elle pas bien à sa place dans quelque récit de M. Mérimée? Il y a, comme le dit M. Hertzen lui-même, du Wouwermans et du Callot dans ce farouche personnage racontant un guet-apens et un meurtre nocturne dont une femme est victime avec une si philosophique insouciance.

Cependant l'instruction était finie. Dès ce moment, la captivité des jeunes prisonniers devient moins rigoureuse. On leur permet de voir quelques-uns de leurs amis et leurs parens. Enfin deux mois après, dans le courant de mars 1835, ils apprennent que la sentence rendue par la commission va leur être signifiée. Le 20 du même mois, ils sont réunis pour la première fois, depuis leur mise en jugement, dans l'une des salles de l'hôtel du gouverneur militaire. Les prévenus avaient été partagés en trois catégories. Tous ceux de la seconde

(M. Hertzen s'y trouvait) furent condamnés à l'exil. On infligea à ceux de la troisième diverses peines moins sévères. Quant aux détenus de la première catégorie, un châtiment rigoureux leur était réservé : la commission les jugea dignes d'être détenus à perpétuité dans la forteresse de Schlusselbourg. Ils étaient trois : Sokolovski, l'auteur de la fameuse chanson qui outrageait l'empereur, un peintre nommé Outkine, et un officier du nom d'Ibaïef. M. Hertzen nous donne quelques renseignemens sur ces redoutables conspirateurs. Auteur de deux poèmes assez estimés et d'un grand nombre de poésies légères, Sokolovski était heureusement doué; mais son talent poétique n'avait pas assez d'originalité pour se passer de culture, et il n'en avait aucune. C'était un homme de trente ans, aimable, amusant, un bon vivant dans toute la force du mot, recherchant avant tout les plaisirs de la table. Ayant été impliqué dans cette affaire à l'improviste, il avait dû passer subitement d'une vie d'orgies continuelles dans un cachot; mais la prison l'avait trempé, il en supportait tous les ennuis avec courage. Appelé un jour devant un des membres de la commission, piétiste qui avait passé sa vie à faire le métier d'espion et de juge instructeur, celui-ci lui demanda à qui s'adressaient les deux derniers vers de sa chanson (ils renfermaient plusieurs expressions impies empruntées au langage le plus cynique) (1). — Soyez sûr, lui répondit Sokolovski, que ce n'est point à l'empereur, mais à Dieu. Je vous prie de prendre en considération cette circonstance atténuante. — On avait infligé à Sokolovski un secret encore plus rigoureux que celui auquel étaient soumis les autres prisonniers, et cependant, lorsqu'ils se trouvèrent réunis pour entendre leur sentence, il n'avait encore rien perdu de sa gaieté.

Le second prévenu de cette catégorie, le peintre Outkine, signait ainsi tous les procès-verbaux des interrogatoires qu'il subissait : « Artiste libre détenu en prison. » C'était un homme de quarante ans. Il n'avait de sa vie pris part à aucune intrigue politique; mais d'un caractère franc et emporté, il lui avait été impossible de se contenir en présence de ses juges. Il s'était souvent oublié au point de leur adresser des propos grossiers; aussi la prison qu'on lui avait réservée était-elle la plus sombre et la plus humide de toutes.

Quant à Ibaïef, il ne fut sans doute puni sévèrement que parce qu'il portait l'épaulette. Il s'était trouvé à la fête en question, il est vrai; mais, s'il y avait chanté les paroles incriminées, il est certain

(1) Dans la dernière strophe de cette pièce, dépourvue d'ailleurs de tout mérite littéraire, l'auteur met en scène Dieu, qui, prenant en pitié la Russie menacée d'être gouvernée par le grand-duc Constantin, lui donne l'empereur actuel. La chanson est terminée par le juron russe : *Misérable fils de chienne*, qu'on prétendait appliquer à l'empereur, mais que l'auteur, revendiquant avec audace l'intention blasphématoire de sa pièce affirmait avoir dirigé contre Dieu.

que sa voix ne devait point dominer dans ce chaos infernal. C'était un homme parfaitement inoffensif et sans aucune valeur politique. Les trois principaux accusés entendirent d'ailleurs avec non moins de fermeté que tous les autres la sentence qui fut rendue contre eux. Ils ne se démentirent point plus tard : Outkine mourut en prison; Sokolovski, ayant été transféré malade à l'armée du Caucase, finit ses jours à Piatigorsk peu de temps après. Le troisième fut relégué à Perm au bout de quelques années et y tomba dans le piétisme.

La détention était finie, l'exil allait commencer. C'est sur les frontières de la Sibérie que nous allons étudier maintenant avec M. Hertzen l'administration russe sous une face nouvelle, et observer les hommes chargés d'appliquer la peine après ceux qui l'ont prononcée.

III.

Per me si va nella città dolente,
Per me si va nell' eterno dolore.

« Ces vers, dit M. Hertzen, conviennent également à la porte de l'enfer et au chemin qui conduit en Sibérie. » On voit dans quelle disposition le prisonnier quittait Moscou pour le lieu de son exil, après avoir échangé sous les yeux de gardiens impatiens les derniers adieux avec sa famille. Quelques instans après cette douloureuse entrevue, la calèche qui emportait M. Hertzen roulait sur la route de Perm. Le gendarme qui accompagnait l'exilé avait ordre de faire au moins deux cents verstes par jour. On dévorait donc l'espace, les haltes étaient rares et courtes. Les incidens de ce triste voyage n'ont rien de très caractéristique : lutte contre les intempéries d'une saison encore rigoureuse, stations forcées au bord de rivières qui charrient ou au milieu de routes impraticables, çà et là des rencontres importunes, quelques conversations avec des employés dont les questions indiscrètes ne laissent de place qu'à des réponses évasives, voilà ce qui remplit les heures où la calèche ne roule pas avec la rapidité d'une flèche à travers les solitudes désolées de la Russie occidentale. Nous citerons cependant une scène où le contraste du paysan russe et du Tatare se montre sous un aspect assez curieux. Le prisonnier vient d'arriver sur les rives du Volga, dans les environs de Kasan. Le fleuve a débordé à plus de cinquante verstes, et le service du bac est suspendu. Il serait prudent d'imiter les voyageurs libres dont les voitures stationnent sur la plage, attendant que le passage soit redevenu possible; mais le gendarme, préoccupé d'éviter tout retard et quelque peu étourdi par des libations trop copieuses, prétend passer tout de suite. On fait donc venir une barque, la calèche y est transportée, et l'on part.

« Le vent s'était un peu calmé, dit M. Hertzen, et le Tatare qui nous conduisait mit la voile dehors; mais au même instant une bourrasque d'une violence extrême vint nous chasser avec tant de force contre un pieu, que notre barque commença à faire eau. La situation était critique; heureusement pour nous, le Tatare réussit à faire échouer la barque sur un banc de sable. Une petite embarcation chargée de marchandises passait à quelque distance; nous la hélâmes, mais elle continua son chemin. Peu de temps après, un paysan monté avec sa femme dans un petit bateau s'approcha de nous pour savoir ce qui nous était arrivé : « Le beau malheur! dit-il; il faut boucher le trou et repartir avec l'aide de Dieu. Que fais-tu là, Tatare? Vous n'êtes donc bons à rien, vous autres? » Cela dit, il monta dans la barque. Le Tatare était en effet dans une grande perplexité, et il y avait de quoi. Le gendarme dormait au moment de l'accident. Réveillé subitement par l'eau qui entrait dans la barque, son premier mouvement fut de tomber à grands coups de poings sur le Tatare; mais celui-ci paraissait beaucoup moins sensible à ces mauvais traitemens qu'à la responsabilité qui pesait sur lui : la barque appartenait à la couronne. « Que vais-je devenir si elle coule? » criait le malheureux. Pour le consoler, je lui dis que dans ce cas il périrait probablement aussi. « Fort bien, père, me répondit-il; mais si je ne me noyais pas? » Pendant ces singulières doléances, le paysan vint à bout de fermer tant bien que mal la voie d'eau au moyen de quelques chiffons et d'une petite planche qu'il assujettit à coups de hache. Ce travail terminé, il entra dans l'eau jusqu'à la ceinture et parvint à remettre la barque à flot. Le courant était d'une rapidité extrême; un vent mêlé de neige nous glaçait les mains et la figure. Nous voguâmes ainsi pendant quelque temps, et j'apercevais déjà au milieu du brouillard le monument élevé à la mémoire de Jean le Terrible, lorsque le Tatare s'écria tout à coup d'une voix plaintive : « Ça coule! ça coule! » Et en effet l'eau entrait de nouveau avec force par l'ouverture que le paysan avait bouchée. Nous étions au milieu du fleuve; le mouvement de la barque commença à se ralentir, et il y avait à craindre qu'elle ne se remplît en fort peu de temps. Le Tatare ôta son bonnet et se mit à prier. Mon domestique s'écria en pleurant : « Adieu, ma mère, je ne te reverrai plus! » Le gendarme jurait et répétait entre ses dents qu'arrivé sur le rivage, il donnerait une bonne leçon à tous ces gaillards-là. Quoique je ne fusse pas très rassuré moi-même, je gardais la confiance naturelle à la jeunesse, qui est toujours prête à dire : *Quid timeas? Cæsarem vehis*. Cette confiance triompha bientôt des premières impressions qui m'avaient agité à la vue du danger. Je ne me trompais pas; un quart d'heure après, nous débarquions sous les murs du kremlin de Kasan, mais nous étions trempés jusqu'aux os et nous grelottions de froid. »

Kasan n'était cependant pas le terme du voyage. Il fallait gagner Perm, et quand M. Hertzen fut dans cette ville, un nouveau déplacement lui fut imposé. Pour faciliter le séjour d'un autre condamné à Perm, on relégua l'étudiant exilé dans une ville plus lointaine, à Viatka. M. Hertzen arriva en trois jours dans cette triste résidence, après avoir traversé une contrée peuplée de Votiaks, de Mordvins, de Tcheremisses (1). Avec le séjour à Viatka commence la dernière et la plus intéressante partie du livre, celle où la Russie se montre à nous sous cet aspect oriental qu'elle doit à l'invasion tatare, et qui commence à se perdre dans les provinces centrales de l'empire. C'est à l'Orient qu'on pense en effet devant certains fonctionnaires, par exemple devant ce gouverneur de Viatka, Tioufaïef, sous les ordres duquel M. Hertzen est appelé à servir.

« C'est au centre de la Sibérie, à Tobolsk, que Tioufaïef était né. On prétend que son père y avait été déporté; ce qu'il y a de certain, c'est qu'il était de la classe des bourgeois et très pauvre. A l'âge de treize ans environ, le jeune Tioufaïef s'enrôla dans une troupe de ces acrobates ambulans qui courent les foires. Il se transporta ainsi de Tobolsk dans les provinces polonaises, en recueillant sur son passage les rires et les applaudissemens populaires; mais dans ce dernier pays il fut arrêté je ne sais pourquoi, et comme il n'avait point de papiers, on le dirigea de nouveau sur Tobolsk avec un convoi de condamnés. Son père venait de mourir et sa mère était tombée dans un tel état de dénûment, qu'il fut obligé de réparer de ses mains le four de la maison qu'elle habitait. Comme il n'avait point de profession, il apprit à écrire, et trouva bientôt à copier des rôles. Cette occupation l'ayant mis en rapport avec des employés, il en profita pour se familiariser avec les affaires, et comme son esprit naturellement délié s'était singulièrement formé dans l'existence vagabonde qu'il avait menée jusqu'alors, il ne tarda point à devenir fort entendu.

« Au commencement du règne d'Alexandre, un inspecteur fut envoyé à Tobolsk. Il eut besoin de bons expéditionnaires; on lui recommanda le jeune Tioufaïef, et il fut tellement satisfait de ses services, qu'il lui proposa de l'accompagner à Pétersbourg. Dès ce moment, Tioufaïef, qui n'avait eu d'autre ambition jusque-là que d'obtenir une place de secrétaire dans quelque tribunal de district, commença à se croire digne d'un meilleur sort, et résolut de mettre tout en œuvre pour faire son chemin. Cette détermination fut assez promptement couronnée de succès. Dix ans après, on le retrouve secrétaire intime

(1) Les peuples qui habitent ces contrées avec les Russes sont les Syrianes, les Permiens, les Votiaks et les Besurmanes; ils sont classés parmi les tribus d'origine finno-tatare, et forment ensemble 314,484 individus. Il faut y joindre les Tcheremisses, les Mordvins et les Tchuvaches; ceux-ci sont au nombre de 1,075,069 et se rapprochent davantage des Tatares.

de Cancrine, qui était alors intendant général. L'année suivante, il dirigeait un département de la chancellerie d'Araktcheïef, le ministre de la guerre d'Alexandre, et accompagna son chef à Paris lors de l'invasion. Pendant toute la durée de son séjour dans cette ville, il ne bougea point de son bureau, et Paris lui était aussi inconnu que s'il n'avait jamais quitté la Sibérie. Il travaillait jour et nuit avec Kleinmichel, alors son collègue. La tâche était rude, on le voit; les employés qui servaient dans la chancellerie d'Araktcheïef n'y restaient jamais longtemps; il y allait pour eux de la vie comme pour les hommes que l'on condamne au travail des mines. Quelle que fût l'ardeur de Tioufaïef, il ne se sentit point de force à demeurer plus longtemps dans cette fabrique d'arrêtés, de circulaires et de projets; il sollicita un poste plus paisible. Le comte Araktcheïef devait nécessairement avoir beaucoup d'estime pour Tioufaïef; c'était un employé d'une assiduité exemplaire, n'ayant point d'opinion, intègre, dévoré d'ambition et plaçant la soumission au-dessus de tous ses devoirs. Aussi donna-t-il à Tioufaïef une place de vice-gouverneur. Quelques années après, il lui confia le gouvernement de Perm; plus tard, on le transféra à Tver, mais les nobles de cette province, tout serviles qu'ils étaient, ne purent le supporter longtemps, et on finit par lui confier le gouvernement de Viatka, contrée qu'il avait visitée une première fois sur une corde tendue, et qu'il revit plus tard la corde au cou. On sait que l'autorité dont jouissent en Russie les gouverneurs varie suivant les lieux; elle augmente en raison de leur éloignement de Pétersbourg. Le gouvernement de Viatka (1) est un des plus reculés; Tioufaïef en profita.

« Le nouveau gouverneur régnait à Viatka en véritable satrape; mais c'était un satrape éveillé, remuant, qui voulait tout savoir et ne restait jamais inactif. On aurait pu le comparer à un commissaire de la convention, à Carrier par exemple, mais avec cette différence que toute l'énergie et l'insensibilité qui le caractérisaient, au lieu d'être au service d'un pouvoir révolutionnaire, étaient aux ordres d'un autocrate. Lorsque j'arrivai à Viatka, il était séparé de sa femme et vivait avec celle d'un de ses cuisiniers qu'il avait renvoyé à la campagne. Cette favorite habitait dans la maison un appartement réservé. Quoiqu'elle n'assistât point aux réceptions officielles, les fonctionnaires particulièrement dévoués au gouverneur, c'est-à-dire ceux qui craignaient le plus de tomber entre les mains de la justice, fréquentaient assidûment la femme du cuisinier, et lui composaient une petite cour. Leurs femmes et leurs filles allaient même le soir et sans bruit lui rendre visite. Cette grande dame avait eu le bon esprit d'imiter

(1) La ville de Viatka, située sur la rivière de ce nom, est à 1,085 verstes de Moscou; on y compte près de 15,000 habitans.

quelques-unes des favorites qui ont joué un grand rôle dans l'histoire; connaissant les goûts du vieillard et craignant de le perdre, elle se choisissait des rivales. Le gouverneur en était plein de reconnaissance, et ce couple fort peu édifiant, comme on voit, faisait très bon ménage.

« La journée du gouverneur était fort occupée; il passait toutes les matinées à travailler dans son cabinet ou dans les bureaux. C'est à trois heures seulement qu'il s'abandonnait aux plaisirs *poétiques* de l'existence. Le dîner était pour lui une affaire des plus importantes; il aimait à manger, et à manger en compagnie. Aussi avait-il toujours table ouverte pour douze convives; lorsqu'il ne lui en venait que la moitié, il perdait un peu de sa gaieté; s'il n'en voyait que deux, il était désespéré; arrivait-il que la salle fût vide, il était le plus malheureux des hommes et allait tristement dîner avec sa compagne. On trouvera peut-être étrange qu'il n'y eût point toujours grande affluence à la table d'un hôte qui comme lui aimait à traiter largement ses convives. Cela tenait à sa position officielle, qui ne permettait pas aux employés de jouir sans réserve de cette généreuse hospitalité, et défendait au gouverneur de transformer son hôtel en auberge. Ajoutons que les procédés de Tioufaïef étaient faits pour éloigner bien des gens. Connaissant à fond les hommes qui l'entouraient, il les méprisait souverainement et se comportait à leur égard comme il le faisait avec ses chiens. Il les traitait avec une familiarité extrême ou avec une grossièreté qui passait toutes les bornes. Enfin il ne pouvait recevoir que les plus hauts dignitaires du gouvernement (et la plupart d'entre eux n'étaient point en faveur auprès de lui), les riches marchands du pays, les soumissionnaires de la couronne et les voyageurs de distinction.

« Comme bien on pense, Tioufaïef avait une sourde haine pour l'aristocratie; les épreuves qu'il avait subies justifiaient ce sentiment. La chancellerie d'Araktcheïef avait été pour Tioufaïef le premier lieu où il eût trouvé protection. Avant cette époque, les chefs sous lesquels il servait ne lui offraient même point une chaise, et le chargeaient de leurs commissions comme un domestique. Lorsqu'il n'était encore qu'intendant, un colonel lui avait appliqué à Vilna une volée de coups de bâton. Tous ces procédés avaient profondément ulcéré le cœur de l'ancien expéditionnaire; mais son tour était venu maintenant qu'il était gouverneur : il pouvait refuser un siége, tutoyer, élever la voix, et souvent même traduire des nobles à parchemins devant les tribunaux. »

Une anecdote que rapporte M. Hertzen achève de caractériser cette nature sensuelle et grossière. Quelques années avant le séjour de M. Hertzen à Viatka, ce satrape sibérien avait entretenu publiquement des relations intimes avec la sœur d'un pauvre fonctionnaire

nommé Pétrovski. Celui-ci, ennuyé des plaisanteries dont il était l'objet, menaça un jour sa sœur d'écrire à Pétersbourg. Cette imprudente sortie amena son arrestation. Présenté au tribunal du gouvernement comme un homme qui avait subitement perdu l'esprit, il fut jeté dans une maison de fous d'après l'avis même de l'inspecteur des institutions médicales du gouvernement. Cependant un autre médecin, consulté plus tard, déclara formellement que Pétrovski avait toute sa raison. Le tribunal dut alors exiger une nouvelle enquête; seulement cette précaution devint inutile, car Pétrovski, bien que jeune et d'une excellente santé, mourut à la maison des fous avant l'époque assignée pour l'accomplissement des ordres du tribunal. La nouvelle de ces faits scandaleux s'étant répandue à Pétersbourg, on arrêta la sœur de Pétrovski, et on commença une instruction secrète; mais Tioufaïef imagina, heureusement pour lui, de dicter à la prévenue les réponses qu'elle devait faire; il se surpassa. Afin d'éviter un second voyage en Sibérie, il recommanda à cette femme d'insinuer que son frère la persécutait depuis le jour où, jeune et sans expérience encore, elle avait manqué pour la première fois à ses devoirs pendant une visite de l'empereur Alexandre à Perm. Cinq mille roubles de gratification lui auraient même été remis à cette occasion par le général Salomka. La vie privée de l'empereur Alexandre n'offrait que trop de prise à des insinuations pareilles. Comment d'ailleurs contrôler cette audacieuse assertion sans scandale? Lorsque le comte Benkendorf interrogea sur ce point le général Salomka, celui-ci répondit qu'il lui était passé tant d'argent entre les mains, qu'il ne pouvait se rappeler s'il avait ou non payé la somme en question. L'affaire en resta là, et Tioufaïef, assuré de l'impunité, continua de gouverner à sa façon les habitans de Viatka.

Tel était l'homme chargé d'initier M. Hertzen au service administratif. On comprend que les rapports du jeune exilé avec le gouverneur furent des moins intimes, bien qu'un mot de ce haut fonctionnaire au ministre eût suffi pour le faire expédier au fond de la Sibérie. Tioufaïef pouvait même se dispenser de réclamer pour une pareille mesure la sanction ministérielle. Un gouverneur fixe à volonté en Russie la résidence des condamnés politiques retenus dans les limites du territoire qu'il administre. C'est ainsi qu'un prince Dolgorouki avait été subitement expédié de Perm à Verkhotourié, ville située à cinq cents verstes plus loin vers le nord, et le portrait de ce seigneur, tel que le trace M. Hertzen, n'est pas indigne de figurer à côté de celui du gouverneur Tioufaïef.

« Le prince Dolgourouki appartenait à la classe des aristocrates viveurs de la pire espèce. Il avait fait folies sur folies à Pétersbourg, à Moscou et à Paris même. C'était un homme gâté par la fortune,

cynique dans ses propos et d'une conduite révoltante; il tenait à la fois du grand seigneur et du bouffon. Lorsque ses excentricités eurent passé toutes les bornes, le gouvernement lui intima l'ordre de se rendre à Perm. Il y arriva avec deux voitures; il se trouvait dans l'une avec son chien; l'autre était occupée par son cuisinier français et un perroquet. Les habitans de Perm firent bon accueil à cet opulent exilé, et bientôt toute la ville se pressait dans sa salle à manger. Le prince noua une intrigue avec une jeune femme de la ville; mais celle-ci découvrit bientôt que son amant lui préférait sa femme de chambre, et s'étant transportée chez lui, elle le surprit avec sa rivale. Cette indiscrétion eut des suites fâcheuses; l'infidèle prit un *arapnik* (1), et la belle s'enfuit épouvantée; le prince se mit à la poursuivre en robe de chambre, la rejoignit sur une petite place où un bataillon faisait l'exercice, lui appliqua deux ou trois coups du formidable instrument de correction dont il était armé, et rentra paisiblement à la maison, très satisfait de lui-même. Quelques autres prouesses de ce genre lui ayant suscité des ennemis dans la société de Perm, l'autorité se décida à reléguer cet écervelé grisonnant dans la petite ville de Verkhotourié. La veille de son départ, il donna un repas magnifique, et les fonctionnaires du lieu s'y rendirent en foule malgré tous leurs griefs. Le prince avait annoncé qu'il régalerait ses convives d'un pâté comme ils n'en avaient jamais mangé. Ce pâté fut en effet trouvé exquis et dévoré en un tour de main. Le prince adressa alors à ses honorables hôtes la déclaration suivante : « Il ne « sera point dit du moins que je vous ai quittés sans vous donner « une preuve de l'estime que je vous porte. Je vous ai sacrifié mon « chien Hardi; c'est lui que vous venez de manger. » Les convives se regardèrent d'un air consterné en cherchant des yeux le danois de Dolgorouki, magnifique bête qu'ils lui avaient souvent enviée. Le prince les comprit; il fit apporter les restes de Hardi, c'est-à-dire ses os et sa peau. On peut croire que les estomacs des malheureux convives se ressentirent cruellement de cette mystification.

« Ayant ainsi couronné son séjour à Perm, le prince en sortit triomphant. Des deux voitures qui le suivaient, l'une avait été transformée en poulailler. Chemin faisant, Dolgorouki voulut donner quelques échantillons de son savoir-faire; il enleva les livres de comptes de plusieurs maîtres de postes, et en brouilla les chiffres, si bien que les malheureux fonctionnaires, qui déjà avaient beaucoup de mal à tenir leurs registres en ordre, faillirent en perdre la tête. »

A ces pages, où M. Hertzen dénonce si énergiquement quelques

(1) Long fouet de chasse, du mot allemand *herab*, usité pour faire lâcher aux chiens leur proie.

types excentriques de l'administration et de l'aristocratie russe, succède un tableau plus sérieux de cette société de fonctionnaires et d'exilés telle qu'on peut l'observer dans la Sibérie et les provinces voisines. Il faut remonter à Pierre le Grand pour retrouver l'origine de cette bureaucratie grossière et affamée qui pèse sur les provinces sibériennes de la Russie. Aux tableaux tracés par Gogol et adoucis par l'esprit comique de l'écrivain aussi bien que par l'action de la censure, M. Hertzen ajoute ici quelques traits d'une affligeante exactitude. Il nous introduit dans ces bureaux infects, d'où quelques papiers chargés d'écriture par des hommes déguenillés vont porter la misère et la terreur dans des familles et dans des villages entiers. Il nous explique ces actes de rigueur que multiplie l'autorité administrative par des besoins d'argent que les malheureux, préoccupés de se soustraire à des avanies et à des châtimens redoutables, sont toujours prêts à satisfaire. Comment suivre l'auteur dans ces tristes détails? « Le vol est devenu *res publica* parmi les fonctionnaires de cette région éloignée. Le pouvoir impérial, qui partout ailleurs frappe et disperse comme des coups de mitraille, ne saurait battre en brèche ces retranchemens de boue couverts de neige. » Qu'on passe en revue quelques gouverneurs de la Sibérie. Pour un homme sérieusement dévoué au pays, comme le général Véliaminof, essayant de continuer pendant deux ans à Tobolsk une œuvre de régénération inutilement commencée par le ministre Speransky, — combien d'indignes représentans de ce pouvoir impérial qui leur délègue une si large initiative! — Voici Pestel, le père du colonel de ce nom qui compta parmi les chefs de l'insurrection du 14 décembre 1825. Ce Pestel est un vrai proconsul romain, et des plus terribles.

« Il organisa en Sibérie tout un système de rapine; grâce à ses espions, il avait entièrement isolé cette vaste contrée du reste de la Russie. Aucune lettre ne franchissait la frontière sans être ouverte, et malheur à quiconque aurait osé porter plainte à Saint-Pétersbourg! Des marchands de la *première guilde* (1) étaient retenus en prison une année entière, souvent même soumis à la question. Des employés dont il était mécontent allaient passer deux, trois ans et plus encore dans les parties les plus désolées de la Sibérie. » Longtemps les populations supportèrent ce joug odieux. Enfin un bourgeois du pays, décidé à porter plainte à l'empereur Alexandre, et voulant se rendre à Pétersbourg sans éveiller les soupçons de Pestel, se joignit à une caravane de thé qui partait de Kiachta pour la Russie centrale. L'empereur était alors à Tsarkoié-Sélo. Il lut la note du bourgeois sibérien. Étonné,

(1) Les marchands de la première *guilde* ou classe ont d'assez grands priviléges; ils doivent posséder un capital de 50,000 roubles.

stupéfait de ces révélations, il fit appeler le plaignant. « Frère, lui dit-il d'une voix émue après un long entretien, retourne chez toi : tout sera examiné. — Que votre majesté me pardonne! répondit le bourgeois. Donnez l'ordre de m'emprisonner, mais je ne retournerai pas chez moi. L'entretien que je viens d'avoir avec vous ne restera pas secret. On me tuera. — Tu me réponds de cet homme, dit aussitôt l'empereur à Miloradovitch, gouverneur général de Saint-Pétersbourg. — Dans ce cas, répondit Miloradovitch, permettez-moi de le garder dans ma propre maison. » Une instruction commença; mais pendant le cours de cette procédure Alexandre partit pour les congrès d'Aix-la-Chapelle et de Vérone : Pestel profita de son absence pour mettre en œuvre les moyens de corruption que d'immenses richesses recueillies dans son gouvernement lui avaient acquis. Le conseil d'état décida que, les actes dénoncés ayant été commis en Sibérie, Pestel lui-même serait chargé de diriger l'enquête qu'ils provoquaient. Grâce aux observations de quelques hauts fonctionnaires, ce fut cependant au sénat que revint l'affaire, et Pestel en fut quitte pour une destitution, tandis que le gouverneur civil de Tobolsk, qui n'avait fait qu'exécuter ses ordres, fut dégradé et condamné à l'exil (1).

A côté de Pestel, faut-il nommer Kaptsévitch, son successeur? « Homme maladif, au teint bilieux, il établit l'administration sur un pied militaire, fixa un maximum pour le prix des denrées, et laissa les affaires courantes entre les mains des fripons. Dans le cours de l'année 1824, l'empereur se proposa de parcourir la Sibérie. Le gouvernement de Perm est traversé par une route magnifique fréquentée depuis longtemps, et dont l'état de conservation dépend sans doute de la nature du sol. Le gouverneur en fit tracer une toute semblable dans le gouvernement de Tobolsk en quelques mois; des milliers de terrassiers furent contraints à y travailler au moment du dégel et par un temps effroyable; on les tirait par troupeaux des villages voisins et même de lieux fort éloignés. Il en périt des milliers; mais le zèle l'emporta sur tous les obstacles : ce chemin fut terminé. »

De tels faits ne sont point particuliers à une seule région de la Sibérie. « Éloignée de Pétersbourg à ce point qu'on y entend à peine parler de la capitale, la Sibérie orientale est encore plus difficile à

(1) Dix ans plus tard environ éclatait la conspiration qui entraîna la condamnation à mort du fils de Pestel. Dans la dernière entrevue qui eut lieu en présence des gendarmes entre le père et le fils, l'ancien gouverneur accabla le malheureux condamné de reproches et d'injures pour donner une preuve de son dévouement. « Et avec tout cela, où voulais-tu en venir? dit-il en terminant sa paternelle exhortation. — Ce serait trop long à vous conter, répondit le condamné; mais j'espérais du moins délivrer la Russie de gouverneurs tels que vous. »

administrer. Un des derniers gouverneurs d'Irkoutsk faisait tirer le canon lorsqu'il était en goguette, un autre aimait dans ces momens à dire la messe chez lui en costume de prêtre, et l'archevêque assistait à la cérémonie; mais les bruyantes fantaisies de l'un et la dévotion de l'autre étaient moins préjudiciables à la Sibérie que le régime établi par Pestel et l'ardeur inintelligente de Kaptsévitch. Il est vraiment fâcheux que la Sibérie soit échue à des hommes si peu recommandables. On dit cependant que le gouverneur actuel, Mouravief, est un homme d'esprit et de moyens. La Sibérie a de l'avenir; on ne l'a guère envisagée jusqu'à présent que comme un caveau qui regorge d'or, de fourrures et d'autres biens, mais qui est froid, rempli de neige, mal pourvu de denrées alimentaires, sans voies praticables et dépeuplé : ce jugement n'est point fondé. On pourra s'en convaincre, lorsque les bouches du fleuve Amour auront été ouvertes à la navigation, et que l'Amérique se rencontrera avec la Sibérie sur les frontières de la Chine, car c'est par ce point, bien entendu, que la vie commerciale se répandra dans le pays.

« La population russe qui a été transportée en Sibérie présente tous les germes du développement auquel elle est destinée à atteindre un jour; c'est une race d'hommes robustes, de haute stature, intelligens et actifs. Les enfans des colons n'ont aucune idée de l'autorité seigneuriale. Il n'existe point en Sibérie de noblesse territoriale, ni même de classe aristocratique. Les corps des officiers et des employés, représentans du pouvoir dans ces contrées, ressemblent plutôt à une armée d'occupation qu'à une aristocratie. Les marchands achètent leur indépendance à force d'argent; ils méprisent souverainement les fonctionnaires, tout en leur témoignant une grande déférence, et les considèrent avec raison comme leurs commis pour les affaires civiles. Quant aux paysans, ils ont peu de rapport avec eux à cause des distances. Habitués au danger, portant des armes par nécessité, et menant dès l'enfance une vie active, les paysans sibériens sont plus aguerris, plus entreprenans que les paysans de la Grande-Russie. L'éloignement des églises les a sauvés de la superstition, si répandue parmi ces derniers; en matière religieuse, c'est l'esprit de secte qui domine chez eux (1). Il y a des hameaux retirés où le prêtre de la paroisse ne se présente que deux ou trois fois l'an, et alors il y remplit à la fois tous les devoirs de sa charge. »

Parmi les abus administratifs qui se commettent en Sibérie, il en est un qu'il est bon de noter. « Arrive-t-il que l'*ispravnik*, le *stano-*

(1) En Russie, les sectaires sont au contraire beaucoup plus fanatiques que les orthodoxes. Si l'observation de l'auteur est fondée, rien ne prouve mieux les conséquences qu'entraine la persécution religieuse; on sait que le gouvernement russe a souvent poursuivi les sectaires de l'empire.

voï (1) découvrent en hiver un homme gelé, ils le traînent pendant plus de quinze jours à leur suite dans les villages, affirmant partout qu'on vient de le relever à deux pas de là, et qu'ils vont commencer une enquête. Les habitans du lieu, intimidés par cette perspective, se tirent d'affaire moyennant finance. Lorsqu'un arpenteur est chargé de quelque travail sur le territoire d'une commune, il s'arrête infailliblement au beau milieu du village, tire ses instrumens de son *telega*, commence à enfoncer des bâtons de repère et à déployer sa chaîne. Une heure après, tout le village est en émoi. — Les arpenteurs! les arpenteurs! — se disent de tous côtés les paysans de l'air qu'ils avaient en 1812 lorsqu'ils aperçurent les premiers Français. Le *golova* (2) vient saluer l'arpenteur au nom de la commune; le fonctionnaire continue à mesurer et à écrire; le paysan le supplie de ne point léser la commune; le fonctionnaire lui demande en échange de ce petit service vingt ou trente roubles. Les paysans sont au comble de la joie; ils s'empressent de rassembler cette somme, et l'arpenteur transporte ses opérations sur un autre point.

« Les choses ne se passent point tout à fait ainsi dans les communes peuplées de Russes, et il arrive souvent que les fonctionnaires sont victimes de leur cupidité. Quelques années avant mon arrivée dans le pays, un *isprarnik* qui avait besoin d'argent arriva, suivi d'un cadavre, dans un village russe, et exigea deux cents roubles pour le remporter. Le *golova* rassembla la commune; celle-ci ne consentit qu'à donner cent roubles. L'*isprarnik* ne voulut rien rabattre. Les paysans se fâchèrent; ils l'enfermèrent avec ses deux secrétaires dans le bureau de l'administration communale, et menacèrent d'y mettre le feu. L'*isprarnik* les en défia. Les paysans entourèrent la maison de paille, et présentèrent à la fenêtre du lieu un billet de cent roubles attaché au bout d'une perche; c'était leur *ultimatum*. L'inébranlable fonctionnaire exigea d'eux un second billet; les paysans mirent alors le feu aux quatre coins de la maison, et les trois Mucius périrent dans les flammes. Cet événement fut soumis plus tard au jugement du sénat.

« On sait que le gouvernement russe donne assez volontiers aux fonctionnaires d'un rang supérieur des terrains vagues à titre de récompense. Il n'y a pas grand mal à cela, quoiqu'il fût plus sage de réserver ces terres pour les nouvelles communes rurales. Le règlement qui pose les conditions que ces territoires doivent remplir est très précis; mais il est constamment méconnu, et le mesurage de ces terres donne lieu aux abus les plus crians. Cela vient surtout de ce

(1) Le premier est le chef de la police dans un district; le second, dans une commune.

(2) Chef d'une commune de paysans de la couronne; cette fonction est élective comme beaucoup d'autres.

que les grands personnages à qui ces terrains sont donnés cèdent leurs titres à des marchands, ou que les gouverneurs prennent sur eux de favoriser les concessionnaires aux dépens des paysans des environs.

« Les habitans de Darovo, dans le gouvernement de Viatka, apprennent un jour que des terrains situés dans le rayon de cette commune viennent d'être donnés à je ne sais quel proche parent de Cancrine. Bientôt après des marchands, les ayant pris en fermage, exigent de la commune un prix de location. Un procès s'engage, et la chambre des finances, effrayée par les menaces des marchands et surtout par le nom du parent de Cancrine, fit son possible pour embrouiller la procédure de cette affaire (1); mais les paysans ne se tinrent point pour battus : ils choisirent deux d'entre les hommes les plus intelligens de Darovo et les envoyèrent à Saint-Pétersbourg. Le procès fut déféré au sénat. La division de l'arpentage, tout en reconnaissant que les paysans étaient dans leur droit, ne prit point de décision et s'adressa à Cancrine. Celui-ci avoua franchement que la concession était injuste, mais il lui parut impossible de restituer les terres aux paysans, parce qu'elles *pouvaient avoir* passé par plusieurs mains, et que ces différens propriétaires *pouvaient y avoir* fait des améliorations. C'est pourquoi il décida qu'il convenait d'accorder aux paysans, en échange de cette portion de territoire, un emplacement qui serait pris sur les biens de la couronne qui étaient limitrophes. Cela convenait à tout le monde, sinon aux paysans. Leurs griefs étaient légitimes : ils perdaient des champs productifs et recevaient des terres incultes et marécageuses. L'injustice était évidente; ils renouvelèrent leurs plaintes. La chambre des finances et le ministre prirent cette nouvelle démarche en considération, seulement ils la séparèrent du fait originel, et suivant une loi qui, dans le cas où un terrain alloué est d'une mauvaise nature, enjoint non point de l'échanger, mais d'y ajouter une nouvelle portion de territoire, il fut décidé qu'on augmenterait le lot qui était échu aux paysans de la commune en instance. Cet arrêt ne pouvait satisfaire encore les paysans : ils s'adressèrent de rechef au sénat. Alors, avant qu'on eût pris aucune détermination à ce sujet, la division de l'arpentage envoya à la com-

(1) On sait qu'en Russie l'organisation judiciaire pour les affaires civiles est très compliquée. Voici les différens degrés qu'elle comprend : tribunal de district, chambre ou tribunal de gouvernement, département du sénat, procureur-général du sénat, commission des requêtes pour transférer l'affaire à l'assemblée générale du sénat, le ministre de la justice et son conseil, commission des requêtes pour transférer l'affaire au conseil de l'empire, département du conseil de l'empire, assemblée générale du conseil de l'empire, l'empereur. La juridiction criminelle est plus simple. Enfin, dans les cas graves, l'empereur nomme, comme on l'a vu, des commissions qui jugent sans l'intervention des tribunaux ordinaires.

mune le plan du nouveau territoire, avec une instruction qui fixait la redevance dont la commune allait être chargée pour ce terrain. Ainsi non-seulement ils n'entraient pas en possession de leurs terres, mais on prélevait sur eux un impôt; ils se refusèrent à le payer. L'*ispravnik* annonça ce refus au gouverneur. Celui-ci expédia sur les lieux un détachement commandé par le maître de police. On arrêta quelques hommes, on les fouetta, et le calme se rétablit dans la commune. »

De tels faits donnent une triste idée de l'administration des provinces lointaines de la Russie; mais nous ne voulons pas prolonger cette énumération d'exemples trop significatifs. Le séjour de M. Hertzen à Viatka touche à sa fin. Deux incidens méritent seuls d'être cités encore parmi ceux qui se rattachent à ces jours d'exil : nous voulons parler du voyage du grand-duc héritier et de la destitution du gouverneur Tioufaïef. La nouvelle du voyage princier mit, comme on pense, le gouverneur en émoi. Il prit les dispositions les plus ridicules du monde : il ordonna aux paysans des villages qui se trouvaient sur la route de mettre leurs habits de fête, prescrivit aux autorités municipales de faire badigeonner toutes les clôtures et d'inspecter les trottoirs; le gouverneur imagina même de changer l'époque d'une fête religieuse et populaire pour la faire coïncider avec le voyage du prince. Ici d'ailleurs il faut laisser parler M. Hertzen.

« A cinquante verstes de Viatka est un lieu où parut jadis aux Novgorodiens l'image miraculeuse de saint Nicolas. L'histoire de cette image est curieuse. Lorsque les Novgorodiens vinrent s'établir à Viatka en 1181, ils y portèrent cette image; mais elle disparut pendant quelques jours, et ne fut retrouvée que sur le bord de la rivière où on l'avait découverte une première fois. Les Novgorodiens la reportèrent dans la ville, mais ils s'engagèrent, dans le cas où elle ne les quitterait plus, à la promener annuellement, le 23 mai, en grande procession, sur les bords de la rivière. C'est la plus grande fête qu'il y ait dans le gouvernement de Viatka. L'image miraculeuse est expédiée la veille dans une barque magnifiquement ornée; elle est accompagnée de l'archevêque, suivi de tout le clergé. Des centaines de bateaux et de barques de toute espèce suivent cette procession; elles sont remplies jusqu'aux bords de bourgeois, de paysans et paysannes russes ou votiaks en costume de fête. La barque du gouvernement est en tête; on la reconnaît au drap écarlate dont elle est tapissée. Ce spectacle a quelque chose de sauvage, mais il n'est pas sans charme. Plus de dix mille hommes des autres districts du gouvernement attendent, campés autour d'un monastère, l'arrivée de l'image. Ce qui est étrange, c'est qu'une foule de Votiaks, de Tcheremisses païens, même beaucoup de Tatars du pays, s'y rendent également.

Aussi cette fête a-t-elle un caractère tout à fait païen. Pendant que les Votiaks se tiennent aux portes du couvent, les Russes y apportent en offrande des moutons et des veaux qu'ils égorgent. Un moine lit des prières et bénit ces animaux, dont la viande est ensuite distribuée au peuple par morceaux. Autrefois cette distribution était gratuite, maintenant les moines exigent une légère rétribution, et le paysan qui vient d'offrir une pièce de bétail aux saints pères est obligé de racheter en détail ce qu'il a donné. La cour du monastère est pleine de mendians perclus qui chantent en chœur les paroles de Lazare. Des enfans, fils de prêtres pour la plupart, sont assis sur les tombes près de l'église; ils tiennent des plumes à la main et crient aux passans: « Qui veut qu'on lui écrive des *pamietzi* (1) ? » Les femmes et les filles s'arrêtent, disent les noms de leurs parens, et débattent ensuite vivement avec les petits scribes le prix de cet office. C'est surtout dans l'église que la foule est grande; des femmes de tout âge se pressent autour des moines qui distribuent des cierges, et les font allumer en l'honneur de leurs parens ou connaissances. Ces recommandations sont quelquefois assez bizarres; c'est pour un maître ou pour un hôte que beaucoup de ces pénitentes viennent adresser leurs prières. Les prêtres et les moines de Viatka sont presque constamment ivres durant toute la cérémonie; dans tous les villages qu'ils traversent, les paysans les arrêtent et les forcent à boire.

« Le gouverneur eut la singulière idée de retarder la célébration de cette fête, afin d'en faire jouir l'héritier qui devait arriver le 25 mai; mais il ne pouvait le faire sans le consentement de l'archevêque: celui-ci, qui était heureusement un homme fort accommodant, n'y trouva point à redire. Lorsqu'il eut pris toutes ses dispositions pour l'arrivée du prince, Tioufaïef, très fier de ce beau programme, l'envoya à l'empereur. A peine l'empereur y eut-il jeté les yeux, qu'il s'écria avec colère, en s'adressant au ministre de l'intérieur : — Le gouverneur et l'archevêque sont des imbéciles; qu'on célèbre la fête à l'époque ordinaire! — Le ministre lava la tête au gouverneur, le synode, de son côté, tança l'archevêque, et la fête eut lieu comme de coutume. »

Le jeune prince fit enfin son entrée à Viatka; mais le froid salut qu'il adressa au gouverneur fit pressentir à celui-ci que certains actes de son administration avaient été révélés au gouvernement impérial. Une veuve avait eu récemment à se plaindre de vexations assez graves, et un riche marchand qui avait embrassé sa cause avait été arrêté comme fou. Le prince avait eu connaissance de ces faits, Tioufaïef se sentait perdu. Cependant une exposition de l'industrie sibé-

(1) Liste des parens morts qu'on lit pendant l'office.

rienne avait été organisée pour le soir. Le gouverneur se mit en devoir d'en faire les honneurs au prince; M. Hertzen se trouvait parmi les personnes qui accompagnaient Tioufaïef et le grand-duc dans leur promenade à travers les salles de l'exposition. Le gouverneur avait perdu la tête et tenait des propos sans suite. M. Hertzen fut prié par les précepteurs du prince de donner quelques détails sur cette exposition, au classement de laquelle il avait présidé. Cette circonstance devait porter bonheur à l'exilé. « Les précepteurs furent surpris de rencontrer un homme comme il faut sous le costume d'un employé du gouvernement; » ils proposèrent à M. Hertzen de parler au prince, et celui-ci promit d'intercéder pour l'exilé auprès de son père. Cette promesse devait être tenue, et l'exil du jeune étudiant allait être, sinon terminé, du moins adouci.

En attendant que des jours meilleurs se lèvent pour M. Hertzen, il faut encore pourtant assister à quelques-unes des scènes qui précédèrent son départ, et suivre au bal de la noblesse le prince héritier dont il trace un rapide portrait. « La physionomie de l'héritier, nous dit-il, n'a point ce caractère de rigidité inexorable qu'on remarque sur celle de son père; ses traits indiquent plutôt la bonté et la faiblesse. Quoiqu'il n'eût alors qu'une vingtaine d'années, sa taille commençait à s'épaissir... Pour le bal donné à l'assemblée de la noblesse, les musiciens étaient arrivés ivres-morts. Le gouverneur les fit enfermer quelques heures avant le bal, puis on les amena directement de la maison de police dans une tribune de la salle de bal, où ils restèrent sous clé tant que dura la fête. Le bal fut ridicule. Il y avait dans les apprêts luxe et indigence, comme dans toutes les fêtes de province.

« Après le départ de l'héritier, Tioufaïef s'attendait à échanger son pachalik contre un siége au sénat, mais il lui était réservé un sort encore plus triste. A peine quinze jours s'étaient-ils écoulés, que la poste de Pétersbourg apporta un paquet à l'adresse du gouverneur. Toute la chancellerie en fut bouleversée; le sous-chef vint annoncer au directeur qu'on avait reçu un *oukaze*. Le directeur courut vers Tioufaïef; celui-ci fit dire qu'il était malade et ne se rendit point à la séance. Une heure après, nous sûmes qu'il était destitué *sans phrase*. Toute la ville s'en réjouit; mais si le sentiment de répulsion qu'inspirait l'administration de Tioufaïef était bien naturel, la conduite que tinrent à cette occasion les fonctionnaires du lieu a quelque chose de révoltant. Ce fut à qui lui donnerait le coup de pied de l'âne; des hommes qui la veille se découvraient dans la rue dès qu'ils apercevaient sa voiture, qui suivaient des yeux ses moindres mouvemens, souriaient à son chien favori, offraient du tabac à son valet de chambre, maintenant le saluaient à peine et criaient à tue-

tête contre les désordres dans lesquels ils avaient largement trempé. Après tout, cela est si ordinaire, qu'il n'est point permis de s'en étonner.

« Le nouveau gouverneur ne tarda point d'arriver. C'était de tous points l'opposé de Tioufaïef; il avait un extérieur agréable et l'usage du monde. Sorti du lycée de Tsarskoë-Sélo et camarade de Pouchkine, il avait servi dans la garde; il achetait des livres français, aimait à parler de matières sérieuses, et le lendemain de son arrivée il me prêta le livre de M. de Tocqueville sur l'Amérique. La transition était brusque; rien n'était changé dans la maison, seulement le pacha tatare à la physionomie toungouse et aux manières sibériennes était remplacé par un doctrinaire un peu pédant, mais au demeurant homme distingué. Comme le nouveau gouverneur était réellement marié, la résidence perdit l'air de harem qu'elle avait eu jusqu'alors. Il en résulta naturellement que tous les employés se réformèrent aussi; des vieillards caducs ne se vantèrent plus de conquêtes amoureuses, et se mirent à soupirer tendrement auprès de leurs grosses épouses. »

La réponse de l'empereur à la demande du prince héritier en faveur du jeune exilé de Viatka fut enfin connue. L'empereur n'accordait pas à M. Hertzen l'autorisation de revenir à Saint-Pétersbourg, mais il lui permettait de résider dans une ville plus rapprochée que Viatka du centre de la Russie, à Vladimir. Au moment du départ, M. Hertzen eut une preuve de cette sorte d'intérêt mêlé de curiosité que les condamnés politiques inspirent aux Sibériens et aux provinciaux. Il fut escorté jusqu'à la première station par plusieurs traîneaux. Quelques heures après, il franchissait la limite du gouvernement de Viatka, et voyait avec un indicible plaisir l'attelage russe aux joyeux grelots, avec ses chevaux rangés de front, remplacer l'attelage sibérien, où les chevaux vont à la file. Il y a dans le récit de ce voyage de retour (si l'on peut appeler ainsi le trajet de Viatka à Vladimir) une émotion naïve qui se communique au lecteur.

« — Allons! allons! fais galoper tes chevaux, dis-je au jeune cocher qui me conduisait, et je lui donnai une pièce de monnaie qu'il eut toutes les peines du monde à prendre avec ses gros gants de peau.

— On vous fera honneur! Allons, les tourterelles! Attention, maître, ajouta-t-il en s'adressant à moi. Tiens-toi bien; voilà une descente, je vais lâcher mes chevaux.

« Il fit comme il le disait. Le traîneau ne glissait pas; il descendait par bonds la route escarpée qui conduit au Volga. Les chevaux volaient; le cocher était rayonnant de bonheur, et moi-même, je l'avoue à ma honte, j'étais on ne peut plus satisfait. Tel est le caractère russe. »

Parmi les rencontres que fait le voyageur, il en est une qu'il raconte avec une sorte de gaieté ironique, et qui a cependant un côté profondément triste. La scène se passe au milieu des immenses forêts qui de Viatka s'étendent jusqu'à Arkangel. Des deux côtés de la route, des sapins magnifiques élèvent leurs troncs sveltes et leurs branches chargées de neige. On dirait des files de soldats. Les chevaux ont beau courir, l'horizon de la forêt recule sans cesse, et quand le voyageur se réveille après avoir un moment sommeillé au balancement du traîneau, toujours il retrouve les noirs sapins courant à ses côtés avec leur manteau de neige. A un des rares relais qui coupent la morne étendue de la forêt, M. Hertzen, arrêté devant la maison de poste, est apostrophé par un paysan qui, en sa qualité de *piéton du tribunal du district,* veut lui faire subir un interrogatoire, puis, sur son refus, menace de lui faire retirer ses chevaux. Le voyageur est forcé d'entrer dans la maison de poste pour porter plainte à l'*ispravnik,* et dans ce fonctionnaire attablé en ce moment avec un Tcheremisse autour de quelques bouteilles de rhum, il reconnaît un certain Lazaref, un agent subalterne qu'il a déjà rencontré à Viatka. L'*ispravnik,* convaincu que M. Hertzen, depuis l'adoucissement de son exil, est devenu un homme en crédit, se confond en excuses, et va même jusqu'à lui baiser la main. On fait atteler des chevaux, et en attendant que le traîneau soit prêt, M. Hertzen est invité à s'asseoir au banquet de l'*ispravnik* et du Tcheremisse. Il refuse, et fait bien, car l'*ispravnik,* questionné par le voyageur sur son compagnon, lui apprend que ce banquet n'est autre chose qu'une instruction judiciaire. C'est le verre à la main que le chef de police interroge le Tcheremisse, et c'est aussi le verre à la main que celui-ci répond. Et sur quel crime encore! Cet homme a tué son père et sa mère à coups de hache, et *par jalousie,* c'est-à-dire qu'il a ajouté le parricide à l'inceste! « Je regardai le Tcheremisse, dit M. Hertzen : c'était un jeune homme de vingt ans; ses dehors n'annonçaient point la cruauté; ses traits étaient d'un type oriental très prononcé, ses yeux petits, allongés et étincelans, ses cheveux d'un noir de jais. » L'*ispravnik* qui menait si gaiement cette affaire fut rencontré plusieurs années après, en 1845, à Saint-Pétersbourg, par M. Hertzen, qui prenait son passeport pour quitter la Russie. Il était devenu un fonctionnaire important et gourmandait fièrement toute une tourbe d'employés; on voyait même les plus hauts dignitaires russes traiter sur un pied d'égalité l'homme qui avait commencé, comme juge instructeur, par se faire d'un parricide un compagnon d'orgie. C'est là un de ces rapprochemens qu'il suffit d'indiquer, et sur lesquels M. Hertzen n'insiste pas.

La dernière nuit de ce voyage de Viatka à Vladimir se passe à fêter le nouvel an dans une maison de poste. « Il gelait à pierre fendre,

et le froid était d'autant plus vif qu'il faisait du vent. Le maître de poste, homme au teint maladif, inscrivait ma feuille de route en épelant à haute voix chaque mot qu'il écrivait, ce qui ne l'empêchait point de se tromper. Je marchais en long et en large dans la chambre, mon domestique Matveï se tenait près du poêle; le maître de poste continuait à marmotter, et les battemens mesurés d'une vieille horloge se mêlaient au bruit monotone de sa voix.

— Il va sonner minuit, me dit Matveï. La nouvelle année va commencer. On boira là-bas à notre santé. Voulez-vous que j'ouvre quelques-unes des bouteilles que l'on nous a données à Viatka? — Puis, sans attendre de réponse, il se mit à défaire un paquet. Un instant après, il versait du champagne. Je le laissai faire; pourquoi, pensai-je, ne point fêter le nouvel an? C'est aussi un relai dans la vie. D'ailleurs chaque pas que je faisais me rapprochait de mes amis. Le champagne était gelé et ne plaisait guère en cet état au maître de poste; j'y mêlai du rhum, et ce breuvage parut de son goût. Le cocher, que j'avais invité aussi à nous tenir compagnie, fut encore plus radical; il se versa un plein verre d'eau-de-vie du pays, y ajouta du poivre et l'avala d'un coup. — Cela fait plaisir, dit-il en poussant un petit soupir d'un ton mélancolique.

« Le lendemain matin, nous étions à Vladimir. Le maître d'hôtel, ayant appris mon arrivée, me dit : — On est venu vous demander; c'est un homme qui veut vous voir à toute force; il vous attend dans la brasserie voisine. Tenez, le voilà qui entre.

« J'aperçois un énorme plateau couvert de toutes sortes de comestibles du pays, et derrière ce formidable appareil la barbe grise et les yeux bleus du *starosta* (maire) d'une campagne que mon père avait dans le gouvernement. — Gavrita Sémenitch! m'écriai-je, et je me jetai dans ses bras. C'était le premier de nos gens que je revoyais depuis que j'étais entré en prison. Je ne pouvais me lasser de regarder la figure intelligente de ce bon vieillard et l'accablai de questions. Il était à mes yeux le représentant de mes parens et de mes amis de Moscou; il venait de les voir il y avait trois jours et m'apportait les souhaits qu'ils faisaient pour moi. »

Ici s'arrête le récit de M. Hertzen. Il continuera ces mémoires, nous dit-il, et il les conduira jusqu'à l'époque où, rentré dans la vie civile et autorisé à quitter la Russie, il est allé s'établir à Londres. On doit espérer que la promesse de l'écrivain sera tenue, car les renseignemens qu'il a recueillis dans les derniers temps de son exil doivent offrir d'autant plus d'intérêt, qu'en se rapprochant de Saint-Pétersbourg il a pu étudier l'administration russe dans ses régions les plus hautes. En attendant, cherchons à résumer les impressions que nous laisse cette longue suite de confidences sur les tristes jours

passés par le jeune étudiant dans les prisons de Moscou et dans les bureaux du gouverneur de Viatka. Il y a certainement à tirer de cette relation sincère quelques données utiles, et les faits qu'elle révèle s'ajoutent à d'autres informations pour prouver qu'en Russie le gouvernement, obligé à d'incessans efforts pour réprimer la cupidité des fonctionnaires publics, est souvent moins à blâmer qu'à plaindre. Il est certain aussi que les hommes considérables du pays ne secondent nullement le pouvoir dans sa tâche laborieuse. La plupart d'entre eux acceptent des fonctions civiles pour en tirer profit; ils participent sans rougir aux plus scandaleux désordres. Quant aux seigneurs russes qui prêtent un loyal concours au gouvernement, il ne semble point que leur zèle soit fort éclairé, à en juger par un homme dont le nom est célèbre en Russie, et dont M. Hertzen parle en ces termes : « Il était de ce petit nombre de fonctionnaires probes, mais étrangers à la pratique des affaires, qui croient possible de remédier aux rapines des employés par des mesures arbitraires et d'éloquentes dissertations sur l'honnêteté. »

D'après les aveux de M. Hertzen, on est évidemment en droit d'imputer aux classes supérieures une grande partie des abus qui déshonorent en Russie la carrière des emplois publics. L'indifférence de ces classes livre en effet les emplois à des ambitions subalternes. Il est impossible de se dissimuler que les seigneurs russes n'ont jamais montré beaucoup d'ardeur pour le service de l'état. Au milieu du siècle dernier, ils mettaient encore fort peu d'empressement à porter l'épaulette, ainsi que nous l'apprend Manstein dans ce passage de ses *Mémoires :* « Lorsque l'impératrice Élisabeth publia un édit par lequel tout gentilhomme qui avait servi vingt ans était autorisé à demander sa démission, plus de la moitié des officiers voulaient en profiter. Chacun prétendait avoir déjà servi au-delà du nombre d'années fixé par le décret, car ils étaient inscrits dès l'âge de dix ou douze ans dans les cadres d'un régiment. » — « Il y en avait plusieurs, ajoute Manstein, qui chez eux n'avaient pas le sou et qui préféraient néanmoins labourer eux-mêmes leurs champs plutôt que de servir dans l'armée. » Ces fâcheuses dispositions ont changé, il est vrai, depuis les guerres qui ont signalé le commencement du siècle : la carrière militaire est maintenant tout aussi estimée en Russie que dans les autres pays; mais les seigneurs russes ont toujours fort peu de penchant pour les emplois civils, et nous venons de voir à quelles mains ces emplois sont trop souvent abandonnés.

M. Hertzen, il est juste de le reconnaître, ne se borne point à peindre et à déplorer les scandales qui ont donné une si triste célébrité au corps des fonctionnaires russes; il nous indique en passant le moyen d'y couper court. L'administration et les tribunaux

ne seront régénérés, suivant lui, que lorsqu'on aura répandu dans le pays l'institution des jurés populaires, et lorsque la publicité la plus absolue régnera dans toutes les branches du service tant administratif que judiciaire. L'auteur pourrait avoir raison; la publicité a déjà fait beaucoup d'autres merveilles en Russie, et le système d'arbitrage qu'il propose répondrait à un sentiment tout national dans le pays. Le gouvernement russe a d'ailleurs sa véritable base au sein des masses, et en accordant des fonctions civiles aux classes inférieures, il ne ferait que se fortifier. L'intelligence, le tact et l'esprit de justice du bourgeois et du paysan russes les rendent très aptes à prononcer sur un grand nombre de questions qui sont actuellement abandonnées à des employés de bas étage, les moins capables et les plus corrompus de tous.

Il y a enfin une dernière remarque à faire sur ce livre, et cette fois c'est à l'auteur même qu'elle s'applique. L'exposé calme et sincère qu'il a fait d'une des époques les plus péniblement agitées de sa vie ne peut manquer d'éveiller un intérêt plus général que les exagérations de ses pamphlets. Pour qui embrasse la destinée littéraire de M. Hertzen, depuis ses premières études à Moscou jusqu'à son séjour à Londres, il y a lieu de croire que tant de luttes traversées, tant d'épreuves courageusement subies n'auront pas été perdues pour son talent. Sur les confins de la Sibérie, M. Hertzen consacrait ses jours d'exil à étudier dans ses plus mystérieux rouages l'administration russe; à Londres, il a un moment dépensé dans des écrits éphémères une verve qui méritait un meilleur emploi. Aujourd'hui M. Hertzen s'élève à une région plus sereine, et on aime à retrouver l'observateur impartial à la place du tribun. L'instinct d'opposition s'est maintenu chez lui, mais en s'épurant, en se modérant sous la salutaire influence du malheur. Que M. Hertzen persiste dans cette voie; qu'au lieu de se livrer à de stériles attaques, il dise la vérité sans faiblesse et sans colère. C'est une manière plus digne de combattre les abus qu'il déplore, et à la satisfaction de les dénoncer devant l'Europe viendra peut-être se mêler chez lui un sentiment plus doux, celui d'avoir provoqué des réformes salutaires et rendu service à son pays.

H. Delaveau.

POÈTES ET ROMANCIERS

MODERNES DE L'ITALIE

UGO FOSCOLO ET SA CORRESPONDANCE.

Opere complete di Ugo Foscolo, Florence, Lemonnier, 1850-1854.

Un des caractères les plus généraux de la littérature italienne durant sa décadence a été le défaut absolu d'esprit pratique et comme une horreur de l'action. Après les derniers efforts du libre génie florentin dans Machiavel, après les hardiesses déréglées du théâtre et de la satire, après les éblouissantes fantaisies d'Arioste et le mouvement de renaissance poétique et religieuse dans *la Jérusalem délivrée*, l'Italie, fatiguée d'une agitation stérile, semble se replier sur elle-même, se contenter d'un rôle négatif, et craindre toute pensée agissante et toute idée qui pousse en avant. Jouir de la vie sans l'user, vivre pour le plaisir de vivre, pour respirer un beau ciel; aimer le beau pour lui-même, je me trompe, pour la surface extérieure qu'il présente, et prendre un médiocre souci de l'utile; goûter les jouissances de l'art avec les raffinemens d'un véritable épicuréisme, faire de la littérature un dilettantisme, de la poésie une espèce de musique, voilà ce que les Italiens ont longtemps connu à peu près seuls; mais ce jugement ne peut s'étendre à la littérature italienne de nos jours. Les choses ont changé depuis la seconde moitié du XVIIIe siècle; une école nouvelle, plus grave et moins dédaigneuse de la réalité, s'est fait une large place dans le mouvement littéraire; sa poésie a été philosophique, morale, sociale : nous voulons parler

de l'école de Parini. Son chef était un enfant du peuple né sur les bords du lac de Pusiano, devenu prêtre un peu par besoin, un peu par goût pour les lettres, un peu aussi malgré lui. Employé comme précepteur dans des maisons patriciennes, il observa les mœurs de l'aristocratie milanaise, et fit des peintures admirables de cette noblesse condamnée aux vices par le désœuvrement. C'était là une veine puissante découverte au sein d'une littérature énervée.

Les Italiens, stimulés d'abord par l'aiguillon de la satire, s'éprirent d'un goût fort vif pour ce fruit nouveau, qui avait comme la saveur d'un fruit défendu; ils donnèrent aux vers de Parini le nom de *poesia civile,* — poésie du citoyen, — nom expressif. Les choses se passaient alors en Lombardie à peu près comme en France; la littérature mêlée aux questions sociales, s'emparant d'une action directe sur les esprits, était tolérée, patronée même par les puissances du jour. Cette *poésie civique* était fort approuvée par le comte de Firmian, ministre autrichien dans le Milanais. Lorsque Parini gourmandait la fainéantise des grands, « très bien, disait le ministre, ils en ont grand besoin. » Malheureusement la révolution arriva pour la Lombardie comme pour la France. On a prétendu souvent que les grandes époques littéraires succédaient à des révolutions : cela peut être vrai des littératures calmes, désintéressées, détachées de toute préoccupation politique, de la littérature de Louis XIV par exemple; mais lorsqu'une littérature vit sur les questions qui intéressent directement l'état de la société, elle a tout à perdre aux révolutions. Pour ne pas sortir du domaine de l'histoire, le succès de l'école nouvelle en Italie ne s'expliquait pas seulement par le talent d'un poète. N'était-ce rien que cet intérêt politique ajouté à l'intérêt littéraire? Pour combien fallait-il compter l'agrément de la satire contre l'état présent de la société, et le charme des promesses implicites d'un avenir qu'on osait souhaiter, sans l'espérer peut-être? C'était le bon temps, on vivait dans les douces illusions du roman: la révolution vint clore le roman comme le plus brutal des derniers chapitres.

La poésie civique dut quitter les régions sereines de la philosophie et de la morale; elle se jeta dans le torrent de la politique active. Les disciples de Parini sont républicains : ils firent des odes pindariques pour rallier les peuples sous le drapeau de l'indépendance; ils écrivirent des tragédies, comme on fait des harangues à la tribune, et changèrent le théâtre en club; ils payèrent de leur personne, chose nouvelle en Italie, nouvelle à force d'être oubliée, car Dante, leur aïeul, *il gran padre Dante,* avait combattu et versé son sang avant d'écrire son poème. Comme l'illustre gibelin, ils moururent dans l'exil. Alfieri, qu'on peut regarder comme un disciple du

vieux prêtre de Milan, vint trop tôt pour avoir sa part des souffrances; mais il vécut et mourut loin de sa patrie. Torti et Ugo Foscolo, pieux élèves du poète patriote, furent proscrits. L'un a rendu le dernier soupir à Gênes en 1852, au sein de la généreuse hospitalité du Piémont; l'autre a traîné à travers l'Europe ses tristes infortunes, et repose depuis vingt-cinq ans dans le cimetière d'un village d'Angleterre.

Cette école poétique se distingue d'une école plus nouvelle encore, et dont le nom de Manzoni est l'expression la plus populaire; elle n'est pas novatrice dans les lettres, et n'a rien adopté du système littéraire qui a fait le tour de l'Europe sous le nom de romantisme. Elle est fidèle au culte des anciennes littératures : elle est classique avec ténacité. Ugo Foscolo est né à Zante, la Zacynthe boisée d'Homère; il étudie sans cesse ses poètes hellènes; il sait le grec comme Coray, il est Grec de doctrines comme de naissance.

Ugo Foscolo nous occupera seul aujourd'hui; sa correspondance, considérablement augmentée de lettres inédites, ouvre un jour nouveau sur sa vie, et les renseignemens biographiques plus complets qu'elle fournit nous permettent de faire du poète un portrait sinon plus intéressant, du moins plus fidèle. Jusqu'ici, l'auteur de *Jacopo Ortis* s'est offert au public et aux écrivains tantôt comme un fier républicain, dernier représentant de l'indépendance italienne mourante ou un patriarche de *la Jeune-Italie* et d'une république à venir, tantôt comme une sorte de René, mais plus violent et plus déchaîné, un de ces êtres tristement privilégiés qui réunissent en eux toutes les maladies morales d'un siècle. Ceux-là ont peint un Ugo Foscolo tout d'une pièce, inflexible et debout quand tous les autres pliaient ou étaient abattus, se soutenant seul à la manière d'un héros de Bossuet, et seul menaçant encore le vainqueur de ses tristes et intrépides regards. Les Italiens ont beaucoup contribué à répandre cette peinture de convention. Ces proportions héroïques sont données au poète patriote par ceux qui veulent en faire un des saints d'une certaine religion politique, et j'imagine que si M. Mazzini avait eu le temps d'être, ce que l'on a espéré, un éditeur des œuvres complètes de Foscolo, il eût encore ajouté quelques rayons à cette apothéose. Les autres ont travesti le poète en un de ces types tout faits qui régnaient dans les imaginations il y a vingt-cinq ans, un de ces dévergondés poétiques, de ces sensuels exaltés, haïssant le genre humain et ne faisant de mal qu'à eux-mêmes et à ceux qui seraient tentés de suivre leur exemple : ascétiques débauchés qui se jetaient de la méditation philosophique dans l'orgie, qui passaient comme l'éclair d'une extrémité à l'autre du monde moral, et tarissaient en peu de temps la coupe des plaisirs et des douleurs de cette vie. Par l'effet

de cette illusion, la vie de Foscolo prenait un faux air de roman, et il était livré au mélodrame. Tout était fatal dans son existence, tout était mauvaise fortune, tout était péripéties. Aujourd'hui l'auteur de *Jacques Ortis* roulait sur l'or, il triomphait dans un boudoir somptueux et vivait dans un palais; demain il était pauvre et manquait de pain. Ce Foscolo théâtral, il faut le confesser, c'est chez nous surtout qu'il a pris naissance; assurément rien n'est moins italien qu'une telle figure. Le mauvais goût du temps n'est pas le seul coupable de ce Foscolo apocryphe. Le malheureux et malgré ses fautes le noble poète avait beaucoup d'ennemis ou de rivaux. La première biographie qui fut donnée de lui, celle de Pecchio, ne paraît pas avoir été fort exacte : la protestation chaleureuse du frère de Foscolo, revenu d'une sorte d'exil au fond de la Hongrie six ans après cette publication, le travail consciencieux et estimé du poète Luigi Carrer, enfin le recueil complet de la correspondance et des écrits inédits, semblent démontrer qu'il y avait dans ce récit primitif quelque chose de plus que des erreurs et des méprises. Par une étrange préoccupation, nous avons peut-être fait une matière de gloire à Foscolo de ce qui était exagéré ou travesti pour lui faire du tort; tandis que son frère ou ses amis réclamaient contre tel ou tel trait qu'ils accusaient de médisance ou de calomnie, nous le retenions avec soin, pour en parer notre Foscolo particulier.

Le vrai Foscolo, ce n'est pas nous qui prétendons l'avoir découvert : il est dans sa correspondance; il tient un peu de l'une et de l'autre figure qu'on en a faite (le faux qu'on propose au jugement du public touche toujours au vrai par quelque côté, c'est un vrai apparent). Il y a quelquefois en lui la conviction indomptable qui sacrifie fortune et espérances d'avenir à un principe, quelquefois aussi la passion fougueuse qui se plaît au désordre, jouit du scandale et fait parade des faiblesses; mais il n'a ni la grandeur stoïque du premier type, ni la fausse et malsaine grandeur du second. Par quelque biais que l'on regarde Foscolo, dans ses œuvres comme dans sa vie, c'est un génie et un caractère incomplet. On ne peut lui contester un air de famille avec les caractères antiques; pour demeurer fidèle à son drapeau, il refusa des moyens faciles de s'enrichir, perdit son propre patrimoine, renonça aux plus douces habitudes de sa vie, quitta sa patrie, sa famille, sa vieille mère, et si l'on peut encore ajouter quelque chose après cela, ses livres même et ses études chéries. Il y avait dans son âme quelques traits qui étaient du stoïcien. Sa philosophie, presque absolument profane et païenne, était puisée aux leçons des anciens; Caton était la plus pure et la plus vive de ses admirations; au milieu de l'indifférence et de l'épicuréisme général, il professait l'activité politique des stoïciens et le devoir de se

mêler aux intérêts de la patrie. Il acceptait si pleinement les dogmes de cette école d'un autre temps, qu'il soutenait la légitimité du suicide. Et ne croyons pas qu'il se fît du suicide la même idée qu'on s'en faisait au XVIIIe siècle. Cette pensée fatale du suicide qui se dresse comme un fantôme de temps en temps ne se revêt pas toujours des mêmes couleurs. Au XVIIIe siècle, le suicide n'est pas présenté comme un devoir, mais comme un droit; c'est en quelque sorte un corollaire de la morale qui était en faveur, la morale de l'intérêt personnel : quand on n'a plus d'intérêt à vivre, on peut se tuer. Ce n'est pas qu'on soit fort préoccupé à cette époque du suicide; mais si tout le monde en a traité, c'est qu'on voulait être conséquent avec la morale de l'intérêt. Rien de plus égoïste assurément que le suicide, mais il l'est encore plus dans le XVIIIe siècle que dans l'antiquité. Foscolo professait le suicide des anciens, celui du stoïcisme; il regardait le suicide non pas comme un droit, mais comme un devoir. Cette idée est partout sous sa plume, dans son roman de *Jacques Ortis* comme dans sa correspondance. Il justifie à peine, il prêche plutôt le suicide. Quelle frappante leçon nous donne ici l'histoire! Toutes les fois que la morale chrétienne se retire de nous et nous abandonne, les aberrations antiques reparaissent. Foscolo a perdu le sens de l'Évangile, il cherche une direction dans les livres des Grecs, ses aïeux; le voilà aussitôt retombé dans les plus grossières erreurs, erreurs qui datent de deux mille ans et que vous auriez crues à jamais disparues de ce monde! Comme ses maîtres païens, il ne se croirait pas assez armé contre les épreuves de la fortune, s'il n'était toujours prêt à se donner la mort; il puise sa force dans la ressource du suicide. Mais son égarement n'est pas encore assez grand : oubliant que les stoïciens eux-mêmes réservaient au sage le privilége du suicide, il propose sa doctrine à ses concitoyens; il exerce le prosélytisme de la mort; l'Italie lui paraîtrait sauvée du jour où elle serait déterminée à mourir; le suicide à ses yeux fait partie du patriotisme; tout bon citoyen portera un poignard, dont il sera tout prêt à se percer le cœur.

Et pourtant il y a quelque chose de noble dans cette espèce de suicide; il est le produit d'un faux courage, mais du moins il n'est pas celui de la lâcheté. Le stoïcisme, doctrine orgueilleuse, conserve toujours des droits à notre respect. Malheureusement Foscolo ne fut stoïcien qu'à demi. Jamais homme ne fut plus esclave de sa passion, jamais aussi plus fantasque et plus capricieux; il dispersait son amour aux quatre vents; c'était un stoïcien qui aimait toutes les femmes, un disciple d'Épictète portant toujours quelque chaîne, dont il avait honte et qu'il montrait à tout le monde. Ses correspondances amoureuses ont une célébrité incontestable, et nous avouons qu'elles

la méritent par leur éloquence. Un grand nombre de ces lettres se sont produites dans le public; un plus grand nombre encore sont, à ce qu'il paraît, dans les mains des curieux. Si le sage pèche sept fois par jour, le stoïcien ne saurait être à l'abri de cette loi; mais il n'y a pas de stoïcisme qui ne soit amoindri par des faiblesses trop fréquentes. Le caractère même du patriote en est diminué : bien que la vie privée n'intéresse qu'indirectement la gloire du citoyen, cependant l'on ne peut voir sans tristesse un personnage comme Foscolo, appartenant par son talent et par sa renommée à sa patrie, s'embarrasser à plaisir dans des intrigues amoureuses toujours nouvelles, passer son temps à faire et à oublier des sermens, descendre à chaque instant au rôle mesquin de coureur de ruelles et de boudoirs, mener de front plusieurs passions, s'excuser pitoyablement auprès des unes et des autres, remplir ses lettres, occuper ses amis, l'Italie tout entière du bruit de ses faiblesses, et ne conserver au milieu de tant de folies que le mérite de les avouer avec une naïve franchise. Quelle légèreté, quelle petitesse prosaïque se glisse quelquefois dans ces amours si poétiquement habillées et travesties! « La Quirina, dit-il à un ami, vous salue et vous resalue; elle m'accuse de peu d'amitié parce que je ne sais pas lui mentir et lui répondre que je vous écris et que vous la saluez. Je lui fais réparation; elle n'est pas avare comme je l'ai cru; elle est même fort généreuse entre toutes les femmes, et me fait cadeau de perdrix, de bécasses, de *panforte* (1) et de plusieurs flacons de vin de Montalcino, dont je me fais honneur avec les personnes qui me viennent voir. »

Et cependant cette Quirina, dont il eut les bonnes grâces pendant deux semaines, fut toujours pour lui la plus dévouée des amies; non-seulement elle lui pardonna de l'avoir quittée, mais elle ne l'oublia jamais dans l'exil; elle fut sa providence et sa ressource dernière; elle payait ses créanciers et souvent s'en cachait; pour lui faire accepter de l'argent, elle prétendait que les livres de Foscolo étaient vendus, et elle lui fit passer le produit de cette vente simulée, gardant les livres en Italie jusqu'à ce qu'ils fussent vendus réellement plus tard au profit de leur maître exilé. Dans les momens même où Foscolo attirait sur lui les regards de l'Italie et de l'Europe par des actes de courage dignes des temps antiques, il compromettait son nom dans des intrigues trop au-dessous des pensées d'un grand citoyen.

Prenons-le par exemple en Suisse après la chute de Napoléon et du royaume d'Italie, lorsque ayant refusé de prêter serment aux Autrichiens, il a brisé son épée, déposé ses épaulettes de chef d'es-

(1) Espèce de gâteau.

cadron, renoncé à une pension qu'il recevait comme ancien professeur à l'université de Pavie. Enfant de la Grèce, fils adoptif de l'Italie, il habite dans des montagnes couvertes de neige, caché dans une chambre pauvrement garnie, qu'il loue à un pasteur protestant non moins pauvre. Il souffre du froid et de la faim, parce que l'ordinaire de la table où il est admis répugne à son estomac méridional. Dans un moment de gêne excessive, il court à pied, sous la neige et dans les glaces, jusqu'à une ville, pour y vendre sa montre et ne pas dévoiler à ceux qui vivent autour de lui son indigence, qui n'est que trop honorable. Toutes ces misères, il les endure pour une noble cause; une noble espérance le soutient; il attend le moment de passer en Angleterre, où il trouvera un peuple généreux, des lois protectrices, un présent sans inquiétude, en attendant l'avenir. Comment se fait-il que le courage même qui l'a fait marcher au-devant de ces maux, qui le rend capable de les supporter, lui fasse défaut quand il s'agit de résister à une faiblesse de cœur?

Un jeune banquier de Zurich était venu passer l'été à Hottingen, dans la commune où résidait le poète; il voyait souvent Foscolo, et prenait de lui des leçons d'italien, leçons d'ami. Il invita Foscolo à venir voir sa femme; l'auteur de *Jacques Ortis*, qui n'était pas si préoccupé d'idées politiques qu'il n'eût remarqué le peu de beauté des dames de Zurich, leur cou goîtreux et leur bouche dégarnie, se rendit un soir, sans défiance, chez cette jeune femme, qu'il a peinte assez maigre, d'une beauté fort médiocre, mais remplie de grâce, avec des yeux petits, mais noirs et parlans, et des cheveux d'un blond italien. Son premier mouvement fut de ne pas s'engager dans cette connaissance nouvelle, ce qui ne l'empêcha pas d'observer, dès le premier abord, qu'elle était plus vive que les Allemandes n'ont coutume d'être, qu'elle était fort élégante pour une femme de Zurich, et qu'elle aimait à s'entretenir d'histoires amoureuses et de galanterie. Ces observations donnaient bien lieu de croire qu'il ne suivrait pas son premier mouvement. Au bout d'un petit nombre de visites, il s'aperçut qu'il lui parlait comme un homme qui serait capable de l'aimer, et qu'elle lui répondait comme une femme qui serait capable de l'écouter. Les aveux succédèrent assez promptement à ces signes d'intelligence; les lettres succédèrent aux aveux, et elles commencèrent du fait de la belle Zuriquoise. Après les lettres vinrent les résolutions insensées, les projets de fuite et d'enlèvement. Le poète eut le mérite de résister à la tentation, sans doute il se souvint à temps de son stoïcisme; mais il fit deux fautes : la première de ne pas fuir, la seconde de moraliser en pure perte. Cette belle passionnée recevait des leçons d'italien d'un jeune Toscan; ces leçons étaient payées, et peut-être pour cela même et par excès de conscience, elles duraient

quatre ou cinq heures. A quelque temps de là, la porte de la dame fut fermée à Foscolo. Il ne put douter des succès de son rival. La jalousie était déjà éveillée dans le cœur du poète; elle s'enflamma de toutes les fureurs de l'orgueil blessé. Sa philosophie l'abandonna entièrement; il chercha une vengeance. Ne pouvant l'obtenir l'épée à la main, désarmé d'abord par les soumissions et les promesses de son rival, puis trompé de nouveau par lui et audacieusement joué, ne se connaissant plus, il alla tout raconter au mari. C'était se souvenir trop tard qu'il était son ami. Foscolo se repentit amèrement de s'être vengé d'une manière indigne de lui, et la meilleure preuve qu'il ait pu donner de ce repentir, c'est la franchise avec laquelle il s'accuse dans sa correspondance.

Loin de nous la pensée d'abuser des aveux qui sortent pour ainsi dire de la tombe de ce poète infortuné. Les faiblesses des hommes à qui le ciel a départi une étincelle de génie devraient rester cachées. On n'a pu cependant laisser dans l'oubli les lettres qui concernent cette affaire un peu triste et surtout ridicule. L'homme aux leçons d'italien avait publié à Londres des *confessions* où la vérité de l'histoire était, à ce qu'il paraît, gravement altérée. Tout en faisant les concessions qui sont dues à un noble caractère, nous ne pouvons nous empêcher de gémir en songeant que le héros de l'indépendance italienne pouvait mourir d'un coup d'épée reçu pour une femme légère. A quoi bon maintenir au prix des plus grands sacrifices sa liberté de citoyen et d'honnête homme, s'il devait se compromettre dans une intrigue obscure avec un rival subalterne, et s'engager dans une voie d'où l'amour-propre ne lui permit de sortir que par une sorte de lâcheté? Foscolo aimait trop les femmes pour être l'inflexible patriote et la grande âme qu'on a voulu présenter en lui. Pour être un grand homme de Plutarque, il lui manquait cette fierté qui prend un jour ou l'autre le dessus sur les faiblesses du cœur, et qui ne laisse plus de place dans l'âme que pour la patrie. Foscolo fut toujours cette imagination désordonnée qui affolait tous les quinze jours. Il ne se plaisait que dans la société des femmes; elles seules triomphaient de ses caprices et de sa morosité. Les grands citoyens de Rome ne couraient pas les boudoirs; il ne faut pas légèrement comparer les hommes de notre temps à ces colosses de l'antiquité,

> Et sous des noms romains faisant notre portrait,
> Peindre Caton galant et Brutus dameret.

Si nous diminuons un peu la gloire de Foscolo, ce qui pourra déplaire à ses admirateurs passionnés en Italie, nous ne tenons pas pour légitime le jugement qu'en ont porté ses ennemis. Jamais il

n'eut de basse jalousie contre ses rivaux en littérature, jamais il n'eut le cœur faux et déloyal. On a voulu dire qu'il faisait des dettes pour ne jamais les payer, qu'il avait des vicissitudes de richesse et d'indigence qui l'accusaient également, qu'il trahit son drapeau et ses amis politiques. On a vu comment de ces traits envenimés l'on a même fait un portrait de fantaisie qui avait la prétention d'être favorable; toutes ces imputations sont désormais tombées devant le jugement de la conscience publique, et ce qui pourrait en rester encore sera effacé par la correspondance récemment mise au jour. Nous n'avons garde de nous arrêter au Foscolo romanesque bâti sur ces inventions; pour n'indiquer qu'un seul point frivole, mais caractéristique, de cette peinture imaginaire, certains écrivains, hommes d'esprit, représentent Foscolo tantôt dans l'orgie, tantôt dans le dénûment. Ce second trait est de beaucoup le plus véritable; quant au premier, si Foscolo aimait la société féminine, il était au nombre de ceux dont les anciens n'auraient pas attendu de bons vers : il était buveur d'eau; c'était le plus sobre des poètes, et, comme on le plaisantait sur cet article, il disait qu'il était comme la chaux, qu'on trempe avec de l'eau pour la mettre en ébullition.

Après avoir fait ces corrections à l'effigie courante et connue de Foscolo, il ne nous reste qu'à les vérifier, en parcourant les points culminans de la carrière qu'il a fournie. Ugo Foscolo naquit dans une république, d'un père qui avait été poursuivi pour ses opinions contraires à l'aristocratie, d'une mère grecque, comme André Chénier, mais d'une mère qui avait une nature presque spartiate. Il apprit à lire dans cette langue qui fut autrefois la langue d'Homère; mais elle n'était pas seulement pour lui comme pour Chénier,

> Un langage sonore, aux douceurs souveraines,
> Le plus beau qui soit né sur des lèvres humaines;

elle était plutôt la langue des apophthegmes lacédémoniens: chose nouvelle en Italie, un poète avare de ses vers et laconique! Xénophon et Plutarque furent ses premiers livres. Rentré dans Venise avec sa mère, il n'y trouva que la pauvreté dans la maison de ses pères. Foscolo était de sang patricien : un de ses ancêtres, Léonard Foscolo, était généralissime dans les dernières guerres de Candie; mais sa famille était déchue, semblable à sa maison même, qu'il trouva presque démolie. C'était un jeune homme à l'imagination prompte, à la volonté précoce. A dix-sept ans, il entretenait déjà une correspondance littéraire, où il y a sans doute de la jeunesse et même de l'enfance; mais c'est une jeunesse et une enfance de vingt ans. Voici le portrait qu'il fait de lui-même à un ami qui ne le connaissait pas encore de vue : « Mon visage n'est pas beau, mais il a quelque

chose d'étrange et un air de liberté; mes cheveux ne sont pas blonds, mais rouges; mon nez aquilin, mais ni petit ni grand; mes yeux d'une mesure ordinaire, mais vifs; mon front large, mes sourcils blonds et épais, mon menton arrondi. Je ne suis pas haut de taille, mais on me dit que je dois grandir; mes membres sont bien proportionnés; j'ai une tendance à la force et à l'embonpoint. Ma démarche n'annonce ni la noblesse ni le lettré; il y a tout à la fois de l'agitation et de la négligence. »

Foscolo quitta Zante à l'âge où l'on entre dans l'adolescence. C'était faire de bonne heure l'apprentissage du changement de séjour et presque de patrie. Depuis ce temps, on peut le dire, l'idée de patrie pour Foscolo acquit un sens de plus en plus large et vague. Quoiqu'il repousse dans toute sa correspondance le titre de cosmopolite, il ne put, il ne voulut jamais d'une manière suivie retourner dans son île grecque. On l'accusa toujours de n'avoir pas de patrie; c'était une injustice : en changeant de séjour, il ne cherchait pas le bien-être, il poursuivait des principes qui fuyaient toujours devant lui. La patrie de Foscolo était une patrie adoptive, une Italie indépendante après laquelle il soupirait, comme Énée cherchant le royaume promis à ses descendans. Souvent il fut sur le point de s'écrier :

Jam tandem Italiæ fugientis prendimus oras;

mais le fantôme de cette Italie espérée s'évanouissait toujours. En 1797, quand le général Bonaparte improvisa les républiques italiennes avec des victoires, Foscolo fut un des Vénitiens qui s'émurent avec le peuple s'agitant sous le joug de la seigneurie. Patrie, mère, moyens d'existence, il quitta tout pour respirer cette liberté nouvelle qui régnait à quelques lieues de son pays. Depuis ce temps, Milan fut son séjour et lui remplaça Venise. Le traité de Campo-Formio avait fait un douloureux sacrifice de la reine de l'Adriatique : la ville de ses ancêtres était devenue autrichienne, le jeune démocrate ne la pouvait plus regretter. Comme un fils de la Grèce qui avait appris à lire dans Xénophon, il prit l'épée, s'engagea dans un escadron de cavalerie formé à Bologne, et devint sous-lieutenant au bout de deux mois. Les fatigues et les périls du siége de Gênes sous les ordres de Masséna, une blessure à la cuisse, quelque temps de captivité, la bataille de Marengo, à la suite de laquelle il fut promu capitaine, telles furent ses épreuves comme stoïcien et comme héritier des Xénophon et des Thémistocle.

Après deux années d'activité militaire et de services sous les généraux français, l'enthousiasme de Foscolo se refroidit, ses illusions tombent. Il a vu de près les vainqueurs, alliés trop puissans de la république lombarde; il commence à douter de leur générosité; il ne

croit plus à son drapeau; son épée l'embarrasse, l'uniforme lui pèse, il s'arrête. D'autre part, son ardente nature a déjà rencontré des excitations et des obstacles; il a aimé avec la fougue d'un jeune homme et les raisonnemens d'un philosophe, et quand sa passion a été contrariée par les usages ou par les lois de la société, ce n'est pas à sa passion qu'il a donné tort. Ce découragement politique dont il est gagné, cet amusement périlleux de l'amour, puis les amertumes qui en sont la suite, le vide qui se fait dans son âme après ces diverses épreuves, voilà ce qu'il eut l'idée de mettre dans un livre. Le hasard lui procura le titre de son roman et le nom du héros. Jacopo Ortis, de la province de Frioul, étudiant dans l'université de Padoue, s'était donné la mort de deux coups de poignard. Personne ne sut les motifs de ce suicide; l'étudiant de Padoue descendit dans la tombe sans laisser ni un mot écrit pour ses parens, ni la possibilité d'une conjecture pour les curieux. Foscolo ne connaissait pas Ortis, mais il admira cette fin stoïque. Il se souvint que dès sa première jeunesse il avait beaucoup médité sur ce genre de mort, le suicide était le sujet favori de ses pensées. Beaucoup d'opinions s'étaient modifiées en lui depuis qu'il avait commencé d'en avoir, le point de la mort volontaire était le seul où il ne changeait pas. Il s'identifia lui-même avec Jacopo Ortis, lui prêta ses propres amours, quelques-unes de ses propres aventures, et lui prit son nom et ce suicide qu'il ne se pouvait empêcher d'admirer. Foscolo écrivait beaucoup de lettres d'amour et il les recopiait, un peu parce que son écriture était mauvaise, beaucoup parce qu'il y tenait, et qu'il les appelait les trésors de son cœur. Il les conservait dans les cahiers où étaient ses manuscrits; ainsi ces feuilles passionnées étaient mêlées à tous ses travaux de poésie, de philosophie ou d'érudition; des protestations d'amour étaient confondues parmi les essais d'une traduction de *la Chevelure de Bérénice*, et les révélations les plus intimes du cœur étaient égarées au milieu d'essais philologiques sur Callimaque. Ce mélange était un trait de caractère : ces lettres étaient là placées à peu près comme ses amours l'étaient eux-mêmes au milieu de sa vie. A quoi tenait-il le plus, de ses lettres ou de ses livres?

En mettant quelques-unes de ces lettres dans son roman de *Jacques Ortis*, il crut y déposer une partie de son cœur même, et il avait raison; jamais Foscolo ne fut poète par métier. La littérature n'était pas pour lui une charmante et trompeuse industrie; ses livres pouvaient prêter à la critique, mais ses livres, c'était lui-même; de cette sincérité il se faisait une vraie religion, il les écrivait avec le sang de ses veines. Ce n'est pas toujours là le secret du succès. Sans doute ces peintures véridiques, où le métier s'efface devant la nature, produisent un effet assuré sur le public; mais cette sincérité, il faut qu'elle

soit apparente, il n'est pas nécessaire qu'elle soit réelle. Le plus grand de nos tragédiens modernes était celui qui, loin de s'identifier avec ses rôles et de se risquer à perdre dans cette métamorphose la conscience de lui-même et de sa profession, calculait tous les effets de son jeu, demeurait maître de lui-même, et n'était jamais plus puissant que lorsqu'il se souvenait mieux qu'il était acteur. Ce que Talma fut sur la scène, Goethe le fut dans ses ouvrages, et particulièrement dans *Werther*, qui était pourtant le livre de sa jeunesse. Ce poète-là n'eût jamais mis ses lettres d'amour dans son roman; il ne se fût pas dépeint lui-même dans le jeune Werther. Cette différence de procédé est capitale; si l'on veut y réfléchir, on verra qu'elle est le point de départ des deux romans. C'est elle qui produit les dissemblances qui existent entre l'un et l'autre. Quoiqu'on ait souvent parlé et bien parlé (1) de *Werther*, on nous permettra d'y revenir en quelques mots, pour mieux expliquer notre pensée sur *Jacques Ortis*.

Il y a dans Werther une admirable conception, qui, selon nous, fera toujours vivre ce roman : c'est l'unité simple et absolue qui en est le caractère; l'amour de Werther, voilà tout le roman. Je ne me fais pas d'illusion sur cet amour : je sais qu'il y a beaucoup de sensualité, beaucoup d'orgueil, beaucoup d'égoïsme, je sens qu'il y a plus d'imagination que d'âme, et dans toutes ces lettres tour à tour vives, amères, brûlantes, je ne trouve pas un mot du cœur; mais cet amour, tel que Goethe l'a exprimé, il existe, et c'est tout ce qu'il faut pour que ce livre nous ébranle profondément, car ce sentiment pénètre le livre entier; c'est lui, c'est lui seul qui amène le suicide, et tranche le nœud qu'il a formé lui-même. Nulle autre pensée ne vient traverser cette donnée première du suicide par amour. Point d'événemens extérieurs, point de hasards, rien de complexe ni d'obscur dans le dénouement; c'est purement et simplement une tragédie de l'amour. De plus, Werther est toujours en présence; nous assistons à ses résolutions, à ses pensées, et pour ainsi dire à ses sentimens; nous sommes en quelque sorte introduits dans le secret de sa conscience. Ce n'est plus ici un mélange de lettres diverses, écrites par quatre ou cinq personnes, comme dans *la Nouvelle Héloïse*, conception où le talent a peut-être plus de carrière, mais conception plus favorable à la rhétorique qu'à l'étude d'un sentiment du cœur humain. Nous n'avons devant nous que des lettres de Werther à un ami, son confident; nous sommes nous-mêmes ses confidens. C'est là la véritable unité dans l'art, l'unité du sentiment, car peu m'importent quelques détails étrangers et des hors-d'œuvre, la visite chez le pas-

(1) Notamment M. Saint-Marc Girardin, qui a fait une si spirituelle guerre au suicide romanesque dans son cours de *Littérature dramatique*.

teur de village, le séjour de Werther près du ministre ou la soirée aristocratique dans une ville d'Allemagne; ce sont là des amusemens pour le lecteur, des fautes de composition tout au plus, si vous voulez, des évolutions dont le but est de mieux faire connaître le caractère de Werther. L'unité du roman est entière, et c'est le trait commun des œuvres qui sont durables.

Quand je parle de l'unité parfaite de Werther, je n'entends pas dire qu'il n'y a pas de mélange dans la passion de son jeune héros: qui voudrait en ôter l'orgueil et l'égoïsme n'y laisserait peut-être que fort peu de chose; mais combien de gens mêlent de l'égoïsme et de l'orgueil dans l'amour! Werther ne cessera donc jamais d'être vrai de ce côté, parce que c'est un côté général et humain. Il y a bien dans le héros un caractère particulier, exceptionnel, qui ne subsistera peut-être pas, et nous ne sortons pas de notre sujet en l'indiquant. Le jeune Werther est artiste et poète; c'est en vrai poète qu'il aime Charlotte, et, s'il aime en elle la femme, il aime surtout la femme supérieure, celle dont le suffrage est flatteur pour son orgueil. Si le baron Wolfgang de Goethe avait été homme à aimer une femme profondément, il l'eût aimée comme Werther, en poète, et c'est par ce côté seulement qu'il a fait Werther à son image; c'est par ce côté aussi que Werther a captivé le plus sûrement nos contemporains, côté vrai pour notre temps seulement, où l'on aime à *poétiser* le mal. Chaque siècle a sa manière et son sophisme pour excuser le mal; nous autres, nous le faisons poétique. Goethe avait du génie, il voyait loin, il saisit cette disposition générale des esprits lorsqu'elle venait à peine de naître; vingt-cinq ans plus tard, on sentait par toute l'Europe que Goethe avait mis le doigt sur une maladie morale de notre siècle. Bien que ce côté du caractère de Werther soit trop particulier pour demeurer toujours vrai, il ne l'est pas assez d'ailleurs pour ne pas trouver d'entrée dans tous les cœurs. Si tous les hommes ne sont pas poètes, tous du moins sont capables de sentir la poésie, et c'est un sentiment qui s'éveille surtout à l'appel de l'amour. Par la même raison qu'on se croit volontiers un peu poète quand on est amoureux, on est naturellement porté à se reconnaître dans quelques lettres de Werther. Il y a donc, même dans ce travers, une portion de vérité, quelque chose de général et d'humain. Si vous augmentez la tendance poétique de Werther, si vous exagérez sa manie, alors vous sortez du vrai pour entrer à pleines voiles dans le particulier, dans le convenu, et vous arrivez à Chatterton. Voilà bien le suicide pur et simple du poète, de l'homme qui se tue parce qu'il n'a pas obtenu le succès, qui se donne la mort par vanité. Nous pouvons bien être touchés de ce spectacle, comme nous le serions de celui d'une maladie très rare et très particulière; mais il nous faudra entrer dans les

pensées de ce malheureux, qui n'est pas fait comme ses semblables; il ne nous inspirera pas un véritable intérêt, parce que nous ne saurions nous reconnaître en lui. Il est donc permis de le dire : le caractère de Werther, son suicide même, est dans la vérité, vérité relative, entendons-nous bien; ils sont vrais comme le mal est vrai, ils existent comme le mal existe; voilà pourquoi nous maintenons que Werther est humain et général, voilà pourquoi nous croyons que ce roman restera.

Nous pouvons maintenant passer à l'œuvre de Foscolo. Le premier caractère qui se présente à la lecture des *Dernières Lettres de Jacopo Ortis*, c'est le défaut volontaire d'unité. Le cœur d'Ortis est partagé entre deux sentimens, son amour pour sa patrie et sa passion pour Thérèse. Tant que le désespoir du citoyen est combattu par les illusions de l'amant, Jacopo Ortis peut vivre encore; mais le jour où Thérèse lui dit : « Je ne serai jamais à vous ! » la résolution fatale du patriote reprend son empire; le premier, le plus ancien des deux sentimens de Jacques Ortis ne rencontre plus d'obstacles dans le second, ou plutôt il y trouve une nouvelle force, et tous les deux se tournent en désespoir. Le suicide d'Ortis est-il celui du citoyen ou celui de l'amant? Le poignard dont il se frappe est peut-être poussé par la jalousie; mais n'est-ce pas le fantôme de la patrie expirante qui le lui a mis entre les mains? Ortis inscrit le suicide dans le catéchisme du citoyen; il méprise les âmes timides qui ne courent pas au-devant de la mort; la mort volontaire, à ses yeux, est un devoir politique. Sa faiblesse peut aller jusqu'à éloigner le moment fatal; l'amour de Thérèse est un ajournement du devoir; il n'y a là aucune de ces mollesses du cœur, ni de ces défaillances qui mènent un amant au suicide. Non, Ortis ne se laisse pas entraîner à la mort, il n'y va pas à reculons avec le fatalisme de Werther, il y marche tête levée et il fait parade de son courage.

« Tu m'accuses de lâcheté, toi qui vends ton âme et ton honneur. Viens, regarde-moi tandis que j'agonise et que je râle dans mon sang! tu trembles! Quel est ici le lâche? Tire-moi ce couteau de la poitrine, saisis-le de ton poing et dis-toi toi-même : « Dois-je vivre éternellement? » Choisis une douleur extrême, mais courte et généreuse. Qui sait? la fortune te prépare peut-être une mort plus douloureuse et plus infâme. Confesse la vérité; maintenant que tu tiens la pointe de cette arme fermement dirigée contre ton cœur, ne te sens-tu pas capable de toute belle action, et ne te vois-tu pas libre et maître de tes tyrans? »

Faut-il d'autres preuves? Ortis ne veut pas que l'on croie qu'il se tue par amour :

« Non, chère enfant, tu n'es pas la cause de ma mort. Mes passions déses-

pérées, les malheurs des personnes les plus nécessaires à ma vie, les crimes des hommes, la certitude de mon perpétuel esclavage et de l'opprobre éternel d'une patrie qui a été vendue, tout cela était depuis longtemps écrit, et toi, femme angélique, tu pouvais seulement adoucir mon destin, mais le désarmer, jamais! »

Son dernier mot est inspiré de la même intention, et c'est une noble parole :

« Si quelqu'un osait t'accuser de mon malheureux sort, confonds-le avec ce serment solennel que je prononce en me jetant dans la nuit de la mort : « Thérèse est innocente. » Maintenant reçois mon âme. »

Thérèse n'occupe donc pas la première place dans le cœur d'Ortis; cependant ce n'est pas ici un simple roman de stoïcisme politique, et ces lettres ne sont pas uniquement celles d'un Sénèque républicain. Ortis aime passionnément Thérèse; ce n'est pas un amour vulgaire que celui qui ramène l'espérance dans un cœur où la mort régnait déjà. Ortis ressent toutes les tortures de la jalousie; s'il vivait, il craindrait de frapper un jour Édouard (1); il veut se donner la mort pour prendre les devans sur la jalousie. D'ailleurs il y a des lettres qui témoignent d'un amour véritable et profond, et il est impossible de faire de Jacques Ortis un Caton italien: Thérèse a trop de part encore dans son suicide; elle en est la cause déterminante et prochaine. Le personnage de Jacques Ortis est donc complexe, et il ne peut produire cet effet supérieur et décisif dont le secret est dans l'unité. Il y a en lui deux hommes, comme dans Foscolo lui-même; si vous le dédoublez, il manque quelque chose à tous les deux; ni le patriote, ni l'amant ne sont des êtres complets : défaut radical de ce qui manque d'unité. On aura beau dire que ce mélange est naturel et qu'il se rencontre souvent dans la réalité, l'art s'accommode mal de ces accidens; il lui faut des types, c'est-à-dire des idées générales.

Jacques Ortis ne contient pas le même degré de vérité qui est dans *Werther*. Il est vrai surtout pour un temps et pour un pays. De nos jours, la passion politique se mêle à presque tous nos sentimens; du premier au dernier échelon de la société, les affections des hommes prennent la couleur de leurs opinions, et les artisans eux-mêmes, quand ils aiment ou qu'ils haïssent, font souvent de la politique. Cette complication de sentimens n'est donc pas fausse dans Ortis, puisque nous la trouvons en nous-mêmes. Néanmoins cette vérité n'est pas une vérité de tous les temps; nous la reconnaissons pour telle, mais nos devanciers l'auraient-ils comprise? nos descendans la comprendront-ils? Cela est douteux. Je dirai plus; *Jacques Ortis* est vrai pour

(1) Et non pas *Odoard*, comme on a le tort de le traduire ordinairement.

l'Italie de 1800 beaucoup plus que pour nous. Ce désespoir qui lui met le poignard à la main lui est inspiré par les misères de son pays. A tort ou à raison, il ne voit que des fainéans titrés, pas de patriciens; des moines et un clergé, pas de ministres de l'autel; une populace, pas de peuple; des bourgeois, pas de citoyens. A tort ou à raison, il voit l'esclavage partout, partout un triste commerce de flatteries et de corruption. Il craint pour le nom même de l'Italie et pour sa langue :

« J'ai demandé la *Vie de Benvenuto Cellini* à un libraire. — Nous ne l'avons pas. — Je lui ai demandé un autre écrivain, et il m'a répondu presque avec dédain qu'il ne vendait pas de livres italiens. Les gens bien élevés parlent le français avec élégance et entendent à peine le pur toscan. Les actes publics et les lois sont écrits dans une langue si bâtarde, que les phrases seules portent le cachet de l'ignorance et de la servitude de celui qui les rédige. Les Démosthènes cisalpins ont chaudement disputé dans leur sénat pour exiler de la république la langue grecque et la langue latine. »

Qu'importe aujourd'hui, qu'importe surtout à nos petits-neveux si le mépris des Français et la haine de leur gouvernement remplissent certaines lettres d'Ortis? que nous font ces querelles de poètes et ces rancunes d'hommes de lettres qui percent dans le roman? Si c'étaient des hors-d'œuvre, on pourrait passer condamnation sur ces détails; ils seraient peut-être un passe-temps pour le lecteur, comme la petite cour allemande de Werther. Malheureusement tout cela fait corps avec le roman; tout cela c'est le côté politique de l'histoire d'Ortis, et nous sommes contraints d'avouer que toutes ces choses perdent une première portion de leur intérêt en traversant les années, et une seconde en franchissant les montagnes.

Ce n'est pas merveille si *Jacques Ortis* eut un grand succès en Italie; c'était un succès national. Ortis exprimait d'une manière particulière et personnelle, mais énergique et sincère, les sentimens qui étaient dans presque tous les cœurs. Ce livre paraissait au lendemain des illusions patriotiques, au moment où il n'y avait plus rien à faire qu'à se résigner. Un livre tout rempli des plaintes et des regrets qui étaient ceux du peuple entier était la seule satisfaction possible dans un tel moment, la seule consolation pour un pays accoutumé à se consoler des réalités par la littérature. Les *Lettres de Jacques Ortis* ont fait époque dans la littérature de l'Italie, et quand Foscolo n'eût pas fait autre chose, son nom eût vécu dans l'histoire.

De nos jours, où l'excès du métier littéraire rend si précieuses les œuvres désintéressées qui sont nées spontanément, sans les provocations de l'argent ou de la renommée, les *Lettres de Jacques Ortis* méritent toute notre attention. Voilà un livre qui n'était pas destiné au public; l'auteur voulait se plaire à lui-même; il cherchait à se dé-

livrer des pensées qui l'obsédaient, et sans aucune espèce de calcul, il jeta ses pensées sur le papier. C'étaient des dissertations sur le suicide. Pour se mettre à l'abri des indiscrets, il les mit d'abord sous le nom de ce Jacopo Ortis, qui venait de se tuer silencieusement. Peu à peu sa personne, ses sentimens, les lieux qu'il avait vus, les objets et les personnes qu'il avait aimés, prirent une large place dans ce cadre stoïque et paradoxal. Il y décrivit les paysages où il avait vécu; il y raconta son histoire de tous les jours; son livre devint une sorte de registre de ses émotions et de ses pensées; toute sa vie intérieure y est, jusqu'à cette liaison secrète du physique et du moral que nous gardons tous pour nous-mêmes : j'entends parler de ces joies et de ces tristesses, de ces courages ou de ces abattemens que le soleil ou les nuages de chaque jour amènent ou remportent avec eux. Le héros, c'est-à-dire Foscolo, nous tient au courant des influences atmosphériques observées sur lui-même, et c'est pour cela qu'on a dit que Jacopo Ortis est un baromètre vivant. Notez bien que jusque-là l'auteur n'avait ni lu ni connu *Werther*. Il commence à imprimer, puis il laisse de côté ces feuilles qui avaient reçu les confidences de son âme; il les remet à un hôte et part pour l'armée. Tandis qu'il parcourt les champs de bataille à la suite de nos aigles consulaires, il apprend qu'on fait courir en Italie un roman intitulé *Véritable Histoire de deux amans malheureux, ou Dernières Lettres de Jacopo Ortis*, le tout grossi d'un récit auquel il n'avait jamais songé, et orné de son propre portrait; il reconnaît dans ce livre ses feuilles de prédilection, ses chères confidences intimes au milieu d'une rapsodie ridicule. A son retour, il ne songe qu'à son *Jacques Ortis;* il court chez l'imprimeur. « Holà! où est Jacopo Marsigli? » demande le capitaine de hussards; à peine l'a-t-il aperçu, qu'il tire son sabre (il n'avait pas pris le temps de déposer ses armes): « Fripon! » s'écrie-t-il. Une tempête d'injures fondit sur la tête de l'imprimeur épouvanté. Heureusement Foscolo passait vite de la colère à la bonne humeur; il rengaîna son sabre et ne tarda pas non-seulement à pardonner à Jacopo Marsigli, mais encore à embrasser son continuateur. Tout fut réparé à peu de frais : Foscolo inséra une protestation dans un journal, et entreprit de publier à son tour son livre favori, ce roman plus vrai qu'une histoire.

C'est alors qu'il connut l'ouvrage de Goethe; la ressemblance des deux romans était frappante; il y avait de quoi décourager les plus résolus. Sans l'infidélité de l'imprimeur, le vrai *Jacopo Ortis* n'eût jamais vu le jour. Foscolo prit un parti sage; ne pouvant échapper à la supposition d'avoir imité *Werther*, il profita de la lecture qu'il en avait faite : sans altérer le sujet de son livre, il en changea la composition. *Jacques Ortis* était formé jusque-là de lettres d'Ortis, de

Thérèse, d'Édouard, du père de Thérèse. Comme dans *la Nouvelle Héloïse*, le lecteur passait successivement d'un personnage à l'autre, et ce roman si simple et si court avait tous les inconvéniens des romans par lettres, sans en retenir les avantages. Foscolo mit de côté toutes ces épîtres de mains diverses; il ne laissa la plume qu'à Jacques Ortis; son livre demeura ce qu'il devait être, ce que Goethe avec son génie avait mieux deviné que lui, l'étude psychologique d'une seule âme. *Jacques Ortis* dut à *Werther* la mesure d'unité dont ce livre était capable.

Après ces explications, il devient inutile de discuter la question de l'imitation de *Werther;* nous avons toutes les confidences de Foscolo dans la notice bibliographique insérée à la suite de l'édition de Londres en 1814, et dans ses lettres, surtout dans celle qu'il adressa à M. Bartholdy le 29 septembre 1808, et qui a été donnée par le comte Balbo à l'*Anthologie italienne*. En présence du témoignage d'un auteur dont la bonne foi ne fut jamais suspectée, les doutes et les raisonnemens tomberaient d'eux-mêmes. Quant à la comparaison des deux livres, le lecteur a pu la faire en suivant nos réflexions. Il est manifeste que Werther a un caractère plus général que Jacopo Ortis; le premier est Européen, en même temps qu'Allemand; si la disposition morale qu'il représente est une maladie, c'est une maladie épidémique. Le second est exclusivement Italien. Et nous n'avons pas même relevé quelques traits plus particuliers qui appartiennent à la physionomie d'Ortis et lui donnent un air étranger pour nous et pour notre temps. Je ne sais si l'on a remarqué ce qu'il y a d'antique et de grec dans certaines pages de ce roman; non-seulement il est rempli du stoïcisme de Sénèque et de Lucain, mais les souvenirs classiques s'y présentent souvent. Thérèse est assise sous un mûrier; Ortis, assis près d'elle, la tête appuyée au tronc de l'arbre, lui récite les odes de Sapho. Dans un autre moment, Ortis, s'éloignant du lieu où il a vu Thérèse, se tourne, les bras ouverts, comme pour se consoler, vers l'astre de Vénus. Ailleurs il croit apercevoir les nymphes aux légers vêtemens, couronnées de roses et dansant autour de lui; il invoque les Muses et l'Amour. Au-dessous des cascades écumantes et harmonieuses, il lui semble voir sortir à moitié des eaux, avec leurs cheveux brillans répandus sur les épaules et leurs yeux sourians, les Naïades, aimables divinités des fontaines. C'est avec la même attitude, dans les mêmes termes, que Catulle, ce grand imitateur des Grecs, faisait apparaître les Néréïdes au héros Pélée. Voilà les images et les souvenirs que l'on trouve dans un roman et un roman par lettres; il ne les faut pas attribuer seulement à la tournure hellénique de l'esprit de Foscolo, ni à l'influence de Zacynthe la bien boisée, mais l'Italie est la terre classique de la mythologie : c'est là que les dieux

de l'Olympe, que défendait Boileau, ont livré leurs derniers combats. Est-il nécessaire de dire que le renom de *Jacques Ortis* s'est répandu en Europe, mais que le succès de ce livre s'est à peu près borné entre les limites de l'Italie? C'est une assez belle gloire, pour un poète, d'avoir passionné toute la jeunesse d'un grand pays; telle fut la destinée de *Jacques Ortis,* et ce livre, né spontanément, mais sans propos délibéré, du cœur de Foscolo, demeure le plus original et le plus intéressant de ses ouvrages.

L'auteur de *Jacques Ortis* n'a fait qu'un petit nombre de poésies; il l'a dit lui-même, il traitait sa muse comme ses maîtresses : il courait avec ardeur après elle, mais il la quittait bientôt, de peur d'être gagné par l'ennui. Il n'avait ni avec l'une ni avec les autres un sentiment bien clair de l'obligation; en poésie comme en amour, il ne se créait pas de devoir. La fuite de l'ennui était sa règle, parce que l'ennui occupait une grande place dans son existence : c'était son ennemi intime et mortel. « Condition de l'homme : inconstance, ennui, inquiétude, » a écrit Pascal, qui a si bien connu et décrit l'ennui. Foscolo souffrait de ne pas agir; il était ambitieux d'action, et ne pouvait se résigner à l'humble part de l'activité littéraire, telle qu'on la conçoit en Italie. Faire des tragédies sans convertir la scène en tribune, traduire Homère ou Virgile, jouer son petit rôle dans une des cinquante académies italiennes, manœuvrer habilement parmi les petites passions et les petits amours-propres, c'était un métier qu'il ne savait pas; la nature l'en avait fait incapable. L'ennui était une plante féconde et vivace qui jetait sans cesse en lui de nouvelles racines, et, si ce n'est dans certains momens d'agitation, elle lui repoussait toujours au fond du cœur.

La plus célèbre de ses pièces est assurément celle de *i Sepolcri* (*les Tombeaux*). L'usage avait cessé d'ensevelir les morts autour des églises ou dans les églises mêmes. Les sépultures étaient portées hors des villes; mais ceux qui ne laissaient pas de quoi payer un monument funèbre étaient confondus dans la foule des morts, et il ne restait plus rien d'eux aux regards de leurs amis. Le poète Parini était mort pauvre depuis sept ou huit ans, et la trace de sa dernière demeure était perdue. Telle fut l'occasion qui inspira les beaux vers des *Sepolcri.* Deux sentimens dominent dans cette pièce; l'auteur est à la fois démocrate et disciple passionné de l'antiquité. Il célèbre dans son maître, dans Parini, le poète qui a fait la satire des patriciens milanais; il remonte par la pensée vers le temps des Grecs, ses aïeux, il leur envie leurs poétiques sépultures. Ces deux sentimens ont dicté les deux meilleurs morceaux des *Sepolcri.*

« Une loi nouvelle place aujourd'hui les sépultures loin des regards amis, et dispute aux morts la durée de leur nom. Il est étendu sans tombeau, ton

ministre sacré, ô Thalie, qui dans sa pauvre demeure, en chantant, t'éleva un laurier avec les soins d'un long amour, et qui t'offrit des couronnes, et toi, tu répandais le rayon de ton sourire sur les vers dont il perçait le Sardanapale lombard, cet homme qui ne trouve de grâces qu'au mugissement des bœufs dans les antres de l'Adda et sur les rives du Tessin, parce qu'ils font la richesse de son oisiveté et le luxe de sa table. Belle muse, où es-tu? Je ne sens pas ce parfum d'ambroisie qui annonce ta présence parmi ces arbres au pied desquels je suis assis, et je soupire après le toit de ma mère. Tu venais et tu lui souriais sous ce tilleul, dont les feuilles pendantes frémissent, parce qu'elles ne couvrent pas, ô déesse, l'urne du vieillard à qui elles donnaient le repos et l'ombrage. Peut-être au milieu de nos bruits et de notre foule, tu erres à l'aventure, et tu cherches où dort la tête sacrée de ton Parini. Elle n'a pas eu d'ombrage pour lui dans ses murs, la cité, lascive courtisane de poètes efféminés; pas une pierre, pas une parole! Et peut-être le brigand qui expia ses crimes sur l'échafaud a-t-il ensanglanté les ossemens du poète avec sa tête mutilée... »

Nous avons dit qu'il enviait aux anciens leurs sépultures; Foscolo est si pénétré de cet esprit de l'antiquité, qu'il en est presque païen. Il ne comprend plus la religieuse poésie de ces tombes qui servaient de pavé à nos églises : on dirait qu'il a perdu le sens chrétien. On lit même avec peine les vers où il parle de l'odeur des morts qui se mêle à celle de l'encens, des images funèbres qui attristent les yeux, et des âmes qui du fond du sanctuaire réclament à leurs héritiers les prières qui se vendent; mais quand il arrive aux souvenirs de l'antiquité, la froide satire et la fausse philosophie font place à la poésie véritable :

« Les cyprès et les cèdres imprégnaient les zéphyrs de pures exhalaisons, et répandaient, durant un âge éternel, sur les urnes des morts une éternelle verdure; des vases précieux recueillaient les larmes fidèles. Les amis enlevaient une étincelle au soleil pour illuminer la nuit souterraine, parce que les yeux de l'homme, en mourant, cherchent le soleil, et toutes les poitrines envoient leur dernier soupir à la lumière qui fuit. Les fontaines versant des eaux lustrales nourrissaient les amarantes et les violettes sur le funèbre gazon, et celui qui se posait sur une tombe pour offrir une libation de lait et raconter ses peines à quelque mort chéri sentait se répandre autour de lui un parfum tel qu'un souffle venu du séjour bienheureux des Champs-Élysées. »

Malgré ces beaux passages, nous ne pouvons admirer cette pièce des *Tombeaux* sans réserve : elle tourne souvent à l'érudition; les souvenirs mythologiques, historiques et littéraires s'y pressent en foule; le poète procède souvent par allusion; il est obligé de se commenter lui-même, d'écrire des notes à la suite de ses vers et de devenir son propre scoliaste. Il est Grec dans ce défaut comme dans ses qualités; il est Grec, mais non de la bonne époque : il est Alexandrin. Je ne voudrais pas comparer les vers de Foscolo avec ceux de

Lycophron; mais le chef-d'œuvre de ce genre érudit et obscur, c'est la *Cassandre* de ce poète de ténébreuse mémoire. Je trouve une preuve de cette érudition indiscrète aussitôt après le morceau que nous venons de traduire :

« Pieuse folie, qui rend les jardins des cimetières placés hors des villes si chers aux jeunes filles anglaises; là elles sont conduites par l'amour d'une mère qu'elles ont perdue; là furent implorés les génies pour le retour des cendres du héros qui coupa le grand mât du navire vaincu, et se creusa lui-même un cercueil. »

Ce héros, c'est Nelson, qui nous prit en Égypte le vaisseau de premier ordre *l'Orient*, en coupa le grand mât, et du tronçon se fit un cercueil qu'il portait toujours avec lui. Je pourrais multiplier les exemples : un seul suffit pour indiquer la tendance de cette poésie érudite; insister davantage donnerait peut-être une fausse idée de cette pièce, qui, après tout, est fort belle. Il y a dans la pensée générale une mélancolie sans apprêt, une tristesse qui n'est pas jouée. La tombe était toujours présente à la pensée de Foscolo. Il invoque souvent la mort dans ses lettres; comme la jeune Laurette de son *Jacques Ortis* entourait un crâne de roses entrelacées, de même Foscolo couronnait l'image de la mort de douces images. Cette pièce sera toujours lue tant qu'il y aura une histoire de la poésie italienne. Elle n'est pas un chef-d'œuvre comme l'*Élégie écrite dans un cimetière de campagne*, ni dans des proportions plus étroites encore, comme *la Chute des Feuilles;* mais parmi les monumens de la poésie élégiaque moderne, elle ne le cède guère qu'aux deux célèbres pièces de Thomas Gray et de Millevoye. *Les Tombeaux* ne sont pourtant pas une simple élégie; c'est aussi une satire et un poème lyrique : l'auteur lui donne le nom de *carme*, et nous voyons par une lettre qu'il croyait avoir inventé un nouveau genre. Le ton satirique et l'ironie n'abandonnent presque jamais Parini, son maître; Foscolo continue donc à lui ressembler, même quand il aspire le plus à l'originalité. Quelle idée se faisait-il de ces compositions qu'il appelait par excellence de ce beau nom antique de *carmi*, poèmes? Un seul essai ne suffit pas pour répondre à cette question.

Le roman de *Jacques Ortis* avait gagné les cœurs des jeunes gens à ce Vénitien qui trouvait des couleurs si ardentes pour exprimer l'amour et le patriotisme. Le peu de poésies qu'il publiait augmentaient encore sa popularité; son nom avait d'ailleurs retenti dans toutes les parties de l'Italie par quelques journaux où il prenait part; l'habit même qu'il portait attirait sur lui l'intérêt du public : un officier homme de lettres était un personnage presque nouveau dans un pays où la littérature semblait condamnée au silence d'un cloître ou

aux loisirs d'une académie. Il y avait bien longtemps peut-être qu'on n'avait vu un poète portant l'épée; il ne manquait à Foscolo que les triomphes du théâtre. Avant l'âge de vingt ans, il avait fait jouer à Venise une tragédie de *Thyeste*, que le patriotisme des Vénitiens avait applaudie. C'était l'essai d'un jeune homme, imitateur passionné d'Alfieri. Il fit plus tard deux ouvrages, *Ajax* et *Ricciarda*, qui furent représentés par toute l'Italie. Ni l'un ni l'autre n'est un drame qui puisse vivre longtemps; Foscolo n'a retenu d'Alfieri que le style laconique et sentencieux.

On sait que le poète piémontais était médiocrement doué du génie dramatique : il avait la vigueur de la pensée et la forte peinture des caractères; mais il ne connaissait pas le développement des passions, ses personnages raisonnent et n'agissent pas. Un illustre professeur a montré dans le théâtre d'Alfieri l'influence française, et c'est presque de la présomption de ne pas s'en tenir à citer son jugement. Oserai-je dire que je crois y voir une influence plus ancienne en même temps que plus directe, une influence qui était naturalisée en Italie bien avant celle de la France, l'influence de Sénèque? A notre sens, il n'y a que deux sortes de tragédies au monde : d'une part, la tragédie d'action, celle qui se joue et qui est faite pour émouvoir les hommes réunis par la représentation vivante de la réalité; de l'autre, la tragédie plus littéraire que dramatique, celle qui n'est pas faite pour être jouée, si ce n'est par hasard, mais pour être lue : la tragédie de cabinet. Le type de cette dernière est assurément celle de Sénèque. Tôt ou tard la seconde succède à la première, mais il y a des pays qui n'ont jamais eu que la seconde, et l'Italie en est un exemple. La tragédie italienne est presque tout entière une tragédie de cabinet; les ouvrages qu'elle produisait avaient un petit nombre de représentations, fort souvent une seule, le plus souvent même pas une; aussi Sénèque est-il le modèle généralement suivi. Quand la tragédie n'est pas faite pour la représentation, la vérité dramatique n'est plus la première loi; elle est sacrifiée aux pensées de détail, aux maximes, aux sentences; le drame cesse d'être l'affaire principale; il n'est plus qu'un cadre. Les tragédies d'Alfieri ont sur celles du XVI[e] siècle l'avantage du temps, de l'expérience et des exemples; elles ont profité des progrès de l'art dramatique, mais elles sont toujours italiennes; elles sont écrites pour être lues, tout au plus pour être jouées, disons plutôt déclamées, devant un auditoire choisi. Le débit dans ces conditions est encore une espèce de lecture. Un tel genre de pièce est surtout favorable aux développemens philosophiques et politiques; le théâtre alors devient aisément une tribune, tribune plus discrète que l'autre, car c'est une tribune d'académie qu'on peut tolérer partout.

Quelques années plus tard, avec les révolutions survenues en Italie, les conditions du théâtre changèrent; ces drames d'amateurs parurent librement devant le public. La gloire d'Alfieri en fut prodigieusement augmentée, mais la tragédie elle-même ne changea guère; elle continua de marcher dans la voie ouverte par l'auteur de *Philippe II*, elle se ressouvint toujours de son origine et ne fit jamais oublier qu'elle était née dans les académies; elle demeura philosophique, politique, oratoire, déclamatoire même, comme Alfieri l'avait faite. Les tragédies de Foscolo ne font pas exception à la règle. Il est bien au-dessous du maître de la tragédie italienne pour la composition de ses drames. Nous ne lui demandons pas le développement des passions qu'Alfieri lui-même ne connaissait pas, et qui est en quelque sorte impossible dans un système de tragédie tout oratoire; mais il n'a pas non plus les situations tragiques, et Alfieri en avait beaucoup. La meilleure de ses pièces, *Ricciarda*, n'est que la perpétuité d'une même situation, un jeune prince caché dans la forteresse de son ennemi, près de la fille de cet homme implacable, qu'il voit en secret, sans espoir, et qu'il expose ainsi que lui-même à une mort certaine, si leur amour est découvert. Quand le père et l'amant se rencontrent enfin, ce qui était inévitable, la pièce est finie, car le père, n'ayant pas d'autre vengeance, poignarde sa fille, et l'amant ne parvient qu'à ce résultat, d'avoir causé la mort de celle qu'il aimait. Le mérite de cette pièce est tout entier dans le style; il est fier, énergique, dantesque. On dirait que Foscolo et les poètes de cette école tragique ne songent pas à autre chose, et qu'assurés d'avoir des auditeurs, pourvu qu'ils remplissent leur esprit de nobles pensées et leurs oreilles de beau langage, ils se mettent en devoir d'entasser les beaux vers. Ils croient être assez tragiques, lorsqu'ils ont trouvé des traits de force et de vigueur; aussi sont-ils les disciples fidèles de Dante; ils imitent ses vers, comme au XVI[e] siècle on imitait ceux de Pétrarque. Naturellement la tragédie a retenu de son réformateur une tendance politique; il est rare que la pensée générale de la pièce n'intéresse pas la gloire ou l'indépendance de l'Italie : si le poète n'est pas tribun, il est au moins orateur patriote; le patriotisme est en quelque sorte une des conditions du genre. On conçoit aisément quelle puissance la tragédie doit tirer de cette espèce de privilége; elle reprend de ce côté une vitalité qui lui manquerait de l'autre. Les règles éternelles de l'art en souffrent sans doute; mais il y a une force magique dans la pensée d'un peuple qui se reconnaît elle-même en présence d'une œuvre littéraire, et c'est plus qu'il n'en faut pour faire vivre la tragédie italienne.

Ricciarda, peinture des divisions et des guerres civiles de l'Italie au moyen âge, était un appel à la nation tout entière, un tableau de

ses souffrances et une exhortation à la concorde. Les citations nous arrêteraient trop longtemps; elles ne prouveraient d'ailleurs que ce que nous voyons partout dans les écrits de Foscolo, l'idée de l'Italie toujours présente au poète comme au citoyen. Déjà dans *Ajax* on avait vu des arrière-pensées politiques fort éloignées peut-être de l'esprit de Foscolo; nous ne savons par exemple si, en dessinant le caractère indomptable d'Ajax, que l'intrigue d'Ulysse a privé des armes d'Achille, l'auteur avait réellement voulu indiquer aux spectateurs le général Moreau. On le crut, et cette persuasion avait redoublé les applaudissemens d'une part, mais aussi augmenté la froideur de l'autre. *Ricciarda* fut arrêtée par la censure, on l'accusait de réveiller les passions éteintes; mais, quand la censure se compose d'hommes de lettres, elle se compose de rivaux. Foscolo s'expliqua lui-même avec les ministres, et *Ricciarda* fut jouée. Cette pièce ne tint pas longtemps au théâtre. Ce n'est pas que le succès eût manqué au poète : tandis que Foscolo restait impassible au fond d'une loge et se drapait dans son stoïcisme, les applaudissemens, les cris appelaient en vain l'auteur sur la scène. A chaque entr'acte, les clameurs triomphales redoublaient; le public, faisant fonction de peuple souverain, entendait bien contraindre Foscolo à paraître devant la rampe. On crut un instant que le troisième acte ne pourrait commencer. Le *podestat*, craignant le désordre, venait prier Foscolo de se laisser porter en triomphe; mais le poète était un véritable Zénon : il exposait sa pièce, il n'exposait pas sa personne; il fallut bien couper court à l'ovation, faute d'un triomphateur. Tandis que l'auteur de *Ricciarda* se comportait au fond d'une loge du théâtre de Bologne comme un héros de Plutarque, les événemens se précipitaient au dehors : on était au mois de septembre 1813; deux mois après, l'Italie était à deux doigts de sa ruine; ce n'était plus ni un temps ni un pays à jouer des tragédies. Foscolo retira *Ricciarda* du théâtre, et se prépara aux émotions d'un drame plus sérieux.

Pour n'interrompre pas ce que nous avions à dire du poète, nous n'avons pas fait mention de ses leçons dans l'université de Pavie : elles furent données entre l'*Ajax* et la *Ricciarda*, au commencement de 1810, et contribuèrent beaucoup à étendre sa popularité. Le gouvernement du vice-roi d'Italie l'avait désigné pour la chaire d'éloquence. Cette chaire était presque de fondation nouvelle; l'enseignement qui en était l'objet était le fruit des idées venues de France; il avait pour l'Italie un caractère presque révolutionnaire. Deux noms célèbres s'étaient attachés à cet enseignement : Parini, avant la conquête française, avait fait dans le collége de Brera un cours sur la littérature, et laissé des traces profondes dans la mémoire de la jeunesse. A l'époque de Parini, c'était déjà faire de la révolution que

d'enseigner la littérature nationale. Monti fut désigné par Napoléon pour la chaire d'éloquence, quand il réorganisa l'université de Pavie. Poussé par les circonstances, il ne craignit pas de tenir aux écoliers un langage plus libéral encore et d'arborer d'une main hardie le drapeau italien. Une sorte d'enthousiasme gagnait le professeur et les élèves. Pleins de confiance dans un présent où l'Italie elle-même était appelée au partage de la gloire, un peu injustes même pour le passé, ils se donnaient le plaisir facile de triompher des vieilles entraves brisées; ils goûtaient la joie innocente et patriotique d'attribuer aux empiétemens de l'église, à l'inquisition, au saint office la stérilité littéraire ou le mauvais goût des générations qui les avaient précédés. Foscolo ne fut pas le successeur immédiat de Monti, mais l'intervalle entre eux fut très court, et il trouva autour de cette chaire ce bruit et ces échos qui sont un aiguillon, mais aussi un danger pour les successeurs des professeurs populaires. Le danger pour Foscolo n'était pas d'être abandonné par l'auditoire. Quoiqu'il n'eût pas comme Monti cette sympathie toujours prête et cette expansion à volonté qui font les professeurs brillans et diserts, il sentait profondément, ce qui est la source de l'éloquence, et sa physionomie expressive et singulière s'emparait aisément de l'attention. Le danger pour lui était dans la popularité de cette chaire qu'il abordait. Là où Monti avait flatté l'amour-propre national, Foscolo éveillait les passions; au lieu d'encourager le mouvement des esprits en le modérant, il le surexcitait en lui reprochant de sommeiller. Si l'ardeur est nécessaire à celui qui enseigne, elle a besoin d'être mesurée. Lorsqu'elle manque au professeur, il n'y a pas de vie dans ses leçons; il est incapable de communiquer une foi qu'il n'a pas. Cependant le professeur n'est pas simplement un orateur qui plaide une cause, il a charge d'âmes, et pécher par excès est pour lui plus fâcheux que de pécher par insuffisance. Il faut laisser à l'avocat le privilége peu enviable de frapper fort; le professeur ne doit se préoccuper que de frapper juste. Foscolo assure dans sa correspondance qu'il tomba dans la disgrâce, parce qu'il ne voulut pas louer. Il est possible en effet que des louanges habiles eussent mis à couvert le professeur compromis; mais Foscolo heurtait trop de préjugés, froissait trop d'amours-propres, pour ne pas susciter un grand nombre d'ennemis. Il provoquait à plaisir toutes les académies de la péninsule, il se mettait à dos tous les pédans : la chaire d'éloquence de Pavie fut suspendue au bout de quelques leçons.

Les biographes de Foscolo font trop disparaître de sa vie les luttes et les rivalités mesquines, pour le montrer toujours en présence d'un grand adversaire, le gouvernement. On se ferait pourtant une fausse idée de l'auteur de *Jacques Ortis,* si l'on croyait qu'il fût toujours à

l'abri des petites passions de l'homme de lettres, petites partout, mais principalement en Italie. Foscolo était fort contre les grands coups; il ne l'était pas contre les coups d'épingle. Il savait renoncer à la fortune, à sa patrie, à sa famille; il ne savait pas prendre son parti d'un mauvais propos. Est-ce que les grands caractères de l'antiquité avaient une grandeur plus égale et plus entière que ceux des temps modernes? Est-ce que l'histoire, traçant leur portrait, a caché les petits défauts du visage, et ne doivent-ils leur admirable perfection qu'à l'infidélité relative de leurs biographes? Il nous semble qu'un des grands hommes de Plutarque n'aurait pas compromis sa gloire dans des querelles d'homme de lettres et dans des conflits de jalousie ou de vanité. Quand on a le courage de renoncer aux faveurs, on devrait avoir celui de ne pas envier les hommes qui les possèdent. Je vois avec peine Foscolo écrivant des personnalités contre les écrivains pensionnés ou titrés, faisant un article de journal pour déprécier un ami qu'il avait porté jusqu'aux nues, changeant de goût et de jugement sur les hommes, parce qu'ils ne pensaient pas comme lui. Il m'ôte en partie le plaisir de l'admirer, il me gâte son départ héroïque pour l'exil, lorsqu'à peine retiré en Suisse, il jette l'injure à ses ennemis, ennemis purement littéraires, sous le voile transparent d'une allégorie en action, portant pour titre : *Didymi clerici prophetæ minimi hypercalypsis*. Il ajoutait même une clé à son *hyperca lypse*, de peur qu'il ne manquât quelque chose à la clarté de l'allusion; mais je ne veux pas m'arrêter sur ces misères. Si le pauvre exilé avait des torts, ceux qui restaient dans leur pays, dans leurs académies et dans leurs places, n'en avaient pas de moindres :

Iliacos intra muros peccatur et extra.

La postérité n'entre pas dans les petites querelles; elle ne voit que les résultats. Quel que soit le point de vue duquel on juge Foscolo, on pourra faire la part de la vanité; mais l'honneur de ses souffrances lui reste, et un beau sacrifice accompli rachète toutes les petites fautes. Telle est du moins notre impression personnelle après la lecture attentive de ses écrits. S'il excède la mesure ordinaire des hommes de lettres ses contemporains et ses compatriotes, ce n'est pas par la grandeur stoïque et inaltérable du caractère, ce n'est pas non plus par les passions gigantesques, fausse grandeur que le public admire beaucoup aujourd'hui, mais qui se trouve dans les romans plutôt que dans la réalité; c'est par une hauteur d'âme qui, parmi beaucoup de faiblesses et d'inégalités, le rendit capable de nobles résolutions et de vertus antiques.

Foscolo était prédestiné pour l'exil; le traité de Campo-Formio

l'avait chassé de Venise à Milan; les coteries littéraires l'avaient contraint de fuir la Lombardie; il habitait les rives de l'Arno, il s'était fait citoyen de Florence; il faisait ses délices de la langue et de la prononciation toscane, et aussi de la société des belles Florentines (car il paraît, au moins par ses lettres, que Florence était toujours digne de Boccace et du Décaméron); il mettait son bonheur à devenir Florentin, lorsque les désastres de 1813 vinrent le tirer de sa retraite. Foscolo se souvint qu'il portait une épée; il n'attendit pas qu'on le rappelât sous les drapeaux; il vint se mettre à la disposition du ministre de la guerre à Milan. Comme toutes les âmes généreuses, il était plus fidèle à l'adversité qu'à la bonne fortune. Nous devons le dire, puisque c'est de l'histoire, Foscolo n'aimait pas Napoléon; mais il n'était pas aveugle, et il avait le juste sentiment de ce que l'Italie devait à ce grand génie. Il ne voyait pas seulement les travaux accomplis, le commerce étendu, l'agriculture encouragée; il ne voyait pas seulement la route du Simplon et 500 millions jetés en Italie : tout autre conquérant, puissant et riche, en aurait pu faire autant; il voyait, et pour un homme qui ne recherchait ni ne voulait la faveur impériale, ce sera son honneur de l'avoir écrit partout, il voyait un royaume puissant fondé au cœur de l'Italie, gouverné avec des Italiens; il voyait surtout une armée nationale formée dans un pays qui n'en avait pas eu depuis quatorze siècles; il voyait six millions d'Italiens appelés sous un étendard qui ne leur était pas étranger, aguerris, exercés à défendre leur patrie, apprenant, chose, hélas! bien nouvelle en Italie, à chérir un drapeau. Il le voyait, et la question de l'indépendance italienne lui semblait à moitié résolue. Sans doute il n'était qu'à moitié satisfait; le professeur d'éloquence, redevenu capitaine de cavalerie, n'avait qu'un demi-dévouement; il revenait au combat pour la cause de l'indépendance. Comme il voyait la mêlée recommencer, et qu'il devinait que tout allait être remis en question, il ne voulait pas que rien fût résolu sans lui; il y allait pour le compte de l'Italie, et la cause de Napoléon ne lui devait pas grande reconnaissance. Néanmoins, outre qu'il était légitime à un Italien de tenir pour l'Italie, et que l'enfant de Zacynthe aurait pu dire comme Homère : « Le meilleur, l'unique parti est de combattre pour la patrie, » n'avait-il pas le mérite de comprendre que le sort de l'Italie était attaché à celui de l'empire, et qu'il fallait servir la cause générale, afin de sauver la cause particulière? Foscolo remplit son devoir jusqu'à la fin; officier, il vint se ranger sous le drapeau; Italien, il ne crut pas que sa fidélité dût traverser les Alpes. Après la chute du royaume d'Italie, il voulut donner sa démission de capitaine; la régence de Milan lui répondit par le brevet de chef d'escadron. Depuis ce jour jusqu'à son départ pour l'exil, il demeura spectateur des évé-

nemens, dans cette position intermédiaire qui sied aux hommes désintéressés, mais qui déchaîne contre eux les passions de tous les partis extrêmes. Dans une lettre inédite à la comtesse d'Albany, il fait une peinture piquante, quoique un peu vive, des divisions et des réactions de cette fatale année 1814.

« Ils n'ont jamais su ce qu'ils voulaient; il semble que toutes leurs forces intellectuelles n'aient été exercées qu'au bavardage, à la haine, au mécontentement de tout et de tous. Maintenant ils trouvent les Allemands laids, crasseux et jaunes, desquels, à mon avis, ce n'est pas la faute, si la *canaille* patricienne et plébéienne de l'Italie, la majorité en un mot, a les yeux de l'âme affectés de la jaunisse. Et pourtant l'expérience n'a pu faire entrer dans leurs têtes dures comme la corne cette vérité fort vieille, plus vieille même, je crois, que le père Adam, à savoir que qui ne sait pas ce qu'il veut se doit résigner à faire ce que veulent les autres. Nos patriciens voudraient et ne voudraient pas la toute-puissance des prêtres; les prêtres voudraient le saint-office, mais ne voudraient pas des frères; les frères espèrent de reconquérir la domination sur les consciences, mais ils craignent la concurrence prépondérante des jésuites; les propriétaires voudraient des places lucratives (ils en avaient tous sous l'autre gouvernement), mais ils ne veulent payer qu'un tiers de leurs charges; le peuple veut le pain à trois sous la livre, et puis il crie si le propriétaire, vendant les denrées à vil prix, ne soutient pas le même luxe et diminue les travaux des ouvriers. Tous ensemble et chacun isolément ils s'imaginent que les souverains d'Europe se sont armés pour redresser les torts des individus. Les pétitions pleuvent chez Bellegarde (1) pour qu'on restitue leurs anciens priviléges aux sacristies des églises et aux antichambres des petits seigneurs, pour qu'on rende les galons aux estafiers, les bouffettes aux chevaux, et un habile exécuteur à l'inquisition dominicaine. *Item*, par tendresse pour la gloire italienne et la littérature nationale, on imagine de brûler tous les auteurs jansénistes, républicains, athées, jacobins, érotiques, comiques et tragiques, enfin, hors le père Segneri et Métastase, tous les auteurs que l'Italie a possédés jusqu'à ce jour, et qui n'ont pas été canonisés par le saint-office. Pour finir, beaucoup de personnes sollicitent de la clémence de César une place en prison, ou les galères, ou l'échafaud, ou tout au moins l'exil pour quiconque a eu des opinions contraires à leurs passions. »

Ce juste-milieu d'opinions, ou plutôt cette indifférence à laquelle Foscolo était à peu près parvenu, déplaisait surtout aux hommes de lettres, faction puissante, quoique étrangère au gouvernement du pays, désignée ordinairement par les noms de *dotti* ou de *letterati*, les doctes ou lettrés. L'influence de cette classe d'hommes en Italie ne s'exerce pas directement sur le peuple; outre que les tendances si peu pratiques de la littérature italienne leur ôtent les moyens d'agir

(1) Le comte de Bellegarde, général des armées autrichiennes, gouverneur général des provinces conquises en Italie.

sur l'esprit de la foule, la nature même de la langue, qui est littéraire et savante, langue écrite plutôt que parlée, les empêche d'être compris de la masse; la presse même se ressent de cet état de choses, et il n'est pas de pays où les journaux exercent si peu d'empire sur les classes inférieures de la société. Mais si les hommes de lettres ne peuvent rien par eux-mêmes sur les sentimens de la multitude, ils sont écoutés par la population plus instruite; ils pourraient même diriger l'opinion le jour où ils auraient le droit de se faire entendre. L'Autriche, même celle de Léopold et de Joseph, les écartait soigneusement des affaires; des titres et des pensions étaient proposés à leur ambition; on les faisait conseillers auliques ou poètes césaréens. Moyennant ces récompenses, ils étaient encouragés à perpétuer l'oisiveté littéraire et le désœuvrement artistique; c'était une classe de petits mandarins préposés au département des plaisirs intellectuels; tout au plus chargeait-on un poète, Parini par exemple, de rédiger un journal privilégié. Le régime français fut beaucoup plus libéral: on vit des hommes de lettres dans les conseils du gouvernement, et des *doctes* siégèrent au sénat. Quand les Autrichiens furent rentrés dans Milan, les lettres durent quitter la place qu'on leur avait laissée sur la scène, et se retirer à l'ombre des académies. En perdant les positions officielles, elles comprirent qu'elles étaient invitées à reprendre leur ancien rôle de divertir innocemment et d'amuser sans péril. Pourtant les lettres ne donnent pas du jour au lendemain leur démission: les *doctes* hésitèrent; les uns regrettaient le passé, les autres les fausses espérances qu'ils s'étaient forgées. Le gouvernement jeta les yeux sur Foscolo pour tourner la difficulté et vaincre par des moyens doux cette résistance dont il prévoyait les dangers.

Ces vues particulières du cabinet sur l'ancien professeur d'éloquence de Pavie furent la source des calomnies dont Foscolo fut accablé jusque dans l'exil. On lui pardonnait à peine de s'être tenu à l'écart, autant qu'il était possible, sous le régime napoléonien; il avait irrité par ses mépris tous ceux qui étaient en possession des faveurs. Maintenant que la Lombardie redevenait province autrichienne, et que l'indépendance italienne n'était plus qu'une illusion perdue, comment l'auteur du *Discours à Bonaparte* pouvait-il se rapprocher de l'Autriche, et le républicain mécontent sous le royaume d'Italie se déclarer satisfait sous un gouverneur envoyé de Vienne? Non-seulement les littérateurs de Milan l'accusaient d'une voix unanime, ceux même de Florence commençaient à s'en défier. Niccolini, l'un des rares amis de Foscolo qui survivent encore, disait plus tard que longtemps après 1815 il avait conservé des défiances contre lui. Pecchio, son premier biographe, et d'autres après lui, ont reproché à Foscolo sa versatilité politique. Aujourd'hui la vérité s'est fait jour. Quand on

lit la *Lettre apologétique* écrite à Londres par Foscolo une année avant sa mort et publiée seulement en 1844 à Lugano, quand on y ajoute la correspondance qui vient d'être donnée, tous les doutes disparaissent, et si l'on regrette que Foscolo ait fait trop de place dans son cœur à la misanthropie et au mépris, on reconnaît avec plaisir que sa mémoire est dignement vengée. Les généraux autrichiens, et parmi eux le comte de Ficquelmont, proposèrent à Foscolo d'établir un journal, pour concilier les esprits au gouvernement de leurs nouveaux maîtres. On peut pardonner à des généraux autrichiens d'avoir pensé qu'un homme de lettres qui s'était montré peu content sous le régime précédent serait facilement disposé à servir le nouveau; d'ailleurs cet homme de lettres était officier, ce qui devait leur plaire; mais ils avaient mal jugé Foscolo : ils n'avaient pas compris que les motifs de s'abstenir n'avaient fait que s'accroître pour lui. Ils ne voyaient pas que les exhortations à la paix, signées de Foscolo, paraîtraient des trahisons, et que chacun de ses articles de journal serait une apostasie; que, s'ils voulaient perdre Foscolo lui-même, le moyen était bon, mais que s'ils avaient un autre but, ils ne l'atteindraient pas.

Tandis que cette affaire se traitait entre des généraux et un humble poète, une autre question s'agitait dans l'âme de Foscolo, ou plutôt tout était subordonné pour lui à cette question qu'il tenait secrète; le moment approchait où il serait invité à prêter serment. Si le refus de serment est respectable, même quand la nation a prononcé, que faut-il en penser quand la souveraineté est le fruit d'une conquête et qu'on jure la foi entre les mains d'un étranger? Foscolo, qui avait pu servir sous les aigles sans se lier par un serment, n'en voulait pas prêter à l'Autriche, et quand il l'aurait voulu, le pouvait-il faire sans justifier les calomnies? Que diraient les poètes pensionnés et les hommes de lettres sénateurs d'autrefois? Que diraient tous ces gens qu'il avait déchirés de ses sarcasmes? Si Foscolo n'avait pas compté presque autant d'ennemis qu'il y avait de poètes à Milan, il pouvait donner sa démission en silence, il aurait trouvé où se réfugier; mais il avait l'âme trop fière pour descendre à ces réconciliations si faciles entre mécontens. D'ailleurs le refus de serment n'était pas une simple démission, c'était un péril. Le poète fit de la diplomatie avec les généraux, traîna l'affaire du journal en longueur, feignit jusqu'à un certain point d'entrer dans les vues du gouvernement, parla de conditions qu'il savait ne pouvoir être acceptées, fit semblant de se résoudre au serment, commanda son habit d'uniforme autrichien, se fit prendre mesure, et enfin, ayant pris son temps, il partit un soir et traversa la frontière suisse. Il abandonnait son grade militaire, sa pension d'officier supérieur, son traitement de l'université, son propre patrimoine; il abandonnait sa patrie, sa mère et

sa sœur, qu'il ne devait plus revoir. Voici ce qu'il écrivait à sa famille :

« Mon honneur et ma conscience me défendent de prêter un serment que le présent gouvernement exige pour m'obliger à servir. Mes occupations, mon âge, mes intérêts, m'ôtent désormais toute vocation pour le métier de soldat. Je trahirais la noblesse jusqu'ici intacte de mon caractère en jurant des choses que je ne pourrais tenir, et en me vendant à un gouvernement quelconque. Pour moi, je n'ai jamais entendu servir que l'Italie; comme écrivain, je n'ai voulu être le partisan ni des Allemands, ni des Français, ni d'aucune autre nation. Mon frère est soldat, et, devant rester soldat, il a bien fait de jurer; mais moi je suis homme de lettres, le plus libre et le plus indépendant des métiers, et quand il est vénal, il n'a plus de valeur. Si donc, ma chère mère, je m'exile et me confie comme un banni au ciel et à la fortune, tu ne peux, tu ne dois, tu ne voudras pas t'en plaindre, parce que toi-même m'as inspiré et fait sucer avec le lait ces généreux sentimens. Tu m'as plus d'une fois recommandé de les garder, et je les garderai certainement. Je ne suis pas un fils infidèle et dénaturé, si je t'abandonne; quoique vivant plus loin de toi, je serai toujours plus près de toi par le cœur et par toutes mes pensées, et comme dans toutes les vicissitudes de ma fortune je fus toujours le même pour te venir en aide, je continuerai de même, ô ma mère, tant que j'aurai vie et souvenir. Cette résolution sainte et ta bénédiction m'assisteront.... »

En mettant le pied hors de l'Italie, Foscolo termina pour ainsi dire sa carrière. Depuis ce jour, sans doute il rêva le retour dans sa patrie et la continuation de ses travaux, mais le songe qu'il rêvait reculait toujours devant lui. Faire des tragédies, traduire Homère, écrire l'histoire contemporaine de l'Italie, tels étaient les trois objets qu'il avait dans la pensée, et pour lesquels seulement il croyait utile de vivre; malheureusement il était parti pauvre pour l'exil, et la nécessité de vivre le détourna toujours de ses chers projets. Il vécut dix-huit mois en Suisse, inquiété par la police des cantons, obligé de craindre tous les landammans, qui craignaient plus encore eux-mêmes le moindre des ambassadeurs. De Suisse, il passa en Angleterre en descendant le Rhin; moitié par inquiétude, moitié par aversion, il ne voulait pas traverser la France. A Londres, il trouva cette liberté, qui lui avait toujours manqué, de dire et d'imprimer tout ce qu'il pensait; mais quel usage en pouvait faire un proscrit sans fortune? C'était déjà une grande entreprise de suffire à ses besoins dans une pareille ville. Il faut être riche à Londres pour être quelque chose, et par conséquent pour être libre; là, le pauvre n'a qu'un seul droit, le droit à l'assistance; là, la pauvreté dégrade, et sans l'argent la liberté n'est qu'une maladie. Les onze années que Foscolo passa en Angleterre ne furent qu'une longue expérience de cette condamnation unanime de la pau-

vreté. Souvent il vivait à la campagne pour cacher sa misère et ne pas perdre son titre de *gentleman*, qui était sa suprême espérance.

« Je suis guéri, et je me retire à la campagne pour déguiser ma pauvreté à ceux qui m'ont invité, et à ceux qui m'invitent encore. Ici la pauvreté est une honte que nul mérite ne peut laver; c'est un délit qui n'est pas puni par les lois, mais qui est poursuivi d'autant plus cruellement par le monde. Une telle manière de penser procure de grands avantages à la nation; mais elle réduit celui qui a besoin à ne pouvoir chercher ni aide, ni soulagement. C'est pourquoi je me suis enfui pour m'excuser de ne pas me montrer. Les plus savans me tiennent ici pour un oracle; ils ont écrit dans un journal que je suis *le plus grand génie qu'ils aient connu parmi les vivans.* Notez bien que les articles des journaux littéraires sont écrits par des riches, des nobles et quelquefois même par des ministres. Mais la misère rendrait vil à leurs yeux Homère lui-même. Crois-moi, je l'ai éprouvé. »

Foscolo travailla sans relâche, durant son exil, pour suffire à ses besoins, et ce résultat même, il ne l'atteignit jamais entièrement. Il faisait des articles pour la *Revue d'Édimbourg* et pour la *Quarterly Review*, pour d'autres recueils encore; mais il était obligé de les écrire en français et de les faire traduire ensuite à ses dépens. Lorsqu'il avait mis sa pensée à la torture pour l'exprimer dans une langue étrangère, lorsqu'il l'avait vue encore mise en pièces par des mains mercenaires, et qu'il payait en faisant des dettes, il lui arrivait quelquefois de la voir arrêtée à la porte d'un journal. Cependant il regrettait amèrement d'être condamné à des travaux sans avenir.

« Je pleure les facultés qui m'ont été données par le ciel, qui ont été exercées avec tant de soin, toutes prêtes, hélas! à se perdre, et occupées en attendant à des choses sans gloire et sans utilité; je pleure une si grande constance de cœur et d'opinions, qui aboutit à l'ignominie de l'indigence et des dettes; je pleure la renommée, dont je n'ai jamais été fort ambitieux, mais qui pourtant est la seule consolation que je pourrais laisser en héritage à mes amis. »

Il entreprit des publications littéraires, par exemple une édition des classiques italiens; tantôt les désastres d'une année calamiteuse, tantôt la mauvaise volonté d'un éditeur lui faisaient perdre le fruit de ses peines, de ses veilles et de ses dépenses. La mauvaise fortune poursuivait le malheureux Foscolo. Plusieurs fois il fut sur le point de s'embarquer pour Zante, devenue île anglaise; toujours quelque empêchement venait l'arrêter. Une fois, entre autres, des députés de Zante, parmi lesquels il avait un cousin, étaient à la veille de retourner dans leur patrie; Foscolo les devait accompagner : une chute de cheval lui rompit à moitié la jambe, et les députés grecs partirent sans lui.

Un instant Foscolo crut avoir conjuré la colère de la destinée; les brillantes promesses de quelques libraires lui montraient un avenir plus riant; ses lettres de cette époque contiennent de beaux songes dorés. Il rêva, comme un poète anglais, un *cottage* à lui appartenant, des appartemens simples, mais commodes, et surtout bien clos, où sa nature méridionale pourrait trouver un peu de chaleur. Il en fit bâtir un à ses risques et périls, et en souvenir d'une discussion philologique où il avait pris quelque part, il lui donna le nom de *Digamma-Cottage;* mais ce moment de confiance et de bonheur fut chèrement acheté. Les ressources d'argent sur lesquelles le poète avait compté lui manquèrent; sa chère maisonnette acheva de le ruiner. Il essaya d'abord de faire face à ses engagemens, il lutta jusqu'à la fin; mais l'entreprise était au-dessus de ses forces. L'auteur de *Jacques Ortis,* l'ancien chef d'escadron au service du roi d'Italie, l'ancien professeur d'éloquence à l'université de Pavie, le célèbre poète, le critique éminent, fut enfermé pour dettes. Les derniers temps de cette agonie morale sont aussi obscurs qu'ils étaient douloureux. Des hommes généreux vinrent au secours du pauvre poète; quelques amis le consolèrent dans sa détresse; parmi ceux-ci était le chanoine Riego, frère, si je ne me trompe, de Riego, cette autre victime plus illustre encore des guerres civiles. Une fille qu'il avait retrouvée en Angleterre veilla, durant sa dernière maladie, à son chevet; elle s'appelait Floriana Foscolo Emerytt; quelques années après, elle suivit son père dans la tombe, et laissa les papiers du poète à M. Riego, qui les rendit à l'Italie.

Nous avons raconté la vie de Foscolo avec sa correspondance; les trois volumes qui la composent sont assurément les plus intéressans de tout le recueil de ses œuvres. Nous avons déjà dit combien Foscolo aimait ses lettres; ce goût particulier suffirait à prouver qu'il les écrivait avec amour, et qu'il s'y mettait tout entier. Aussi, nous ne craignons pas de le dire, sa correspondance est son meilleur ouvrage. Dans ses tragédies, il est l'imitateur souvent déclamatoire d'Alfieri; dans ses poésies trop peu nombreuses, il est plus original, il est nerveux, et parvient souvent à la beauté simple et antique des vieux poètes, mais il est tendu et quelquefois pénible. Dans son roman, il a tiré de son âme un type énergique et nouveau où l'Italie jeune et fougueuse de 1796 a pu se reconnaître, mais il déclame; son style y sent l'effort, et, quelle que soit sa part considérable d'originalité, il est effacé en partie par l'œuvre de Goethe. Sa correspondance est pleine de naturel; tantôt elle respire la passion, l'énergie, la conviction forte et sérieuse, tantôt le doute, l'incertitude, le découragement. C'est son âme elle-même qu'il communique à ses amis. Elle est tour à tour éloquente et gracieuse, grave et spirituelle, on

y découvre à la fois l'âme du patriote et le cœur facile aux séductions de l'amour. En parcourant ses lettres, on trouve souvent à l'admirer, presque aussi souvent à le plaindre, presque jamais à l'accuser; mais toujours la nature s'y montre elle-même, d'autant plus saisissante qu'elle y songe moins. Les épistolographes italiens ont toujours écrit pour le public, et l'ont entretenu de ce qui était public ou de ce qui pouvait le devenir; en voici un qui n'a pas écrit de lettres pour être lu dans les académies, dans les cercles ou dans les cafés : nouvelle figure en Italie, un épistolographe sans préméditation! il est probable que ces trois volumes lui survivront.

La correspondance de Foscolo est toute confidentielle. Comme il n'était pas de ces hommes de lettres qui étendent sans cesse leurs relations, qui aspirent à remplir de leur personne le plus grand espace possible dans le monde, on pense bien qu'elle n'est pas très variée, et qu'elle se compose elle-même de trois ou quatre correspondances avec des amis plus chers ou plus intimes. Si l'on écarte les lettres d'amour que les éditeurs ont bien fait de ne pas multiplier, et qui sont encore assez nombreuses, il n'y a que trois séries considérables de lettres dans cet *epistolario*, les lettres au comte Giovio, celles à la comtesse d'Albany et celles à la *Donna Gentile*. Le comte Giovio était l'un des membres les plus honorables de ce patriciat milanais que Foscolo tenait en si médiocre estime; mais le démocrate vénitien, patricien lui-même, pardonnait au comte sa noblesse à cause de son mérite. Ce dernier était l'ami et le collaborateur du célèbre Volta; il portait dignement et avec des titres littéraires un nom illustré par la littérature : le comte Giovio était de la famille du célèbre évêque de Nocera, le secrétaire des papes, Paolo Giovio, ce Paul Jove qui vendait la gloire aux princes de son temps et qui même, dit-on, faisait acheter fort cher sa modération dans l'injure. Le comte occupait, sur les bords du lac de Côme, cette fameuse résidence décrite par l'historien en tête de ses *Éloges*, et enrichie des portraits de ceux que Paul Jove admettait dans son livre. L'auteur de *Jacques Ortis* venait souvent, à la belle saison, se mêler à la colonie milanaise fuyant les bruits et la chaleur de la ville. Cet amoureux de l'antiquité retrouvait là Catulle saluant la belle presqu'île de Sirmio, et Pline le jeune sillonnant le soir les eaux limpides du lac, tandis qu'il se fait conter les historiettes des environs, pour les conter à son tour aux beaux esprits de Rome.

La comtesse d'Albany accueillit Foscolo, lorsqu'il se réfugia de Lombardie en Toscane. On sait que cette dame, veuve de Charles Stuart le prétendant, avait donné au prince, de son vivant même, un successeur, le poète Alfieri. Par amour sans doute de la gloire, et la cherchant sous toutes les formes, la veuve d'un prétendant à

la couronne qui avait vaincu sur quelques champs de bataille, la veuve d'un grand poète, car elle passe pour avoir épousé secrètement Alfieri, s'était unie à un peintre d'une assez grande réputation, François-Xavier Fabre, également, dit-on, par un mariage secret. La comtesse d'Albany recevait les hommes de lettres; elle passait pour avoir décidé de la vocation littéraire du tragique piémontais. Foscolo était trop dévot à la mémoire d'Alfieri pour ne pas chercher son souvenir dans la maison de la comtesse. Celle-ci avait presque le double de son âge; il l'appelait son amie et sa mère; il la prenait pour confidente. Les lettres qu'il lui adresse sont peut-être les plus piquantes de tout le recueil. Cependant cette amitié se refroidit lors des événemens de 1814. La comtesse d'Albany blâmait Foscolo de ne pouvoir accepter les faits accomplis; elle l'accusait de se vouloir singulariser. Foscolo cessa presque entièrement de lui écrire. Cette partie de la correspondance a été trouvée à Montpellier, dans le Musée-Fabre, où elle faisait partie du legs fait par le peintre à sa ville natale.

Foscolo avait une autre amie à Florence, assez jeune pour avoir tenté un cœur qui aimait à succomber, trop âgée cependant pour conserver un amour qui ne savait guère se fixer. Cette amie était une dame Quirina Maggiotti, pour laquelle ses tendres sentimens durèrent peut-être une quinzaine de jours, et qui lui voua une amitié inaltérable. Cette personne, désignée sous le nom de *Donna Gentile*, traitée d'abord assez légèrement par le volage poète, lui prouva plus tard combien elle méritait son estime. On regrette que ce dévouement si pur et si entier ne fût pas entièrement légitime, car cette femme méritait d'être appelée l'ange tutélaire de Foscolo. Tandis qu'il luttait dans l'exil contre l'acharnement de la fortune, dans ses faibles ressources elle inventait ingénieusement les moyens de le secourir malgré lui : elle payait ses billets sans se faire connaître; elle s'entendait avec le noble et vertueux Pellico pour faire passer au poète une somme qu'il croyait provenir de la vente de ses livres. De loin, elle voulait partager les souffrances de son ami. Voici un exemple presque puéril, mais pourtant touchant, de cette tendresse désintéressée : en apprenant que le poète, pauvre et malade, endurait le supplice du froid dans les montagnes de la Suisse, elle lui raconte, afin de le consoler, et comme entre un sourire et une larme, que, pour prendre sa part de ses maux, elle a ôté son vêtement de flanelle en plein hiver, et que son cœur en est soulagé. La *Donna Gentile* fut son amie fidèle et la plus constante; peu à peu Foscolo n'écrivit plus à aucune autre personne en Italie, à la fin il n'écrivit plus même à elle. C'est que la marée montante de ses chagrins et de ses soucis l'avait gagné; le flot montait toujours, et il n'avait plus la force d'en-

voyer au loin des gémissemens, pressentant que la réponse ne lui arriverait plus.

Ugo Foscolo mourut d'une hydropisie le 14 septembre 1827, âgé de quarante-huit ans. Dans sa pièce mélancolique des *Tombeaux*, il semblait envier le bonheur des morts ensevelis aux portes des petites villes anglaises, sous un abri de gazon, à l'ombre des arbres. Telle fut aussi sa dernière demeure : l'enfant de Venise et de Zacynthe la boisée repose sous une modeste pierre du cimetière de Chiswick, près de Londres.

La destinée de Foscolo semble contenir un enseignement bien amer pour les Italiens qui ont embrassé la carrière des lettres. Voilà donc comment on finit quand on a respiré le beau ciel d'Italie, et qu'on ne s'est pas laissé gagner à son énervante influence : on est exilé; on mange, et quelquefois on mendie misérablement le pain de l'étranger; on vit à peine sous un climat qui paraît glacé; on lutte sans cesse contre l'oubli, le mépris, l'indigence, jusqu'à ce que la mort ensevelisse les restes du proscrit dans une terre qu'il n'aime pas. Faut-il donc renoncer à l'espoir d'une littérature patriotique? faut-il abandonner les traces de Dante, et recommencer l'harmonieuse et insignifiante cantilène des pétrarquistes? faut-il que la poésie italienne se condamne à être un art frivole d'images vaines et de mots sonores? faut-il, pour être poète, renoncer à être citoyen? Non, il ne faut pas désespérer d'un pays qui a de si nobles souvenirs et de si riches espérances. Foscolo, comme plus d'un de ses contemporains, a souffert pour la cause de l'Italie; mais le sacrifice porte des fruits, et la souffrance est féconde. Déjà la littérature italienne a repris un caractère national. Quelques années de silence et d'abattement ne peuvent pas étonner après les dernières secousses. Que les plus dignes recueillent l'héritage des Parini, des Torti, des Foscolo, afin qu'il ne tombe pas aux mains des brouillons et des insensés. Qu'ils ne rêvent pas le retour du siècle des Brutus et des Publicola, comme les Rienzi modernes, et pourtant qu'ils ne séparent pas le poète du citoyen. Pour que la littérature et la nation se retrouvent et demeurent en possession l'une de l'autre, il faut que les citoyens ne soient pas trop romains, ni les poètes trop italiens.

L. Étienne.

LES

FINANCES DE LA GUERRE

II.

LES FINANCES DE L'ANGLETERRE.[1]

Il nous reste à montrer que ce poids de la guerre, que le gouvernement russe a imprudemment soulevé et qui l'accable, est porté comparativement avec aisance par les peuples de l'Occident. La France et l'Angleterre, au moment de la prise d'armes, se trouvaient affaiblies par les sacrifices de tout genre qu'avait entraînés pour elles, après la récolte de 1853, le renchérissement extraordinaire des grains. La Russie au contraire avait profité de la disette, et l'exportation des blés vendus à très haut prix avait fait affluer l'argent dans ses provinces méridionales. En dépit de cette abondance temporaire, il ne paraît pas que le commerce et la propriété présentent aujourd'hui à l'impôt une surface beaucoup plus considérable; le gouvernement russe, en fouillant la richesse nationale, est bientôt arrivé au tuf. Les choses ne vont pas ainsi de l'autre côté de cet échiquier des batailles. La France et l'Angleterre, sans être, comme on l'a prétendu, inépuisables, ont, dans les tributs combinés de l'impôt et du crédit, de quoi soutenir la guerre aussi longtemps qu'il le faudra.

Les finances de la Grande-Bretagne ont été réglées en vue de la paix, mais avec un cadre tellement large et sur des bases si émi-

(1) Voyez la livraison du 15 août, pour *les Finances de la Russie.*

nemment solides, que les ressources propres à la guerre peuvent s'y déployer sans difficulté. Depuis plus de vingt ans, sous la domination des tories comme sous celle des whigs, et quel que soit l'homme d'état qui dirige les affaires, le gouvernement de cet heureux pays travaille à soulager la nation en diminuant les dépenses publiques et en donnant une meilleure assiette à l'impôt. Deux ministres en ont principalement la gloire : M. Huskisson, qui reconnut et proclama le premier que les taxes modérées, pourvu qu'on les établît sur des objets de grande consommation, étaient les plus productives, — et sir Robert Peel, qui mit fin au règne de la protection en matière d'industrie et de commerce, tant en réduisant les droits d'importation qui grevaient les marchandises étrangères qu'en affranchissant de tout droit les denrées alimentaires et les matières premières du travail. Le système inauguré par M. Huskisson, et dont sir Robert Peel semble avoir posé les limites, tend à réaliser cet idéal de la civilisation par son côté matériel, la vie à bon marché et le taux élevé des salaires. Il en résulte non seulement pour l'ouvrier un progrès de bien-être et de dignité, mais encore pour l'état un accroissement de puissance, la certitude de commander à une population disposée par l'aisance et par le contentement aux sacrifices que peut exiger l'intérêt public.

Sir Robert Peel, en opérant le déplacement de l'impôt, a rendu à l'Angleterre un service qui n'est pas moins considérable. Avant les réformes de 1842 et 1846, les taxes indirectes, les taxes de consommation, alimentaient à peu près exclusivement le revenu de l'état. Les contributions directes, celles qui s'adressent à la richesse mobilière ou à la propriété, ne figuraient au budget que pour la forme. Les contribuables payaient tribut au fisc, non pas dans la proportion, mais plutôt en raison inverse de leur fortune. C'était en quelque sorte le système de l'impôt progressif retourné : le trésor ne demandait au possesseur du sol qu'une imperceptible obole; il prélevait au contraire sur le thé, sur le sucre, sur le café, sur la bière et sur le pain du laboureur et de l'ouvrier le gain le plus clair de leur journée. Le budget était dépensé par les riches et payé par les pauvres. Sir Robert Peel a prouvé que les réformes préviennent les révolutions : le déplacement de l'impôt a rendu inutile le déplacement du pouvoir. Aussi la tempête de 1848 a trouvé l'Angleterre inébranlable.

Sir Robert Peel a introduit ou étendu l'impôt direct dans le système financier de la Grande-Bretagne, sous la forme de l'*income tax*. Sans doute l'on aurait pu atteindre le même but par des moyens politiquement et scientifiquement moins contestables; mais l'impôt sur le revenu avait pour lui en Angleterre la sanction d'un long usage qui avait familiarisé la nation avec son mécanisme, et la nécessité

l'avait fait entrer dans les mœurs. C'était une taxe de guerre accommodée à une époque de paix. Les résultats ont dépassé les espérances. Pour ne parler que du revenu de l'état, le gouvernement a pu solennellement fermer l'ère du déficit. Depuis cette époque, les recettes du trésor ont constamment excédé ses dépenses : chaque année, le parlement britannique, la seule assemblée que l'on ait mise à cette épreuve en Europe, a eu à délibérer sur l'emploi d'un excédant qui variait entre 2 et 3 millions sterling. Chaque année, il a pu consacrer cette somme soit à des remises d'impôt (1), soit à l'amortissement de la dette publique. A l'ouverture de l'exercice 1854, et au moment où les armées de l'Occident ont dû passer du pied de paix au pied de guerre, l'échiquier anglais avait en réserve une provision claire et nette de 70 à 75 millions de francs.

L'Angleterre n'avait contre elle, à la veille du combat, que les hésitations de sa politique. Ce gouvernement, qui n'avait d'abord vu dans l'ambassade du prince Menchikof que la querelle des lieux-saints à vider, qui s'inquiétait du prosélytisme religieux de la France quand il aurait fallu surveiller et contenir l'ambition de la Russie, qui parlait encore de la loyauté du cabinet de Pétersbourg au moment où il en recevait les ouvertures les plus compromettantes, et qui a voulu attendre que les Russes eussent franchi le Pruth pour envoyer sa flotte dans le Bosphore, n'a pas montré d'abord un coup d'œil plus sûr ni une résolution plus ferme dans ses arrangemens financiers. On eût dit que le mot même de guerre lui coûtait à prononcer; il parlait d'une expédition en Orient comme d'une promenade militaire. Plus l'opinion publique le pressait, allant au-devant de tous les sacrifices, et moins il se hâtait de les accepter. Les rôles étaient intervertis : c'était le parlement qui offrait l'argent que les ministres auraient dû demander. Le chancelier de l'échiquier, avec une réserve qui faisait plus d'honneur à sa modération qu'à sa prévoyance, présentait à la dernière heure un budget extraordinaire qui se bornait à pourvoir aux besoins des six premiers mois. Le gouvernement semblait croire que le pavillon britannique n'avait, pour rétablir la paix, qu'à se déployer par-delà le Sund et le Bosphore.

Dans l'exposé qu'il fit, le 7 mars dernier, à la chambre des communes, M. Gladstone estimait à 4,307,000 liv. st. (107,675,000 fr.) les dépenses extraordinaires que l'état de guerre pouvait entraîner pour la Grande-Bretagne, du 5 avril 1854 au 5 avril 1855; mais, grâce à l'excédant de recettes qu'avait légué l'exercice de 1853, l'on n'avait à pourvoir, au moyen de ressources extraordinaires, qu'à un

(1) Le produit des taxes supprimées ou réduites depuis l'année 1842 jusques et y compris l'année 1850 s'élevait à 10,763,000 liv. sterl. (269,075,000 fr.).

déficit de 2,840,000 livres sterling (71,000,000 fr.). Et comme le produit de l'impôt sur le revenu était évalué à plus de 6 millions sterling pour l'année, en portant la taxe au double du tarif pendant le premier semestre, le chancelier de l'échiquier obtenait un surcroît de revenu de 3,307,500 livres sterling, qui devait combler ce déficit temporaire et laisser encore une marge de 11 à 12 millions de francs pour faire face à l'imprévu.

La combinaison était bonne, mais évidemment insuffisante. Il semblait que les ministres eussent un parti pris de ne mettre leurs moyens d'action en rapport ni avec la gravité des circonstances, ni avec la grandeur du but. L'opinion s'en inquiétait, et le parlement, tout aussi peu rassuré, votait sans comprendre. On demandait pourquoi le ministère, en proposant de doubler l'*income tax,* n'étendait pas cette augmentation aux produits de l'année entière. Là-dessus, le chancelier de l'échiquier croyait se tirer d'embarras par un hommage rendu à l'omnipotence du parlement.

« C'est notre devoir, disait-il, de ne pas soustraire les dépenses publiques, et particulièrement les dépenses de la guerre, au contrôle de la chambre des communes. Si nous venions vous demander de prendre sur le produit des taxes et de placer dans nos mains une somme considérable de millions à consacrer aux préparatifs de la guerre, vous auriez le droit de nous dire : « Attendez que la nécessité s'en fasse sentir. Le parlement n'est pas au moment de se séparer; nous ne sommes qu'au mois de mars, et vous pourrez nous faire de nouvelles propositions en juin ou en juillet, si l'état du pays et la situation de l'Europe le commandent. »

Le parlement britannique était loin de tenir le langage que M. Gladstone lui prêtait. Majorité et minorité, tout le monde avait compris que les préparatifs d'une grande guerre ne se font pas pièce par pièce ni jour par jour, que le succès tient au contraire à l'ensemble des dispositions, et que, pour donner confiance aux siens autant que pour frapper l'ennemi de terreur, il faut avoir, dès l'entrée en campagne, la libre et entière disposition des forces ainsi que des ressources dont les circonstances peuvent réclamer l'emploi. Le ministère lui-même ne tarda pas à reconnaître et autant que possible à réparer son erreur. A deux mois de date, le 9 mai, un nouvel exposé financier fut présenté à la chambre des communes. Dans cette seconde édition du budget, la dot de la guerre est assurée.

Dans son exposé du 7 mars, le chancelier de l'échiquier, présentant une évaluation sommaire du revenu et des charges de l'état pour l'exercice qui allait s'ouvrir, estimait les recettes probables à 53,349,000 livres sterling (1,333,725,000 fr.), et les dépenses à 56,189,000 livres sterling (1,404,725,000 fr.), dans lesquelles le budget de l'armée et de la marine, qui flotte année commune entre

15 et 16 millions sterling, figurait pour plus de 25 millions (1). On sait que dans cette combinaison le déficit devait être couvert par le produit de l'*income tax*, que l'on doublait pendant six mois, produit calculé par M. Gladstone à 3,307,000 livres sterling.

Dans l'exposé du 9 mai, le chancelier de l'échiquier a demandé l'autorisation d'augmenter, jusqu'à concurrence de 6 millions sterl., les dépenses de la guerre. En y ajoutant un crédit de 850,000 livres sterling, — sur l'emploi duquel le ministre n'a pas jugé à propos de s'expliquer, — on trouve un total de 63,039,000 livres sterling (1,575,975,000 francs) pour les charges de l'exercice qui s'étend du 5 avril 1854 au 5 avril 1855. Pour défrayer ce surcroît de dépenses, M. Gladstone proposait de nouvelles taxes dont il attendait un produit de 6,850,000 livres sterling. L'ensemble des ressources ordinaires et extraordinaires, non compris les moyens de service que l'on demande au crédit, s'élève donc à la somme de 63,506,000 livr. sterling (1,587,650,000 francs). Une marge de 11 à 12 millions est ainsi réservée pour les besoins imprévus.

Pour nous conformer à l'usage reçu en Angleterre, nous donnons ici, dans la comparaison des recettes et des dépenses, le chiffre du revenu net; mais, si l'on veut rapprocher ces évaluations des budgets dressés pour les autres états, il faudra charger encore des frais de perception et d'exploitation, qui sont pris sur le revenu brut, le bilan annuel de la Grande-Bretagne. On ne saurait les estimer à moins de 4 millions 1/2 de livres sterling pour l'exercice courant, ce qui porte les recettes à 68,006,000 livres sterling, et les dépenses

(1) Voici les évaluations du 7 mars qui ont servi de base à celles du 9 mai :

REVENU.	
Douanes	20,175,000 l. st.
Excise (impôts indirects)	14,595,000
Timbre (*stamp*)	7,090,000
Taxes assises	3,015,000
Impôt sur le revenu (*income tax*)	6,275,000
Taxe des lettres	1,200,000
Terres de la couronne	259,000
Articles divers	740,000
Total	53,349,000
A quoi il faut ajouter le produit de l'*income tax* doublé pendant six mois	3,307,000
Total général	56,656,000 l. st.

DÉPENSES.	
Dette fondée	27,000,000 l. st.
Dette flottante	546,000
Dépenses civiles imputables sur le fonds consolidé (justice, administration, etc.)	2,460,000
Armée	6,857,000
Marine	7,488,000
Artillerie et génie (*ordnance*)	3,846,000
Commissariat	645,000
Approvisionnemens (*miscellaneous supplies*)	4,775,000
Milice	530,000
Expédition en Orient	1,250,000
Service des paquebots	792,000
Total	56,189,000 l. st.

à 67,539,000. Ainsi le budget de 1854 roule sur un chiffre de 1,700 millions de francs. La nation s'est rarement montrée plus libérale des trésors amassés par le travail. Il faut remonter dans les annales de l'Angleterre jusqu'à l'année 1816 pour en trouver un autre exemple.

Les dépenses de l'année financière 1853-54, qui avaient été évaluées à 52,183,000 livres sterling, n'ont pas excédé en réalité la somme de 51,171,000 livres sterling. Par une exception qui devient de plus en plus rare, et qu'il convient de proposer à l'imitation de l'Europe continentale, le gouvernement anglais a dépensé un million sterling de moins qu'il n'avait demandé et a reçu un million de plus qu'il n'avait osé espérer. Il a recueilli ainsi le fruit de ses calculs, et la fortune cette fois a été le prix de la sagesse.

Le budget de 1854, comparé à celui de 1853, fait ressortir une différence d'environ 12 millions sterling. Ce chiffre de 300 millions de francs représente les dépenses de la guerre; mais comme le revenu de 1853 avait laissé un excédant disponible, l'insuffisance des recettes ordinaires ne paraît devoir être que de 10 millions sterling. Par quels moyens le gouvernement britannique y a-t-il pourvu?

La ressource la plus importante sera puisée dans l'impôt sur le revenu. Cette taxe était de 7 deniers par livre sterling de revenu, proportion légèrement inférieure à 3 pour 100. On la porta à 1 shilling 2 deniers, ce qui représente un peu moins de 6 pour 100 (1), et l'on obtient une recette supplémentaire de 6,587,500 livres sterling, qui doit élever le produit total de la taxe pendant l'exercice à 12,862,000 livres sterling (321,550,000 fr.), somme qui égale, à quelques millions près, les produits cumulés de l'impôt foncier et de l'impôt mobilier en France (2).

On s'est demandé pourquoi le gouvernement britannique, qui trouve sans peine dans une augmentation de l'*income tax* les deux tiers de la somme destinée à défrayer la guerre, n'avait pas simplifié la difficulté en élevant un peu plus le tarif de cette taxe, ce qui l'eût dispensé de créer ou de modifier d'autres impôts. Avec un tarif de 8 pour 100, l'*income tax* eût donné plus de 17 millions sterling, dont environ 11 millions à titre de ressource extraordinaire. Quel capitaliste, quel propriétaire se serait plaint d'avoir à payer au fisc le douzième de son revenu? Y a-t-il un pays au monde où l'impôt foncier, quand il est établi, ne pèse dans une proportion plus forte? Les fruits du capital dans la Grande-Bretagne auraient encore été taxés

(1) Plus exactement 5 88/100es pour 100.

(2) Le produit de l'impôt foncier, principal et centimes additionnels, a été évalué, pour l'année 1854, à 264,345,193 fr., et le produit de l'impôt personnel et mobilier à 63,782,941 : total des deux taxes, 328,128,134 fr.

en temps de guerre moins durement qu'ils ne le sont partout ailleurs en temps de paix.

Mais le chancelier de l'échiquier, qui avait déjà introduit dans le système financier le droit sur les successions, a craint d'exagérer l'impôt direct et de compromettre, en surchargeant les résultats, la fortune naissante du principe. L'équité lui a paru conseiller de ne pas faire supporter entièrement le fardeau de la guerre aux personnes qui jouissaient d'une certaine aisance, à une seule classe de la population. Il a préféré demander le dernier tiers de ce tribut extraordinaire aux impôts indirects, qui s'adressent aux consommateurs de toutes les classes. On a donc augmenté les droits sur les spiritueux, qui doivent fournir un supplément de 450,000 liv. sterl.; sur les sucres de toute provenance, dont on espère obtenir 700,000 liv. sterling de plus, et enfin sur la taxe qui frappe la drèche, et qui est portée de 2 sh. 8 d. 1/2 à 4 sh. par boisseau. M. Gladstone attend de cet impôt, qui produit annuellement 5 millions sterling, une ressource supplémentaire de 2,450,000 liv. sterl. La drèche rendra ainsi à elle seule au trésor 187,500,000 fr., ou 60 et quelques millions de plus que tous les spiritueux ensemble, vins, bières, cidres, alcools, ne rapportent à la France.

Cette dernière partie du plan ministériel a été sanctionnée par le parlement comme les autres, mais avec un assentiment moins général. M. Gladstone fait valoir que la drèche a été successivement dégrevée depuis la paix de 1816, que l'on a supprimé l'impôt sur la bière, qui était en quelque sorte un double emploi, enfin que les autres spiritueux se trouvent beaucoup plus fortement taxés, et qu'il n'y a que stricte justice à l'assimiler davantage au tarif commun. Jusqu'à présent, l'assimilation des taxes s'était opérée par voie de réduction, en modérant les plus élevées, et non par voie d'augmentation, en exagérant les plus modestes. Il a dû en coûter à M. Gladstone de donner ce démenti aux principes que sir Robert Peel avait légués à ses collègues, et que le chancelier de l'échiquier lui-même professait naguère avec tant d'éclat.

Une question plus grave s'élève. Le gouvernement de la Grande-Bretagne a-t-il suivi la meilleure politique en demandant à l'impôt des ressources que le crédit pouvait fournir? Les raisons de cette préférence ont été déduites avec beaucoup de force par le chancelier de l'échiquier dans son exposé du 7 mars; en voici les passages les plus saillans :

« Il n'est pas possible au gouvernement, il n'est pas possible à la chambre des communes, il n'est pas possible au pays, de s'engager d'une manière absolue, ni par une résolution immuable, à défrayer les dépenses de la guerre par des augmentations d'impôt; mais ce qu'il nous appartient de faire, c'est

d'approcher de cette difficulté avec un cœur ferme, et de décider, tant que le fardeau ne sera pas trop lourd pour nos épaules, tant que les ressources nécessaires pour le service de l'année pourront être fournies dans l'année par les contribuables, qu'aussi longtemps nous n'aurons pas recours au système des emprunts. Les raisons qui militent contre un appel aux capitalistes, les raisons qui s'opposent à ce qu'on mette ces dépenses à la charge de la postérité, sont nombreuses et graves. Je n'ai pas la présomption de poser des principes qui fassent loi pour les autres nations; mais il n'y a pas de nation qui se soit engagée dans ce jeu dangereux aussi avant que l'Angleterre, il n'en est pas qui ait hypothéqué l'industrie des générations futures pour une somme aussi effrayante. D'autres états peuvent avoir leurs motifs pour agir différemment. Prenez l'Amérique par exemple. Ayant les mains libres, ne devant rien, et avec un excédant permanent de recettes, rien n'est plus naturel, rien n'est plus facile à comprendre que la conduite qu'elle tient lorsque, pour annexer un nouveau territoire à son empire, elle contracte un emprunt destiné à payer les frais de la guerre qui lui assure cet accroissement. En effet, selon les doctrines les plus rationnelles en matière d'impôt, elle sait que cet excédant temporaire de dépense sera regagné en deux ou trois années, et couvert par le surplus régulier du revenu, et elle évite sagement de porter la perturbation dans son système de taxes, pour faire face à des embarras qui n'ont rien de durable. Les mêmes principes peuvent évidemment s'appliquer à d'autres contrées. Voyez notre grand et puissant voisin le peuple français. La dette de la France, bien qu'elle soit considérable, ne saurait entrer en comparaison avec celle de l'Angleterre. J'ai regret à le dire, mais telle est notre supériorité à cet égard, que la dette de l'Angleterre excède non-seulement celle de toute autre nation prise à part, mais encore celles de toutes les nations réunies. Quiconque a été mêlé à l'administration financière du pays sait à combien de maux une telle situation a donné naissance, quelles lourdes charges il a fallu imposer au peuple anglais pour apaiser la faim dévorante de la dette, combien de travaux utiles elle n'a pas permis d'entreprendre ou de terminer, combien ce poids énorme et perpétuellement accablant a diminué les forces dont nous avions besoin pour aider et pour encourager les entreprises de la philanthropie ainsi que les progrès de la civilisation! Ceux qui accroîtront la dette sans avoir cédé à une nécessité impérieuse encourront une grande responsabilité.

« M. Mill dit : « Le capital qu'absorbent les emprunts de l'état est enlevé à « des fonds engagés jusque-là dans la production, ou qui allaient recevoir cet « emploi. En les détournant de leur destination, l'on agit comme si l'on en « prenait le montant sur les salaires des classes laborieuses. » Sans nous embarquer dans les raisonnemens abstraits de l'économie politique, tout le monde conviendra que, lorsqu'on demande des subsides à l'impôt, la somme nécessaire est fournie par les épargnes qui constituent pour chaque contribuable l'excédant du revenu sur la dépense, tandis que, si l'on a recours à l'emprunt, l'on agit directement, et jusqu'à l'épuiser, sur cette partie du capital de la nation qui se trouve immédiatement disponible pour les besoins de l'industrie et du commerce. Dans le premier cas, nous prenons principalement sur le superflu; dans le second, nous allons droit à la source même du capital qui alimente l'activité du travail, et d'où découle le bon marché

de la production. En considérant la question d'un point de vue moins scientifique, M. M'Culloch dit, dans son ouvrage sur l'impôt, à propos des dépenses que la guerre amène : « L'industrie et l'économie des individus peuvent seules compenser avec quelque efficacité les profusions et les ravages de la guerre. Pour mettre ces vertus en honneur, il faudrait que chaque homme pût se rendre un compte exact de l'influence que les dépenses de la guerre exercent sur sa fortune et sur les moyens qu'il a de subsister. Le défaut capital du système des emprunts consiste en ce qu'il trompe le public en ne troublant pas soudainement le bien-être de chacun. Ses empiétemens sont graduels et passent inaperçus. Il n'exige sur le moment que de légers sacrifices; mais il ne revient jamais sur ses pas : *vestigia nulla retrorsùm*. C'est un système d'illusion et de déception. Il ajoute les taxes aux taxes, sans que l'on puisse jamais abolir aucune de celles qui ont été ainsi établies, en sorte qu'avant que le public s'éveille au sentiment du danger, la propriété et le travail se trouvent grevés, à titre permanent, d'un tribut annuel beaucoup plus considérable, pour servir l'intérêt de la dette, que celui auquel il aurait dû se soumettre pour défrayer les charges de la guerre à mesure que la nécessité s'en présentait. » Mais quelque force qu'aient les motifs tirés de la science économique, je ne trouve pas moins puissantes les raisons de l'ordre moral. Les dépenses de la guerre sont le frein moral que le Tout-Puissant impose à l'ambition des conquêtes. Il y a dans la guerre un attrait et une excitation qui tendent à la revêtir d'un certain charme pour le peuple, et à lui fermer les yeux sur les maux qui en sont la conséquence. La nécessité de pourvoir année par année aux charges que la guerre détermine est un frein salutaire et sûr. Les hommes sont ainsi amenés à réfléchir, à comparer les avantages qu'ils se promettent avec les sacrifices qu'il leur en coûtera pour les obtenir. »

Les raisonnemens de M. Gladstone, flanqué comme il se présente de la double autorité de M. Mill et de M. M'Culloch, ne sont pas à beaucoup près sans réplique. Le gouvernement anglais fait une entreprise morale et courageuse, en tentant de soutenir la guerre à l'aide des sacrifices que s'imposent les contribuables, en évitant de s'engager sur la pente séduisante de l'emprunt : c'est un devoir pour les gouvernemens de réserver l'avenir intact, quand ils le peuvent; mais il ne faudrait pas exagérer les conséquences de cette doctrine ni l'ériger, sans égard aux circonstances, en principes qui ne doivent jamais fléchir. C'est ici que l'appréciation des faits vient à propos éclairer la politique. La guerre a tantôt pour but un avantage présent, et tantôt elle peut se proposer la grandeur ou le repos des générations à venir. Dans ce dernier cas, l'emprunt est légitime; il n'y aurait ni équité ni prudence à porter intégralement les frais de la lutte au compte de l'impôt.

Quant à la distinction inventée par quelques économistes anglais, et qui consiste à dire que l'impôt puise dans l'excédant du revenu, tandis que l'emprunt entame le capital même de la nation, ce n'est qu'une subtilité qui nous paraît peu digne de la science. Les nations

industrieuses font chaque année, sur leurs revenus, des épargnes qui constituent ce que l'on appelle, dans la langue économique, l'accumulation des capitaux. Ces capitaux de récente formation, que la production engendre au moyen des capitaux déjà existans, peuvent être consommés en largesses improductives, ou bien être employés à leur tour à l'accroissement de la richesse; mais, comme il arrive rarement que le détenteur de ces instrumens de travail soit en position de les utiliser lui-même, le crédit s'en empare : on les prête, soit à des entrepreneurs qui les font fructifier dans l'industrie ou dans le commerce, soit aux gouvernemens, auxquels est dévolue la fonction importante de faire régner l'ordre dans la société, d'y entretenir par là le mouvement et de concourir au progrès. Quand l'état emprunte, détourne-t-il de leur destination, comme l'avance M. Mill, les fonds actuellement engagés dans l'industrie? Cela ne serait pas possible, car il faudrait obliger les manufacturiers ou les commerçans qui ont reçu ces capitaux, et qui les ont incorporés à leurs usines, à les rembourser à court terme; ce serait une immense et universelle expropriation. Quant aux capitaux qui se trouveraient encore disponibles, il est bien vrai que l'état, en les empruntant, évince d'autres emprunteurs individuels par sa concurrence, qui a le privilége de sa force; mais je n'admets pas qu'il prélève ces capitaux sur les salaires des laboureurs ou des ouvriers. En temps de guerre, l'industrie, quand elle est sage, au lieu de courir après les entreprises, se modère et se restreint. L'argent que l'état n'absorberait pas risquerait donc, dans ces graves circonstances, de rester oisif; la consommation des produits se resserrant ou tout au moins n'augmentant pas, la production ne choisirait pas ce moment pour prendre l'essor et pour se répandre en créations de matériel ainsi qu'en salaires. Les emprunts contractés en vue de la guerre n'ôtent donc pas le pain aux ouvriers. Ils leur donnent au contraire du travail sous une autre forme, en activant le mouvement des arsenaux quand celui des ateliers se ralentit.

Il est tout aussi gratuit de supposer que les subsides de guerre, quand on les lève par l'impôt, sont pris sur le superflu de la nation, sur l'excédant disponible de son revenu. L'impôt s'adresse en effet à tous les contribuables : l'impôt, étant obligatoire pour tous, les appelle indistinctement aux mêmes sacrifices dans la proportion de leurs moyens, soit qu'ils vivent du revenu d'un capital ou des fruits de leur travail. L'impôt est donc pris, selon les cas individuels, suivant que la fortune a favorisé ou contrarié les calculs de chacun, tantôt sur le superflu et tantôt sur le nécessaire, tantôt sur le revenu et tantôt sur le fonds qui sert à produire. Les taxes ordinaires, celles qui ne changent pas ou qui changent peu, finissent par s'incorporer

aux frais de production et viennent en déduction du produit net. Cependant les taxes extraordinaires attaquent le plus souvent les sources même du capital. La nécessité peut les justifier, elles peuvent être, à un moment donné, le moindre de plusieurs maux, mais on ne parviendra pas à les ériger en ressources normales.

Pour que l'impôt de guerre ne frappât que le superflu, il faudrait que chaque contribuable tînt des épargnes en réserve. Or l'accumulation des capitaux, dans tout pays, s'opère par un petit nombre de mains. Ne fait pas des économies qui veut. Pour ceux mêmes qui ont le nécessaire, le travail ne produit pas toujours avec abondance, et l'esprit d'ordre et de prévoyance préside rarement à l'emploi des produits. L'immense majorité des individus, à l'exemple des gouvernemens, joint à peine les deux bouts, ou solde son année en déficit, et la fortune privée, les hypothèques ainsi que les ventes par autorité de justice en font foi, n'est pas mieux administrée que la fortune publique. On risque donc, en exagérant les taxes, de demander de l'argent principalement à ceux qui en manquent. L'emprunt au contraire, étant facultatif pour les souscripteurs, ne tente que ceux qui ont de l'argent en réserve, ceux dont le revenu excède les dépenses, ceux qui ont fait des épargnes, en un mot les détenteurs du capital disponible, les vrais trésoriers du pays. Au reste, l'observation des faits mieux que tous les raisonnemens résout ce problème. L'impôt de guerre ne réussit pleinement que lorsqu'il s'adresse, comme aujourd'hui en Angleterre, à des classes de choix, lorsqu'il va puiser dans la bourse des riches; mais alors ce n'est qu'un emprunt déguisé.

M. Gladstone avait, pour expliquer la politique du gouvernement anglais dans cette circonstance, de meilleurs argumens que les théories des économistes dont il a invoqué le nom, et qui, n'ayant jamais concouru au maniement des affaires publiques, manquent, en matière d'impôt et de crédit surtout, quand ils s'engagent dans les sentiers les moins frayés de la science, de l'expérience qui fait autorité. L'*income tax*, l'impôt de guerre dans la Grande-Bretagne, trouve sa raison d'être dans la situation présente et dans le passé de la nation. C'est ce que le chancelier de l'échiquier, qui avait négligé ce moyen le 7 mars, a exposé le 9 mai suivant dans un passage de son discours qui restera comme un excellent morceau d'histoire. Je traduis en abrégeant :

« J'ai sous les yeux le budget de la guerre pour l'année 1792. M. Pitt, ayant à pourvoir à une dépense extraordinaire de 4,500,000 liv. sterl., proposa de la couvrir, non pas en remplissant l'échiquier par le produit des taxes, mais en recourant aux capitaux de la Cité et en ouvrant un emprunt de 6 millions de livres sterling; il espérait l'obtenir au taux de 4 pour 100, mais il fallut donner un intérêt de 4 liv. 3 shill. 6 den. (un peu plus de 4 1/6 pour 100).

Le second pas fait dans la même voie fut un emprunt de 11 millions de livres sterling, contracté en 1794, au taux de 4 l. 10 sh. 9 d. (4 1/3 pour 100). En 1795, M. Pitt emprunta 18 millions de livres sterling, et paya pour cette somme un intérêt de 4 l. 15 sh. 8 d. pour 100; en 1796, 25 millions de livres sterling à 4 liv. 13 sh. 5 d. pour 100; en 1797, 32,500,000 liv. sterl. (plus de 722 millions de francs en une seule année!) à 5 l. 14 sh. 10 d., et en 1798 17 millions de livres sterling à 6 l. 4 sh. 9 d. (6 1/4 pour 100). Telle était l'impureté des sources auxquelles puisait le ministre, que, pour 17 millions sterling qu'il reçut, il dut ajouter 34 millions sterling à la dette du pays, et que les opérations financières de ces six années, opérations malheureuses et qui ne répondaient pas aux exigences de la guerre, en versant à grand'peine 108,500,000 liv. sterl. dans les caisses de l'échiquier, surchargèrent d'environ 200 millions sterling (5 milliards de francs) le capital de cette dette.

« Je vais maintenant vous rappeler la conduite que tint M. Pitt lorsqu'il eut reconnu qu'il s'était trompé. Voyant le pays marcher à sa ruine et ses ressources épuisées, il résolut de faire un effort courageux pour l'arracher à sa perte. La première tentative date de 1797. A ce moment, M. Pitt proposa de lever sur les contribuables une somme de 7 millions sterling au moyen de *taxes assises*. Cette combinaison échoua, et le trésor ne reçut que 4 millions. L'année suivante, sans se laisser abattre par cet échec, M. Pitt revint à la charge et demanda 10 millions sterling à l'impôt. Depuis cette époque, la carrière politique du ministre ne fut qu'une série d'efforts incessans et convulsifs pour se relever lui-même et pour faire sortir le pays des embarras dans lesquels l'avait jeté l'imprévoyance du gouvernement. Ces embarras étaient tels que l'on peut dire, sans rien exagérer, qu'au cours actuel des fonds publics, la dette nationale se trouve augmentée de 250 millions sterl. (6,250,000,000 fr.) dont le trésor n'a jamais reçu un seul penny. On venait de créer alors l'amortissement, et l'on rachetait tous les jours à 3, 4 ou 5 p. 100 des rentes que l'on émettait ensuite de nouveau à un taux plus désavantageux. C'était comme un séton mis au corps humain, une pompe aspirante qui épuisait perpétuellement les ressources du pays. L'erreur de M. Pitt à cette époque fut celle de la nation tout entière, et Dieu sait que la nation l'a cruellement expiée.

« Après six années de guerre et au milieu de l'épuisement qui en était la conséquence, M. Pitt proposa l'*income tax*. Il s'agissait d'accroître de 40 p. 100 le revenu du pays. En 1798, le revenu public s'élevait à 23,100,000 liv. sterl., et en 1799 à 25,600,000 liv. sterl.; mais la progression des dépenses était telle qu'il fallut des moyens plus énergiques pour y faire face. En 1802, on porta le revenu à 38,600,000 liv. sterl., et en 1805, la dernière année de M. Pitt, à 50,900,000 liv. sterl. (1,272,500,000 fr.). En 1806, le marquis de Lansdown, alors chancelier de l'échiquier, mit en vigueur le tarif extrême de l'impôt sur le revenu, et les recettes s'élevèrent, pour l'année 1807, à 59,300,000 liv. st. De 1806 à 1816, le revenu annuel ne descendit jamais au-dessous de 60 millions sterl., et monta plus d'une fois à 70 millions.

« Telle était l'idée que se faisaient M. Pitt et ses successeurs de leurs devoirs envers le pays et la postérité. L'Angleterre jouit aujourd'hui des fruits de quarante années de paix; les charges du pays ont diminué dans une mesure qui tient du prodige. En vous faisant les propositions qui vous sont soumises,

nous vous demandons de montrer ce que vous êtes; nous éprouvons de quel métal vous êtes faits. Nous vous proposons d'ajouter 10 millions sterling aux charges publiques, et nous prétendons que ce sera là un effort que la raison peut avouer. N'êtes-vous pas capables de faire aujourd'hui ce que firent en 1798 M. Pitt et les Anglais de cette époque, quand la population de l'Angleterre n'égalait pas la moitié de la population de notre temps? Les importations à la fin du siècle dernier ne représentaient pas le quart des importations actuelles; les exportations s'élevaient à peine au tiers du chiffre qu'elles atteignent de nos jours, 33 millions sterl. en présence de 98 millions. Telle est l'indomptable vigueur, telle est la merveilleuse élasticité de notre industrie, que même avec le désavantage d'une mauvaise récolte et sous la pression de la guerre, les importations augmentent jour par jour, heure par heure; les documens que nous venons de déposer sur la table de la chambre prouvent que dans les trois derniers mois de l'année financière (janvier, février et mars 1854), une augmentation de 250,000 liv. sterl. s'est déclarée dans les exportations. Voilà quelle est votre situation, voilà les circonstances sous l'empire desquelles nous venons faire appel à votre patriotisme. »

Le parlement et la nation britanniques ont fait leur devoir. M. Gladstone vient d'obtenir, pour l'année 1854, le même impôt extraordinaire, les 10 millions sterling que M. Pitt, dans sa tardive prévoyance, avait arrachés au parlement de 1798. L'Angleterre ira beaucoup plus loin, s'il le faut. Au besoin, elle pourrait porter l'*income tax* à 11 pour 100 du revenu, sans exagérer l'impôt direct, sans accabler les contribuables et sans déranger l'économie régulière des finances. On aurait alors un supplément de budget entièrement disponible pour la guerre d'au moins 20 millions sterling (500 millions de francs), qui permettrait d'ajouter cent mille hommes à l'armée de terre et d'armer cinquante vaisseaux de plus. Cet effort ne serait ni pénible ni éphémère; ce ne serait pas comme en Russie le dernier souffle de finances expirantes. L'accroissement qu'aurait pris ainsi le revenu public deviendrait sans peine une récolte annuelle que l'on renouvellerait tant que l'on voudrait. De 1801 à 1810, la moyenne de l'impôt que supportait le peuple anglais s'élevait par année et par tête à 5 liv. 12 sh. 1 d., soit un peu plus de 141 francs. Dans la seconde période décennale du siècle, cette moyenne, suivant les calculs de M. M'Culloch, descend à 3 liv. 15 sh. 6 d., pour tomber à 2 liv. 5 d., environ 50 francs, dans la troisième période. Qui doute que l'Angleterre soit en état de payer aujourd'hui, avec cette accumulation de capitaux que le monde lui envie, une somme de taxes égale ou même supérieure à celles que l'échiquier percevait il y a trente ans? Au taux de 110 francs par tête, qui représente le budget de 1815, le royaume-uni, avec ses vingt-sept millions d'habitans, pourrait élever à 3 milliards de francs le tribut annuel des recettes. A ce compte, la Grande-Bretagne disposerait pour développer

la guerre, l'intérêt de sa dette payé et tous les autres services largement pourvus, d'un budget de 2 milliards; il y aurait de quoi armer l'Europe entière. En 1813, au moment du plus grand effort contre la France, l'Angleterre consacra aux dépenses militaires une somme un peu inférieure, — 72 millions sterling.

On voit, par ce tableau sommaire, que les ressources du gouvernement britannique, en matière d'impôt, sont à peu près illimitées. Quand la lutte prendrait des proportions gigantesques, quand il devrait sortir de l'invasion déjà rétractée des provinces danubiennes une autre guerre de trente ans, le gouvernement, s'appuyant sur le sentiment national et puisant à pleines mains dans les trésors du pays, y ferait aisément face. Quelles que soient les dépenses de l'état, les progrès de la richesse nationale vont encore plus vite. Arkwright et Watt, en multipliant la puissance de production par leurs inventions mécaniques, ont plus fait pour la grandeur de leur patrie que ne firent pour nous les victoires plus tard expiées de la république et de l'empire. Le génie de Watt et d'Arkwright se répand aujourd'hui dans tous les rangs de la population. L'Angleterre possède au plus haut degré les deux forces qui mettent la matière en mouvement et la rendent féconde, à savoir : la science du travail et les capitaux accumulés. Aussi, de 1815 à 1843 seulement, l'on a constaté un accroissement de 62 pour 100 dans les revenus de la propriété foncière; les revenus de la classe aisée, ceux sur lesquels porte l'*income tax*, sont évalués aujourd'hui à près de 6 milliards de francs, et M. Porter les estimait à 8 milliards, en partant de la limite de 30 livres sterling ou 750 fr. de revenu. Le progrès dans le commerce d'exportation, de 1830 à 1854, a été de 150 pour 100; le tonnage de la marine marchande a doublé depuis le commencement du siècle; la production du fer, qui est l'instrument de toutes les industries, s'est élevée de 258,000 tonnes, moyenne décennale de 1801 à 1810, à 1,700,000 tonnes, chiffre qui représente la fabrication moyenne de 1840 à 1850. Si l'on veut avoir une idée plus complète de ces merveilles de richesses qu'a enfantées l'industrie en Angleterre par la création et par l'accumulation des capitaux, il suffira de rappeler que, depuis vingt ans, les compagnies ont exécuté sur le territoire britannique 12,000 kilomètres de chemins de fer, représentant un capital d'environ 9 milliards de francs, dont les deux tiers ont été réalisés et servent à leurs actionnaires un revenu qui excède celui d'un royaume de second ordre. Enfin un statisticien éminent enlevé par une mort prématurée à l'administration et à la science, M. Porter, portait à 2 milliards de francs les épargnes annuelles, l'accumulation régulière des capitaux en Angleterre. Une masse flottante de 2 milliards, que la nation peut à volonté donner en of-

frande ou prêter à l'état pour ses besoins extraordinaires, ou bien employer en commandite de l'industrie, soit au dedans, soit même au dehors! l'imagination s'effraie de mesurer la hauteur de ces chiffres. Quelle puissance pour le mal comme pour le bien!

Nous avons passé en revue les forces de l'impôt; mais le crédit n'est pas fermé à l'Angleterre. On comprend que le gouvernement britannique hésite avant de rouvrir la carrière des emprunts; le passé peut lui servir à la fois de leçon et d'épouvantail. Comment ne pas trembler à la seule pensée d'ajouter à l'importance d'une dette qui, à la fin de la dernière guerre, s'est trouvée accrue en capital de 15 milliards et de 600 millions pour l'intérêt? Aujourd'hui encore le service des intérêts, sans parler de l'amortissement qui ne figure qu'accidentellement dans l'emploi des excédans de recettes, entraîne une dépense annuelle d'environ 700 millions de francs. Cette charge, depuis quarante ans, a diminué de 75 millions à peine; elle absorbe la moitié du revenu brut. Rien n'est donc plus légitime que la sollicitude avec laquelle le ministère veille à ne pas aggraver le fardeau que la liquidation du passé a fait retomber sur la génération actuelle; mais l'on se tromperait grossièrement, si l'on allait prendre cette réserve calculée pour un aveu d'impuissance. Le 3 pour 100 consolidé, bien que les circonstances aient pesé sur les cours, est coté encore à 92, c'est-à-dire 20 pour 100 plus cher que le 3 pour 100 français, et 70 pour 100 plus cher que le 4 1/2 pour 100 russe. Cela signifie apparemment que les capitalistes ont une plus grande confiance dans le gouvernement du royaume-uni que dans tous les autres gouvernemens de l'Europe, et qu'ils s'empresseraient, le cas échéant, de lui apporter leur argent. D'ailleurs l'Angleterre pourrait emprunter aujourd'hui sans augmenter les charges de son budget ordinaire. L'extinction des longues annuités va réduire la dette en 1860 d'un capital d'environ 500 millions de francs, et d'une dépense annuelle de 32 millions. Ainsi, au taux actuel du 3 pour 100 consolidé, l'échiquier, pour 32 millions de rente, emprunterait aisément plus de 900 millions de francs, soit, de 1855 à 1860, près de 200 millions par année, sans ajouter un centime à l'intérêt de la dette publique. N'est-ce pas là une situation qui doit fortifier la confiance des alliés de l'Angleterre et conseiller la prudence à ses ennemis?

Pour achever la description de ces forces financières, il convient de rappeler que la dette flottante, qui servait de vestibule à l'emprunt pendant la dernière guerre et qui s'éleva pour l'exercice 1815 à 58 millions sterling (1,450,000,000 francs), proportion digne des finances russes, oscille aujourd'hui entre 450 et 500 millions de francs. Réduite à ces termes, elle n'est plus qu'une affaire de tréso-

serie, un moyen de service. La banque d'Angleterre prend une grande partie des bons de l'échiquier : le reste se place le plus souvent avec bénéfice entre les mains des capitalistes de la Cité. Voilà donc encore une ressource qui peut s'étendre. Le gouvernement anglais, quand il ne lui conviendra pas d'emprunter en rentes, aura la faculté d'augmenter l'émission des bons de l'échiquier. Une dette flottante de 7 à 800 millions de francs n'éveillerait assurément aucune inquiétude dans un pays où les capitaux courent après les placemens, et qui est comme un immense atelier où se forge incessamment la richesse.

III.

LES FINANCES DE LA FRANCE.

On vient de voir l'Angleterre consacrer sans effort à l'augmentation de ses armemens, pendant la campagne de 1854, de 250 à 300 millions. La France, en concourant au même but, s'impose un sacrifice semblable. Les crédits extraordinaires ouverts jusqu'à présent en dehors du budget de l'année, pour l'accroissement de nos forces de terre et de mer, s'élèvent à 276 millions. Nous irons au-delà, si les circonstances l'exigent. La France a pour ressources la richesse de son territoire et celle de son industrie, sans compter un crédit solidement fondé, et qui ne le cède qu'à celui de l'échiquier britannique. On peut ajouter que, si la notion du devoir s'est affaiblie dans l'ordre politique, l'énergie du sentiment national se retrouve encore entière devant un agresseur étranger.

Ce que la France entreprend aujourd'hui avec le concours de l'Angleterre et avec l'alliance de l'Autriche, elle était de taille à l'accomplir seule par ses trésors et par ses soldats. Cependant les conditions sont diverses, sinon inégales. Une population plus nombreuse et plus naturellement belliqueuse que celle du royaume-uni nous permet d'entrer en ligne avec de plus puissantes armées; mais ce serait flatter et par conséquent tromper le peuple français, que d'affirmer que ses finances sont aussi prospères.

Sans doute, le passé nous a légué, malgré la triste nécessité de nous racheter de l'invasion et des révolutions, des charges infiniment moins lourdes. Notre dette en capital représente à peu près le tiers de celle de l'Angleterre, et le service des intérêts, en y comprenant, il est vrai, la dépense fictive de l'amortissement et l'intérêt de la dette flottante, s'élève à une somme moitié moindre, qui oscille entre 350 et 360 millions. L'impôt est peut-être mieux assis chez nous, plus également partagé entre les taxes directes et les taxes indirectes, et les contribuables ne l'ont jamais servi avec une plus édifiante

régularité. Enfin le budget, si l'on en retranche les dépenses qui sont une affectation locale, ne pèse pas assurément du même poids, et représente tout au plus 35 ou 40 francs par tête. Mais à côté de ces avantages, il faut voir aussi les côtés faibles de notre situation.

A tort ou à raison, soit parce que les progrès du crédit public sont d'une date encore récente en France, soit parce que la concurrence des capitaux sur le marché est peu animée, nos emprunts se font généralement à des conditions moins favorables. L'Angleterre emprunterait, si l'on en juge par le taux des consolidés, à un taux voisin de 3 1/2 pour 100; le gouvernement français vient d'emprunter à un taux qui représente près de 5 pour 100 (1), et avec une addition éventuelle au capital réalisé de 37 pour 100 sur le 3 et de 11 pour 100 sur le 4 1/2. Ce début ne ressemble pas mal aux erreurs, peut-être inévitables, de Pitt que M. Gladstone a signalées.

D'un autre côté, les dépenses ordinaires de l'état, au lieu de se renfermer, comme chez nos voisins, dans des limites inférieures ou égales à celles du revenu, continuent à excéder les recettes. Un accroissement de 110 millions dans le produit des impôts indirects, progrès inespéré et sans exemple qui est l'œuvre de deux années (1852 et 1853), n'a pas suffi pour rétablir l'équilibre. L'économie annuelle de 21 millions qui devait résulter de la conversion du 5 pour 100 en 4 1/2 se trouve annulée par l'extension qu'a prise la charge des dotations, portée au budget pour une somme de 37,383,114 francs. On a exagéré l'augmentation des traitemens attribués aux fonctionnaires au même degré que l'assemblée constituante en avait exagéré la réduction. Le luxe, pour emprunter une expression fort juste de M. de Chasseloup-Laubat, a sur ce point remplacé l'indigence. La passion de la fortune gagne les serviteurs de l'état. Si l'on n'y prend garde, l'argent passera bientôt avant l'honneur, et l'opinion publique, qui prononce, même quand on évite de la consulter, sera conduite à rechercher si la rétribution n'excède pas les services. Tel fonctionnaire, depuis la restauration de l'empire, reçoit, tant sur la liste civile que sur le budget, trois ou quatre traitemens dont le cumul représente environ 300,000 francs par année. A ce prix, un L'Hospital et un Turenne se seraient crus trop payés. De telles libéralités ne valent rien, ni dans l'intérêt de l'administration, ni au point de vue politique, et c'est le cas de rappeler que les dépenses de représentation prennent une importance qui tend à rejeter dans l'ombre les autres devoirs.

En somme, la progression des dépenses laisse encore une fois en arrière la progression des recettes. Les dépenses de 1854 avaient été évaluées à 1,516 millions; celles de 1855, même après la révision du

(1) Plus exactement 4 74/100es pour le 3 et 5 1/100e pour le 4 1/2.

conseil d'état et du corps législatif combinés, sont portées à 1,562 millions. Or le budget de l'année prochaine aussi bien que celui de l'exercice courant, malgré les hostilités commencées, a été réglé sur le pied de paix. Les frais de la guerre restent en dehors, et figurent à un compte spécial, comme cela se pratiquait sous la monarchie pour les travaux extraordinaires. Il est impossible de ne pas faire remarquer que le budget de 1852, le dernier que l'assemblée législative ait voté, fixait les dépenses à 1,447 millions. Ce rapprochement avertit que l'on aurait tort de mettre les gros budgets au compte exclusif du gouvernement parlementaire. Le pouvoir, pour lequel on ne revendique pas ce titre, a aussi des exigences à satisfaire et des plaies à panser. Quoi qu'il en soit, l'absence d'un contrôle décisif ne paraît pas avoir été un principe d'amélioration pour nos finances. La responsabilité du gouvernement, n'étant plus partagée, s'accroît ainsi devant le pays et devant l'histoire : voilà tout.

Passons aux forces contributives de la nation. Il faut reconnaître que la France n'a pas fait de tels progrès dans l'accumulation des capitaux, qu'on puisse, sans se préparer quelque mécompte, lui imposer toutes les charges que le peuple anglais serait capable de supporter. J'ai vu le temps, et cette époque n'est pas très éloignée de nous, où l'on calculait que la place de Paris, le grand et peut-être le seul réservoir des capitaux flottans, ne pouvait pas fournir plus de 10 millions par mois pour de nouvelles entreprises. Et de fait, chaque fois que l'on avait devancé la formation de l'épargne nationale, l'on avait produit une crise sur le marché. C'est là, entre autres exemples, l'histoire de 1845. J'admets que ces épargnes se forment aujourd'hui moins lentement et sur une plus grande échelle. Le marché des chemins de fer représente déjà un capital de 1 milliard 1/2, qui n'existait pas il y a dix ans; mais ce marché, comme celui de la rente, n'a-t-il pas donné quelques signes de surcharge? N'a-t-il pas paru, même avant tout présage de guerre, plier un moment sous le faix?

Ce serait envisager les choses en optimiste que d'estimer à 5 ou 600 millions par année les épargnes de la France. Faites la part de ce qui va naturellement s'engager dans l'agriculture, dans l'industrie manufacturière et le commerce, et vous verrez ce qui restera tant pour les dépenses extraordinaires de l'état que pour les grands travaux d'ordre public. 20 ou 25 millions par mois aujourd'hui me paraîtraient une hypothèse fort large. C'est du reste le calcul que semble avoir fait, en déterminant les conditions de l'emprunt, M. le ministre des finances; 250 millions réalisables en quinze mois représentent en effet, pour chaque échéance mensuelle, un versement d'environ 16 millions 1/2. Encore ne faut-il pas perdre de vue qu'au moment où

l'on a ouvert l'emprunt, le marché des capitaux avait déjà été comme saigné à blanc par les appels de fonds d'une multitude d'entreprises, notamment des chemins de fer que l'on avait concédés, je ne dis pas sans choix, mais assurément sans mesure. Ajoutons encore la crise des céréales, qui, en obligeant les consommateurs à dépenser 1 milliard de plus en denrées alimentaires, a retiré nécessairement ce milliard à l'épargne et au travail. La disette devait nous frapper plus rudement que l'Angleterre, car l'Angleterre, habituée à demander à l'étranger une grande quantité des blés qu'elle consomme, n'a eu qu'à augmenter temporairement ces importations pour couvrir un déficit plus considérable, tandis qu'il a fallu, dans un pays exportateur comme le nôtre, improviser un commerce d'importation qui exige des capitaux immédiatement disponibles et d'immenses moyens de transport. Aussi la France a beaucoup souffert, et aura besoin de temps pour se remettre d'une perturbation aussi forte. Le capital de la nation a été entamé; il faudra combler ce déficit à l'aide des premières épargnes avant que l'accumulation de la richesse reprenne son cours.

Une dernière cause d'infériorité, notre dette flottante, a été portée à un chiffre qui doit, si les circonstances deviennent plus critiques, embarrasser la marche du trésor. Le 1er mars 1851, elle s'élevait à 592 millions; le 1er avril 1852, M. le ministre des finances évaluait le découvert à 630 millions; après le règlement de l'exercice 1853, il s'élevait à 760 millions.

Le budget de 1854 a été voté avec un excédant apparent de recette de 4 millions; mais d'abord, en ce qui touche le revenu, l'on en avait évalué la partie mobile, celle qui suit la fortune publique dans sa progression et dans son mouvement de retraite, le produit des impôts indirects, à 851 millions, chiffre à peine inférieur d'un million et demi aux produits réalisés en 1852. Les résultats du premier semestre de 1854 sont connus. Comme il fallait s'y attendre, ils restent d'environ 7 millions au-dessous de ceux du même semestre pendant l'année qui vient de s'écouler. Les affaires ne reprennent pas encore toute leur activité, et le prix du blé, qui demeure très élevé malgré l'abondance de la récolte, imposant encore de lourds sacrifices à la consommation, il est raisonnable de prévoir pour le deuxième semestre un nouveau mécompte. Le revenu réel sera probablement de 12 à 15 millions au-dessous des évaluations officielles, et par conséquent le budget de 1854 se soldera, pour ce chapitre seul, par un déficit de 10 à 12 millions. Viendront ensuite les crédits supplémentaires. Pour contribuer aux actes de bienfaisance ou aux travaux que les communes s'imposaient dans l'intérêt des classes nécessiteuses, le gouvernement a déjà surchargé de 10 millions le bud-

get de l'année. Le décret du 5 août, qui vise le testament de l'empereur Napoléon, y ajoute 8 millions encore. D'autres nécessités ne tarderont pas à se révéler. Par exemple, l'état pourra-t-il laisser à la charge de la ville de Paris les 20 ou 25 millions que va faire peser sur le budget municipal la réduction artificiellement opérée du prix du pain à 40 centimes le kilogramme pour toutes les classes de la population, réduction qui dure depuis près d'une année? Pourra-t-il, lui l'auteur de la mesure, ne pas en supporter les conséquences quand l'événement aura démontré que si l'on est maître de donner le pain à bon marché, aux dépens d'un trésor quelconque, quand le blé est cher, il n'est pas aussi facile de contraindre douze cent mille consommateurs à payer leur pain cher lorsque le blé se vend à bas prix? La doctrine des prix moyens à établir par voie de compensation entre les temps de hausse et les périodes de baisse vaut celle du *maximum* et appartient à la même famille. Les gouvernemens se fourvoient quand ils prétendent régler la valeur commerciale des produits. Le prix des denrées dépend de leur rareté ou de leur abondance. Ce sont là des phénomènes qui échappent à l'action du pouvoir tout aussi naturellement que la marche des saisons. En un temps où prédominent les intérêts matériels, la liberté des transactions semble la dernière à laquelle on puisse porter une atteinte durable.

D'autres causes doivent affecter la dette flottante. Nous n'avons pas parlé des dépenses extraordinaires; cependant il est facile d'apercevoir dès à présent que l'emprunt ne les couvrira pas : l'excédant est déjà de 26 millions. D'ailleurs les dépenses de la guerre n'en resteront pas là. Avec plus de cinq cent mille hommes sous les armes et avec trois escadres à la mer, nous atteindrons probablement le chiffre de 300 millions, même sans déployer de nouvelles forces. Les ressources créées par l'emprunt présenteront donc une insuffisance de 50 millions à laquelle la dette flottante devra pourvoir. Le découvert, à juger de l'état des finances par les documens très sommaires et très incomplets que le gouvernement fournit, excèdera sans doute de beaucoup la somme énorme de 800 millions à la fin de cet exercice. Parvenue ainsi à son point culminant, la dette flottante dépassera de 200 à 250 millions les limites les plus tendues d'une situation normale. L'emprunt aurait dû servir à consolider une partie des découverts, si la guerre n'en eût réclamé l'emploi. Quand sera-t-on en mesure de travailler à cette liquidation, si la guerre se prolonge?

Un budget trop chargé de dépenses, une dette flottante hors de toute proportion, et une accumulation de capitaux annuellement moins considérable, voilà par quels côtés le champ de nos finances, comparé à celui des finances britanniques, paraîtra moins étendu; on peut en tirer cependant d'abondantes ressources. Il ne s'agit que de ménager d'une main plus avare les trésors du pays dans les temps

de calme, et d'en diriger l'emploi avec plus de prévoyance au moment des difficultés. La France est aujourd'hui deux ou trois fois plus riche qu'à l'époque où nous avons successivement payé une rançon de 1,500 millions à l'étranger et une autre de 800 millions aux émigrés. Si les économies nouvelles de la nation n'y suffisent pas, nous prendrons sur les capitaux accumulés depuis trente ans pour nourrir la guerre. Quand l'holocauste deviendra nécessaire, les millions, les centaines de millions et même les milliards ne nous coûteront pas.

Ce que l'on doit rechercher en attendant des nécessités plus impérieuses, ce sont les moyens de poursuivre la lutte sans déranger l'équilibre des finances publiques, et sans porter le trouble dans les régions du commerce et de l'industrie. Supposons qu'en évacuant la Valachie et la Moldavie l'armée russe n'ait songé qu'à renforcer sa ligne de défense, et que le cabinet de Pétersbourg ne se dispose pas à donner à l'Europe les garanties que les puissances de l'Occident réclameront avant de poser les armes; les opérations militaires devront continuer, peut-être même s'agrandir : il faut donc nous préparer à une seconde campagne. Quels seront les moyens de la rendre décisive et d'amener le triomphe du bon droit?

Ces moyens sont l'impôt et l'emprunt. En présentant le 6 mars au corps législatif le projet de loi qui autorisait le ministre des finances à emprunter 250 millions, le gouvernement a exposé les motifs qui le déterminaient pour cette année à ne rien demander aux contribuables. « Personne ne pensera qu'il soit possible de demander à une extension considérable du chiffre actuel de la dette flottante toutes les ressources qu'exigent dès à présent les services de la guerre et de la marine. L'augmentation de l'impôt n'est pas non plus une ressource applicable à des supplémens de défense larges et prompts comme ceux que nécessite la transition de l'état de paix à l'état de guerre. S'adresser à ce moyen serait d'ailleurs faire peser sur le présent ce qui doit être plus naturellement la charge de l'avenir. C'est aux prospérités de la paix qu'il convient de demander la compensation des souffrances de la guerre. L'emprunt seul peut subvenir largement et sans retard aux nécessités financières résultant d'une situation que la France n'a pas recherchée, mais devant laquelle elle ne reculera pas. »

Si le gouvernement avait dit : « La disette de 1853 a porté la gêne dans les familles; les épargnes sont dévorées par les nécessités quotidiennes et ne se renouvellent pas; les contribuables épuisés acquittent péniblement les charges ordinaires de l'impôt. On ne peut pas songer aujourd'hui, ni avant que les économies annuelles de la nation se reforment, à les surcharger d'un supplément de taxes. Ce serait aggraver leur détresse et ajouter aux embarras de la situa-

tion. L'état, sous une forme ou sous une autre, ne doit demander de l'argent qu'à ceux qui en ont et dans la mesure de leurs ressources. Le revenu de la nation est diminué et périclite : adressons-nous aux détenteurs du capital disponible; cherchons, pendant les temps difficiles, non pas des contribuables, mais des prêteurs. »

Si le gouvernement avait tenu ce langage, il n'aurait pas trouvé de contradicteurs; mais, au lieu de faire valoir des motifs d'humanité, on a mis en avant des convenances de trésorerie qui ne sont rien moins qu'évidentes. L'emprunt, dans les conditions où il a été ouvert, ne pourvoit pas mieux que l'impôt « aux supplémens de défense larges et prompts que nécessite la transition de l'état de paix à l'état de guerre; » les versemens en effet doivent s'opérer par quinzième et de mois en mois, ce qui ne donne pas d'avantage sur l'impôt, dont les rentrées s'opèrent par douzième et dans l'année. Ajoutons que les dépenses de l'état se fractionnant également par échéances mensuelles, ce qui importait, c'était d'obtenir la certitude plutôt que la disposition immédiate ou à bref délai d'une réserve considérable. L'impôt eût pourvu à cette nécessité aussi bien que l'emprunt et, en tout cas, concurremment avec l'emprunt.

On a dit encore, au nom du gouvernement, qu'il ne fallait pas « faire peser sur le présent ce qui devait être la charge de l'avenir. » C'est la théorie opposée à celle de M. Gladstone. Par un contraste bien étrange, pendant que le gouvernement britannique soutient que les charges de la guerre regardent le temps présent et doivent être exclusivement supportées par les contribuables, le pouvoir en France revendique un privilége d'exemption en faveur de la génération actuelle, et, au risque de fatiguer le crédit par des appels sans terme, rejette le fardeau sur les générations futures, alléguant que c'est bien assez pour nous des souffrances de la guerre, et que les dépenses en doivent être prises sur les prospérités de la paix. La vérité se place entre ces deux prétentions également arbitraires.

Il faut bien reconnaître aux pouvoirs publics le droit d'engager l'avenir, puisqu'ils doivent, comme de bons pères de famille, travailler pour la postérité et transmettre l'héritage agrandi à leurs successeurs. D'ailleurs la limite qui sépare l'avenir du présent est rarement appréciable : « Le moment où je parle est déjà loin de moi. » Pour un gouvernement prévoyant, l'intérêt de l'avenir et celui du présent se confondent. Du reste, la postérité n'ayant pas voix au chapitre, c'est une obligation étroite pour le pouvoir de ne lui renvoyer que les charges que la génération militante ne se trouve pas en état de porter. Entre le présent et l'avenir, la nécessité est le seul arbitre que l'on accepte. Refusez aux gouvernemens le droit d'hypothéquer « sur les prospérités de la paix » les charges de la guerre, et à l'instant la dette publique n'a plus de base; vous para-

lysez, avec la faculté d'emprunt, les travaux qui préparent la grandeur ou le repos des nations. Admettez au contraire qu'un gouvernement peut tout ce qu'il veut, et qu'il est toujours le maître de dégrever le présent pour grever l'avenir, et vous allez donner à ceux qui viendront après lui l'irrésistible tentation de répudier le fardeau qu'on leur aura légué, et qui, du moment qu'il deviendra trop lourd, ne manquera pas de leur paraître injuste.

Un gouvernement prudent ne doit exclure de ses moyens d'action ni l'impôt ni l'emprunt. Pourquoi restreindre de gaieté de cœur les limites du possible? L'état vient d'emprunter 250 millions : passons sur les faits accomplis; mais des besoins nouveaux se déclarent. Est-ce le cas de s'adresser encore une fois au crédit? Si l'on prend ce parti, il faudra bien attendre le terme des versemens qui restent exigibles, car on ne peut pas enchevêtrer l'emprunt qui va s'ouvrir avec l'emprunt déjà ouvert. Cela nous conduit au mois de juillet 1855. On s'est publiquement et hautement félicité des résultats qu'a produits au mois de mars dernier la souscription publique. Ce mode a beaucoup d'avantages, dont le plus considérable à mes yeux est d'attirer dans la rente les petits capitaux de province, qui, en se jetant sur les acquisitions territoriales, enflaient la valeur du sol et le fractionnaient en parcelles pour ainsi dire impalpables. Cependant à côté des avantages viennent se placer des inconvéniens très sérieux. Il ne faut pas se dissimuler que le dernier emprunt a épuisé la province, en même temps qu'il écartait ou rebutait les grands capitalistes. Cet état de choses rend, je le crains bien, aussi difficile de convoquer de nouveau la foule que d'obtenir des soumissions à forfait. On a peut-être agrandi le marché des rentes à l'intérieur, mais on s'est privé d'une ressource qui importe surtout aux jours de crise, en éloignant les capitaux de l'Angleterre et de l'Allemagne. L'emprunt de 1854, du reste chèrement payé, eût présenté une combinaison excellente et à l'abri de la controverse, si l'état n'avait plus dû emprunter. Ceci ne veut pas dire que les bourses vont se fermer devant le gouvernement; je crains seulement qu'il ne trouve pas, quand il le voudra, l'argent très abondant ni les conditions très faciles.

Il semble naturel que la génération dans l'intérêt immédiat de laquelle la France prend les armes contribue à la guerre de ses ressources pécuniaires comme elle y contribue de son sang. Il y a place pour un impôt de guerre dans tout budget bien ordonné. Cet impôt est, comme on le pressent, la contribution directe qui s'adresse ouvertement aux facultés des contribuables, et que l'on allége dans les années de prospérité pour la retrouver plus élastique et plus féconde dans les temps d'épreuve. Je sais bien que les gouvernemens qui rehaussent le tarif des contributions, même en présence d'une nécessité reconnue, sont rarement populaires; mais le devoir passe

avant le besoin de la popularité. Le suffrage universel, avec lequel au surplus je ne confonds pas l'opinion publique, est moins passionné et moins aveugle qu'on ne croit. Tous les gouvernemens n'auraient pas succombé à l'épreuve des 45 centimes. Les contribuables en ont voulu au gouvernement provisoire, non pas d'avoir trouvé ce remède à une situation à peu près sans issue, mais de l'avoir rendu nécessaire. Aujourd'hui, au contraire, tout le monde en France est convaincu que la responsabilité de la guerre ne saurait peser sur le gouvernement, et c'est ce qui fait que l'on ne comptera pas les sacrifices pour maintenir la nation à la hauteur de ses destinées. Au reste je prends volontiers la responsabilité du conseil; espérons que le pouvoir, tout bien considéré, ne reculera pas devant celle de l'acte.

La nécessité d'accroître les versemens qui proviennent de l'impôt ressort, avant toutes choses, du défaut d'équilibre que présente le budget de 1855. Bien que l'on ait retranché 12 millions du chapitre spécial des travaux extraordinaires, ce qui ne saurait passer pour une économie bien entendue, afin de guinder les recettes jusqu'au niveau des dépenses, l'on a été obligé de supposer que les contributions indirectes produiraient 891 millions (1). C'est un chiffre de 40 millions supérieur aux produits de 1853, et qui excédera de 60 millions peut-être ceux de l'année courante. Comment espérer, sans une illusion qui n'est pas même plausible, que l'accroissement continuera et sur de pareilles proportions? Les conséquences de la disette se feront sentir encore en 1855. Il ne faut d'ailleurs attendre une pro-

(1) Voici le budget de 1855 tel qu'il figure dans le rapport de la commission du corps législatif :

RECETTES.		DÉPENSES.	
Contributions directes..	421,120,048 fr.	Ministère d'état.......	6,596,400 fr.
Produit des domaines, des forêts et pêche...	43,912,857	— de la justice.	27,443,380
Impôts et revenus indirects...............	891,756,050	— des affaires étrangères..	9,621,600
Divers revenus........	57,058,101	— des finances..	726,372,552
Produits divers du budget................	27,005,000	— de l'intérieur.	130,991,220
Produit de la réserve de l'amortissement.....	87,258,232	— de la guerre..	315,897,791
Ressources extraordinaires, versemens des compagnies de chemins de fer..........	37,901,925	— de la marine.	127,602,402
		— de l'instruction publique et des cultes.	65,619,722
		— de l'agriculture, du commerce et des travaux publics.......	76,509,242
Total général des recettes............	1,566,012,213 fr.	Travaux extraordinaires	78,375,999
		Total général des dépenses...........	1,562,030,308 fr.

gression indéfinie pas plus du revenu public que de la richesse privée. Le produit des impôts indirects n'augmentera pas tous les ans de 65 millions comme en 1852, ou même de 44 millions comme en 1853. La consommation est une quantité qui a des limites, et des deux élémens qui concourent à l'augmenter, le progrès de la richesse et celui de la population, l'un nous manque d'une manière absolue, car la population, depuis dix ans, est à peu près stationnaire en France.

Si l'on ne veut pas ou si l'on ne peut pas réduire, pour l'année 1855, les dépenses ordinaires, il faudra donc ajouter à l'échafaudage de la dette flottante ou se résoudre à une augmentation d'impôts. Mais indépendamment du budget nous aurons à défrayer la guerre : si la guerre doit coûter chaque année 250 à 300 millions, quel homme politique, quel financier conseillerait de demander tous les ans 300 millions au crédit?

On a dégrevé, en 1853, la contribution foncière de 17 centimes; c'est une remise de 26 millions qui a très peu profité aux contribuables, et une perte très sensible pour le trésor. Nous proposons de rétablir, à titre permanent, 17 centimes sur la contribution foncière. 30 centimes, ajoutés temporairement aux quatre contributions directes, produiraient de 75 à 80 millions. La taxe du sel, réduite à un décime par kilogramme, rend annuellement 35 millions; on élèverait le produit au minimum de 25 millions en portant la taxe à 2 décimes, et ce serait encore une réduction d'un décime sur le tarif de 1847. On pourrait aussi augmenter les droits qui frappent les alcools, matière essentiellement imposable. Enfin, en opérant une retenue d'un cinquième sur les traitemens supérieurs à 10,000 fr., et d'un dixième sur les traitemens inférieurs jusqu'au chiffre de 2,000 fr., on obtiendrait une ressource additionnelle de 10 à 12 millions. Au total, on ajouterait ainsi 150 millions, à peine un dixième, aux charges de l'impôt.

Dans un pays industrieux et économe comme la France, à la veille d'un grand péril, ou seulement quand l'honneur national est engagé, il est certainement possible, sans troubler les progrès de l'accumulation et sans porter atteinte à l'assiette des fortunes, de demander annuellement 150 millions de plus à l'impôt et 150 millions à l'emprunt. De ce train-là, au lieu d'accabler nos finances au premier effort, on alimenterait la guerre au besoin pendant dix ans, et l'on rendrait notre action irrésistible.

L'impôt et l'emprunt sont des moyens différens de puiser aux mêmes sources, ce sont deux courans dérivés du même réservoir, qui est le marché des capitaux; mais ce marché, qui représente les facultés contributives du pays, s'ouvre pour d'autres que pour l'état. C'est le fonds commun dont s'alimentent les entreprises industrielles ou commerciales, et au moyen duquel se développent, avec la puis-

sance créatrice du travail, les améliorations agricoles, les usines, la navigation de long cours, ainsi que les voies intérieures de communication. Le marché des capitaux peut-il, en temps de guerre, défrayer concurremment les besoins des services publics et ceux de l'industrie? Dans quelle proportion les épargnes de la nation sont-elles disponibles pour ce double usage? La crise que nous traversons peut servir à le déterminer.

Depuis le milieu de l'année 1853, d'abord sous l'influence des alarmes qu'excitaient les desseins déjà manifestes de la Russie, et bientôt sous la pression de la guerre imminente ou déclarée, la situation du commerce, de l'industrie et du crédit s'est altérée en Europe. Les mauvais résultats de la récolte, venant ajouter aux anxiétés de l'opinion, ont pu aggraver ce malaise. Cependant la crise a une autre origine : il faut l'attribuer principalement à des causes politiques, qui ont agi sans mélange au début, et qui, les embarras des subsistances touchant à leur terme, vont avoir le champ libre désormais.

La dépression des valeurs a été lente, mais continue, pendant près de dix mois, et a fini par exercer une désastreuse influence sur la fortune publique. Les 3 pour 100 consolidés que la bourse de Londres cotait à 100 au mois de juin 1853 étaient tombés à 87 vers la fin de mars 1854, ce qui représentait une baisse de 13 pour 100. Le 3 pour 100 français, qui avait atteint un moment le cours de 86 fr., et qui se cotait encore 79 fr. 50 au mois de juin 1853, descendait, dans le courant de mars 1854, au-dessous de 63 fr., ce qui représentait, sur les cours de juin, une baisse d'environ 20 pour 100.

Dans un discours que M. Bright adressait, le 31 mars dernier, à la chambre des communes, l'honorable représentant de Manchester constatait que la dépréciation des fonds publics en Angleterre équivalait alors à une perte de 120 millions sterling, et que la dépréciation des valeurs industrielles, telles que les actions de chemins de fer, qui avait été proportionnellement plus forte, équivalait à une perte de 80 millions sterling. L'Angleterre avait donc vu, sur deux branches de sa richesse, et sans parler de l'agriculture ni de l'industrie manufacturière, le capital national diminuer, comme valeur vénale, de 200 millions sterling, 5 milliards de notre monnaie.

La baisse des valeurs mobilières a fait les mêmes progrès en France. Nous n'avons pas, comme en 1848, perdu à la fois sur le capital et sur le revenu, car les recettes des chemins de fer en particulier ont présenté, pour l'année 1853, un accroissement de 16 pour 100 sur les résultats correspondans de 1852, et le premier semestre de 1854 a donné, pour le réseau de 4,152 kilomètres, une recette de 86 millions, d'où ressort un accroissement de 12 38/100[es] pour 100 dans le produit kilométrique; mais cette augmentation, dont la régularité est vraiment remarquable, n'a pas préservé les actions des chemins de

fer de la dépréciation qui atteignait toutes les valeurs. Les lignes exploitées ou en construction, qui représentaient en 1853 un capital d'environ 1,500 millions, figuraient, à la fin de mars 1854, sur les cotes de la bourse, pour 350 millions de moins. Les détenteurs de ces actions, qui s'étaient vus dans la nécessité de les vendre, avaient perdu 23 pour 100 de leur capital.

A la même époque, les rentes 4 1/2 pour 100 étaient dépréciées de 16 pour 100; en y ajoutant la baisse du 3 pour 100, on trouvait une diminution de capital d'environ 900 millions. Il y a bien encore la perte essuyée sur les obligations des chemins de fer, que l'on ne saurait évaluer à moins de 50 millions, et la dépréciation des actions des établissemens de crédit, tels que la Banque de France, le crédit foncier et le crédit mobilier, qui s'est élevée à une somme à peu près égale. La perte qui a frappé le marché des valeurs mobilières a donc été au total de 13 à 1,400 millions. En 1848, elle avait été de 50 pour 100 ou de 3 milliards et demi sur les rentes seules.

Le malaise qui agitait le pays se reconnaissait encore à d'autres symptômes. Ainsi l'argent abondait sur le marché; il se livrait à bas prix dans les placemens temporaires, mais ne s'aventurait dans les placemens sérieux qu'attiré par l'appât d'un profit exorbitant. On pouvait acheter les yeux fermés les actions des meilleures lignes de chemins de fer sur le pied de 7 à 8 pour 100, et malgré de tels avantages, les capitalistes n'accouraient pas. Chacun spéculait sur les perspectives de l'imprévu, et préférait en attendant, soit garder ses écus immobiles, soit prendre du papier à courte échéance, ou faire le commerce peu productif des placemens sur report. Quiconque avait besoin d'emprunter, en dépit des meilleures garanties, devait s'attendre à être égorgé. Les banques s'empressaient à l'envi d'élever le taux de leurs prêts et de leurs escomptes. Les propriétaires ne trouvaient plus que dans les bureaux du crédit foncier de l'argent à 5 pour 100. Le trésor lui-même, quelques mois avant l'emprunt, avait porté à 5 1/2 pour 100 l'intérêt de ses bons à longue échéance. Parmi les compagnies de chemins de fer, celles qui avaient ouvert des emprunts à un taux qui aurait six mois plus tôt déterminé des souscriptions en masse se voyaient délaissées par le public. Une seule réussit, mais en servant un intérêt qui, avec la prime au remboursement, représentait plus de 6 pour 100 du capital prêté; il est vrai que cette compagnie n'avait admis à la souscription que ses actionnaires. D'autres administrations, plus prudentes ou mieux pourvues de ressources, ajournaient à des circonstances plus favorables tout appel au crédit.

Les mêmes phénomènes se sont manifestés avec encore plus d'intensité sur le continent européen. Ainsi le 5 pour 100 belge est tombé à 90, celui de Naples à 88, celui de Rome à 80, celui de Pié-

mont à 73, et celui d'Autriche à 77 1/2. Le 3 pour 100 piémontais émis récemment à 69 francs ne se cotait plus, à la fin de mars, qu'à 47 francs, avec une perte de 30 pour 100 sur le capital d'émission, et à une distance de 52 pour 100 du pair nominal. Encore toutes ces valeurs seraient-elles descendues plus bas sans l'écoulement qu'elles trouvaient sur les places de Paris et de Londres, dont les capitaux rayonnent comme la lumière, et vont, avec une générosité souvent imprudente, se prodiguer au dehors dans toutes les directions.

En prenant la cote des fonds publics pour signe du taux moyen que représente dans chaque contrée le loyer de l'argent, on voit que, relativement au reste de l'Europe, dans la dépression qui a pesé sur le crédit et par suite sur les transactions de l'industrie et du commerce, la France et l'Angleterre sont incontestablement les nations que cette crise a le moins maltraitées. Un autre enseignement en ressort : la crise financière s'est étendue à l'Europe entière, parce que l'Europe entière est menacée par la guerre qui s'allume en Orient. Les intérêts au-delà des Alpes, du Rhin et de l'Escaut se sont montrés plus clairvoyans que la politique.

Depuis le mois de mai et surtout pendant le mois de juin, la confiance a paru se ranimer. On s'habitue évidemment à la pensée de la guerre; on en calcule plus froidement les bonnes et les mauvaises chances. A mesure que la puissance de la Russie, mise à l'épreuve des difficultés, s'est amoindrie, la force de l'Occident a semblé grandir et dominer. Il devient évident que les esprits se relèvent. Aussi, bien avant que l'on pût connaître ou même pressentir les résultats de la récolte de 1854, qui doit exercer une influence si décisive sur l'économie intérieure des populations, un mouvement de reprise très prononcé s'est manifesté dans les régions du crédit. Le tableau suivant du cours des principales valeurs, aux trois époques de la fin de juin 1853, de la fin de mars et de la fin de juin 1854, permettra d'apprécier la nature et les proportions de ce mouvement en ce qui touche la France :

	Juin 1854.		Mars 1854.		Juin 1853.	
3 pour 100................	73 fr.	30 c.	63 fr.		79 fr.	50 c.
4 1/2......................	98	10	88	90 c.	98	10
Chemin d'Orléans..........	1,170		1,040		1,170	
— du Nord...........	867	50	745		910	
— de l'Est...........	702	50	680		822	50
— de l'Ouest.........	650		545		755	
— du Midi...........	610		487	50	645	
— de Lyon...........	950		772	50	940	
— de la Méditerranée.	827	50	630		745	
— de Rouen..........	1,020		850		1,070	

Après une année d'émotions et de désordres, le crédit public se trouvait ramené à une faible distance du point de départ. Le 4 1/2

pour 100, soutenu par les achats au comptant, qui n'ont pas cessé d'agir, même dans les momens les plus critiques, a regagné le cours de 98 francs 10 centimes. Le 3 pour 100 est encore de 6 francs au-dessous du prix qu'il obtenait à la fin de juin 1853. Les actions des chemins de fer sont généralement remontées à leur cours d'il y a un an; mais c'est encore une baisse de 8 à 10 pour 100, si l'on tient compte de la hausse égale qu'aurait dû amener dans la cote de ces valeurs la progression du revenu.

En résultat, le crédit n'a pas repris son assiette; mais les événemens, qui l'ont éprouvé quelque temps, en ont mis en évidence la solidité. Il y a d'ailleurs des motifs de se rassurer, que je trouve considérables. Premièrement, par un temps de guerre et de disette, les produits de l'impôt indirect, ce thermomètre de la consommation, n'ont que très faiblement diminué; secondement, l'impôt volontaire que le public paie aux compagnies de chemins de fer, pour prix du transport des personnes et des marchandises, et qui indique assez exactement le mouvement des affaires, a donné des résultats constamment progressifs. On peut donc en induire sans témérité que le revenu de la nation, s'il n'a pas augmenté, n'a pas diminué d'une quantité qui soit vraiment appréciable. C'est une année perdue pour l'accroissement de la richesse, et voilà tout.

Mais, si l'on veut que les ressources nationales conservent cette élasticité, il faudra qu'on les ménage. L'industrie, un peu trop encouragée, a mis toutes voiles dehors. Sans parler des usines et des manufactures, qui n'exigent pas l'autorisation des pouvoirs publics, depuis le 31 décembre 1851, en deux années, l'étendue des chemins de fer concédés a dépassé quatre mille kilomètres. Quatre mille kilomètres de chemins de fer représentent, sans parler de la subvention de l'état, une dépense d'environ un milliard pour les compagnies. Supposons que la moitié de ce capital ait déjà été réalisée; 500 millions à lever sur le public en quelques années paraîtront encore une contribution très lourde. Il faudra que, par la prudente lenteur de l'exécution, en fractionnant les appels de fonds, en différant les emprunts, en ajournant tous ces embranchemens qui ne sont, à vrai dire, que des communications vicinales, les compagnies tempèrent l'effet que l'apparition simultanée de tant d'entreprises a produit. Que serait-ce si le gouvernement, ne prenant pas conseil des circonstances, allait, comme on l'a prétendu, faire des concessions nouvelles, ou ajouter aux charges des concessions déjà faites? Nous aurons bien assez, pendant la guerre, de continuer et de mener à fin les travaux commencés pendant la paix; ce n'est pas pour l'industrie le moment de former de vastes projets, de spéculer, ni d'entreprendre.

Ne voit-on pas d'ailleurs que la force des choses résiste à l'audace

de tous ces calculs? Les ouvriers manquaient déjà; le recrutement extraordinaire qu'exige l'armée va diminuer le nombre des hommes que l'industrie trouvait à enrôler. Le fer manque, et la réduction des droits sur les fers étrangers n'a donné qu'une satisfaction illusoire. Les machines manqueront à leur tour, et avant tout, ce personnel de mécaniciens qui est lent à se former, les pilotes de ces fleuves de rails, qui ont aussi leurs écueils signalés par plus d'un naufrage. Dans la conception de ces plans qui dévoraient l'espace et qui supprimaient le temps, l'on n'avait pas fait la part des circonstances perturbatrices; aussi les causes de retard et de mécompte sont-elles partout.

En Angleterre, la spéculation a fait, pendant l'année 1853, des folies qu'elle expie en 1854. L'or de l'Australie, cet or qui effrayait quelques imaginations, est venu fort à propos au secours des embarras monétaires. Néanmoins le loyer des capitaux, par une dernière conséquence de la crise, y est encore assez élevé : la banque d'Angleterre tient le taux de l'escompte à 5 pour 100. Il est naturel que les peuples qui jouissent du *self government* ne s'instruisent qu'à l'école de leurs propres fautes; mais chez nous et après la transformation qu'a subie le pouvoir, s'il prend l'initiative en toutes choses, on attend de lui qu'il ne laisse ni exagérer ni s'égarer l'action. Aussi, quand je vois M. le ministre des travaux publics, dans un rapport adressé à l'empereur, se féliciter de ce que l'exécution des 2,154 kilomètres de chemins de fer concédés par l'état en 1853 ne coûtera qu'un sacrifice de 39,300,000 fr., je ne puis m'empêcher de penser qu'il aurait rendu à l'état un plus grand service et qu'il aurait acquis une gloire plus réelle, si, prévoyant, comme il lui appartenait de le faire, la guerre qui s'amassait en Orient, il avait ajourné ou refusé la moitié de ces concessions.

Les dépenses des départemens et des villes sont une autre charge pour les finances, qu'il devient urgent de contenir dans des limites plus raisonnables. Les centimes départementaux et communaux, qui s'élevaient à 58 millions en 1830, à 114 millions en 1846 et à 132 millions en 1851, figurent au budget de cette année pour 140 millions. Ces dépenses, qui s'accroissent beaucoup plus vite que celles de l'état lui-même, absorbent déjà le tiers du produit des contributions directes; c'est une somme presque égale au principal de la contribution foncière. Les autorités locales entrent ainsi, au-delà de ce que semble tolérer l'intérêt bien entendu des contribuables, en partage de la souveraineté qui appartient à l'état en matière d'impôt. Encore devrait-on ajouter à ce budget de 140 millions, pour donner une idée exacte des dépenses, les 80 et quelques millions que les villes retirent des octrois et le produit des emprunts contractés soit par les

départemens, soit par les administrations municipales. L'ensemble ne s'élève pas à moins de 275 à 300 millions par année.

La situation ne comporte plus évidemment de tels sacrifices. La disette ne frappe plus à notre porte, et il ne s'agit plus de trouver un emploi profitable ou non pour les bras inoccupés. Les seuls travaux qu'il convienne d'encourager fortement aujourd'hui sont les travaux agricoles. De ce côté nous avons un long arriéré à solder, de ce côté apparaît désormais l'avenir de la richesse; par-là nous augmenterons réellement le bien-être en améliorant les mœurs. Pour les travaux d'embellissement, nous avons du temps de reste. Les villes comme les particuliers ne doivent les entreprendre que lorsque leurs caisses regorgent d'argent, et lorsque leurs économies ne peuvent pas recevoir une meilleure destination.

Parmi les villes qui entreprennent de grands travaux et qui se livrent à de vastes opérations de crédit, Paris figure en première ligne. En le rappelant ici, je n'entends pas exprimer un blâme. Il m'appartiendrait moins qu'à tout autre de m'ériger en censeur d'une tendance d'ailleurs généreuse, après avoir eu l'honneur de proposer à l'assemblée législative, au nom du gouvernement, les lois qui ont décidé et rendu possible l'exécution des halles centrales et de la rue de Rivoli. L'intérêt de la paix publique autant que celui de la salubrité commandait de faire une large trouée à travers le quartier des barricades. L'air et la lumière y pénètrent aujourd'hui; j'aurais mauvaise grâce à me plaindre de ce que la combinaison de 1851 a du succès et détermine de nouvelles entreprises. Mais n'a-t-on pas embrassé trop de projets à la fois? Les finances de la ville, si florissantes qu'on les suppose, ne vont-elles pas être excédées?

Le revenu municipal est en progrès: en 1853, il a dépassé 55 millions; l'emprunt de 50 millions ne doit pas avoir été dépensé sans réserve, puisque l'on tient encore en projet la construction des halles centrales. Cependant ces ressources ne défraieront pas longtemps des budgets de 90 millions, comme celui que M. le préfet de la Seine a présenté pour 1854. Un nouvel emprunt sera bientôt nécessaire. Remarquez que l'on porte le marteau de la démolition partout à la fois. Des quartiers sont rasés entièrement comme dans une ville prise d'assaut. Nous avons passé l'hiver et le printemps au milieu des décombres: la circulation sur la voie publique était interceptée à chaque pas. Il s'agit évidemment désormais non pas d'assainir, non pas d'embellir, mais de transformer la capitale. Les abords du Louvre et des Tuileries, le bois de Boulogne et sa nouvelle chaussée, le boulevard de Strasbourg prolongé jusqu'à la Seine, le boulevard Malesherbes, la rue des Écoles, et bien d'autres créations dont l'énumération me conduirait trop loin, condamnent assurément la ville

de Paris, pour première échéance, à quelque nouvel emprunt de 40 à 50 millions. N'oublions pas que son crédit est aujourd'hui chargé de 24 millions, empruntés au moyen des bons de la caisse de la boulangerie et qui constituent provisoirement une dette flottante.

Si l'on envisage par le côté politique cette accumulation d'entreprises, on ne peut se défendre de certaines appréhensions. Un premier résultat, qui n'est pas le plus grave à nos yeux, sera la perturbation des fortunes. A force de démolir coup sur coup, et en rasant plus de deux mille maisons, on a commencé par provoquer un renchérissement des loyers, factice assurément, temporaire si l'on veut, mais qui désole et met hors de leurs calculs toutes les familles placées dans les régions moyennes de la société. Plus tard, quand les constructions et les reconstructions, qui s'élèvent avec une grande rapidité, auront comblé les vides et créé trois ou quatre nouvelles villes dans Paris, les locataires ne se multiplieront pas aussi promptement pour les habiter, et le prix des loyers baissant peut-être de la même quantité qu'il avait haussé, les propriétaires et les spéculateurs qui auront construit à grands frais se trouveront à moitié ruinés. L'énorme capital que vont représenter les bâtimens et les terrains dans Paris sera frappé d'une dépréciation qui paraît inévitable.

Mais je redoute davantage, je l'avoue, l'agglomération extraordinaire d'ouvriers qu'entraînent des travaux exécutés sur une aussi grande échelle et pendant une suite d'années. Tous ces hommes que des salaires élevés attirent du fond des départemens, après avoir goûté pendant plusieurs années des habitudes parisiennes, se détachent de leur domicile d'origine, et finissent par grossir, même quand les travaux viennent à se ralentir, la population des faubourgs. Leurs mœurs se corrompent dans les cabarets, et leurs opinions dans les sociétés secrètes. Là on les forme aux agitations politiques, et ils deviennent la milice des révolutions. L'armée d'ouvriers qui concourut à édifier les fortifications de Paris avait apporté à la population de la capitale des recrues qui contribuèrent avec un bien autre zèle à la révolution de 1848. Il n'est jamais bon, il n'est jamais sûr d'accumuler sur un seul point du pays des réunions d'hommes qui, après avoir fourni des moyens de travail, pourront, avec la même facilité, fournir des élémens de désordre.

En résumé, la situation des villes et des compagnies industrielles en France est la même que celle de l'état : des finances qui présentent de grandes ressources, mais qui se trouvent fortement engagées. On ne donne pas aux économies de la nation le temps de se former; on les escompte. Ces épargnes du travail, ce trésor composé de parcelles, brillent d'une splendeur qui attire la convoitise; tout le monde les couche en joue. Par l'impôt et par l'emprunt, l'état, les départe-

mens, les villes et les compagnies, se les disputent. Si la récolte de ces fruits réservés promet d'atteindre à 500 millions, on entreprend pour un milliard.

Avant la guerre, les esprits prévoyans n'étaient pas sans inquiétudes déjà sur le crédit public, mené ainsi au train de course. La guerre est venue, qui a donné un premier avertissement; n'attendons pas le second. Il serait triste, avec tant d'élémens de force et de prospérité, quand la nation ne manque pas d'ardeur, que le gouvernement manquât de ressources. Cessons de prendre la fortune publique pour une quantité sans fin. Ajournons les entreprises nouvelles, fussent-elles déjà proclamées à son de trompe. Modérons l'essor de toutes celles qui sont en voie d'exécution. Si l'on veut que l'état trouve chaque année, pour mener la guerre avec énergie, une ressource extraordinaire de 300 millions, il faut lui laisser le champ libre. L'industrie, assise au banquet du crédit, y avait pris double place; tant que le canon grondera, elle fera bien de se contenter des miettes du festin.

Nous avons passé en revue les finances de la Russie, celles de l'Angleterre et celles de la France. Nous avons entrepris cet exposé sans passion, ni parti pris, bien convaincu que ce que nous avions à cœur de démêler, la vérité des situations respectives, était ce qu'il importait le plus au public de savoir. On ne trompe que ceux que l'on a intérêt à éclairer, quand on dissimule sciemment les forces de ses adversaires. Nous pensons avoir fait une peinture fidèle, autant que le permettent les documens officiels, qui sont rares, incomplets et obscurs dans l'empire russe, et dans lesquels le régime actuel en France ne se pique pas de prodiguer la clarté.

Il résulte, de cette comparaison entre les ressources des puissances belligérantes, que la Russie en est aux expédiens dès la première campagne, ce qui ne paraît pas laisser une grande marge à son obstination; que la France a d'immenses richesses, que l'on n'a pas assez ménagées, et qui ne lui permettront qu'au moyen d'une direction plus économe de soutenir les efforts qu'elle fait en ce moment; que l'Angleterre seule peut sans effort comme sans retard, à toute heure et tant qu'il le faudra, se procurer les trésors que la guerre, ce grand consommateur d'argent, exige.

Voilà le spectacle, à notre avis très intéressant et fort instructif, que la guerre d'Orient a donné aux peuples. Quelle conclusion l'opinion publique de l'Europe va-t-elle en tirer? Tout le monde pensera, nous n'en doutons pas, que la Russie n'a jamais mesuré son ambition à ses forces réelles, et qu'elle n'a de son côté, dans la lutte, ni la puissance ni le droit; peut-être même en viendra-t-on à considérer

la faiblesse relative de la Russie comme la meilleure garantie d'une paix prochaine; mais ce n'est pas là, si je puis m'exprimer ainsi, toute la moralité de la pièce : elle a sans contredit une portée plus haute. Ce qui se passe n'est rien moins que la démonstration, incrustée cette fois dans les faits, des avantages du gouvernement constitutionnel et des inconvéniens du pouvoir absolu. C'est l'empereur Nicolas qui s'est chargé de donner cette leçon au monde.

On a souvent discuté, au point de vue spéculatif, la valeur des diverses formes de gouvernement. Les voilà mises à la plus rude et à la plus décisive des épreuves. Quelle est celle qui, dans les temps difficiles, donne la plus grande somme de forces à une nation et à son gouvernement en face de l'ennemi extérieur? Évidemment ce n'est pas le despotisme. Voici le pouvoir le plus absolu qui fut jamais, environné de la double autorité du ciel et de la terre, pape et roi, disposant sans contrôle et sans bornes de la vie ainsi que de la fortune de ses sujets, ne se contentant pas de l'obéissance et commandant l'adhésion. Il traîne tout cela au combat comme autant de forces, et il est trouvé trop faible dès le premier choc.

C'est qu'il n'y a pas de gouvernement plus vulnérable que le despotisme. Son tempérament rend les fautes inévitables; son caractère ne lui permet pas de les avouer ni de les réparer. Toutes les forces dont il dispose, on peut les détacher de lui; qu'il éprouve un revers, et la désertion va bientôt convertir cet échec en déroute. Quant aux forces dont il ne dispose pas, ce sont celles que rien ne remplace, l'opinion et le crédit. Le despotisme ne peut pas appeler l'opinion à son secours, l'opinion qui commande pourtant les sacrifices, l'opinion qui fait jaillir les écus et les hommes du sol, l'opinion qui gagne les batailles, car l'opinion est son ennemi. Les sources du crédit se ferment devant lui dès que le besoin le presse. Quelle sûreté en effet peut-il offrir aux prêteurs? Y a-t-il une autre loi que sa volonté dans l'empire? Si le despote est de bonne foi, il tiendra ses engagemens; s'il a moins de scrupules que de caprices, qui le rappellera au respect des contrats? Les gouvernemens sans contrôle deviennent tôt ou tard des gouvernemens sans frein. Le crédit public naît des institutions; il ne s'attache pas aux personnes.

Dans les termes de comparaison que cette guerre met sous nos yeux, à mesure que l'on s'éloigne du pouvoir absolu, on voit grandir la force et la richesse des gouvernemens. La Russie est au bas de cette échelle, et, je regrette pour mon pays d'avoir à en faire l'aveu, l'Angleterre est incontestablement au sommet.

LÉON FAUCHER.

Saint-Sauveur, 16 août 1854.

UN

POÈTE BOURGEOIS

AU QUINZIÈME SIÈCLE

I.

LA JEUNESSE DE GUILLAUME COQUILLART.

En l'année 1490, Mgr Philippe de Croï, gouverneur de Reims, se trouvant forcé de quitter précipitamment la ville, écrivait une lettre d'excuses à la commune : cette lettre ne contenait que trois noms, elle était adressée au lieutenant du bailly de Vermandois, au lieutenant des habitans, et à Guillaume Coquillart. Le lieutenant du bailly de Vermandois, Philippe de Bezannes, était le représentant du pouvoir législatif et administratif de la royauté; le lieutenant des habitans était, à cette époque, le dépositaire de la puissance communale. Quel était donc ce troisième personnage, quel était cet habitant de Reims sans titre, sans désignation honorifique, dont le nom figurait sur une lettre d'excuses écrite par le mandataire suprême du roi en l'élection de Reims, par le descendant de cette fière et puissante race des Croï, qui avait balancé à la cour du duc Philippe de Bourgogne l'influence du propre fils de Philippe, Charles, plus tard le Téméraire? Nous interrogerons la vie, les concitoyens et les contemporains de ce bourgeois, nous verrons ce qu'ils nous répondront. Pour nous, à première vue, à cette distance d'où nous le regardons, Guillaume Coquillart est tout simplement le poète le plus cynique du XVe siècle. Il nous a toujours semblé qu'il y avait la révélation d'une singulière époque dans cette nécessité qui avait fait de Mgr Philippe de Croï, représentant du roi de France, le respectueux correspondant de Guillaume Coquillart, poète cynique, et nous avons reconnu en effet que nulle biographie n'est plus féconde en enseignemens que celle-là. Dans l'histoire, dans

la chronique, dans la littérature, en quelque sens qu'on le regarde, le poète de Reims a cette bonne fortune d'occuper toujours une position exceptionnelle et instructive, élevée et naturelle en même temps.

Si nous regardons sa position dans l'histoire, nous trouvons qu'il arrive en un siècle étrange, plein de mystères, de drame et d'agitations, ayant un caractère propre et présentant pourtant avec le nôtre les plus singulières ressemblances. Le côté le plus original de ce siècle, c'est la puissance de la bourgeoisie, se montrant dans un double mouvement : énergie et lutte pendant l'affaiblissement de la royauté, jouissance et repos quand cette royauté est solidement reconstituée. Cette puissance atteint son entier développement et ce double mouvement laisse voir ses plus minutieux rouages dans une de ces bonnes villes municipales qui subissent l'entraînement général du siècle et de la nation, tout en conservant leur mouvement de rotation particulière. Et Coquillart naît dans celle de ces villes où la vie municipale est le plus fortement et le plus complétement organisée, dans celle qui a conservé, distincts encore et debout, quoique inclinant vers des destinées différentes, les trois puissances du moyen âge, la royauté, la féodalité, la bourgeoisie. Il naît dans la moyenne bourgeoisie, parcourt tous les degrés qui constituent la hiérarchie de la cité, atteint la plus haute position de l'aristocratie bourgeoise, et le simple développement de sa vie le met en contact avec chacun des trois pouvoirs dont nous venons de parler. Il vient au monde au moment le plus difficile de la première période, la lutte, et il meurt au moment où la période du repos dans la puissance est à son déclin, résumant ainsi en lui l'histoire politique, anecdotique de la bourgeoisie et du siècle.

Si de l'histoire simplement politique nous nous élevons à l'histoire des mœurs et des idées, nul encore mieux que Coquillart ne nous fera comprendre le curieux spectacle de transformation qui s'opère au XVe siècle dans les mœurs générales et dans les idées de la classe où cette transformation se produit le plus laborieusement. Il a, pour ainsi dire, son berceau dans le moyen âge, sa tombe dans la renaissance; sa jeunesse s'est écoulée sous l'abri des vieilles mœurs; les vieilles traditions, qui dorment toujours au foyer paternel, l'ont accompagné jusqu'au seuil de l'âge mûr; là elles ont rencontré les nouveaux usages, et dans sa vieillesse, il a constaté la victoire des temps modernes. Il nous montre les curieuses tournures, les gestes bizarres, les postures grotesques, les habits extravagans qui distinguaient le monde moderne en sa première fleur, et sa biographie nous aide à retrouver les causes de la défaite de l'ancien âge.

Mais c'est au point de vue littéraire que cette biographie est le plus instructive. La bourgeoisie possède en ce temps tous les attributs de la souveraineté sociale, et, comme le fait aux différentes époques de l'histoire chacune des classes à qui Dieu accorde tour à tour le gouvernement d'une nation, c'est elle qui forme à sa ressemblance tout le XVe siècle, les idées comme les individus. Elle prend la direction de la littérature, transforme les formules d'art, met en honneur des instincts, des qualités littéraires qui sont en rapport avec ses propres instincts et ses qualités caractéristiques; elle crée ainsi une école littéraire bourgeoise, et c'est entre les mains des littérateurs de la bourgeoisie qu'elle remet l'amusement et l'éducation du siècle. Seulement la plupart de

ceux-ci subissent en même temps d'autres influences, leurs instincts primitifs sont altérés, et à côté de la partie originale de leur littérature viennent se placer les germes et les conséquences de méthodes étrangères, souvent ennemies. Un seul obéit fidèlement et complétement au génie de la bourgeoisie, et celui-là, c'est Coquillart. L'indépendance de cette bourgeoisie n'est réelle qu'à cette époque: Coquillart n'a donc pas d'ancêtres. Cette indépendance finit avec le siècle : Coquillart n'a point de disciples. Sa littérature est unique dans notre histoire, et on ne rencontre pas un autre style comme le sien, vif, alerte, riche en couleur et en cette sorte particulière de couleur qu'il a inventée. Pourtant ce poète sans ancêtres continue et résume une tradition déjà vieille, celle des trouvères, et ce poète sans disciples semble le maître de quelques-uns de nos plus originaux esprits, comme Rabelais et La Fontaine. De plus il arrive à une époque où cette lutte, que nous avons signalée dans les mœurs, se produit, et avec bien plus d'énergie encore, dans la littérature. Il se trouve dans une atmosphère analogue à celle où s'était formé le génie des vieux poètes, il prend donc résolument le parti des anciennes traditions poétiques contre les méthodes qui préparent la renaissance; il obéit aux instincts de la littérature du moyen âge et nous en montre les qualités, mais modifiées par les tendances particulières du XVe siècle et *originalisées*, si je puis dire, par son propre génie. En dehors en effet de toute considération historique, c'est un esprit rare, un poète exceptionnel, et qui par cela seul mérite une étude approfondie, une haute place parmi nos écrivains.

Je l'avoue pourtant, son grand mérite à mes yeux, c'est d'avoir été semblable à son siècle. Il a surtout cet intérêt historique et cette grande qualité de nous enseigner ce qu'était alors la bourgeoisie française. Par malheur c'est à peine s'il parle de lui, et c'est seulement dans les diverses chroniques, les registres, actes et archives de la commune de Reims qu'on peut trouver les renseignemens nécessaires pour reconstituer à peu près sa vie. De même c'est seulement dans l'histoire politique et littéraire de son temps, dans l'étude approfondie de la cité rémoise, qu'on peut trouver l'explication de la singulière nature de son génie, la connaissance des origines de son étrange littérature et l'appréciation exacte de la grandeur de son talent. Sa biographie, telle que peuvent l'indiquer ces renseignemens, sera donc de plus la monographie de Reims au XVe siècle; elle sera aussi l'histoire politique, morale et littéraire de la bourgeoisie française à ce moment curieux et unique où elle développe en toute liberté ses instincts, ses tendances, ses qualités et ses défauts.

I. — VIE POLITIQUE DE LA BOURGEOISIE AU XVe SIÈCLE.

Il n'y a pas dans l'histoire de spectacle étrange et douloureux comme celui que les chroniqueurs bourgeois nous offrent de la France pendant la première partie du XVe siècle. Chacune de leurs pages est pleine de lamentations et de malédictions, et toutes les plaintes viennent se résumer en ce cri de douleur poussé par l'un d'entre eux : « Malheureuse terre, malheureuse et maudite celle qui n'a point de roi ! » C'était là en effet le grand mal de ce

siècle, et pour nous qui avons aussi l'expérience des maux de la patrie, pour nous que nul trouble et nul bouleversement ne devraient étonner, nous regardons pourtant avec une surprise douloureuse le curieux tableau que présente ce XVe siècle.

Un voyageur italien, un des disciples de Dante, Fazio degli Uberti, avait parcouru la France à cette époque, et il raconte dans son étrange poème, le *Dittamondo*, le spectacle qui l'avait effrayé. « Toute la contrée était brûlée, les larges routes s'étaient rétrécies en sentiers, les vergers étaient sans fruits, les champs sans blé. » Et les aventuriers qui s'en allaient dans les pays étrangers racontaient dans les veillées, à l'effroi de leurs auditeurs, qu'il n'y avait plus debout hors des villes une seule maison depuis la Picardie jusqu'en Allemagne, mais que les herbes et les bruyères poussant partout donnaient à chaque province l'aspect d'une immense forêt d'où les bêtes féroces sortaient pour attaquer les hommes. Et mieux valait-il dire dorénavant terre déserte que terre de France, car les trois glaives du Seigneur, Guerre, Peste et Famine, frappaient sans relâche sur la malheureuse nation. Ainsi les chroniques de France remplaçaient, dans les causeries du soir chez les peuples voisins, les histoires effrayantes des fantômes et des monstrueuses merveilles. Nous retrouverons jusqu'à la fin du siècle, — dans la conduite de la bourgeoisie, de même que dans le génie de son interprète, Coquillart, — la conséquence nécessaire non-seulement de ces misères matérielles, mais surtout des misères morales, qui présentent un tableau plus étrange et plus sombre encore.

C'est là en effet le côté caractéristique du XVe siècle, la perturbation du sens moral, le doute partout, l'aveuglement de toutes les consciences, les plus pures comme les plus élevées, l'hésitation chez les plus savans, la mutabilité chez les plus sincèrement convaincus. Et ce n'était pas cette sorte de doute qui est produit par l'orgueil de l'homme se dressant contre la foi et contre Dieu au milieu de la prospérité et du loisir; non, c'était le doute de la conscience sincère qui cherche humblement et avec foi, et qui ne trouve partout qu'idées fléchissantes, que choses corrompues, honteuses et abattues. C'est ainsi que la Providence préludait à cette grande révolution qui devait finir par la destruction du moyen âge, et elle y travaillait en enveloppant d'un voile de honte et de faiblesse les objets des plus vieux respects, les traditions jusque-là les plus fortes, les plus saintes et les plus fécondes.

Au milieu de toutes ces ruines, il y avait çà et là sur le sol de la France quelques points debout encore où une apparence de société régulière et une possibilité de vie s'étaient conservées. C'étaient les *bonnes villes*, comme on les appelait, celles à qui une organisation municipale fortement constituée avait donné une vie propre, presque indépendante, et qui, protégées par de solides murailles, par l'habileté politique de la commune, avaient pu se garantir des ennemis, mais surtout des protecteurs. Elles étaient bien, elles aussi, entraînées dans cet orbite de douleurs que décrivait la patrie, mais elles conservaient leur mouvement propre, qui n'était du reste ni sans convulsions ni sans menaces de ruine prochaine.

Lorsque Guillaume Coquillart vint au monde, vers l'année 1421, Reims était de toutes ces cités celle qui présentait le plus complet tableau de la vie

communale pendant ces troubles. Elle était devenue, comme la plupart des autres bonnes villes, une sorte de république municipale, tenant aux cités voisines, à la capitale et aux divers gouvernemens qui s'y succédaient, par les liens d'une fédération presque entièrement organisée. Le conseil de la ville, entre les mains duquel était à peu près remis le gouvernement de la commune, était dirigé indirectement par l'aristocratie bourgeoise, et à cette époque il n'eût pu choisir un meilleur guide. Celle-ci était restée dépositaire des traditions de la diplomatie communale, qui s'était développée au milieu des troubles du pays et qui nous offre un des plus curieux côtés de la vie de la France à cette époque. Cette diplomatie *sui generis*, portant le double cachet de la bourgeoisie et du moyen âge, agissait avec une bonhomie apparente, mais avec une flexibilité, une minutie et une patience irrésistibles. Aiguisée par de longues années de luttes contre la force féodale, raffinée encore par le caractère respectable et respecté qu'avait à Reims la féodalité représentée en grande partie par l'archevêque et les abbés des trois abbayes (1), elle montrait dans cette ville, au commencement du XVe siècle, les allures d'un procureur, mais d'un procureur consciencieux, respectueux et convaincu, c'est-à-dire à peu près invincible. Procédant avec la modération du bon droit, sans cesse aux aguets, profitant de toutes les circonstances heureuses avec la cauteleuse malice du paysan et l'hypocrite verbosité du marchand, elle ne reculait jamais. Elle posait prudemment pierre sur pierre, ne s'aventurait à une tentative hardie que quand les circonstances et les manœuvres souterraines avaient rendu le succès certain. Cependant elle avait aussi ses préjugés et ses faiblesses, et souvent quelque élan imprévu, folle imagination, instinct généreux ou entêtement invincible du populaire qu'elle gouvernait, venait bouleverser tout ce que la plus habile tactique avait préparé. Aussi, outre les leçons que lui donnaient ces traditions et cette diplomatie, le conseil de ville avait, pour se conduire, une sorte de politique d'instinct qui lui était particulièrement nécessaire en ce siècle, où toute règle se trouvait détruite, tout droit mis en question, où tout événement se présentait avec une face équivoque, à l'improviste et sous une formule menaçante. Cet instinct, né du mélange des divers élémens qui composaient le conseil, avait emprunté à chacun son côté caractéristique : les *échevins* et les *praticiens*, gens de loi, y avaient apporté l'adresse politique et la ruse; les *nobles*,

(1) L'archevêché de Reims resta jusqu'à la révolution la première des six pairies ecclésiastiques de France, et pendant tout le moyen âge le pouvoir féodal demeura aux mains du clergé. Dans la cité rémoise proprement dite, ce pouvoir appartint directement à l'archevêque; mais dans les bourgs voisins, qui se réunirent à la cité pour former la commune rémoise, les droits de la puissance féodale furent exercés par le chapitre, seigneur suzerain du bourg de Vesle, et par les abbés de Saint-Remy, de Saint-Nicaise et de Saint-Denys. La première de ces abbayes possédait le bourg Saint-Remy, la deuxième était haute justicière du ban Saint-Sixte, la troisième exerçait sur le bourg Saint-Denys les droits de basse et moyenne justice. L'échevinage et le conseil de ville représentaient, mais à des titres divers, la bourgeoisie. Dans leur définition la plus simple, et dans le principe, ils étaient les délégués des corporations de la ville, les défenseurs des libertés et priviléges de ces corporations contre les empiétemens de la féodalité. Plus tard, l'échevinage et la féodalité eurent leurs entrées, leur part d'influence dans le conseil de ville.

un peu de cette fierté guerrière qui sert de répondant à l'habileté; les *marchands*, le sens pratique des choses de la vie; le *clergé* et les *gens des métiers*, cette simplicité droite et cet amour spontané de la justice qui empêchent la diplomatie de descendre jusqu'à la maladresse de la duplicité.

Cette politique avait en résumé deux ennemis, le *populaire* et les gens d'*armes*, et deux préoccupations : garder ses privilèges et se réserver l'avenir. Elle s'efforçait d'esquiver d'une part cette *domination des brutes*, la dictature militaire, qui est le dernier mot de la guerre civile, — d'autre part, le règne de cette *canaille sanglante*, comme on disait alors, qui est la loi et la punition dernière des mouvemens populaires. Cette populace, qui régnait alors à Paris, avait à Reims bien des alliances et des élémens semblables à elle. C'était le bon temps pour les gens de *noises* et de *brigues*; les petites corporations, les associations des métiers moins riches, moins productifs, partant plus populaires, commençaient à séparer leurs vœux et leurs tendances du gouvernement des hauts bourgeois, aristocratie devenue presque héréditaire, quoique procédant de l'élection. Aussi, quoique le conseil décrétât souvent : « écrire à ceux de Paris que la ville est fidèle, et de ce ne fassent aucun doute, » pourtant il se gardait bien de suivre leurs exemples. Il se contentait d'amuser le populaire en le réunissant souvent dans la cathédrale, en la grande chapelle des fonts-baptismaux, pour lui communiquer les nouvelles qui n'étaient un secret pour personne, pour lui demander son avis lorsqu'on le connaissait d'avance et dans les choses où il était indifférent d'agir en un sens ou en l'autre; puis, dans les momens difficiles, il cédait en paroles ce qu'il reprenait en dessous. Le populaire restait donc en réalité sous la domination de la bourgeoisie; mais celle-ci avait plus à faire contre les gens d'armes. C'était à grand'peine qu'elle pouvait rester maîtresse de son avenir, c'est-à-dire libre de disposer d'elle aux meilleures conditions, libre de se donner à celui des partis qui l'emporterait bien définitivement et qui conviendrait à ses instincts ainsi qu'à ses intérêts. Elle ne cédait qu'aux nécessités évidemment inévitables, et ne se livrait tout entière à personne.

La bourgeoisie avait cependant à lutter contre une politique aussi adroite que la sienne et de même famille, la politique du duc de Bourgogne, en qui elle voulait bien voir un ami et un protecteur, mais un ami discret et un protecteur éloigné. Elle s'était jetée, il est vrai, dans son parti avec enthousiasme, mais c'était dans cette circonstance qu'on avait vu se développer curieusement et logiquement tous les ressorts de sa politique. Les gens de Reims savaient bien que les Bourguignons n'étaient pas plus compatissans ni chargés de moins de crimes que les Armagnacs. Ils savaient bien aussi que partout où l'influence bourguignonne s'était établie, elle avait jeté les villes dans la plus profonde terreur. Ils savaient tout cela; tout cela courait dans les conversations de la cité : pourtant ils avaient pris avec grand enthousiasme la croix de Saint-André, en criant *vive Bourgogne*. Il y avait alors en effet répulsion générale, dans tout le nord, contre les croix blanches que portaient sur leurs étendards bleus à fleurs de lys d'or les Armagnacs partisans du Dauphin, et cette répulsion provenait surtout d'un mouvement d'antipathie instinctive. Les Armagnacs, gens du midi, paraissaient prendre leur revanche de la guerre des Albigeois. Ils ne pouvaient pas

être plus cruels que les autres, mais il y avait dans leur cruauté quelque chose de particulièrement haineux : ils combattaient comme poussés par la vengeance contre une race étrangère et ennemie. Les Bourguignons, eux, étaient gens du nord. De plus leur chef paraissait moins un seigneur féodal que le protecteur d'une confédération des villes marchandes de Flandre et d'Artois. Il venait de faire avec les propres villes de ses domaines des espèces de traités, comme si elles eussent été villes libres. Il leur promettait mille privilèges commerciaux. Du reste il se montrait complétement docile aux observations que les grosses cités de Flandre lui faisaient, assez brutalement parfois, sur sa conduite politique. Enfin il paraissait mettre tous ses soins à desserrer le lien féodal au profit de l'indépendance communale. Sa chancellerie elle-même, les lettres qu'il écrivait, avaient cette bonne et empesée tournure de bourgeoisie importante et parvenue. C'était vraiment le chef qui convenait à la vanité comme aux intérêts de la commune rémoise, et le duc de Bourgogne avait admirablement exploité, — en même temps que cette vanité, — les préjugés, les aveugles crédulités de la petite bourgeoisie et du populaire.

En somme, Philippe avait conquis cette position que son père avait tant ambitionnée et dont son aïeul avait si hardiment jeté les fondemens; il était parvenu à ce but qui paraît avoir été l'objet de la politique équivoque et mystérieuse de la maison de Bourgogne : il allait pouvoir monter au trône avec l'aide de la bourgeoisie. Les esprits sages de ce temps devaient en effet prévoir que telle serait, d'après la logique des choses humaines, la fin des troubles : la France brisée en deux, le midi restant au roi d'Angleterre après une lutte infinie, et le nord sagement gouverné par un roi bourgeois, Philippe de Bourgogne, qui ne serait guère que le protecteur d'une foule de petites républiques municipales retenues par un lien de fédération. On ne pouvait en effet compter sur le miracle par lequel Dieu allait sauver l'intégrité de la France et la monarchie. Il faut reconnaître du reste que ce duc était de toute sa race le moins capable de mener à fin les projets d'une si haute ambition. C'était un homme faible et irrésolu, plus amoureux de la pompe et de l'apparence de l'autorité que de l'autorité elle-même. Aussi s'amusa-t-il aux fêtes et réceptions, aux noëls du populaire, aux conseils donnés à la bourgeoisie, plutôt qu'il ne pensa résolument à prendre la couronne, malgré ses propres velléités, les conseils des seigneurs wallons et les traditions de sa famille. C'était bien, après tout, ce mélange de qualités et de défauts qui le rendait si agréable aux bourgeois, et particulièrement aux bourgeois de Reims. Ses manières courtoises et débonnaires flattaient leurs vanités, sa faiblesse n'arrêtait pas leurs empiètemens et leur permettait de continuer ce mouvement vers l'indépendance absolue qu'ils avaient commencé depuis les troubles. La guerre les avait laissés seuls dans la ville; la féodalité, qui en était sortie pour se battre en pleine campagne, tendait à devenir ce qu'est en effet devenue la noblesse française, une force purement militaire sans influence politique ou civile. Eux au contraire avaient fait de leur ville une sorte de république, avons-nous dit, ayant son gouvernement propre, sa volonté particulière et une centralisation complète. Chaque chef de parti, pour les attirer à soi, leur écrivait avec toutes sortes de gracieusetés et de promesses. Et la cité ré-

moise avait tellement profité de sa position, qu'elle tenait des ambassadeurs auprès du roi, et qu'elle avait formé à Laon une convention où chaque ville de Champagne et de Vermandois envoyait des députés, et où elle-même jouait le rôle le plus important.

Néanmoins elle allait bientôt apprendre que la monarchie une et forte pouvait seule sauver la France de la domination étrangère, et que le gouvernement des Bourguignons n'était que la préface du gouvernement des Anglais. Un beau jour, en effet, Reims se trouva ville anglaise; la vanité bourgeoise et la crédulité populaire l'avaient conduite à cette extrémité, qu'elle avait repoussée jusque-là si vigoureusement et au prix de tant de sang. Il y eut alors dans la cité un moment de grand trouble. Les familles qui portaient les fleurs de lys dans leur cœur, selon l'expression d'alors, ces partisans des Armagnacs, qu'on avait tant persécutés quelques années auparavant, se trouvaient vengés par la honte de leurs ennemis. Ils rappelaient ce que Reims avait été avant le triomphe des Anglais. — Elle avait toujours été fidèle, la vieille ville du sacre, disaient-ils. C'était dans ses murs qu'on avait toujours trouvé les meilleurs soldats contre l'Anglais. A la dernière douloureuse bataille, à Azincourt, le grand bailly de Vermandois les avait menés avec les autres communes de son bailliage, et tous y étaient restés étendus auprès de leur chef, plus braves et plus loyaux que bien des seigneurs de France. Plus loin encore, quand le roi Jean avait été pris après la bataille de Poitiers, plus de soixante-dix ans en çà, nulle autre comme la bonne ville n'avait montré sa douleur; elle avait fait cesser tous les jeux, empêché danses, fêtes et festins; on eût dit, répétaient les vieillards, une ville excommuniée. — Il y avait de plus quelque chose de particulièrement désagréable au génie national dans ce roi Henri si complétement anglais et formaliste, tergiversant, négociant, attendant, se fortifiant toujours et ne s'emportant jamais, entourant ses armées de pieux aigus et préférant prendre les villes par la famine que par l'assaut. Du reste froid et brutal, c'était une sorte de prototype de puritain enthousiaste et dogmatique en même temps. Il paraissait avoir une tendance instinctive à vexer la vanité des clercs et de l'université de France. Il avait aussi des doctrines de guerre qui faisaient frissonner les marchands et laboureurs : « guerre sans feux, disait-il, ne vaut rien, non plus que andouilles sans moultarde. » Aussi déplaisait-il à la bourgeoisie de tous les degrés; mais il était grandement craint et à bon droit. C'était un profond politique, excepté en ceci, qu'il ne sut jamais dissimuler son orgueil ni son mépris de la nation vaincue. Sa diplomatie, qui ressemblait assez à celle de Louis XI, ne reculait devant rien : à la moindre apparence de mouvement populaire, il lançait ses archers sur le menu peuple, qui en avait une frayeur mortelle. Les gens de Paris avaient enfin trouvé un maître autrement terrible que les Armagnacs, contre lesquels ils s'étaient tant révoltés. Tout cela se disait dans la cité, mais à voix basse, car il ne fallait point trop murmurer contre le terrible *roi pendeur*. Le moment n'était pas encore venu; les préjugés contre les Armagnacs restaient dans toute leur force, la populace était par là bien disposée en faveur des Anglais. Les Rémois prêtèrent donc le serment qu'on leur demanda à tous, jusqu'aux porchers des abbayes et aux chambrières, et à son passage à Reims Henri V fut reçu avec enthousiasme de la part du peuple, avec une prudente courtoisie de la part de l'aristocratie municipale. Le

peuple admirait fort cet homme robuste, au front haut, aux lèvres fines, aux fières narines : il criait *noël* à ce teint brun, à ces moustaches noires, et il trouvait qu'il y avait dans ces yeux hardis quelque chose de riant, une apparence de bonhomie franche et joviale qui rachetait bien des crimes; mais les gros bourgeois étaient blessés de voir cette pompe, tous ces insolens seigneurs si richement parés de drap d'or, de joyaux et de pierres fines qu'on ne savait d'abord où une telle richesse pouvait avoir été prise, puis ils se rappelaient bientôt que c'étaient eux et la France qui avaient payé toutes ces merveilles. Ils disaient de lui, avec haine, que c'était le chef de l'orgueil du monde; mais toute la Champagne avait été remise aux Anglais, et les bourgeois de Reims devaient, pendant bien des années encore, subir le joug commun.

Ils tournèrent alors toute leur activité vers l'intérieur de la cité, et recommencèrent leur lutte habituelle contre messieurs du clergé, leurs vénérés seigneurs. C'était la querelle éternellement pendante, et au moindre mot de levée de deniers, de logemens de soldats ou de prise d'armes, on était sûr de voir les droits et usages féodaux, les exceptions et coutumes communales, entrer en champ-clos. Celles-ci, rendues ardentes et agressives par la vieillesse de leur ennemi, commençaient assez vigoureusement la guerre sous la conduite du sénat et du tribunat rémois, l'échevinage et le conseil; mais les représentans de la commune s'arrêtaient avant d'en venir aux dernières extrémités, pour ne pas révolter la piété du menu peuple. Ils redoutaient aussi l'excommunication, qui eût bouleversé la cité, brisé le respect de la hiérarchie et fourni aux mauvaises gens des métiers une occasion de se faire juges du différend en pillant impartialement les hôtels des échevins et le cloître des chanoines. Cette crainte du *commun peuple* et des *gens mécaniques* était en somme le grand frein de la diplomatie bourgeoise. Toutefois ce frein ne l'arrêtait pas toujours, et au fond le clergé cédait fréquemment; les temps étaient rudes, il craignait d'envenimer les haines, de perpétuer les discordes; puis la guerre se rapprochait, il fallait alors chercher, comme il disait, toute manière d'avoir paix, amour et bonne union ensemble.

Ces petits événemens que nous venons de retracer, ces petits conflits d'intérêts municipaux, mêlés souvent de tant d'angoisses et de troubles, tel fut le milieu dans lequel se passa l'enfance de Coquillart; ce furent ces exagérations fiévreuses de l'activité bourgeoise, cette vie toute portée aux choses extérieures et bruyantes de la cité qui lui donnèrent sa première éducation. Cette éducation par les événemens est incontestablement, dans les siècles agités et pour les natures impressionnables, celle à laquelle les biographes doivent accorder le plus d'attention. C'est elle en effet qui est l'éducation de l'instinct, elle qui forme ce qu'on appellera plus tard notre manière de voir. C'est elle aussi qui nous fournit les points de comparaison de nos jugemens, elle qui nous donne celles de nos idées sur lesquelles nous reviendrons le plus fréquemment, desquelles nous partirons comme point de départ pour former notre science, autour desquelles enfin nous viendrons rapporter toutes les observations et expériences que nous fournira l'avenir. Ce fut du moins le rôle que ces premiers événemens jouèrent dans l'intelligence du futur poète bourgeois. Du reste ils se prolongèrent pendant la première partie du siècle, et leurs conséquences dominent directement l'histoire de notre pays jusqu'aux guerres de religion : ils eurent donc le temps d'exercer toute

leur influence sur son esprit. Nous retrouverons plus tard les principales idées qu'ils lui fournirent; mais nous pouvons constater dès maintenant, — et des événemens analogues ont apporté à la littérature de notre siècle une direction semblable, — qu'ils développèrent en lui le *sens de la vue* en littérature, c'est-à-dire l'*observation matérielle* et l'*amour des images*.

Alors en effet c'était l'accident de chaque jour qui était l'école de la jeunesse, et c'était le bruit de la ville qui était le maître professeur. Que de fois l'enfant ne vit-il pas la guerre se rapprocher des murailles, toute la ville dans la terreur, tous les habitans dans les rues! Des escouades des gens des métiers s'en allaient, sous la conduite des connétables, couper les bois jusqu'à une demi-lieue, nettoyer les fossés, réparer les brèches. Tous les bestiaux rentraient en grand tumulte. Les portes de la ville se fermaient, nul ne pouvait plus sortir. Les dizainiers couraient dans toutes les maisons faire provisions de claies, de tonnelets pleins de terre pour garnir les murs. Puis c'était la montre des habillemens de guerre, la revue des arbalétriers et de tous les hoquetons. Le lieutenant, accompagné du clerc de la ville, allait en toute hâte visiter les tavernes et les quartiers habités par les mendians; on expulsait les étrangers, les truands les plus insoumis, les nouveau-venus parmi les varlets des métiers. Les chaînes étaient tendues partout en grand trouble et avec grand bruit. Les craintes du dedans, les défiances nécessaires venaient encore compliquer la situation. Le capitaine n'allait-il pas livrer la ville aux gens de guerre? les quarteniers étaient-ils fidèles, et les clefs remises en bonnes mains? On n'entendait parler que de villes assaillies, vendues, horriblement pillées. Ceux du menu peuple qui avaient été autrefois soupçonnés et punis relevaient la tête; ils s'en allaient criant par les tavernes que le moment était venu où ils allaient reprendre les armes qu'on leur avait enlevées, que le conseil était composé de traîtres, qu'il était temps de faire de tous ces gens-là des cardinaux à tête rouge. Alors sonnait la grosse cloche des convocations populaires. Mille ou douze cents personnes s'assemblaient place de l'Archevêché, pendant qu'en l'église des Cordeliers on réunissait deux cent cinquante des plus notables et des plus puissans pour les prier et induire à prêter l'argent nécessaire à la guerre. Parfois les assemblées étaient interrompues par un effroi soudain. Vite aux portes et aux murailles! celui-ci à la Porte-à-Vesle, pour garder le bourg avec Guillaume de Condé, celui-là à la Porte-Mars avec Benoît de Saint-Remy, ces autres à la Porte-Chacre avec Mgr d'Ogé, le chanoine; ceux-là, les plus faibles, avec Cauchonnet, sur la place du Marché pour recueillir les blessés (1).

Quand la guerre s'éloignait un peu, restaient toujours les pillards, les soldats en garnison dans les châteaux voisins. Tandis qu'on gardait les champs afin de protéger les travaux de la moisson, ces pillards s'avançaient parfois jusqu'à la prairie qui est devant la ville, pour enlever les troupeaux. La cloche de Saint-Symphorien appelait la commune aux armes; tous se précipitaient à la rescousse de leurs biens, mettaient en fuite les larrons, les poursuivaient avec toute sorte de mots insultans et d'injures piquantes : « Tourne,

(1) Nous n'avons pas besoin de dire que ces noms sont authentiques. Tels étaient en effet les postes que devaient occuper ces importans personnages, d'après une délibération du conseil de ville, 21 août 1426.

homme d'arme, tourne; » mais au milieu de leur victoire ils tombaient en une embuscade où l'on en faisait un carnage horrible, et il fallait une grande somme de deniers pour racheter ceux des plus importans qui avaient été épargnés. La commune alors se décidait à couper le mal dans sa racine, elle envoyait les plus courageux faire le siége des forteresses, Moymet, La Folie, Mareuil, Tours-sur-Marne et autres. Les bourgeois y allaient de bon cœur, escortant leur grosse bombarde, qui devait faire merveille. Ainsi faisait-elle, et bien souvent l'enfant vit revenir ces braves assiégeans escortant une grande masse de prisonniers qui s'avançaient la corde au cou, accouplés deux à deux, comme des chiens qu'ils étaient, pour avoir fait tant de maux au commerce de Reims. Ceux d'entre eux qui étaient gentilshommes tenaient leur épée nue en la main droite, par le milieu de la lame, la pointe contre leur poitrine, en signe de gens rendus à discrétion, et il fallait entendre les acclamations et les injures! D'autres fois on voyait arriver sur la place du Marché de grandes troupes d'hommes, de femmes et d'enfans, les uns blessés, d'autres mourans, presque tous sanglans et dépouillés, les femmes presque nues, traînant à grand'peine leurs petits enfans, les hommes portant quelques misérables restes de pauvre mobilier, les prêtres en tête, le chef nu, et la plupart n'ayant d'autres vêtemens que des lambeaux d'ornemens d'église. C'étaient les habitans fugitifs des villes et bourgs pillés et incendiés. Ils s'en venaient pleurant, avec leur misère présente, le bonheur passé, leurs enfans et leurs amis qu'ils avaient vu tuer, leurs filles restées aux mains des ennemis, et ils demeuraient au milieu de la ville indifférens à l'avenir comme des troupeaux de bêtes. Hélas! c'étaient là les spectacles que la fortune présentait le plus souvent à Coquillart enfant, car les maux s'étaient accrus avec les années. La peste et la famine étaient entrées dans la ville, et il n'y restait que 1,600 personnes taillables lorsqu'un rayon de cette foi qui sauve les âmes et les empires tomba sur Jeanne d'Arc.

Alors il se passa dans la cité tout un drame historique qui mit en relief les instincts des diverses classes, qui émut tous les intérêts, et donna un moment d'activité inoui à tous les rouages qui faisaient mouvoir la commune. La jeune fille, qui paraissait un personnage légendaire et qui parlait ainsi à tous les instincts du moyen âge, prenait toutes les imaginations par le merveilleux. L'enthousiasme combattait chez le populaire les préjugés enracinés contre les Armagnacs, et tantôt montait, tantôt descendait, selon les détails que donnaient sur la Pucelle les gens de l'un ou de l'autre parti. Les anxiétés du clergé, les querelles des théologiens sur la vérité de sa mission, les espérances réveillées, à grand'peine contenues, des familles dévouées au dauphin, les antipathies nationales ressuscitant, les insolences des Anglais se représentant à tous les esprits, ceux-ci entrevoyant pour la première fois avec rage et étonnement la probabilité de la défaite, et obligés d'abaisser leur orgueil jusqu'à la ruse, tout cela jetait dans la ville une animation inouie. Pendant ce temps, la diplomatie bourgeoise déployait ses plus profondes et ses plus alertes qualités, manœuvrant au milieu de cette effervescence, de ces haines, de cet enthousiasme, de manière à garder sa neutralité, à conserver son libre arbitre, et déblayant pourtant chacune des routes qui pouvaient l'amener promptement, c'est-à-dire avantageusement, entre les bras du vainqueur définitif. Elle entretenait les espérances de tous les

partis, mettait discrètement un pied dans chaque camp, et, avec toute prudence, avançait ou reculait à chaque victoire qui faisait pencher la balance tantôt vers les Anglais, tantôt vers le dauphin.

Enfin le vendredi 6 juillet 1429, Charles VII entra dans la ville pour y être sacré, et le spectacle qui frappa alors les yeux des Rémois peut nous expliquer encore un des côtés du talent de Coquillart. Reims, la ville des sacres, la ville aux fabriques de riches étoffes, elle qui, de génération en génération, avait vu passer devant ses yeux les plus brillans costumes de tous les siècles, Reims devait avoir légué à ses habitans l'amour de la splendeur extérieure, et c'est elle qui devait, entre toutes, représenter ce que j'appellerai le côté vivement coloré et brillamment habillé du moyen âge. Son poète est en effet celui de tous les écrivains de la vieille littérature qui prodigue les plus vives couleurs et les plus brillans vêtemens. Il n'oublia jamais ces grands et riches habillemens qui avaient défilé devant ses yeux à l'entrée du roi, ces chevaux couverts jusqu'aux pieds de draps de damas, de satin et de velours de toutes couleurs, brodés et semés d'ornemens d'argent, tous ces seigneurs parés d'écharpes d'or fin et portant des manteaux de velours garnis de pierres précieuses, brodés de houppes de fil d'or ou fourrés d'hermine et de martre zibeline. L'un d'eux ne portait-il pas même une épée ornée de tant de pierres précieuses, qu'elle valait 20,000 écus!

Ce luxe extravagant était la moralité que la première partie du siècle allait léguer à la seconde, moralité que Coquillart recueillera, et qui sera le résumé de ses poésies. Ce luxe était le résultat de la guerre civile, et c'est le résultat ordinaire : ne faut-il pas que les uns dépensent le butin, que les autres oublient, s'enivrent et jouissent?

II. — L'ÉDUCATION BOURGEOISE.

Les événemens que nous venons de rapporter, les anxiétés journalières, l'activité fiévreuse de la vie, produisent dans les siècles comme dans les individus deux résultats tout à fait distincts, l'abattement ou l'exaltation, la concentration obstinée en soi-même et le retour à Dieu, ou le mépris de la réflexion causé par la conscience de son inutilité et le besoin de la vie frivole. Sous de telles influences, les deux mobiles qui avaient jusque-là dirigé concurremment tout le moyen âge, et qui en expliquent toutes les contradictions, la rêverie et l'activité corporelle, avaient pris au XVe siècle un développement excessif. La rêverie était devenue le mysticisme, qui est son extrême, et c'était là,— c'est-à-dire dans leur exagération et dans leur délire,— que s'étaient réfugiés les sentimens de la vie intime, devenus impossibles dans leur action régulière. De son côté, l'activité physique s'était précipitée dans tous les excès de la vie sensuelle. La fantaisie littéraire n'avait donc à cultiver que ces deux extrêmes, la métaphysique ou l'obscénité. En effet, la bourgeoisie, qui prit en ce temps la direction de la littérature, maria ses propres qualités à ces deux tendances de son siècle, et elle créa ainsi deux écoles distinctes et fort curieuses dans leur exagération réciproque. L'une ne prêcha que la morale la plus pure et la plus convaincue, mais la prêcha lourdement et ennuyeusement; l'autre ne connut que la brutalité la plus hardie et la plus obscène, et cette brutalité, tantôt triste et plaintive comme l'abattement du

siècle, tantôt folle et joyeuse comme l'exaltation de l'époque, cette brutalité, c'est la source d'où sortent les deux plus originaux poètes de ce temps, Coquillart et Villon.

Coquillart naquit dans une de ces familles de la bourgeoisie qui étaient en chemin d'arriver sur le seuil de l'aristocratie municipale. Une ou deux générations de gens probes, économes, laborieux, l'avaient fait sortir de la classe des métiers; une ou deux générations de gens habiles et intelligens allaient la pousser au conseil de ville, au chapitre ou à l'échevinage. Arrivée là, cette famille pouvait attendre la sanction du temps et de l'hérédité, continuer pendant plusieurs générations l'exercice des charges publiques, et par là s'inscrire à son tour dans le *livre d'or* de la bourgeoisie rémoise. — Ce livre n'était guère tenu que par l'opinion publique, mais il avait pour preuves authentiques et pour documens ineffaçables chacun des combats que la commune avait livrés à la féodalité. — La famille devenue illustre restait alors à la tête de la cité, gouvernant les affaires, soit indirectement par la richesse, les conseils, l'influence, soit directement par l'élection, qui ne l'eût jamais oubliée. C'eût été en effet l'annonce de quelque grand malheur aux yeux du populaire, s'il n'avait pas trouvé à l'échevinage, à la commission des fortifications, au conseil, quelqu'un de ces *anciens*, Grammaire, La Barbe, Bezannes, Montfaucon et autres, dont on trouvait les noms à côté de ceux des archevêques dans l'histoire communale, et qui depuis si longtemps s'étaient toujours tant *travaillés* pour le profit de la bonne ville. Alors on eût dit dans la cité les *anciens Coquillart* comme on disait dans les chroniques de France les *anciens barons*, et ils fussent restés à la tête de quelqu'un des partis qui luttaient pour la direction politique ou administrative de la commune. Ou bien, s'ils préféraient décidément les étoffes de soie, de velours et les chaînes d'or aux draps de laine et aux bonnets fourrés, ils pouvaient chercher à couvrir leur grande bourgeoisie du manteau de petite noblesse, et saisir quelque occasion favorable, charges particulières, achat de terres nobles ou quelque exploit guerrier, pour entrer dans la classe nobiliaire. Toutefois il n'y avait guère que l'anoblissement par les charges qui fût désirable aux bourgeois de vieille race. Il était en effet la route naturelle, la seule qui permît de rester bourgeois tout en devenant noble, c'est-à-dire de conserver l'influence dans la cité. C'étaient là les divers degrés que parcourait la bourgeoisie pour monter quelquefois, comme la famille rémoise des Colbert, jusqu'à une illustration historique, mais le plus souvent jusqu'aux plus puissantes positions municipales. C'était là que devait parvenir la famille Coquillart; mais au moment où nous la prenons, dans la première moitié du XVe siècle, elle ne faisait qu'entrer dans la moyenne bourgeoisie.

Nous ne savons auquel de ses pieux ancêtres elle dut son nom (1), et nous avouons que malgré toutes nos recherches nous ne l'avons point rencontré avant 1438 dans aucun des actes de la ville. Peut-être après tout n'était-ce pas celui qu'elle avait porté jusque-là. Les nobles gardaient le nom de leurs aïeux parce qu'il était illustre; les bourgeois, bien qu'ils eussent aussi leur noblesse et s'occupassent beaucoup de ce qu'on appelle aujourd'hui *généalogie*, changeaient leur nom à chaque génération, suivant le caprice d'un so-

(1) *Coquillart* signifie porteur de coquilles, pèlerin.

briquet, la volonté du père ou du parrain, et ne le gardaient que quand il s'était fait célèbre. Quoi qu'il en soit, nous voyons apparaître pour la première fois le nom de Coquillart en 1438. A cette époque, maistre Guillaume Coquillart, conseiller de ville, reçoit 6 livres 12 sols parisis pour frais d'un voyage qu'il venait de faire à Nesle par-devers Guillaume de Flavy. Il avait été envoyé par le conseil, et il s'agissait de conclure avec ce capitaine pillard un traité dans lequel il s'engagerait à empêcher ses gens d'armes d'inquiéter dorénavant le commerce de Reims. Ce maistre Guillaume Coquillart, que nous devons regarder comme le père du poète, était, selon toute apparence, quelque avocat. Le titre de *maistre* ne se donnait en effet qu'aux gradés de l'Université et aux chefs des corporations, et c'étaient surtout les hommes de loi, gens experts et habiles, que la commune employait dans ses négociations. Cette part qu'il prit aux événemens de son temps peut nous faire comprendre l'influence qu'ils exercèrent sur l'esprit de son fils. Cette éducation par les événemens fut du reste corrigée et complétée en même temps par une autre branche importante de la pédagogie au moyen âge, par l'enseignement dans la famille, par l'éducation du coin du feu, si je puis dire. C'était cette dernière qui avait jusque-là joué le plus grand rôle dans la direction non-seulement des mœurs, mais aussi de la littérature, et si elle avait à Reims, et au XVe siècle, une apparence particulière, elle avait pourtant encore gardé quelques traits de sa physionomie antique.

Combien de fois en effet, dans la famille où grandissait le poète, les légendes et les contes n'avaient-ils pas réveillé tous les esprits! Combien de fois, après le gros coup de la fermeture des portes sonné en l'église de Reims, maistre Guillaume le conseiller n'était-il pas sorti tout anxieux pour aller, en quelque secrète réunion des puissans bourgeois, aviser au fait de la chose publique et deviser sur l'état des murailles et des habillemens de guerre! Il avait laissé la maison triste et la mère inquiète; on n'entendait point l'antique complainte aux cent couplets, le noël aux vives allures, qui commençaient autrefois si gaillardement les contes de la veillée. Le bonhomme, l'aïeul, quelque vieux dizainier ou connétable du temps de l'archevêque Pierre de Craon, sommeillait dans son raide fauteuil à bras, au coin du petit feu de sarmens, attendant le retour du fils et les nouvelles de la guerre; les chambrières filaient les toiles de la famille pour qu'elles fussent belles et blanches et sentissent « doux comme pervenches, » et les varlets aiguisaient les socs, affilaient les faux et les serpettes, pour le cas où il plairait aux damnés gens d'armes de permettre le labourage, la vendange et la moisson. Et la mère, pour chasser les soucis du temps présent, pendant qu'elle déshabillait l'enfant et pour le préparer à la prière du soir, la mère lui racontait quelque légende : les marteaux s'arrêtaient, les fuseaux descendaient plus lentement. C'était quelque miracle de Notre-Dame : « comment le roy Clovis se fit *crestienner* à Reims; comment Notre-Dame sauva la femme innocente d'être brûlée, » ou tout autre. C'était la *douce dame*, la *belle Vierge*, comme disaient les marchands venus des marches de Lorraine, celle qui est *le port des dévoyés* et dont *le sein est plein du lait des cieux*. Et le chant des fuseaux accompagnait comme d'un lointain applaudissement la poésie de la douce dame :

Tu es rozier qui porte roze
Blanche et vermeille;
Tu as en ton saint chef l'oreille
Qui les desconseillés conseille
Et met à voie.
Ha! douce vierge nette et pure,
Toutes femmes par ta figure
Doit-on amer.

C'était par elle en effet, avaient dit tous les poètes du temps passé, par elle seulement que les femmes sont dignes de respect et d'amour; c'était elle qu'on devait aimer en les aimant, et Dieu sait que jamais à aucune époque elles n'avaient eu autant besoin de cette pure et resplendissante figure pour y cacher leur honte, pour retrouver derrière cet abri le respect des hommes et d'elles-mêmes. Pourtant en ce siècle où Dieu paraissait avoir fait taire sa miséricorde pour n'être plus que le Dieu sévère et justicier, la Vierge elle-même semblait être devenue grave et avoir abandonné ce pauvre peuple des persécutés, pour lequel elle avait autrefois prodigué tant de miracles. Il doit en être ainsi, le peuple revêt toujours l'objet de son culte des nécessités de son besoin et des formules de son amour. Ainsi, dans les premiers temps du christianisme, dans la première tradition, toujours plus positive et plus réaliste, la sainte Vierge était représentée sous des traits plus en rapport avec l'austérité des premiers chrétiens, sous les traits d'une vieille femme. Elle devint de plus en plus jeune et belle à mesure que s'avançait le moyen âge; aux XIIe et XIIIe siècles, pendant le temps du respect amoureux et de la pureté de la chevalerie, elle était comme revêtue d'amour; mais au XVe siècle, la crainte, le besoin d'autorité, la misère lui avaient donné un vêtement de puissance: elle était surtout *emperière* (impératrice), et elle portait la haute et puissante couronne. C'est ainsi que Coquillart l'avait vue dans sa jeunesse au porche des églises et au coin des rues nouvelles; pourtant elle était encore la douce dame. Aussi, dans les veillées du soir, c'était après son nom prononcé et ses miracles racontés que venaient, comme un parfum sorti de ce nom virginal, les plus merveilleux récits de la sainte *légende dorée*, les plus touchans des enseignemens maternels, et c'est dans les lettres de Gerson, dans les naïves réponses de Jeanne d'Arc qu'on peut apprécier la puissance de ces enseignemens.

Parfois aussi, quand la mère s'arrêtait oppressée par quelque pensée soudaine des incertitudes de l'avenir en ce pays désolé, quelque vieille servante, posant discrètement sa quenouille sur ses genoux, racontait au milieu de l'émotion de tous les vénérables légendes de la nation rémoise. Puis le père rentrait; il avait recueilli sur les armées belligérantes toutes les nouvelles apportées par les espions et les mendians, par les marchands venus en grande frayeur de Liége et de Soissons, par les moines qui parcouraient les divers couvens de leur ordre. On parlait à demi-voix de la politique du conseil, de la mauvaise volonté de quelques-uns, de la frayeur des autres. C'est alors que le bonhomme, se réveillant, rappelait, comme la honte et la leçon du présent, les vieilles traditions politiques et guerrières de la ville de saint Rémy; mais tout cela était du temps passé : maintenant tout allait de mal en pis

depuis que nul ne savait plus où étaient les droits du roi et ne voulait plus savoir où sont les droits de Dieu. Et pour se consoler, le vieillard, prenant l'enfant sur ses genoux, lui répétait les antiques légendes de la fondation de la ville vers le temps de la destruction de Troie la grande, longtemps, bien longtemps avant la venue de Notre-Seigneur. Puis, en descendant le cours des traditions populaires, il trouvait les histoires parfois si dramatiques et si naïves des luttes que les ancêtres avaient soutenues contre les seigneurs. C'était ainsi que se formait dans le cœur de Coquillart l'amour de la bonne ville, le patriotisme communal et la fierté bourgeoise. Le poète devait profiter de toutes ces narrations belliqueuses : il était destiné à représenter tous les côtés de la bourgeoisie rémoise, et quoiqu'il n'ait pas été en assauts de ville ou en traits d'épées, pourtant il devait parler de la guerre, car Reims fut guerrière, et en parler d'une grande façon.

Les légendes et les souvenirs marchaient de pair, on le voit, dans les entretiens de la famille avec les nouvelles de la guerre. Il faut le reconnaître toutefois, et c'est ce qui sépare surtout le XVe siècle du reste du moyen âge : les événemens avaient alors sur les âmes un bien plus grand pouvoir que les traditions et les légendes. Les bourgeois de ce temps, quand la vie était autour d'eux si puissante et si animée, n'avaient pas besoin d'offrir à leur imagination l'appât de cette vie lointaine et factice qu'ils trouvaient dans les romans, et de tous les enseignemens apportés par l'éducation ils retenaient ceux-là surtout qui étaient en rapport avec la tournure d'esprit vive et sceptique que leur avaient faite les événemens. Coquillart n'avait pas non plus complétement reçu cette éducation chevaleresque et légendaire des classes nobles et populaires; dans les familles des gens de loi, le côté positif de la pensée était souvent cultivé aux dépens du cœur, et l'esprit au détriment de l'imagination. Il y avait aussi dans la ville de Reims une espèce caractéristique d'esprit qui devait singulièrement agir sur l'instruction de ses enfans : c'était une sorte de brutalité vive, hardie et sarcastique, une grossièreté ingénieuse, vis-à-vis des femmes surtout, et qui se retrouve dès le XIIe siècle dans les chansons rémoises; c'était cet amour des proverbes qui semble inhérent à la puissance de la bourgeoisie, au développement des idées communales, et qui dès le XIIIe siècle encore donne à la chronique de Reims une si originale physionomie. Tous ces hasards nous expliquent comment Coquillart devait peu profiter de la partie grave et touchante de l'éducation du moyen âge.

Ce côté moral et sévère était alors du reste fort ennuyeusement représenté par les lourdes allégories de maistre Alain Chartier et de dame Christine de Pisan, par les longues et verbeuses moralités du XIVe siècle, *le Roman du Pèlerin*, de Guillaume de Guilleville, *le Champ vertueux de Bonne Vie*, de Jean du Pain du Bourbonnais, *le Respit de la Mort* de Jean Le Fèvre. Pourtant il y a dans ces deux derniers une vivacité de forme, dans J. Le Fèvre une suite de vives et sanglantes satires qui ne laissèrent pas d'exercer une certaine influence sur le génie de Coquillart.

Ce génie se trouvait en tout semblable à celui de la ville natale du poète, et il allait chercher la direction de son avenir aux mêmes sources où venait s'ébattre depuis si longtemps la fine fleur de l'esprit rémois. Nul n'écoutait

d'une oreille plus attentive tous ces proverbes à qui les gens de Reims donnaient de si vives et piquantes tournures, ces sobriquets qu'ils peignaient de si brillantes couleurs, tous ces caquets et commérages qui dans ces bouches friandes de mots gaillards devenaient de vrais petits drames, pleins de vie, de malice bourgeoise et de réalisme brutal. Ses fêtes à lui et sa véritable école, c'étaient ces jours des hautes féeries où le vieil esprit gaulois se réveillait, aiguisé et comme rafraîchi par le travail journalier et le silence des jours ouvrables. Il trouvait là ces noëls si naïfs où l'on maudissait la femme qui, « pour un morceau las! si petit, » nous avait fait chasser du paradis, ces chansons champenoises, ces vieilles rimes de Gobin de Reims, de La Chèvre de Reims, dignes et grossiers jongleurs qui ne paraissent pas avoir rencontré dans leur ville natale ni ces pudiques pastourelles, ni ces solennels amours, que Thibaut de Champagne avait sans doute inventés. Il trouvait là enfin les ballades du grand poète Eustache Deschamps, non point sans doute celles qu'il avait composées sous l'influence des gens de cour, mais celles-là qui sortaient plus directement des vieilles traditions trouvères et des tendances primitives du génie champenois, *la Chartre des Enfans de Vertus*, les ballades de *la Moustarde*, sur *le Bien d'Autrui*, de *l'Ordre du Cordier*, *contre les Mariniers*, etc. Par-dessus tout régnait en grand triomphe *le Roman de la Rose*, qui concordait parfaitement avec les inclinations sceptiques du siècle et la position où était descendue la femme. Aussi était-ce un bonheur sans pareil quand, pour compléter une joyeuse veillée, on allait chercher, rue Saint-Pierre-le-Vieil, quelque ménétrier à longue mémoire, qui récitait, au milieu des éclats de rire, les fabliaux consacrés à la malice des femmes.

L'esprit de Coquillart dut être aussi singulièrement frappé par la vive allure de quelques personnages des mystères; il n'oublia pas plus tard Espringallant, Jabot, Mammissart, Guilleri, jeunes galans de Jérusalem qui dansaient en *bonne et gorgiase vesture* avec Louppette, Argine, Agrippine et Delbora, jeunes beautés fringantes du même pays, tous chantant, sous les yeux paternels du bonhomme Caïphe, la ronde « hé vogue la galée! »

Y avoit trois filles,
Toutes trois d'un grand,
Disoient l'une à l'aultre:
Je n'ay point d'amant.
Et hé! hé!
Vogue la galée!
Donnez-lui du vent.

Cette poésie hébraïque jouissait d'une grande faveur auprès des bourgeois de Reims.

A ces premières années passées à Reims, où Coquillart fit sans doute ses études de grammaire dans un des trois importans colléges, des Bons-Enfans, des Crevès ou de Saint-Denis, succéda le séjour de Paris, où les jeunes Rémois venaient alors étudier le droit, l'université de Reims n'ayant été reconstituée qu'un siècle plus tard. N'était-ce pas à Paris d'ailleurs, comme disait Fazio degli Uberti, que les sciences sacrées et humaines chantaient nuit et jour de leurs voix divines? Et puis, ce qui était beaucoup plus important, ne

disait-on pas en toute province : Il est sage et bon clerc, car il a longtemps étudié à Paris? — Donc

> Il alla gaudir à Paris,
> Et hanta tous legiers esprits,
> Joyeux enfans de plaisance.

C'était là dans une certaine mesure la prophétie de son avenir. Il entra dans cet *amoureux vergier* en *marmousant* ses rêves d'or comme parle Eustache Deschamps, et en chantant la ronde des jeunes fringantes de Jérusalem :

> Hé! vogue la galée!
> Donnez-lui du vent;
> Hé! vogue la galée,
> Nuit et jour sans cesser!

Il n'eut pas sans doute de peine à payer sa bien-venue, qui ne se montait qu'à 20 sols, puisqu'il n'était ni noble ni pourvu de bénéfices, et à prouver qu'il ne méritait guère cette qualification de brute et d'imbécile que les dictons de l'Université donnaient à ceux de sa nation. Il était là libre comme l'émerillon sauvage; il n'avait pas pour bandeaux à son imagination ces murs épais que maudissait Villon, et il pouvait dès maintenant préparer en quelque sorte son avenir en choisissant ses compagnons.

Coquillart rencontrait en effet dans l'élite de ses camarades les trois sortes d'écoliers qui allaient, à des titres divers, dominer la littérature du siècle. Les uns, graves et pieux, studieux et savans, allaient recevoir quelque bénéfice, récompense de ces longs labeurs théologiques qui les retenaient aux écoles jusqu'au seuil de l'âge mûr; puis dans les canonicats, les monastères ou à la cour des princes, ils allaient, comme les Molinet, les Crestin, les Martial d'Auvergne, les Lemaire de Belges et les Martin Franc, composer les chroniques, traduire les auteurs latins, inventer les longs poèmes allégoriques. En somme, après avoir fort ennuyeusement fait manœuvrer pendant un siècle dame Vénus et Cupidon son *garçonnet*, après avoir pendant ce même temps fort laborieusement *écorché la peau de ce pauvre latin*, ils devaient livrer la langue et l'esprit français aux poétiques expériences de la renaissance. Les autres, esprits vifs et hardis, moitié laborieux, moitié amis du plaisir, mais ennemis de la débauche, devaient retourner dans leurs villes natales. Là, gens de loi, fonctionnaires de la commune ou grands bourgeois, ils iraient, en s'inspirant du génie de leur province, réveiller quelques échos de la littérature du moyen âge; ils réciteraient dans les réunions joyeuses les ballades gaillardes ou les rondeaux satiriques, les complaintes grivoises ou les chansons équivoques, et célébreraient ainsi les scandales et commérages de la cité. La troisième classe se composait de pauvres hères qui avaient apporté à l'Université le prix de quelque bon lopin de terre gagné à grand'peine par la charrue paternelle, maintenant traîneurs de coutelas et orateurs de tavernes. Ceux-là se trouvaient destinés à devenir les poètes de la Cour des Miracles, à traîner par toute la France les plus mauvaises traditions des vieux jongleurs, à égayer les enfans perdus, les truands, les *tire-laine*, en leur chantant la chanson du *Pauvre Écolier :*

Les dyables m'ont rompu ma houppelande,
Et ma chappe est par vin toute perdue;
Mieux m'eust valu chasser en une lande.

Le jeune étudiant rémois tenait de son origine bourgeoise une tendance à se garder prudemment des extrêmes. Sa nature d'esprit, son éducation, la voie qui lui était tracée par la position paternelle, ne lui permettaient pas de se ranger dans la première de ces trois classes : il s'en consolait en disant que si les chevaux courent après les bénéfices, ce sont les ânes qui les attrapent; mais il était l'enfant de la bonne et riche bourgeoisie, et c'est, malgré une certaine ressemblance de gaieté et d'esprit, ce qui constitue une grande différence entre lui et Villon, qui touchait au peuple. Il ne lui fallait pas, comme à celui-ci, inventer les plus étranges expédiens et fouiller parfois dans les poches sans défiance, pour trouver les 20 sols que l'Université exigeait chaque année de ceux qui suivaient ses cours, et les 30 sols qu'ils devaient payer pour l'examen de licence. Le fils de maître Guillaume, conseiller de Reims, n'avait pas non plus, comme le pauvre Villon, besoin de vendre ses livres et ses robes fourrées de l'hiver, pour, au printemps, donner une aubade à sa belle. En outre Coquillart avait bien une imagination aussi vive, mais moins rêveuse, une nature plus positive et moins paresseuse. Il voyait devant lui sa carrière; il n'était point mordu par cette mélancolie que donne l'incertitude de l'avenir, par le besoin de jouir d'une vie qui sera peut-être et si courte et si misérable. Quoiqu'il fût hors de la cité rémoise, il se sentait toujours tenu par cet amour de l'ordre, presque déjà classé dans cette forte hiérarchie qui faisait le bonheur de la bourgeoisie du moyen âge. Malgré les entraînemens, il s'arrêtait toujours à cette limite extrême et périlleuse où le plaisir cesse pour devenir la débauche irrémédiable et l'abandon de soi-même. Ainsi il connaissait bien ces insignes débauchés, Perrenet le Bâtard, Jehan le Loup, Chollet (1), qui savaient si adroitement voler les canards dans les fossés de Paris; mais il n'était pas leur ami, il arrêtait sa camaraderie à Michault du Four, le *prince des sots* (2). Il se sentait entraîné seulement vers ces gracieux galans que Villon devait suivre aussi aux temps de sa splendeur, danseurs, sauteurs, vifs comme dards, aigus comme aiguillons, gens d'esprit, « un petit estourdiz. » Rien ne nous prouve qu'il montrât un profond dégoût pour ces femmes galantes, ces *grandes joncheresses*, comme il les appellera, ces Parisiennes si subtiles et si vives *langagières* qui se tenaient aux portes des écoles; il fera même plus tard le portrait le plus simple et le plus vrai de la grisette de Paris, — grosse, courte, bien entassée, avec la hanche bien troussée, le bec ouvert pour recevoir dons et baisers, pour dire aussi le gentil *mot de gueule*, l'œil comme taillé et lançant des étincelles ainsi qu'un diamant à facettes, toujours prête, avec son petit *musequin* éveillé, à chasser à la pipée, c'est-à-dire, à poursuivre de ses regards aigus tous ces gros niais chargés de bijoux et contrefaisant les gaillards à bonne fortune. — Toutefois il se gardait bien de se faire le compagnon de la belle Heaulmière. Sans doute aussi, comme Villon, il aimait, le soir venu, à aller voir en quelque église ces vives com-

(1) Voyez *Œuvres* de Villon, *Petit Testament*, huitains 23 et 24.
(2) *Idem, Grand Testament*, huitain 96.

mères parisiennes assises sur le bas de leur robe, et là, pour se reposer des longues patenôtres des hautes fêtes, devisant sur les merveilleuses vertus des voisins et voisines; il y entendait des jugemens plus beaux que ceux de Salomon, des dictons plus réjouissans que les distiques du sage Caton. Ces fêtes populaires de la parole, ces naïfs *débridemens* de langue, devaient être toujours ses inspirations et son bonheur.

A cette époque du reste, il se faisait une sorte de transformation dans la partie bruyante des écoliers. Ils n'étaient plus ces sicaires contre lesquels l'official de Paris avait dû lancer tant d'excommunications; ils ne portaient plus vers la politique cette fièvre turbulente qui les avait rendus si redoutables au commencement du siècle; ils dirigeaient maintenant leur activité vers la galanterie légère et brillante. Coquillart dans sa vieillesse accablera de ses satires cet amour du luxe extérieur, et bien fera-t-il, car il le trouvera installé, en place des vieilles mœurs, au foyer domestique de la bourgeoisie; néanmoins il subit un instant son influence, et il se laissa enivrer par toutes ces énervantes douceurs de la vie parisienne qui civilisent au profit des femmes les grossières et provinciales natures.

C'était une grande fête pour lui quand il pouvait rencontrer Tapissier, Carmen, Cesaris, qui chantaient à la vieille mode, et Verdelot, le plus habile joueur de *doulcine* et de flageolet. Ils ne valaient pas, à vrai dire, Guillaume du Fay et Binchois, qui venaient d'inventer une nouvelle et mélodieuse méthode pour *déchanter*, c'est-à-dire chanter à deux voix. On les disait pourtant eux-mêmes dépassés par les Anglais, qui suivaient, en haute et basse musique, la méthode de Dunstable et faisaient l'étonnement de la cour de Bourgogne (1). Il nous apprend aussi combien souvent on le voyait errer par les rues vêtu de vert comme un arbre du mai, la toque ornée d'une branche de verdure, symbole d'amourettes. Il marchait, musant aux fenêtres, regardant avec un gracieux sourire les jeunes filles qui arrosaient d'une main nécessairement tremblottante les giroflées, la parure du prochain bal. Quelquefois il fréquentait les gens de cour, et *cultivait* la littérature à la mode, du moins il l'indique dans le *Monologue du Puys* et le *Blazon des Dames*. Quelquefois aussi, pour plaire à ses protecteurs, il composait ces ballades, ces rondeaux où il

Mettoit chevaux et lévriers,
Hérauts, échansons, escuyers.

Il fallait le voir, quand il avait passé les nuits à chercher les mots nouveaux, les nouvelles rimes sur la gracieuse prison d'amour, partir dès le matin avec Henriet et son compagnon Jacquet, musiciens ordinaires des riches écoliers. Ils s'en allaient tous trois donner l'aubade à quelque riche et bienveillante bourgeoise. Combien plus tard il trouvera ce temps plaisant et cette musique jolie :

Où estes-vous, chantz de linottes,
De chardonneretz ou serins,
Qui chantiez de si plaisans notes
Soubz les treilles de ses jardins?

(1) Tous ces détails sur la musique au XV[e] siècle nous sont transmis dans un poëme de cette époque, *le Champion des Dames*, de Martin Franc.

Où estes-vous, les tabourins,
Les doulcines et les rebecz
Que nous avions tous les matins
Entre nous aultres mignonnetz?

Il ne paraît pas que ni le siècle, ni les écoliers, ni Coquillart fussent fort enthousiasmés d'amour platonique; il passait bien vingt fois par jour dans la rue où demeurait sa dame, mais c'était moins pour saluer langoureusement ses fenêtres, adorer la porte et baiser en grande détresse la cliquette de l'huis que pour montrer ses beaux habits. Aussi, quand il rencontrait ses joyeux compagnons : — *Bona dies* soit aux mignons! — Où allez-vous? D'où venez-vous? — Peut-être revenaient-ils de quelque honnête festin, mais à coup sûr ils se trouvaient sur la route de quelque amoureux banquet. Qu'y pouvait-on faire sinon danser? et le diable sait si l'on se faisait fête de mener sauter ces commères de si facile humeur. Le corps bien fait et gracieux, vif et hardi, éveillé comme sauce piquante, Coquillart s'en allait donc chantant parmi les demoiselles:

Hé! vogue la galée
Nuit et jour sans cesser!

pendant qu'entre les mains des jeunes filles le chapelet de fleurettes poursuivait sa ronde au son des couplets amoureux. Il ne négligeait pas pourtant sa dame par amour. Elle l'avait séduit par son plaisant sourire et sa naïveté. Ne dirait-on pas une enfant, tant elle rit gentillement et sans faire bruit! Elle a les yeux vairs, la bouche petite, et elle marche si légèrement en faisant un tas de minettes! on croirait qu'elle s'avance à travers un fagot de jeunes épines. — Et notre amoureux va gratter à sa porte, toujours fier de sa fortune et émerveillé de sa bonne mine. Tantôt à pied, portant robe de fin camelot, la cornette de velours ornée de bijoux, il court, traînant le patin, tracassant les pavés; puis demain, monté sur une belle haquenée, vêtu d'une robe richement fourrée, il s'avance suivi de son page, faisant feu sur les pierres de la rue, montrant partout son beau costume et ses gentils brodequins.

Une telle vie ne pouvait toujours durer. Coquillart était un joyeux jeune homme; mais il possédait à un haut degré ce mélange de sens et de finesse qui distingue la race champenoise. Il se disait bien qu'il ne serait jamais un de ces clercs jusqu'aux dents qui ont avalé leur digeste; mais il était trop ambitieux pour vouloir devenir un de ces avocats sous l'orme et procureurs des mouches, un de ces licenciés sous la cheminée, grands savans devant leur chambrière, qui étaient la risée de sa satirique patrie. D'ailleurs les récompenses que la cité promettait au travail, à la probité, à l'intelligence, la place que sa parenté lui avait déjà choisie, rien ne lui permettait de rentrer dans la bonne ville sans étude et sans science. Il savait bien aussi l'avenir qui attendait à Paris ces écoliers éternels. Cette sorte d'imagination qui lui était propre, et qui lui montrait toutes choses sous la forme de petits tableaux, lui avait bien souvent représenté cet avenir sous de tristes couleurs, quand le remords et le dégoût venaient après les longues fêtes et les longues amourettes. Il voyait alors Guillaume Coquillart, escorté de messire Coupaureille, maître juré tourmenteur, s'en aller bravement, lié derrière une charrette, vêtu de

léger comme il convient à un dos qu'on fustige, porter et laisser ses oreilles au pilori des halles, pour expier quelque grand tapage ou scandale, quelque blasphème, ivrognerie ou léger larcin. Que pouvait-il devenir après cette exécution, sinon le « capitaine de la foire aux chétifs, » comme disait Eustache Deschamps, le chef de quelque bande de cinq cents malotrus si persécutés du sort, qu'ils n'eussent pu à eux tous montrer trois cents oreilles? Et quand il comparait ce spectacle de l'avenir qui attendait les fringans à la fin de leurs fêtes aux tableaux qu'il avait vus si souvent pendant son enfance, pendant que sa mère, au son des fuseaux, au milieu de tous les bruits de la famille heureuse et laborieuse, lui racontait les miracles de la *douce dame*, il se sentait oppressé comme par un cauchemar. Alors il laissait là le velours et le satin, et il reprenait avec ses habits de drap, qui étaient l'attribut de la bourgeoisie, le travail, qui était aussi l'honneur de cette bourgeoisie.

Une partie de sa vie était donc donnée aux études juridiques; mais là encore Coquillart retrouvait quelques-unes de ces influences qui faisaient l'éducation de son génie littéraire. Si nous pouvions le suivre aux écoles pendant le temps où l'on discutait de la nature, des droits et de la position de la femme, nous entendrions le professeur enseigner les singulières doctrines de maître Drogon de Hautvillers, célèbre professeur de droit civil au XIII[e] siècle. Ces considérations juridiques, d'une dureté naïve et brutale contre la nature féminine, devaient encore contribuer à augmenter dans Coquillart ce mépris de la femme, qui est un des plus singuliers côtés de son génie.

Au milieu de cette existence donnée tantôt au plaisir, tantôt à l'étude, la fin de ses études universitaires arriva, et le trouva oscillant entre les deux côtés de sa nature. Subirait-il l'entraînement de cette tendance à la vie et à l'observation extérieures? Se laisserait-il emporter par le besoin de voir et par l'imagination? ou bien obéirait-il à ces qualités qu'il avait plus particulièrement héritées de la bourgeoisie du moyen âge, l'intelligence des choses positives, le développement du sens commun et l'amour de la morale?

En suivant la première de ces tendances, il pouvait prendre la littérature comme carrière, devenir le plus dévergondé des trouvères errans et sans soucis, exagérer en un mot son cynisme jusqu'aux *Contredits* de Marcoul et de Salomon, jusqu'au *Dit* de Richaud et au roman de Trubert, ou bien il pouvait encore, restant à Paris en qualité de secrétaire de quelque seigneur, lutter douloureusement au nom de la science contre son génie original et devenir à la longue un pâle disciple d'Alain Chartier. Heureusement la pensée de Dieu, le respect des traditions, la préoccupation de faire une bonne maison en suivant la carrière paternelle, le désir de ne point déshonorer son lignage, toutes ces idées avaient conservé encore une grande partie de leur pouvoir, et opposaient un puissant obstacle à la vie de caprice et de fantaisie. Nous avons dit aussi que la fierté communale était fort développée dans la bourgeoisie rémoise, et toujours la vieille et noble cité avait exercé une fascination étrange, à laquelle nul de ses enfans n'avait pu résister. Toujours ils avaient les yeux tournés vers elle, l'honneur, presque la tête sacrée du royaume de France, et toujours c'était là qu'il leur fallait revenir. Eustache Deschamps lui-même ne l'avait-il pas dit? Il n'y était point né pourtant; mais quand il avait dû la quitter, il était parti bien malheureux. Longtemps il avait regardé

ces mille clochers qui avaient sonné tant d'heures joyeuses, et lorsque le plus haut d'entre eux s'était confondu à l'horizon avec le ciel bleu de la douce Champagne, il s'était agenouillé et s'était écrié en pleurant : « Adieu te dis, noble cité de Reims. »

Coquillart voyait bien aussi que la littérature était devenue plus que jamais un accessoire, l'emploi d'un moment de loisir, non un métier. Guillaume de Machault, poète champenois et secrétaire du roi Jean, était bien arrivé par la faveur de la cour jusqu'au canonicat de Reims; mais la faveur royale ne se tournait plus maintenant que vers les gens de guerre. La féodalité s'en allait aussi; les seigneurs n'étaient plus que de pauvres protecteurs, et il se rappelait quelle peine Deschamps avait eue à obtenir une houppelande du duc de Bourbon et un cheval du duc de Bar. — A gens de lettres honneur sans richesses, — disaient les vieux proverbes, qui faisaient au contraire toute sorte de gracieuses promesses au noble métier de l'advocasserie, car l'argent tremble devant la porte du juge et de l'avocat, tant il est sûr d'y entrer un jour, et le vent n'entre jamais dans la maison d'un procureur, tellement ce bienheureux argent en bouche tous les trous. S'il est vrai d'ailleurs que les hôtels des avocats sont faits de la *teste des fols*, notre bachelier ès-lois savait bien qu'il trouverait dans sa ville natale les matériaux d'une belle construction. Peut-être aussi entrevoyait-il déjà, dans un lointain avenir, quelque vieille figure ridée, mais joyeuse encore, coiffée du bonnet rond aux riches fourrures et appuyée sur le dossier sculpté d'une stalle de chanoine. Il lui semblait qu'en passant on saluait dévotieusement cette honorable personne du nom de monseigneur Guillaume Coquillart! Il n'ignorait pas en effet que le canonicat était parfois dans la cité la récompense suprême de l'intelligence unie à une vie chrétienne et laborieuse.

Il revint donc à Reims s'installer à titre de *practicien*, ce qui était se faire moitié avocat, moitié procureur. Il rentra sans arrière-pensée dans la bourgeoisie; il y fit rentrer aussi, comme à leur bercail, son esprit, son intelligence, ses instincts et ses désirs. Il se sépara complétement des influences hostiles à la moralité de sa vie, à l'originalité de son génie, et il se jeta résolument dans le travail.

III. — INSTALLATION DANS LA CITÉ.

Pendant le temps que Coquillart avait passé loin de sa ville natale, le calme et la paix, qui y étaient entrés à la suite de la royauté, avaient de jour en jour étendu leur influence. On avait bien senti encore, et on les sentira jusqu'à la fin du siècle, ces sortes de soubresauts sans lesquels ne finissent ni les guerres civiles ni les révolutions: le menu peuple surtout avait été fortement ému par une sorte de prédécesseur de Luther, Thomas Connecte, qui s'en allait faisant par toute la France une guerre acharnée aux *hennins*, aux grandes *cornes*, à tous les atours des femmes; mais la foi en la royauté et le respect de l'autorité étaient revenus, tout tendait à rentrer dans son état normal. La bourgeoisie rémoise avait tellement souffert pendant sa période d'orgueil et d'indépendance, elle aimait tellement ce roi qui l'avait délivrée des angoisses de la dictature, qu'elle s'abandonna à lui tout entière, et l'on

peut mesurer la grandeur de ses souffrances par l'étendue de ses sacrifices. En résumé, pendant tout ce temps, quelque ruinée qu'elle fût, elle ne refusa ni les saluts d'or nécessaires à la continuation de la guerre, au rachat des villes, ni les hommes, soldats ou pionniers, qui allaient périr au siége des places fortes ou dans les escarmouches. Elle était redevenue la bourgeoisie fidèle d'une ville qui se disait le chef et l'honneur du royaume de France.

C'était surtout l'archevêque, Mgr Regnault de Chartres, chancelier de Charles VII, qui servait d'intermédiaire entre la ville de Reims et le roi. Il n'oubliait jamais ses enfans bien-aimés, et à de bien courts intervalles on voyait arriver quelque courrier aux armes de France, quelque chevaucheur du roi, apportant une lettre de monseigneur le chancelier. C'était toujours un grand événement. Par-là il tenait la cité au courant des affaires politiques et des nouvelles de la cour. Ces naïves et simples missives, qui racontaient toute l'histoire du temps, tantôt montant jusqu'aux plus amples renseignemens touchant les mouvemens des armées belligérantes, tantôt descendant jusqu'aux plus petits détails des commérages sur la Pucelle, ou des vols faits dans la garde-robe du dauphin, — ces missives étaient la vraie gazette du temps, et jouaient à peu près le rôle de la presse actuelle. Elles se répandaient par toute la ville, et au sortir de la salle du chapitre ou du conseil, où elles étaient lues d'abord, elles descendaient dans toutes les oreilles, elles devenaient la conversation de tous. Dieu sait de quels commentaires hardis elles se trouvaient ornées quand elles arrivaient au coin du feu de quelque politique de *l'état et artifice de barberie*, ou de quelque autre diplomate des petits métiers. Ces lettres avaient bien, il est vrai, un côté désagréable, et il était rare qu'elles ne se terminassent pas comme l'épître de l'écolier champenois : « Je vous mande argent et saluts. » Ne fallait-il pas racheter Épernay des mains de Chastillon, aider ce pauvre duc d'Orléans à trouver les 20,000 écus d'or de sa rançon, et remplacer les serviettes volées au dauphin? Cela du reste était demandé si courtoisement, qu'il n'y avait pas moyen de refuser. Et quoique les plus riches bourgeois eussent été obligés de fondre leur vaisselle d'argent, quand Mgr Regnault mourut, en 1444, il n'en fut pas moins, dans les éloges funèbres que prononçaient les bouches savantes de la cité, le pacificateur des princes, l'œil veillant du royaume.

C'était vers cette époque que Guillaume Coquillart rentrait au foyer paternel. Il y retrouvait assises au coin du feu, chantant au son des mêmes fuseaux et murmurant leurs éternelles joyeusetés, ces impressions qui avaient gouverné son enfance, ces influences bourgeoises qui allaient diriger son avenir. Elles étaient les fées protectrices des lignages bourgeois, et elles avaient attendu l'enfant prodigue. Il ne leur avait guère été infidèle du reste, et il allait devenir leur illustre et docile élève jusqu'à la fin de sa longue carrière. Il entra résolument, avons-nous dit, dans cette vie chrétienne et laborieuse qui était alors encore imposée par les mœurs générales, et qui se trouvait ainsi la seule respectable, la seule utile et conseillée par l'ambition. Il arrivait à titre de practicien, noble état dans la ville de Reims, représenté au conseil comme le clergé, les nobles, les bourgeois et les marchands, et souvent même passant avant les nobles sur les actes des délibérations. Il fut accueilli, l'on pense bien, et escorté à son arrivée par tous les proverbes qui

étaient, dans la bonne ville, en possession publique, paisible et immémoriale de donner l'aubade à tout débutant dans la carrière judiciaire. Notre praticien n'était pas homme à rester court : il vivait depuis longues années dans l'amitié des proverbes. Il se mit de grand courage à poser les fondemens de son avenir, et l'on ne tarda pas à reconnaître en lui un de ces hommes qui ont l'œil à garder et à bien gouverner leur fait. La bourgeoisie de ce temps avait en effet pour règle stricte de travailler sans distraction jusqu'à la fortune gagnée; après cela, les uns prenaient leur repos dans la direction générale de la famille ou dans les charges municipales, d'autres dans les cloîtres, quelques autres dans la littérature.

Les circonstances étaient favorables pour Coquillart. Dans la ville de Reims, il est vrai, un avocat ne gagnait guère que huit sous parisis pour servir de conseil en un procès, et il fallait faire de bien nombreuses écritures pour avoir vingt-quatre sous; mais le moyen âge était volontiers processif, et les procès de Champagne étaient aussi célèbres que la fausse monnaie de Paris. La coutume de Reims régissait non-seulement le bailliage du Vermandois, mais aussi la comté de Champagne et le bailliage de Vitry. Il y avait là un vaste champ à moissonner. La position paternelle lui avait fait des protecteurs et des amis; aussi, dès 1446, le garde du sceau du bailliage lui avait demandé un rapport sur des difficultés intervenues à propos de la police des marchés. Sans doute il n'était pas aussi savant que Me Gérard de Montfaucon, qui faisait en ce moment le premier commentaire de la coutume de Reims; il n'était certes pas aussi bien posé dans la ville que Me J. Cauchon, Me Henry le Membru, licenciés ès lois, qui appartenaient aux premières familles municipales, peut-être même n'était-il pas aussi habile que J. de La Sure et Henry Payot ses confrères, procureurs comme lui en *court-laye :* pourtant, qui l'eût vu et entendu à l'auditoire de la Pierre-aux-Changes où se tenait le tribunal de l'archevêque, celui-là l'eût distingué au milieu de tous les avocats, conseillers, praticiens, bacheliers ou licenciés en lois ou en décrets qui composaient l'auditoire de M. le bailly; celui-là eût pu prédire aussi qu'il y avait dans l'espèce particulière de son esprit un pouvoir qui fascinerait le populaire rémois. Nous pouvons nous le figurer là entouré des merveilles de son éloquence, et à juger de son talent oratoire par sa poésie, il semble avoir aimé à se précipiter *in medias res,* détestant les exordes et oraisons préparatoires. Plutôt fin, ingénieux et vif que large, ample et éloquent, il avait pour ennemis ordinaires les déductions et transitions, que ne respectait guère la promptitude de son esprit; mais par cette vivacité même il pouvait parvenir à l'éloquence, c'est-à-dire que par un effort suprême, comme par colère, il arrivait, presque à bout d'haleine, à une sorte de puissance de parole, procédant par saccades et par énumération.

Cependant il ne déployait pas là toute son activité, et c'est dans les autres détails de la vie de la cité qu'il satisfaisait les plus originales tendances de sa nature. La politique chrétienne, qui avait constitué la vie sociale du moyen âge, avait bien posé le travail rude, persistant et régulier, comme la loi de ce monde; mais elle avait aussi permis des fêtes nombreuses, pleines de mouvement et d'intérêt, où les esprits venaient s'absorber entièrement, trouver une réaction puissante contre la fatigue journalière et favoriser l'ac-

tivité de l'intelligence en même temps que le repos du corps. La diplomatie bourgeoise avait toujours compris et secondé les vues de cette féconde sagesse. Dans l'intérêt de l'industrie aussi bien que pour éloigner le populaire des agitations politiques, elle avait eu soin de diriger son activité vers les fêtes religieuses, qui réveillaient par des images brillantes la pensée de Dieu, vers les plaisirs publics et les réunions, qui satisfaisaient l'amour du merveilleux et la manie conteuse de nos pères. La nation rémoise, plus que toute autre, aimait ces distractions; elle n'avait pas, comme la bourgeoisie du nord, des *chambres de rhétorique*, comme la noblesse du midi des cours d'amour et de plate littérature : sa verve et sa vivacité brutale ne s'accommodaient pas de ces entraves. Cette observation, qui travaillait à l'emporte-pièce, si je puis dire, cet amour de la réalité, mais surtout de la réalité excentrique, désordonnée et joyeuse, tout cela ne se trouvait à l'aise que sur la place, au milieu du bruit, dans les réunions, parmi les commérages. C'est ce qui explique le génie original, indépendant, cynique et réaliste de Coquillart.

Dans la première pairie ecclésiastique du royaume, les fêtes religieuses, on le comprend, étaient fréquentes et remuaient profondément la curiosité générale. Tantôt c'étaient les joyeuses entrées des archevêques, les inventaires et exhibitions des riches châsses et des insignes reliques, les émouvantes cérémonies des conciles, puis cette fête de la Dédicace, qui attirait à Reims cent mille personnes; tantôt toutes ces processions qui étaient célèbres jusqu'aux marches d'Allemagne, celle de la Fête-Dieu, celle de la Pompelle à Sainte-Timothée, celle du Grand-Bailla, espèce de dragon symbolique de la même famille que la Gargouille et la Tarasque, celle des Pèlerins et de Saint-Christophe à l'église Saint-Jacques, la fête des Étoupes, la procession des Harengs et tant d'autres. Le populaire se ruait à ces processions avec un empressement infini, car il y avait introduit ce mouvement dramatique, ces naïves images qu'il aimait par-dessus tout, et il y avait ainsi posé, grossièrement peut-être, mais énergiquement, le cachet de sa poésie et de son génie.

La bourgeoisie, elle, recherchait dans cet ordre de distractions des plaisirs non moins vifs, non moins agités, mais un peu plus intellectuels. Sans doute elle ne méprisait pas les bruyans ébattemens de cette fameuse foire de la Couture, qui durait toute une semaine, de Pâques à Quasimodo, et pour la protection de laquelle le pape Alexandre III avait lancé anathèmes et excommunications contre ceux qui attaqueraient les marchands en chemin pour s'y rendre. Elle ne dédaignait pas non plus tous ces exercices du corps qui étaient toujours des occasions de fêtes, les défis entre diverses communes sur le fait du jeu de paume, et surtout les luttes du noble jeu de l'arbalète. Ce gentil jeu « tant noble et plaisant que toutes créatures se doivent réjouir d'en ouïr parler » était parfaitement organisé dans la ville de Reims, rue de Cérès et au jardin du Ban-Saint-Rémy (1), avec son empereur, son roi et son connétable, son cerf d'argent aux cornes dorées, de la valeur de neuf livres tournois, qui était la récompense du plus adroit, et son image de Sainte-Barbe, signe de commandement. Mgr l'archevêque, Jean Juvénal des Ursins,

(1) Quartier de Reims soumis à la juridiction de l'abbé de Saint-Rémy.

était un des chevaliers du noble jeu, à telles enseignes qu'à sa mort Coquillart, son exécuteur testamentaire, eut des difficultés avec l'empereur des arbalétriers, Colart Boucquin, lequel réclamait et à bon droit, ainsi qu'il fut jugé par M. le lieutenant, l'arbalète du défunt chevalier. Tout cela offrait certes des occasions de bruit et de bonheur; mais il fallait surtout à la bourgeoisie les moralités satiriques qui se jouaient dans la commanderie du Temple, les belles joyeusetés qui se célébraient durant le *gras temps*, le jour des Brandons (1) et à d'autres époques. Ces joyeusetés morales et allégoriques demandaient bien des heures de réflexion aux graves et ingénieux bourgeois, à Coquillart surtout, qui devait être un des grands inventeurs de telles histoires et un des plus zélés à en accoutrer ses personnages. On représentait en effet, par personnages se promenant à cheval, les misères d'amour, la folie de jeunesse, « les sages et gens de grande renommée du temps passé, et la manière comment ils avaient été trompés par les femmes. » Rien de tout cela néanmoins ne valait pour les bonnes villes du moyen âge cette grandiose représentation de la vie et de la passion de Notre-Seigneur, qui revenait tous les ans à Reims aux environs de la Pentecôte. Elle remuait la cité de fond en comble, occupait pendant huit jours entiers toutes les imaginations, et elle devait exercer sur les tendances littéraires une influence que nous pouvons comprendre.

Qu'on se transporte en effet au milieu de ces seize mille individus de toutes classes qui sont accourus pour assister au mystère. Beaucoup d'entre eux sont venus des bourgades voisines à trente lieues à la ronde; comme les héros d'Homère, ils sont liés par les liens de l'hospitalité réciproque avec les familles rémoises; avant la grande fête, leur arrivée a déjà ouvert les cœurs, ils ont apporté à leurs hôtes les joies de cette hospitalité. Ils sont là tous, étrangers et citadins, au milieu des splendeurs de l'été, et ils ont rejeté pour huit jours tous soucis, toute préoccupation. Dès la veille, qui était le dimanche d'avant la Pentecôte, on a fait *la montre* du mystère : les plus honorables personnes de la ville, accompagnées d'une centaine d'autres acteurs, sont passées en grand triomphe, revêtues un peu à la mode du XVe siècle sans doute, mais chacun avec les attributs de son rôle. Maintenant, la messe du Saint-Esprit dite de grand matin, les enfans de chœur chantent des motets merveilleux, et l'on va commencer la première de ces neuf pièces, qui dureront chacune près de dix heures. Les illustres personnes que la commune a invitées sont assises en place honorable à côté des plus puissans clercs ou laïques de la cité. L'échevinage a fait provision de nombreuses *queues* (2) de vin; au nom de la ville, on distribue des rafraîchissemens aux spectateurs et aux acteurs, pendant qu'à leur tour les plus riches d'entre ces derniers ont fait établir de place en place des buffets tout reluisans de vaisselle d'argent, où l'on offre à tout venant le vin et les pâtisseries. Le théâtre montre le paradis, la terre et l'enfer. Tout ce qui habite ces trois régions, Dieu, ses saints et ses anges, Lucifer et sa cour, les rois du monde,

(1) C'était le premier dimanche de Carême que les paysans célébraient la fête des Brandons, en portant à travers les champs des torches en paille tressée qu'ils agitaient vivement pour en activer la flamme.

(2) *Queue*, mesure rémoise de la capacité d'un muids et demi.

les seigneurs, les hommes et femmes de presque tous les métiers, vont passer devant les yeux des spectateurs. Jusqu'au lundi de la Pentecôte, les détails du saint et merveilleux drame vont soulever dans le cœur de tous les émotions les plus diverses et les plus puissantes. On comprend quel intérêt profond et toujours constant devait sortir de ce drame, qui donnait la vie aux objets des préoccupations religieuses et journalières de tous les chrétiens. Qu'on se figure à côté de cela l'accompagnement obligé de toutes les fêtes du moyen âge, ces tables chargées de vins et de viandes dressées à chaque porte, toutes les maisons parées et encourtinées, les feux de joie à tous les carrefours, les danses et rondes dans toutes les rues, la musique de tous les instrumens luttant comme forcenée avec les chansons joyeuses de toutes les cloches, et la ville illuminée par les lumières qui veillaient à toute fenêtre pendant la nuit entière. C'était là le spectacle que présentaient les fêtes de la bourgeoisie, et c'était là surtout que Coquillart retrouvait les impressions de son enfance.

Les mystères exercèrent sur lui une incontestable influence. Son style a gardé cette vivacité de dialogue, ces locutions populaires et proverbiales qui les distinguent, la même verve, les mêmes tournures alertes et nettement coupées. Peut-être a-t-il rendu aux mystères ce que les mystères lui avaient donné; dans *la Vengeance de Notre Seigneur* entre autres, j'ai retrouvé bien des mots qui lui sont propres, des expressions avant lui inconnues, oubliées depuis, et je ne serais pas étonné qu'il eût eu une grande part à la création de cette pièce. Les tentures et tapisseries des églises remettaient journellement du reste sous les yeux de tous les habitans les personnages de la passion. C'était à cette époque aussi qu'on achevait ces superbes toiles peintes dont les gens de Reims étaient si fiers, et qui devaient rivaliser avec les modèles d'Arras et de Nancy. Ces toiles étalent de vives peintures, des personnages richement et brillamment habillés : ce sont là aussi les qualités de la littérature de Coquillart. Cette littérature prenait en effet son origine, de même que les images, dans le génie rémois du XVe siècle; comme les images aussi, elle naissait de la réalité prise sur le fait et marquée au sceau d'une originalité intraitable. Il y a bien pourtant dans les mystères deux qualités que Coquillart ne nous montrera pas, — la naïveté et la simplicité. Ces deux vertus auront disparu au moment où il prendra la plume, mais il les aura vues assez en honneur pendant la première moitié du XVe siècle pour qu'elles puissent lui servir de point de comparaison vis-à-vis du monde moderne. L'amour qu'il aura conservé pour elles, le souvenir des saintes leçons et des graves vertus maternelles seront la cause de son amertume et l'aiguillon de sa satire.

En ce moment, mais en dehors des fêtes officielles qui suivaient encore les erremens des traditions, la lutte commençait entre cette naïveté, cette bonhomie des vieilles mœurs et la légèreté inconstante et inconsidérée des nouvelles. L'observateur partageait son loisir entre les unes et les autres. Pendant les temps de pénitence de l'avent et du carême, quand il fallait visiter ses vieux parens ou les graves protecteurs, il mettait modestement un voile sur ses yeux malins, une sourdine à sa verve plaisante. Il venait s'asseoir à quelque sérieuse veillée en l'enclos du chapitre, à l'hôtel de quelque savant chanoine fort épris de maître Alain Chartier, et qui récitait, aux jours gras

et aux heures de joie folle, des bribes du *Roman de la Rose,* ou des extraits du *Champ vertueux de bonne vie.* L'avocat ne voulait pas négliger toutes ces sages et discrètes personnes, tous ces honorables et sages maîtres, hauts et puissans bourgeois, vieux échevins ou anciens maîtres jurés des grands métiers. Ils avaient été les contemporains de son aïeul et les protecteurs de son père; ils lui disaient les relations et les vertus de son lignage, et racontaient, à la honte des jeunes gens d'alors, les merveilleuses histoires du temps de leur petite jeunesse. Toutes ces histoires, depuis les traditions guerrières de Reims jusqu'aux légendes pieuses, Guillaume les reconnaissait encore : c'étaient elles, nous l'avons dit, qui, en compagnie des mystères, avaient bercé son enfance; mais ce n'était pas là seulement que Coquillart allait chercher les semences de sa poésie. Il préférait les réunions joyeuses qui avaient toujours été une des grandes distractions de la bourgeoisie, mais auxquelles les circonstances, les conséquences des troubles passés commençaient à donner un caractère nouveau, plus léger et plus licencieux. Les assemblées, les fêtes de confréries, les noces, les accouchemens, les relevailles, tous ces jeux, ces farces, ces ébattemens, toutes ces fêtes de l'hospitalité n'étaient pas seulement les fêtes de la famille. Elles bouleversaient joyeusement tout le foyer domestique, et elles faisaient sortir tout le linge des grands bahuts; elles remuaient cette argenterie solennelle et ces coupes magistrales, souvenirs des ancêtres, qui ne sortaient qu'aux grands jours, et qu'on respectait dans la bourgeoisie comme s'ils eussent été les portraits de la famille. C'était à toute la parenté, à tout le voisinage, presqu'à toute la ville que de telles fêtes se donnaient. C'était là que se racontait la *légende dorée* de la cité, les médisances, les contes gaillards; c'était là que venaient se réveiller les échos des caquets de l'accouchée et des grands conciliabules des commères, là qu'on ébruitait tous les grands faits de guerre contre la bourse et la tranquillité des maris. On y récitait les ballades écrites sur les événemens scandaleux, on y dansait les chansons composées contre tel ou telle, et dont un joueur de tabourin s'était emparé pour en faire une danse. Telles étaient les cours d'amours et les chambres de rhétorique des dames rémoises, « si humaines à gens de cour, » comme dira plus tard Coquillart, et qui avaient depuis longtemps la réputation d'offrir aux étrangers « grandes festes et nobles mangiers. » Dans de telles réunions se trouvait à l'aise cet esprit que nous avons signalé chez les anciens Rémois, cette verve agressive, peu féconde, un peu plate, rabâcheuse et accablée sous la lourdeur de la forme, mais parfaite dans les mots, les jugemens courts, les maximes et les sobriquets, évitant alors l'entortillage par une vivacité saccadée et peu grammaticale.

Ces réunions étaient aussi les grands *gaudeamus* de Coquillart. Il s'en allait *oreillant* par la ville, observant et préparant les documens de sa future poésie. Dans les réunions populaires, il cherchait « mille mots, mille dicts d'ouvrier, » comme il l'annonce lui-même, les locutions énergiques et joviales particulières à chaque métier. Dans les assemblées plus brillantes, il était à la piste des « paroles sophistiques, » comme il dit encore, c'est-à-dire toujours gaies, mais un peu plus recherchées. Il retrouvait là ces caractères corrompus ou ridicules qu'il avait déjà vus dans son étude de procureur sous

un si mauvais jour, poussés qu'ils étaient par les âpres passions du gain, de l'envie et de la haine. Là encore il les revoyait à leur désavantage, en proie à des passions plus bruyantes et plus plaisantes, mais tout aussi honteuses et effrénées. Il ne voyait ainsi ni l'humanité ni la bourgeoisie sous leurs meilleures couleurs, il ne faut pas l'oublier, car sa littérature repose presque tout entière sur les observations qu'il faisait alors. Il faisait, à vrai dire, ces observations, poussé surtout par son instinct; il les amassait plutôt qu'il ne les digérait, il ne pensait pas encore à la littérature.

Nous ne savons ce qui l'y poussa plus tard, mais ce dut être quelque hasard, quelque conseil d'ami, le loisir de la vieillesse, la réussite d'un essai tenté par caprice. Toutefois l'apparence peu littéraire et la tournure de simple conversation que présentent ces premiers essais prouvent bien l'absence de toute préoccupation d'artiste. Du reste il resta toujours ce que nous appelons un *amateur*, et nous verrons que c'est à cette réserve qu'il dut une partie de son originalité. En attendant, tout ce qui se passait dans la cité, tout ce qui de l'histoire générale arrivait à la ville, prenait dans son esprit une vie particulière. Les mots, les proverbes, les observations, lui offraient immédiatement une figure connue, un tronçon de satire, une comparaison joyeuse; chaque fait aussi, chaque action se généralisait dans son imagination et y créait une sorte de type. Seulement il avait une de ces intelligences trop vives, trop impressionnables et trop emportées pour pouvoir produire en leur jeunesse. Elles ont besoin de voir souvent la même chose, pour que cette chose reste en eux; il faut que le temps fatigue cette fougue d'observation : jusque-là elles ne peuvent rendre leurs impressions que par éclairs et par lueurs.

Nous savons maintenant où Coquillart trouva les origines de sa poésie, et nous pouvons aussi nous représenter à peu près complétement sa vie et son caractère. Nous voyons que c'était une de ces singulières natures où le cœur parle peu, dont toute l'énergie repose dans l'esprit, dont toute l'activité consiste dans la lutte entre l'esprit et la raison. Ainsi, tandis que le cœur, ignorant la vivacité du sentiment, sans grand instinct du bien et sans claire vue du sens moral, ne connaît guère et ne croit que ce qui lui a été appris par l'éducation,— l'esprit, lui, est intraitable, indépendant et original; il ne cède à rien, sinon à l'intérêt personnel, clairement démontré par une raison froide et mathématique. Tel était notre poète bourgeois. Esprit vif et indocile, mais caractère sérieux et positif, gai dans l'oisiveté, mais grave dans les affaires, il utilisait cette double qualité, surtout au profit de son ambition. Ce fut la diplomatie de toute sa vie. Sa joyeuseté, sa finesse, son brillant cynisme, lui valaient l'amour du populaire, la crainte moitié affectueuse moitié respectueuse de la bourgeoisie, et lui ouvraient ainsi la route du conseil de ville, tandis que son intelligence, sa gravité dans les affaires et dans sa conduite lui attiraient l'attention du clergé et lui faisaient une pente facile vers cette stalle de chanoine qu'il avait entrevue comme le trône de sa vieillesse. Il lui fallait souvent déployer une grande habileté pour ménager deux opinions si différentes et marcher sans trop pencher d'un côté ou de l'autre entre deux compagnons de si diverse humeur. Parfois l'envie, les calomnies, les haines punissaient ses satires, et le conseil de ville s'éloignait à l'horizon; d'autres fois la légèreté de son esprit et le cynisme de ses railleries laissaient

mal présumer de son caractère, et la prébende future faisait les doux yeux à quelque autre de ses sages confrères. Aussi, quoique sa vie ait été bien heureuse et qu'il se soit nommé lui-même l'*honneste fortuné*, pourtant il nous dira un jour, dans un moment de joyeux dépit :

> Car pour repos j'ay eu foulure,
> Pour le beau temps j'ay eu greslure,
> Pour provision des sornettes
> Au lieu de faisans, alouettes,
> Pour chariots branlans brouettes.

Ce fut sans doute à la suite de quelque prodigieux ébattement qui avait fait froncer les sourcils à messieurs du chapitre, que Coquillart, par esprit de pénitence et pour rattraper le terrain perdu, entreprit la traduction de la *Guerre des Juifs* de Flavius Josèphe. Cette histoire, qu'il commença à traduire le 12 octobre 1460, en la trente-neuvième année de son âge, traite le même sujet que ce mystère : *la Vengeance de Notre-Seigneur*, que nous sommes tenté de lui attribuer, c'est-à-dire la prise et la destruction de Jérusalem par les Romains.

Je n'ose pas me fier au portrait que donne de l'auteur une des vignettes du manuscrit que nous possédons. La richesse de l'appartement et des habits prouve que cette image est une œuvre d'imagination. Dans cette figure creusée, grave, longue et paisible, dans ces pommettes saillantes, dans cette bouche large, à laquelle les lèvres abaissées aux deux extrémités donnent un si profond caractère d'amertume, je ne puis voir la tête de Coquillart. C'est plutôt le masque de la réflexion, de l'étude et du travail que de la gaieté et de l'observation des choses extérieures. Quoi qu'il en soit, c'était pour lui une chose importante que la traduction de Josèphe; il y travaillait tous les jours de grand matin sans doute, avant l'heure des affaires, et le samedi, veille de Pâques-Fleuries, le vingt-quatrième jour de mars de l'année 1463, il put, assis sur son grand fauteuil, en dicter les derniers mots à son copiste assis sur un escabeau à ses pieds. « Il était, dit-il, entre six et sept heures du matin. » Je ne sais s'il avait l'intention de faire passer à la postérité cette importante date, mais je suis bien persuadé que cette traduction fit dans la ville un bruit infini, et fut la principale cause de sa fortune; pourtant, quoiqu'elle soit faite avec naïveté et facilité, il faut bien se garder de voir là rien qui indique le génie original de Coquillart. C'était une sorte de thèse qu'il offrait au jugement du clergé, peut-être une préparation au grade de docteur en décret qu'il voulait acquérir, ou bien une manière de faire sa cour au saint et savant archevêque Jean Juvénal des Ursins, et d'obtenir ainsi quelque droit à la place de procureur de l'archevêché.

Le temps de la littérature n'était pas encore venu pour Coquillart, son ambition n'était pas satisfaite, ni le loisir possible. Les mœurs qui devaient exciter sa verve et irriter son observation n'étaient pas encore assez tranchées; le monde moderne n'était pas complétement sorti du moyen âge, et la bourgeoisie rémoise avait encore à livrer son grand duel au roi Louis XI avant de se reposer dans le luxe, l'oisiveté et la licence.

C.-D. D'HÉRICAULT.

POÈTES ET ROMANCIERS

MODERNES DE LA GRANDE-BRETAGNE

W. M. THACKERAY ET SES ROMANS.

Après Dickens, qui jouit d'une popularité plus étendue et d'un public plus sympathique, après Bulwer, dont le talent accuse des tendances plus sérieuses et une érudition plus variée, il faut, — quand on dresse la liste des romanciers anglais contemporains, — arriver à Thackeray. La plèbe des lecteurs nommerait peut-être avant lui ou M. James ou M. Harrison Ainsworth; quelques coteries politiques désigneraient M. Disraéli; quelques hommes d'un goût spécial, l'auteur pseudonyme de *Jane Eyre* et de *Shirley*. Ce seraient là autant d'erreurs. Aux yeux de l'observateur attentif et désintéressé, celui qui « arrive troisième, » comme on dirait sur le *turf*, c'est M. Thackeray.

Le spirituel romancier n'a pas gagné sans luttes et sans revers cette place honorable. Ses débuts ont été orageux et contestés longtemps. Lui-même, dans une préface curieuse, nous raconte que celui de ses romans pour lequel il se sent une préférence marquée (*the History of Samuel Titmarsh and the great Hoggarty Diamond*) fut refusé par un *magazine* avant de paraître dans le *Fraser's*. Le même outrage était réservé à une œuvre encore plus digne d'attention, *Vanity Fair*, dont, en ce recueil même, il a été donné une très complète analyse (1). Rechercher la cause de ces échecs persistans et

(1) Voyez la *Revue* du 15 février et du 1er mars 1849.

nombreux serait peut-être une étude intéressante et de l'écrivain lui-même et de son œuvre. On remonterait ainsi à des causes fort complexes, les unes individuelles, les autres purement littéraires. On aurait à la fois à suivre l'homme dans quelques incidens de sa vie et l'écrivain dans quelques-unes de ses premières tentatives. Arrêté par maint et maint scrupule, nous essaierons, sans prétendre le mener entièrement à bien, ce travail aventureux et délicat.

I.

Parmi les incidens qui se rattachent à la vie de l'homme plus encore qu'à celle de l'écrivain, nous rangerons les antécédens politiques de M. Thackeray, signalé d'abord comme collaborateur d'une feuille très libérale, créée, si nous ne nous trompons, par son père. Ce journal (*the Constitutional*) vécut peu, et, durant sa courte existence, dévora beaucoup d'argent. De là des disgrâces pécuniaires qui forcèrent les fondateurs responsables à s'expatrier. Il est souvent question de Boulogne-sur-Mer dans les romans de Thackeray, et on sait que Boulogne est, comme l'*Alsatia* du temps de Nigel, l'asile des infortunés que l'*Insolvent Debtor's Court* a rangés parmi les parias de la lettre de change ou du billet à ordre.

Au début du jeune homme dans la vie, à ses antécédens comme publiciste, venaient s'ajouter, pour entraver sa route, certaines vivacités de l'écrivain. Suspect comme radical (il y a une vingtaine d'années ce mot faisait grand'peur), Thackeray l'était encore, et devait l'être, en tant qu'esprit original, comme observateur perspicace, comme frondeur libre et hardi : ce sont là des qualités éminentes et rares, mais qui n'entrent pas de plain-pied dans notre carrière semée d'obstacles. Arrivez-y en homme bienveillant et poli, fermement décidé à n'éclipser ni ne blesser personne, le sourire sur les lèvres, le chapeau à la main, respectueux pour tous les amours-propres, complice de tous les sots préjugés, et vous aurez encore assez de peine à y conquérir le droit de cité; mais si, gardant aux abus grands et petits, aux prétentions ridicules, aux idées reçues parce qu'elles sont absurdes, une verte et ferme rancune, vous vous jetez dans la mêlée comme Jean-Bart dans la foule enrubannée et musquée qui lui barrait l'entrée de l'OEil-de-Bœuf, attendez-vous à voir les perruques froissées se hérisser de colère, les rabats déchirés s'ameuter, et les raides pourpoints, les vertugadins goudronnés dresser des barricades sur votre passage.

Puis Thackeray, s'abritant sous un pseudonyme (*Michaël-Angelo Titmarsh*) et ne prenant peut-être pas encore lui-même tout à fait au sérieux une profession dont il s'honore maintenant qu'il l'avoue,

devait encore, par les *gaietés* qu'il se permettait, effaroucher son monde. En France même, où le badinage littéraire trouve les esprits plus ouverts et plus indulgens, que de peines cependant pour lui faire sa place au soleil ! Combien on s'effraie facilement d'une plume encore inconnue qui prétend risquer la moindre petite escapade! Bref, et quelles que fussent les causes premières ou secondes qui retardèrent les succès de Thackeray, sa réputation demeura pendant quelques années une façon d'énigme. Il avait, en petit nombre, de sincères admirateurs; il avait, beaucoup plus nombreux, des ennemis qui le dédaignaient ou feignaient de le dédaigner. Oserons-nous rappeler que, dans ce recueil même (1), nous nous sommes personnellement rangé parmi les premiers, et très à temps, en essayant de faire connaître l'*Irish Sketch-book*, les *Esquisses irlandaises* de Titmarsh, qui ne s'appelait pas alors Thackeray, et combinait encore les ressources de la *charge* dessinée avec celles de la *charge* écrite? Le prénom de son pseudonyme — Michel-Ange — indique assez plaisamment cette double ambition d'artiste.

Et puisque ce mot se rencontre sous notre plume, nous aimerions à parler ici des caricatures de Thackeray, qui ont été très certainement pour quelque chose dans ses succès d'écrivain. A cette heure où les Turcs sont de mode, il serait piquant, par exemple, d'opposer à quelques éloges peut-être excessifs le voyage *de Cornhill au Caire* (2), tel que l'ont écrit et décrit la plume et le crayon de l'ironique Titmarsh. La cange, l'*arabas* et la mosquée, l'ânier et le pacha, le turban et le *yashmak*, le *narghileh* et la bayadère, tout est passé au double fil de l'arme à deux tranchans que Thackeray manie avec un sang-froid tout britannique. Son livre est justement le revers d'une *orientale* de Victor Hugo, et on se demande comment la terre poétique par excellence a pu être si cruellement parodiée, travestie d'une façon si bouffonne. De même, si nous avions à prémunir un adolescent contre les prestiges de son premier bal, de ce bal qui l'éblouit d'avance et auquel il ne pense pas sans un léger battement de cœur, nous lui conseillerions de méditer une heure sur ce joli petit album intitulé : *Mistress Perkins's Ball* (le bal de mistress Perkins). Ce n'est point là, comme le titre pourrait le donner à penser, la vulgaire anatomie du bal bourgeois, avec ses misères mal déguisées, ses insuffisances grotesques, son personnel ultrà-excentrique. M. Perkins est un riche négociant, alderman déjà, et qui sera quelque jour lord-maire. Il reçoit, en cette circonstance solennelle, des membres de la chambre des communes et même deux ou trois lords, des diplomates, des

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1843.

(2) En France, on dirait *de Montmartre au Caire*. Cornhill est à Londres ce que Montmartre est à Paris.

« étrangers de distinction, » des « célébrités contemporaines, » poètes ou poétesses, touristes, dandies, etc. Les salons sont magnifiquement décorés, le souper sort du meilleur atelier; mais que va devenir cet ensemble splendide, si on le soumet à un examen détaillé, si une oreille attentive ramasse, de çà, de là, les notes discordantes de ces dialogues éparpillés, si un regard scrutateur passe la revue de ces costumes dont chacun est l'expression naïve d'une vanité en émoi? Sous les brillans dehors, peu à peu la réalité pauvre et mesquine va se faire jour. Nous surprendrons ici le regard jaloux et l'exclamation bourrue de l'honnête garçon qui se voit enlever sa belle par un danseur de profession, lui qui n'a jamais su se plier aux exigences de la polka. Un peu plus loin, c'est le sourire béat de bons parens qui regardent sautiller une fille chérie. Là bas, c'est le valseur allemand, meurtrissant le parquet de son pédant talon. Dans ce coin, à la table d'écarté, un joueur aux belles façons, tout miel et mystère, vous représente un adepte de la diplomatie, gravité étudiée, silence prudent, réserve qui ne cache rien, formules équivoques qui n'en disent pas davantage. Voici le jeune poète rêveur qui va les yeux au ciel, s'accoudant à tous les lambris, comme s'il cherchait un socle à son buste byronien. Ce petit monsieur à figure chafouine, c'est le moqueur de profession, qui n'ouvre pas une fois les lèvres sans que tout le monde sourie d'avance à l'épigramme prévue. Arrivent ensemble le dandy modèle et le dandy copie, deux exemplaires, fort différens d'ailleurs, du même habit et de la même cravate. Admirez avec nous la candeur de cette belle personne blonde qui accepte, en frémissant de plaisir, des mains ridées d'un don Juan sexagénaire, le bouquet que celui-ci offre avec des grâces datées du règne de Brummell. Puis viennent les aperçus burlesques qui jamais ne manquent : — le commis venu à pied et qui ôte ses socques dans l'antichambre, au milieu des laquais goguenards; — les petits Perkins courant après tous les plateaux et se préparant de terribles épreuves; — enfin, dans la salle du banquet, derrière le paravent favorable, les subalternes absorbant à qui mieux mieux le sillery de l'amphitryon consterné. Bref, le tableau est complet, d'une vérité à la fois triste et comique, et n'était un personnage irlandais dont il nous paraît que Titmarsh a quelque peu outré la désinvolture et le sans-gêne, nous n'aurions en tout qu'à battre des mains.

La double aptitude du dessinateur et du conteur satirique désignait Thackeray, lors de la fondation du *Punch*, comme un des rédacteurs indispensables de ce journal. Aucun cadre ne pouvait d'ailleurs le mettre plus promptement en relief, et lui donner ainsi l'indépendance qui ne manque guère au succès. En effet, de sa collaboration au *Punch*, bien qu'elle fût anonyme, date la véritable popularité du

romancier. Le *Punch* publia, par chapitres, *le Livre des Snobs,* et *le Livre des Snobs,* qui établit la réputation du *Punch,* mit le sceau à celle de Thackeray. Les *snobs,* qu'est-ce que cela? vont nous demander ceux mêmes de nos lecteurs qui se piquent de savoir l'anglais, et nous les voyons d'ici recourant au dictionnaire, qui ne leur offrira pas même le secours précaire d'une racine ou d'un dérivé. Or, — et ceci n'est pas le moins piquant de l'affaire, — il serait possible (irrévérence à part) que pour voir un *snob,* tel ou tel de ceux que ce mot intrigue ainsi n'eût qu'à se placer devant un miroir. Les diverses catégories de *snobs* embrassent en effet une très nombreuse portion du genre humain, et on va pouvoir en juger. Tout acte, toute pensée, toute parole qui n'émane pas d'une raison parfaitement libre de préjugés, et soumettant toute chose au vrai niveau d'une philosophie éclairée, constitue un acte de *snobbisme.* Ce vice radical est compatible avec l'exercice habituel de toutes les vertus, excepté une seule, l'indépendance de l'esprit. Pour y échapper, il faut, outre une rare énergie, une surveillance continuelle sur soi-même. Enfin, et pour tout dire, l'auteur même du *Livre des Snobs,* — il fait en plaisantant cet aveu, mais nous lui demanderons la permission de le prendre au mot, — tout accoutumé qu'il est à flairer et pourchasser les *snobs* qu'il fait lever à chaque pas, ne serait peut-être pas tous les jours à l'abri de sa propre critique.

Arrêtons-nous à ce *Livre des Snobs;* nous y découvrirons à la fois le point de départ du romancier et une des plus piquantes expressions de son talent. Une attaque directe, très vive, très philosophique, très amusante, contre ce vice du caractère anglais, — l'idolâtrie hiérarchique, — telle est la pensée dominante de ce recueil de portraits et de récits. Le jour où il le publiait, Thackeray, ce radical battu dans l'arène politique, prenait amplement sa revanche, et il appliquait, comme Figaro, sa « volée de bois vert », non pas sur les épaules du pauvre Basile, — *snob* de premier ordre, celui-là, — mais sur l'échine robuste de John Bull en personne. Cette échine, il la trouve évidemment trop souple, trop facilement courbée devant les hautains représentans de toutes les aristocraties, et c'est à coups de fouet, — sans cesser de rire néanmoins, — qu'il veut la forcer à se raidir. Sa revue des *snobs* n'a vraiment pas d'autre sens, et nous ne doutons pas que le succès énorme qu'elle obtint en son temps n'ait précisément tenu à ce qu'elle a été prise ainsi. C'est successivement dans toutes les classes sociales que les *essais* satiriques de Thackeray poursuivent le monstre à la chasse duquel il s'est voué. Il le montre sur le trône sous les dehors pédans et dévots de Jacques Ier, et Louis XIV lui-même, avec son égoïsme féroce, son adoration de lui-même, sa majesté gourmée, sa diction pompeuse, son

froid sourire, n'est qu'un glorieux, mais incontestable *snob*. Charles II, en revanche, cynique indulgent et familier, échappe à la dégradante épithète. Il lui en reste à la vérité bien d'autres. Walter Scott fut un *snob* le jour où, à bord du yacht royal, il laissa son *loyalisme* s'égarer jusqu'à recueillir comme une relique le gobelet dans lequel avait bu George IV, — *snob* lui aussi, et d'une assez pauvre espèce. — On voit qu'il en est du *snobbisme* comme de beaucoup d'autres faiblesses humaines, et qu'on y participe en très bonne compagnie.

Le *snob* est à genoux devant toute suprématie officielle. Thackeray le constate, le déplore... et l'excuse; mais l'excuse vaut qu'on la cite. Il traite de l'*influence de la pairie sur le snobbisme :*

« Et, s'écrie-t-il, comment en pourrait-il être différemment? Un homme fait une énorme fortune: il vient en aide à quelque ministre par ses intrigues en parlement, ou bien il gagne une grande bataille, il négocie un traité, ou bien encore il se fait une belle clientèle d'avocat, et empoche des honoraires démesurés, après quoi les honneurs de la magistrature lui sont dévolus. — En pareil cas, le pays le récompense en lui accordant à jamais le *coronet* armorial avec plus ou moins de perles, plus ou moins de fleurons, puis un titre, puis un siége de législateur. Voici ce que la nation dit alors à cet homme : « — Votre mérite et vos services sont tels que vos enfans doivent nécessairement régner sur moi, pour leur part et portion. Il se peut bien que votre aîné ne soit qu'un imbécile, mais cela n'importe en rien. Vous m'avez trop bien servi pour que je ne le mette pas en votre lieu et place quand la mort aura vidé vos nobles pantoufles. Si vous êtes pauvre, nous vous octroierons un capital suffisant pour que vous et l'aîné de vos hoirs puissiez à jamais briller et grassement vivre. C'est notre expresse volonté, qu'il y ait en cet heureux pays une race à part, occupant tous les premiers rangs, et s'attribuant le monopole de tous les bénéfices, de tous les emplois, de toutes les bonnes chances, de tous les patronages. Nous ne pouvons faire pairs tous vos chers petits enfans, — ce qui avilirait le titre et encombrerait la salle des séances, — mais vos cadets auront du moins tout ce dont le gouvernement peut disposer. Ils écrèmeront les fonctions publiques; ils seront capitaines et colonels à dix-neuf ans, lorsqu'il y a de pauvres vieux lieutenans à tête chenue qui commandent encore la manœuvre après trente années de harnais. A vingt et un ans, ces chers petits commanderont des navires sur lesquels servent des vétérans qui se battaient bien avant qu'ils ne fussent venus au monde. Et comme nous sommes un peuple éminemment libre, — et afin d'encourager tout citoyen à faire son devoir, — nous dirons à tout homme, en quelque condition qu'il soit né : Devenez très riche, gagnez de gros honoraires, faites de longs discours, remportez des victoires, — et vous, oui, même vous, simple manant, vous passerez dans la caste des privilégiés, et vos enfans règneront sur les nôtres.

« Comment se soustraire au *snobbisme*, lorsqu'une institution si prodigieuse a été érigée pour assurer son maintien? etc. »

Ce passage, que nous n'avons point extrait pour son mérite intrin-

sèque, — ni pour la nouveauté des argumens qu'il apporte contre l'hérédité des distinctions sociales, — ce passage a le mérite de préciser les vues de l'écrivain. Encore cependant y faut-il ajouter un commentaire. La sotte vénération de l'homme bien né ou titré par l'homme sans nom ou sans titre n'est qu'une variété du *snobbisme*, mais c'est la plus importante, c'est la tige de l'arbre, c'est l'espèce mère. Si on n'avait pas ployé l'intelligence nationale à ce premier culte, elle ne se fût jamais asservie à tant d'autres... De cette première dérogeance au noble dogme de l'égalité humaine sont dérivées toutes les plates adulations que la langue nouvelle flétrit du nom de *toadyisms* (1). Le même homme dont le cœur bondit de joie si on le rencontre dans Pall-Mall donnant le bras à un duc est celui qu'on voyait à l'université capter, flatter le président de son collége, se tenir respectueusement debout en sa présence, écouter avec un plaisir toujours nouveau ses anapestes et ses trochées, — et pourtant ce président au nom vulgaire n'est qu'un de ces *charity-boys* instruits de par l'aumône, et qui s'élèvent moitié par un travail opiniâtre, moitié par une intrigue acharnée. Ce même *snob*, s'il est dans l'armée, briguera l'honneur d'appartenir à un de ces corps d'élite qui rarement vont courir au loin les ennuis et les périls d'une campagne d'outre-mer. Il voudra figurer dans un de ces *régimens dandies* (le mot est de Thackeray) qui sont cités pour l'élégance de leur équipement, la richesse de leur argenterie, le choix de leurs vins, l'assortiment de leurs meutes, la variété de leurs équipages de chasse. Bien pourvu d'argent et de protections, poussé de grade en grade par ses parens de la chambre haute, il laissera derrière lui, sans remords, vingt officiers plus expérimentés et plus méritans qu'il ne le sera jamais. Tout s'enchaîne dans le *snob*. Il y a chez lui l'humilité à l'égard de ce qui le domine, combinée avec le dédain à l'égard de ce qu'il prime; jamais en revanche le sentiment exact ni de sa valeur réelle ni de celle des autres.

Observez un moment le *snob* ecclésiastique. Thackeray nous donne son nom, relevé sur les listes du célèbre Eisenberg, le *chiropodist* ou pédicure. C'est « sa grâce le très révérend évêque de Tapioca. » Il figure parmi ces prélats bien rentés dont la presse anglaise a déjà quelque peu rogné les énormes revenus, et qu'elle ramènera un jour, il faut l'espérer, au partage chrétien des biens terrestres. D'ici-là, il est protégé par la complicité des *snobs* aristocratiques et la vénération éblouie des *snobs* bourgeois. Vous entendrez rarement parler des vertus apostoliques de sa grâce; mais si vous jetez les

(1) Par allusion au vieux mot de *toad-eater*, mangeur de crapauds, synonyme d'adulateur. Nous disons à peu près dans le même sens : *Avaler des couleuvres*.

yeux sur la *Court-Circular,* vous y verrez son nom en première ligne, et vous y lirez avec étonnement (un étonnement mêlé d'indignation) que sa grâce vient d'administrer le sacrement de la confirmation à *un certain nombre de jeunes nobles.* La cérémonie a eu lieu dans la chapelle royale. N'est-ce pas là le beau idéal de la hiérarchie? La chapelle royale devient, comme les salons d'Almack, un rendez-vous d'exclusifs. La confirmation ne se donne pas aux « jeunes nobles » comme à tout le monde. Voilà le *snobbisme* introduit dans le sanctuaire, et, pour un peu, voilà Dieu devenu *snob!*

Quittons pourtant ces hautes régions, où la vérité a je ne sais quelles apparences de dénigrement envieux, pour des travers plus rapprochés de notre humble sphère. Il y a des *snobs* partout. Dans les clubs par exemple, ils fourmillent, ils foisonnent, et Thackeray connaît la vie de club. Il va nous montrer le *snob* politiquant, celui qui raconte les conseils lumineux dont il a gratifié sir Robert Peel sur la question des céréales, ou bien encore celui qui possède tous les secrets des cours étrangères, sait par cœur le discours du président des États-Unis! — et pourrait vous nommer sans en omettre un, — prodige d'érudition et de mémoire! — tous les chefs de partis, soit en Espagne, soit en Portugal. Il a ses auditeurs, et qui l'admirent, et dont il n'excède jamais la crédulité toujours patiente, toujours résignée. Dans les clubs aussi se rencontre l'homme qui fait état de caresser, de flagorner un chacun, de serrer toutes les mains, de mendier tous les sourires : c'est évidemment un *snob.* En voici deux d'une humeur bien différente : ils ne causent avec personne, et l'odeur de cigare qui empeste leur voisinage fait du reste le vide autour d'eux : ce sont deux *sportsmen,* grands connaisseurs en chevaux, qui, de même que les bavards politiques datent chaque époque par le nom d'un ministère, comptent, eux, par naissances inscrites au *Stud-Book* ou par grands prix décernés à Epsom. En fait de littérature, ils n'ont jamais pu supporter que la *Bell's Life* (1). Les clubs ont aussi leurs *snobs* à bonnes fortunes, pauvres papillons frivoles qui s'entr'aident à se repaître de vides espérances ou de triomphes plus vides encore. Titmarsh n'a pas négligé, mais il traite avec une indulgence relative ces héros de la fanfaronnade amoureuse; leur étourderie le désarme, et peut-être leurs illusions lui font-elles envie.

Deux esquisses fort agréables se détachent de cette série de portraits et méritent qu'on leur réserve une place à part. Il s'agit du *snob* à la campagne et du *snob* millionnaire. N'allez pas croire en effet que Londres ait le monopole des *snobs;* si vous tombiez dans

(1) *Bell's Life in London;* c'est le journal des courses, des haras et des chasseurs, ou, pour tout réunir en un mot, le journal du *sport.*

cette grave erreur, Titmarsh vous en tirerait par le fidèle récit de son séjour dans la *villa* du major Ponto. Cette *villa*, tout enjolivée d'architecture à caprices, tout entourée de gazons et de fleurs, apparaît d'abord au visiteur comme un Éden en miniature. Tout y respire la paix, le bien-être, la simplicité, l'abondance. L'accueil du major est hospitalier et cordial. La plus belle chambre du logis, — la chambre jaune, — réservée à l'hôte attendu, est toute parfumée de bouquets; les draps, du plus fin tissu, exhalent une douce odeur de lavande; le domestique est grave, empressé, poli : tout ceci, on en conviendra, est du meilleur augure. A grand' peine, et en y regardant de très près, pourrait-on s'effrayer de voir que ce domestique si zélé extrait de la malle du voyageur et place avec étalage sur son lit le costume *habillé* dont celui-ci s'est à tout hasard muni, le frac noir à la dernière mode et le gilet de satin à fleurs. Ces préparatifs semblent annoncer un dîner de cérémonie, et au débotté ces dîners-là n'ont rien d'agréable. Enfin passons. Après une demi-heure laissée à la toilette de l'arrivant, une grosse cloche sonne le repas. Quel repas, bon Dieu, s'il ressemble à ce carillon monstre! Mais point; on dîne en famille, et c'est pour mistress Ponto, ses deux filles à peine nubiles, et leur gouvernante, miss Wirt, que Titmarsh s'est mis sous les armes. La présentation est solennelle. Mistress Ponto, grande personne en grand appareil, la tête chargée de jais sonores, souhaite la bienvenue à Titmarsh du même ton qu'elle le complimenterait sur la mort de son père; puis, toujours aussi tristement, elle se réclame d'une parenté qui doit exister entre eux en vertu de leurs relations communes avec une famille appartenant à la pairie, et dont Titmarsh, pour sa part, n'a jamais entendu parler. Le *Peerage* maudit (1) est là comme témoin du fait. O *snobbisme*, tu n'as pas été longtemps à te révéler! Bientôt les symptômes se multiplient et s'aggravent. Le dîner, servi en grand apparat, se compose de porc à toutes les sauces connues. Le vin de Marsala est servi pour vin de Xérès. Le domestique qui a revêtu une livrée déteinte, où resplendissent d'énormes boutons armoriés, porte de tous côtés avec lui une odeur d'écurie qui atteste la multiplicité de ses fonctions. Les jeunes demoiselles, après le dîner, se mettent au piano, et pendant toute la sonate le malheureux est préoccupé des énormités que lui présentent, vues de dos, les deux jeunes virtuoses, pourvues de crinolines ultra-vraisemblables. Ensuite arrive l'institutrice, et avec l'institutrice, sous prétexte de variations, des exploits de *doigté* à faire frémir un honnête homme... C'était bien la peine de fuir Londres et ses *snobs*, n'est-il pas vrai?

(1) *Peerage*, — livre ou *annuaire* de la pairie anglaise.

Les jours suivans, la situation se complique encore. Il faut entendre les doléances de mistress Ponto sur le manque absolu de voisinage. «Le duc est absent, les Ringwood n'arriveront qu'à la Noël, on est à couteaux tirés avec les Carabas... » Ainsi que le fait remarquer humblement Titmarsh, on pourrait voir le médecin, qui est un homme réellement instruit, et de plus un excellent homme... — En effet on pourrait l'inviter, *lui,* mais sa famille,... une femme si commune, avec une horrible collection de marmots. — Et le propriétaire de cette belle maison en briques...? — Ah! fi donc! M. Yardley, un ex-fabricant de cotonnades!... On a baptisé sa maison le *château Calicot*. — Et le curé, le digne docteur Chrysostôme?...

« — Ici, dit Titmarsh, mistress Ponto jeta un regard à miss Wirt, qui le lui rendit. Après ce muet échange, elles secouèrent toutes deux la tête, et de quel air! puis elles levèrent les yeux vers le plafond. Ainsi firent très exactement les deux demoiselles. Tout le monde était en émoi. J'avais dit évidemment quelque chose de terrible. — Hélas! pensai-je, encore une brebis galeuse au sein du troupeau ecclésiastique! — Et cette idée m'attrista quelque peu. En effet, — je l'avoue sans le moindre scrupule, — je respecte en général la soutane.

« — Est-ce que... est-ce qu'il y a quelque chose à dire?

« — A dire? répéta mistress Ponto, qui joignit en même temps les deux mains par un geste tragique.

« — Oh! s'écrièrent miss Wirt et ses deux élèves avec un ensemble tout à fait choral.

« — Eh bien! vrai, j'en suis fâché, repris-je. J'ai vu rarement meilleure tournure et physionomie plus distinguée, rarement une école mieux tenue, rarement aussi ai-je entendu un meilleur sermon...

« — Ces sermons, il les prononçait naguère *en surplis*, murmura aigrement mistress Ponto. Le docteur Chrysostôme, monsieur, est un *puseyiste* (1).

« Sur ce mot, et tandis que j'admirais le zèle épuré de mes quatre théologiennes, le domestique apporta le thé : — thé sans force et qui doit peu déranger le sommeil du maître de céans. »

Ces derniers mots sont une allusion maligne à la prétention qu'affiche le major Ponto de se lever de très bonne heure et de travailler énormément dans son cabinet. Ce cabinet, meublé de vieilles bottes, d'engins de pêche, de harnais, ne semble guère favorable aux labeurs intellectuels. Le fait est que Ponto y dort une bonne partie de l'après-midi, et que le soir, du dîner à la prière, il ne fait qu'un somme. On voit qu'il peut impunément être debout à l'aurore.

Nous n'entrerons pas dans le détail de l'espèce de *vendetta* qui

(1) Le docteur Pusey, d'Oxford, — homme irréprochable d'ailleurs et plein de savoir, — avait introduit dans l'église anglicane des doctrines qui ont été condamnées par ses supérieurs comme inclinant au catholicisme.

existe entre les Ponto et les Carabas; mais il est bon de savoir que le représentant de cette orgueilleuse famille (la dernière, bien entendu) avait circonvenu le major, à son arrivée dans le comté, pour le rallier à une candidature compromise. L'élection faite, Ponto, qui s'était laissé séduire, comptait sur la reconnaissance du nouveau membre des communes, et mistress Ponto se croyait déjà présentée aux bals d'Almack par la femme du chef des Carabas, l'altière lady Saint-Michael; mais il fallut reconnaître le néant des leurres électoraux, subir les strictes politesses du grand seigneur redevenu lui-même, et les dédains encore moins ménagés dont les grandes dames accablent, à ce qu'il semble, les campagnardes assez osées pour vouloir se produire, grâce à elles, dans les cercles exclusifs de la capitale. *Indè iræ.* — A ceci viennent s'ajouter les griefs naturels de deux voisins de campagne qui, brouillés une fois, mettent un soin tout particulier à se prodiguer les procédés fâcheux. Ponto, qui n'est plus invité à venir chasser chez Carabas, s'en dédommage en braconnant quelque peu le long de ses haies; c'est du moins ce que lui reproche en termes assez peu révérencieux un des gardes-chasses du marquis certain jour que Titmarsh et son amphitryon se sont avancés jusqu'à l'extrême frontière des deux domaines, et la scène est réellement plaisante, mais on ne peut tout citer. Nous donnerions sans cela tout entière la visite au château de Carabas, description excellente d'une de ces grandes résidences ruineuses que la loi des substitutions impose à certains nobles, avec la fortune desquels ces demeures princières contrastent de la façon la plus étrange. En dépeignant ces grandes salles froides, où les maîtres absens et même présens n'entrent jamais; — ces étangs dont s'empare, faute de soins, une végétation marécageuse; — ces galeries somptueuses où moisissent sans spectateurs des tableaux amenés à grands frais du continent; — ces bocages épais qui n'existeraient pas, et depuis longtemps, si la loi ne les maintenait, malgré le propriétaire obéré, sur le terrain qu'elle garde à ses héritiers, —Thackeray s'est presque trouvé poète, et ceci ne lui arrive pas assez souvent pour qu'il ne faille pas le remarquer.

Un beau matin surviennent à grand bruit chez Ponto le fils de la maison, cornette au 120e de hussards, et un de ses camarades de corps, le jeune lord Gules, petit-fils et héritier de lord Saltires. Ce futur pair d'Angleterre n'est, en attendant, qu'un officier du plus mince mérite, chétif de corps et d'esprit, illettré jusqu'au ridicule. N'importe, voici la maison en révolution. Pour bien peu de chose, on sommerait Titmarsh d'évacuer la chambre jaune, que son âge et son droit d'ancienneté devraient cependant lui garantir. Il s'agit de lord Gules, et mistress Ponto ne sait plus où elle en est. Or quel est le

motif qui a fait accepter à cet intéressant *nobleman* l'invitation émanée d'un pauvre plébéien comme le major? Le régiment a changé d'uniforme. Le cornette Ponto a fait des frais formidables en dolmans, pelisses, sabretaches, etc. Il s'agit de faire accepter cette fabuleuse note au malheureux père, et c'est mistress Ponto qui, dans son premier éblouissement, sera chargée de cette mission. Elle y consent, car le major est un époux des plus débonnaires et des mieux domptés; mais n'y a-t-il pas quelque chose de navrant dans la résignation avec laquelle il montre à Titmarsh le total effrayant des sommes réclamées par Knopf et Stecknadel, les tailleurs favoris de la gent militaire : 347 livres sterling et 9 shillings (environ 8,700 fr.) !

« — Regardez un peu, me dit-il, regardez, mon ami, et, par le ciel, dites-moi comment peut s'y prendre avec cela un pauvre hère dont le revenu n'excède pas neuf cents livres (1), pour ne se pas déclarer en faillite?

« Il poussait en même temps une sorte de sanglot, tout en me passant par-dessus la table la note en question. Et sa vieille figure, ses vieux brodequins et sa vieille jaquette de chasse, râpés et déchus, et ses longues jambes maigres, avaient l'aspect le plus désastreux, le plus ruiné, le plus failli qui se puisse imaginer...

« Ce jour-là, mistress Ponto et sa famille passèrent une délicieuse soirée. On mit le fils de la maison sur la sellette, et on lui fit raconter de point en point son dîner chez lord Fitzstultz (le colonel du régiment), combien il y avait de valets de pied, et la toilette des *ladies* Schneider, et ce qu'avait dit son altessse royale lorsqu'elle était arrivée sur le terrain de chasse, et qui se trouvait là pour la recevoir. Mistress Ponto jubilait.

« — Ah! vraiment, s'écria-t-elle ensuite, lorsque le cornette et son jeune ami se furent retirés à la cuisine pour achever leurs cigares,... vraiment, ce garçon-là me rend bien heureuse! » Et comment oublier ce qu'était, à ce moment-là même, le regard inquiet, tourmenté, effaré, du pauvre major? »

Le type du Turcaret anglais ne pouvait manquer dans la galerie des *snobs*, mais il y est encadré d'une manière piquante. Titmarsh compte parmi ses connaissances intimes un jeune avocat de talent, mais dont la carrière commence à peine, et qui, marié, père de famille, s'arrange pour vivre avec une comfortable simplicité. Encore vit-il cependant, et c'est là un sujet de continuelle surprise pour le très haut et très opulent Goldmore, un des directeurs de la compagnie des Indes, qui ne rencontre guère M. Gray ou sa femme sans s'émerveiller qu'avec de si minces ressources ils puissent, à peu près comme tout le monde, se vêtir, se loger, recevoir même au besoin quelques amis. Le *snobbisme* de Goldmore à ce sujet est si tenace, il s'épanche avec tant de naïveté, il est si peu ménager de manifestations dédaigneusement compatissantes, que Gray lui-même finit

(1) 22,500 francs

par être instruit de la singulière pitié qu'il inspire à ce magnifique financier, avec lequel il a des relations d'assez longue date, et chez qui, deux ou trois fois la saison, il est même prié à dîner. Ceci peut passer pour l'exposition du *drame*, voici le drame lui-même :

« Un jour, rentrant du club, M. Gray rapporta à sa femme l'étourdissante nouvelle qu'il avait invité Goldmore à dîner. La pauvre femme en trembla de la tête aux pieds.

« — Quelle est cette cruelle plaisanterie, mon ami? Vous savez que notre salle à manger ne pourra jamais contenir mistress Goldmore.

« — Tranquillisez-vous, ma femme, mistress Goldmore est pour le moment à Paris. C'est Crésus lui seul que nous aurons pour convive; je le mène ensuite au spectacle,... à Sadler's Wells (1)... Il nous a dit, au club, qu'il regardait Shakspeare comme un grand poète dramatique, digne d'encouragement, et là-dessus, saisi d'un bel enthousiasme, j'ai cru devoir l'appeler à notre banquet.

« — Grand Dieu!... mais qu'allons-nous lui donner? Vous savez qu'il a deux cuisiniers de France; vous savez tout ce qu'en rabâche mistress Goldmore;... vous savez qu'il dîne presque tous les jours avec des *aldermen* (2)?... Ma cuisinière est malade... Notre affreux pâtissier...

« — Silence, *Frau*, interrompit Gray d'une voix creuse et tragique. C'est moi qui me charge du festin. Bornez-vous à exécuter strictement les ordres de votre époux...

« — Au moins n'allez pas nous ruiner...

« — Paix! vous dis-je, moitié timide d'un avocat sans cliens. Le dîner de Goldmore n'aura rien que d'assorti à nos faibles ressources. Seulement, et qu'en tout point ma volonté soit la loi suprême!... Titmarsh, vous serez des nôtres.....

« Le lendemain, fort ponctuellement exact (rien n'est haïssable comme les *snobs* qui arrivent à neuf heures du soir pour se mettre à table), je produisis un certain effet, grâce à ma canne à pomme d'or, dans la petite rue où réside le ménage Gray; — mais cette faible sensation, que devint-elle, lorsqu'à cinq heures cinq minutes, le cocher poudré, la livrée jaune, les chevaux noirs et les harnais argentés de M. Goldmore firent irruption dans cette ruelle modeste! Elle n'est habitée que par des marchands de charbon, des architectes, deux chirurgiens, un avocat, un maître de danse, et comme d'ordinaire plusieurs receveurs de rentes. Les maisons en sont petites, à deux étages, et à portiques revêtus de stuc. Le carrosse de Goldmore dépassait les toits de quelques centimètres, et les habitans du premier étage, de plain-pied avec le siége moelleux où il était adossé, auraient pu échanger au passage une poignée de main avec lui. En un clin d'œil, toutes les fenêtres se garnirent d'enfans et de femmes. Bittlestone-Street était déjà en révolution, lorsque l'imposant équipage de Goldmore fit halte devant la porte de M. Raymond Gray.

(1) L'équivalent de nos Folies-Dramatiques.

(2) L'*alderman* est de temps immémorial accepté pour type de la gourmandise.

« — Qu'il est bien à lui d'avoir amené ses *deux* laquais! dit la petite mistress Gray, qui, elle aussi, lorgnait le carrosse. Le plus gros des deux valets de pied, descendu de son perchoir, heurta à la porte, de manière à jeter bas la maison tout entière. Toutes les têtes étaient dehors; le soleil resplendissait; le joueur d'orgue lui-même, ébloui, comptait des pauses; le laquais, la voiture et Goldmore avec sa face rouge tranchant sur son gilet blanc jetaient des rayons lumineux. L'hercule en culotte de pluche était revenu baisser le marche-pied, et ouvrir la portière. Raymond Gray, en revanche, ouvrit lui-même sa porte,... et en manches de chemise! Courant à la voiture : — Eh! venez donc, Goldmore, disait-il, vous n'êtes que bien juste à l'heure, savez-vous, mon brave! Ouvrez donc, vous,... laissez descendre votre maître... Dépêchez-vous donc, *Chose!*

« *Chose*, — c'est-à-dire le valet, — obéit machinalement, mais sa figure était bouleversée, et l'espèce d'horripilation qui s'y peignait n'avait de comparable que l'étonnement, la stupéfaction dont se décorait la physionomie empourprée de son maître.

« — A quelle heure la voiture, s'il vous plaît, monsieur? dit Chose, dont nous aurions voulu reproduire la prononciation elliptique, une des grâces de l'état servile.

« — A la sortie du spectacle, c'est tout ce qu'il faut, s'écrie Gray;... nous sommes à deux pas des Wells, et nous irons bien à pied. J'ai des places gardées pour tous. Soyez à onze heures devant Sadler's Wells.

« — C'est cela même,... onze heures, bégaie Goldmore, qui se précipite tête baissée, en homme qui ne se rend plus bien compte de rien, dans la maison où il est attendu. On dirait un criminel marchant au supplice, — et supplice est bien le mot, car Gray, le scélérat, va se transformer en *Jack Ketch* (1). La voiture s'éloigne cependant à grand bruit, suivie de tous les regards disponibles dans Bittlestone-Street.

« — Entrez là-dedans, et tirez-vous d'affaire avec Titmarsh, continue Gray, ouvrant la porte du petit salon... Je vous appellerai dès que les côtelettes seront à point... Fanny est en bas, qui prépare le *pudding*.

« — Bonté divine! me dit Goldmore sur le ton discret de la confidence... Quelle idée a-t-il eue de nous prier?... En vérité, je n'avais pas idée de cette... de cette profonde misère...

« — A table, à table!... hurle Gray du fond de sa salle à manger, d'où s'exhale, avec beaucoup de fumée, une forte odeur de grillade. — En y entrant, nous trouvons mistress Gray sous les armes pour nous recevoir, et donnant parfaitement l'idée, par son maintien et sa toilette, d'une princesse à qui un étrange hasard aurait mis dans les mains un plat de pommes de terre; elle les plaçait à ce moment sur la table. Son mari cependant faisait griller des côtelettes de mouton devant la cheminée même de la pièce où nous allions dîner.

« — Fanny s'est chargée du pudding, moi du premier service... — En voici une belle... Tâtez-moi ça, Goldmore!... — Et sans plus de façon, il jetait sur l'assiette du financier une côtelette encore frissonnante. Quelles paroles et

(1) Désignation familière du bourreau chez nos voisins.

quels points d'exclamation ne faudrait-il pas pour rendre la surprise de ce nabab fourvoyé?...

« La nappe était un peu mûre et reprisée en maint endroit; la moutarde figurait dans une tasse à thé; la fourchette de Goldmore était en argent, les nôtres en fer.

« — Je ne suis pas né, dit très sérieusement notre malheureux amphitryon, avec une cuiller d'argent dans la bouche (1). Aussi n'ai-je qu'une fourchette d'argent. C'est Fanny qui d'ordinaire en a le monopole.

« — Raymond!... s'écria mistress Gray d'un air suppliant.

« — Elle a, vous le savez, continua l'implacable railleur, elle a connu de meilleurs jours... J'espère bien du reste lui gagner tôt ou tard de l'argenterie, ou quelque chose d'approchant... On dit merveilles des *plaqués* électriques... Mais où diable est ce garçon qui doit nous rapporter de la bière?... Ah çà! maintenant, reprit-il en se redressant tout à coup, c'est le moment de représenter un maître de maison. — Il remit alors son habit, et du plus grand sérieux s'assit à table, où il apportait quatre côtelettes nouvelles grillées de sa main.

« — Ce n'est pas tous les jours, monsieur Goldmore, que nous avons de la viande, et j'estime un vrai festin le dîner que je vous offre. Vous ne savez guère, vous autres gros messieurs de Leadenhall, vous qui nagez dans l'opulence, à quelles extrémités sont réduits les pauvres avocats sans ouvrage.

« — Bon Dieu! bon Dieu! murmura M. Goldmore, tout de bon décontenancé par ces confessions à brûle-pourpoint.

« — Et notre petite bière qui n'arrive pas... Allons, Fanny, décidez-vous... Il faut descendre à la taverne, ma bonne amie... Voilà les six *pence*... — Et quel fut notre étonnement de voir notre hôtesse se lever effectivement, comme pour obéir à cette injonction sauvage.

« — Madame!... permettez!... j'irai plutôt moi-même, s'écria Goldmore consterné.

« — Ne bougez, cher monsieur... A aucun prix je ne souffrirai... C'est une habitude prise... D'ailleurs on ne *vous* servirait pas comme on *la* sert... Laissez, laissez-la partir, poursuivit Raymond avec son imperturbable sang-froid. — Mistress Gray, fait comme dit, quitta la pièce où nous étions, et quelques instans après revint avec un plateau sur lequel figurait un pot d'étain rempli de bière. La petite Polly (je me souviens de son baptême et de la burette d'argent que j'eus l'honneur de lui offrir en qualité de parrain), la petite Polly suivait sa mère, apportant deux pipes chargées de tabac... La petite masque, avec ses joues pleines et rosées, avait un air sournois le plus amusant du monde. »

On devine que la plaisanterie, commencée ainsi, se poursuit durant tout le repas. Gray se complaît à étaler devant le richard, de plus en plus gêné, les prétendues misères de son entrée en ménage. Il raconte comment il nettoyait lui-même ses couteaux, et traînait à

(1) Expression proverbiale anglaise dont le sens est à peu près celui que nous attachons aux mots : *naître coiffé*.

la promenade la charrette des enfans, comment sa femme a dû apprendre à retourner les omelettes dans la poêle, et combien elle en a laissé tomber dans les cendres, au grand regret de toute la famille, — et aussi quels objets de toilette elle confectionnait pour elle-même. Puis, à l'arrivée d'une bouteille de vin qui doit clore le repas, il invente je ne sais quel conte saugrenu pour expliquer comment il se fait qu'il se trouve posséder cet unique *spécimen* d'une cave encore à former, — tant et si bien, que Crésus-Goldmore est abîmé dans les plus tristes réflexions, lorsque tout à coup son hôte le réveille par une apostrophe inattendue :

« — Eh bien! là, convenez que vous avez bien dîné! — Goldmore tressaillit à ces mots, frappé d'une idée qu'il n'avait pas encore eue : c'est qu'en effet il venait de dîner à merveille. Les trois côtelettes qu'il avait absorbées étaient du meilleur mouton qui se puisse manger, les pommes de terre méritaient, dans leur genre, une mention honorable, et quant au pudding, il était tout simplement trop bon; le *porter*, fraîchement tiré, généreux, écumant, avait bien son mérite, et le vin de Porto n'eût pas déshonoré les flacons d'un évêque. »

Goldmore, dominé par la puissance du vrai, se voit contraint d'avouer qu'il a bien dîné, étonnamment bien dîné, chez le pauvre avocat sans dossiers. Il boit à la santé de ses hôtes, va joyeusement à pied voir jouer Shakspeare sur un théâtre de troisième ou de quatrième ordre, et, ce qui termine bien l'historiette, c'est que néanmoins, saisi de pitié pour le pauvre couple chez lequel il a fait cet excellent repas, il procure au jeune *barrister* une clientèle des plus lucratives.

On s'étonnera peut-être, — et Thackeray tout des premiers, — que nous ayons autant insisté sur ce petit *Livre des Snobs*, qui tient en apparence si peu de place dans l'œuvre déjà considérable du spirituel romancier. La raison en est bien simple : c'est qu'à nos yeux, par un hasard qui n'est pas sans exemple, cette série d'articles du *Punch*, venus sans doute, comme on dit vulgairement, *au bout de la plume*, — écrits de çà, de là, sans préoccupation antérieure, sans effort actuel, à bâtons rompus, selon le caprice de l'heure et pour ainsi dire de la minute, — constitue le vrai chef-d'œuvre de Thackeray, sa plus vive satire, et le tableau le plus durable qui jamais ait été fait de la société contemporaine en Angleterre. Du même coup, l'auteur a fait acte de moraliste en attaquant avec une rare puissance le vice dominant de l'esprit public anglais, ce qui fausse et dénature le plus d'une part l'opinion publique sur les individus, de l'autre l'opinion que les individus se forment d'eux-mêmes, — savoir la déférence irréfléchie pour des supériorités artificielles. A vrai dire, c'est ainsi qu'on

pourrait définir le *snobbisme*, en prenant ce mot dans son acception la plus générale, et cette maladie morale, qui en engendre tant d'autres, il serait malheureux pour la portée du livre de Thackeray qu'elle fût exclusivement anglaise. Nous sommes loin de le dire, et surtout de le penser : le peuple américain, en général si exempt de préjugés, n'a pas encore tellement dépouillé ce qu'on pourrait appeler le « vieil homme » anglo-saxon, que le *snobbisme* n'ait conservé chez lui des racines toutes prêtes à germer, assure-t-on. Et quant au peuple français, malgré ce qu'on a dit, en bien ou en mal, de ses instincts égalitaires, plus d'un symptôme inutile et peut-être dangereux à signaler prouve qu'il est loin d'en être exempt.

Entre *le Livre des Snobs* et les « grands romans » auxquels il a servi de prélude ou de pionnier, se placent des esquisses de mœurs ou des morceaux de satire littéraire que Thackeray a pour la plupart publiés dans le *Fraser's Magazine*. Parmi ces esquisses, nous distinguons un tableau des mœurs de la bourgeoisie inférieure (*Our Wives*), croquis léger que recommande une rare exactitude de dessin, et un petit portrait de femme très délicatement touché. Puis, une de ses meilleures plaisanteries critiques, — Thackeray s'en est permis plus d'une, comme on doit bien le penser, — a été une incursion sur nos terres, une *razzia*, ou, pour parler écossais, un *raid* dirigé contre nos romans-feuilletons. C'est évidemment M. Alexandre Dumas dont il avait surtout en vue de mettre en relief les procédés excentriques, et il les a appliqués, non sans un grand succès de rire, à une prétendue continuation d'*Ivanhoe*. Comme on se le rappelle sans doute, Walter Scott a laissé son héros marié à la belle, blonde et froide Rowena. Rebecca, l'intéressante juive dont il a sauvé la vie, reste donc à l'état de menace sur cet horizon conjugal. Qu'un beau jour Ivanhoe s'ennuie dans son ménage, et que Rebecca reparaisse, il n'en faudra pas davantage pour qu'un nouveau *drame*, comme on dit, jaillisse de la situation. C'est ce drame dont Thackeray dispose ironiquement les péripéties multipliées, qu'il complique, aplanit, noue et dénoue, embrouille et débrouille, selon les formules du nouveau *codex* littéraire, et avec la ferme volonté de mettre à néant ces roueries de la composition à tant la toise qui ont, de dix à douze années durant, ébloui un public crédule. Depuis le jour où le barbier et le curé de *Don Quixote* jetèrent par la fenêtre tant d'*Amadis*, tant d'*Esplandians* et tant de *Palmerins*, — même en comptant celui où Boileau écrivit son dialogue des *Héros de roman*, — je ne pense pas qu'on ait souvent chargé avec plus d'enthousiasme les Montemayor et les La Calprenède d'une époque donnée.

Ici s'arrête, sans qu'il soit possible de fixer une date à une métamorphose graduellement opérée, la première phase de la vie litté-

raire que nous esquissons, celle des audaces légères, des combats de ferrailleurs, des agressions moqueuses, des personnalités satiriques, campagnes à la Cosaque, entreprises la visière baissée et à l'abri du pseudonyme. Nous entrons maintenant, laissant Titmarsh derrière nous et n'ayant plus affaire qu'à Thackeray, dans une période nouvelle où l'écrivain se dessine et prime le caricaturiste. La responsabilité, plus complète, est acceptée avec toutes ses conséquences; les œuvres sont signées du vrai nom qu'elles doivent porter : elles deviennent et plus étendues et plus cohérentes; elles portent la trace d'efforts plus soutenus, d'études plus mûries. De là, pour ce travail, une division toute naturelle.

II.

Des premiers romans *sérieux* de Thackeray (sérieux par leurs dimensions et leur importance *relative,* nullement par le style, qui reste passablement sardonique et goguenard), le plus important, *Vanity Fair*, a été très amplement analysé dans ce recueil, et cependant nous ne pouvons nous empêcher de revenir sur le type de Becky, l'une des plus remarquables conceptions de Thackeray.

Becky, c'est la femme aventureuse, adroite, pleine de ressources, telle que le malheur l'a faite; c'est la fille d'artiste, née dans un grenier, élevée parmi des *rapins*, mariée jeune à une sorte d'escroc, devenue ainsi un parfait échantillon de rouerie féminine. Ce type, d'une laideur morale qu'il était malaisé de faire accueillir, Thackeray s'est donné mission de le rendre intéressant, et nous croyons pouvoir affirmer qu'il y est parvenu. On excuse (car il en fait toucher au doigt les circonstances atténuantes) la complète insensibilité, la dextérité méchante de cet être à part, mal venu au monde, condamné par avance à lutter ou à périr. Becky manque absolument de cœur, c'est vrai; mais dépendait-il d'elle d'en avoir un? Son mari, ses enfans lui demeurent étrangers; est-ce sa faute? Aime-t-on par cela seul qu'on doit aimer? Livrée à mille fâcheuses industries, elle va droit à son but, droit à sa proie, sans s'inquiéter de ceux qu'elle écrase sur sa route, et sa conscience ne lui reproche rien, tout simplement parce qu'elle n'a pas de conscience. En revanche, elle possède au plus haut degré le tact et l'observation qui lui sont indispensables dans son hasardeux métier de femme d'intrigues. Ces qualités sont les auxiliaires de ses défauts : sa sagacité lui fait distinguer à merveille la fausse monnaie sociale qui a cours parmi les hommes, et lui donne naturellement l'idée d'en frapper, elle aussi, pour son propre usage. Becky distingue à merveille de la véritable honnêteté les

faux semblans, et dans l'honnêteté, même de bon aloi, celle qui a l'intérêt seul pour mobile. L'hypocrisie pour elle a peu de mystères, et lui sert d'enseignement perpétuel. Elle met en pratique, elle applique à la direction quotidienne de ses actes et de ses paroles les dogmes de misanthropie raffinée que l'on admire quand Timon ou Alceste se chargent de les développer, et qui deviennent des crimes quand un individu, dominé par la logique, veut les traduire en réalités quotidiennes dans ses rapports avec le genre humain. Becky en somme n'a guère qu'une règle d'appréciation : elle adore la force, elle méprise la faiblesse, et ceci en elle-même comme dans les autres. Son mari, par exemple, l'adorait; elle l'a payé de mépris et d'outrages tant qu'elle l'a vu à ses pieds; il se relève un jour, la maltraite, la vole et la déshonore : elle lui sait presque bon gré de cette vengeance énergique, il s'est par là relevé à ses yeux. Ce trait de caractère et quelques autres encore rachètent ce qu'il y aurait de trop odieux dans une perversité absolue, et, sans atténuer une physionomie audacieusement accusée, ils lui laissent un cachet de beauté *relative* sans lequel le regard épouvanté s'en détournerait aussitôt.

Le second de ces romans, *Pendennis,* peut être regardé comme un résumé des esquisses ou nouvelles éparpillées par Titmarsh dans les recueils périodiques. C'est ainsi que, dès le début, — et le début est ce qu'il y a de plus amusant dans *Pendennis,* — les amours du héros adolescent avec une actrice plus âgée que lui, — pures amours, entendons-nous, ayant pour but le chaste hyménée, — nous remettent en mémoire ce conte de *Our Wives* que nous rappelions tout à l'heure. Seulement ici les rôles sont renversés. Arthur Pendennis est le type du jeune homme naïvement *enfiévré,* qui se donne corps et âme, qu'aucun raisonnement égoïste ne peut retenir, qu'aucune considération mondaine ne peut arrêter, et qui ruinerait fatalement son avenir, s'il n'avait par bonheur un oncle, modèle de savoir-vivre et d'expérience consommée, qui vient fort à propos s'entremettre. Les manœuvres de l'habile major Pendennis, le talent qu'il déploie à faire avorter, sans moyens extrêmes, le bizarre projet formé par son neveu, constituent encore un tableau de mœurs pris sur nature, tableau parfait si quelques touches de caricature outrée n'éclataient sur la toile comme des tons criards, fâcheuses réminiscences du *Punch.*

Du reste, les observateurs les plus sagaces de la nature féminine reconnaîtront que le type de la comédienne de second ordre n'a jamais été rendu avec plus d'esprit qu'il ne l'est ici. Nous voudrions pouvoir citer la scène où cette bonne et belle miss Costigan (Fotheringay est son nom de guerre) écoute avec une placidité parfaite les brûlantes protestations de *son* Arthur, alors qu'elle le croit possesseur d'un beau domaine et d'un revenu considérable, — puis

celle où, désabusée sur ce point, elle renonce sans le moindre regret à ce poétique amour. Il faut la voir écoutant avec une gravité parfaite les détails que son père lui donne, en fureur, sur la *tromperie* dont il croit avoir été victime, mais dont en réalité son imagination a fait tous les frais. Émily (c'est le petit nom de miss Costigan) ne cesse pas une minute, pendant ces explications décisives, de nettoyer, avec de la mie de pain, les souliers de satin blanc qu'elle doit chausser à la représentation du soir. Équitable avant tout, elle commence par prouver à son père qu'il n'a pas le droit de reprocher à Arthur Pendennis d'avoir exagéré le chiffre de sa fortune :

« — Il m'a toujours dit qu'il était pauvre, continua-t-elle, mais il est évident qu'elle ne l'avait pas pris au mot... Et ainsi donc il n'est pas riche, soupira-t-elle ensuite assez tristement. Pauvre garçon!... un si bon enfant... Il n'avait pas le sens commun avec ses vers et sa poésie... mais c'était un honnête jeune homme... Je le trouvais à mon goût;... — et lui m'aimait bien, ajouta-t-elle, continuant à frotter son soulier. »

Elle tient ce discours sentimental devant un pauvre diable de musicien épris d'elle depuis des années, et aux leçons duquel elle doit le peu de talent qu'elle a. Ce malheureux, torturé par la jalousie, ne peut contenir l'amertume de ses pensées :

« — Épousez-le, si vous l'aimez! s'écrie-t-il... Pourquoi donc pas?... Il n'a guère que dix ans de moins que vous... Sa mère pardonnera... Vous pourrez vivre avec eux sans rien faire... Pourquoi pas?... Vous serez une lady... Vous m'enverrez promener avec mon violon... Votre père s'arrangerait pour vivre de sa demi-solde... Allons, épousez-le, puisque vous l'aimez et qu'il vous aime...

— J'en sais d'autres qui m'aiment, et qui ne sont pas plus riches que lui, et qui ont beaucoup plus d'âge, repartit miss Milly d'un ton assez sec.

— Certes, s'écria le musicien..., je les connais aussi, ceux-là, et je les trouve bien assez vieux, bien assez pauvres, surtout bien assez fous comme ils sont.

— On est fou à tout âge... Vous me l'avez dit bien souvent vous-même... pas vrai, mon cher? continua l'altière princesse, écrasant de son regard le malheureux artiste. Si Pendennis n'a pas de quoi vivre, on serait folle de l'épouser.

— Et lui... et *lui?* s'il vous plaît? dit à son tour M. Bows... Dieu du ciel, miss Costigan, vous vous débarrassez d'un homme comme d'une vieille pantoufle!

— Je ne comprends pas, répondit la jeune tragédienne, grattant de plus belle son second soulier... Si ce monsieur avait seulement la moitié des deux mille livres sterling de rentes que mon papa lui croyait, — même la moitié de cette moitié, — je serais capable de l'épouser; mais me marier avec un pauvre diable..., et pourquoi?... Nous sommes déjà bien assez *panés*. M'aller enfermer avec une vieille belle-mère acariâtre (peut-être) et qui me reprocherait le pain de mes repas... Allons donc!... A propos, il serait temps de

dîner, et Suzon n'a pas mis le couvert... — Puis après, reprit l'ingénue miss Costigan... admettez que les enfans arrivent... Eh! vraiment, papa, nous serions encore plus dans la gêne que nous n'y sommes maintenant.

« — Positif, Milly... Vous avez raison, répondit le père.

« — Voilà donc finie l'histoire de mistress Pendennis, femme d'un membre du parlement, dit Milly avec un large éclat de rire. Et les belles voitures, et les beaux chevaux que nous devions avoir, dites, papa, les voyez-vous venir?... Ah! c'est toujours la même rengaîne. Pour peu qu'un monsieur me lorgne, crac, vous en faites un épouseur; et s'il a un habit tant soit peu propre, il faut absolument qu'il vous apparaisse riche comme un *Crasus*.

« — Un Crésus, remarqua le musicien.

« — Comme vous voudrez. Le fait est qu'en huit ans papa m'a bien mariée une vingtaine de fois. N'ai-je pas dû devenir lady Poldoody d'Oysters-Town-Castle? Ensuite est venu le capitaine de vaisseau, à Portsmouth; après, le vieux chirurgien de Norwich... ici encore, l'an dernier, le prédicateur méthodiste... sans parler des autres. Et vous verrez, en fin de compte, que je mourrai fille... Ah! ce pauvre petit Arthur n'a pas le sou!... Eh bien! Bows, vous vous en allez?... Restez donc à dîner;... nous aurons un magnifique *beefsteak.* »

Bows le musicien reste en effet. Le beefsteak est excellent. Milly n'est pas la moins empressée à y faire honneur. Avec le dessert reviennent les réflexions philosophiques. Le père de Milly s'inquiète des formes à donner au *remerciement* dont il lui faut régaler Arthur Pendennis. Bows le renvoie ironiquement à sa fille, qui par le fait trouve la chose des plus simples. On commencera par sommer Arthur de déclarer sa fortune; il le fera sans hésitation et en toute loyauté. On lui répondra que le chiffre n'est point assez élevé; l'engagement réciproque se trouvera rompu... tout naturellement.

« — Et *naturellement*, remarque Bows, vous fourrez deux petites lignes dans la lettre, où vous lui dites que « vous le regarderez toujours comme un frère. »

« — C'est cela,... et je dirai ce que je pense, ajouta miss Fotheringay.— Je suis convaincue que c'est un digne et brave garçon... Voilà de bien belles noisettes... Passez-moi le sel...

« — Et les lettres, et les petits vers? demanda encore le papa... qu'allez-vous en faire, ma chérie? Il faut les lui renvoyer, pas vrai?

« — Il y a par la ville un amoureux de mademoiselle qui vous donnerait bien cent livres sterling pour les avoir, hasarda Bows.

« — Vous croyez? s'écria Costigan, dont l'imagination se montait aisément, surtout après le *whisky*.

« — Ah! papa, interrompit aussitôt miss Milly, vous n'allez pas m'empêcher de renvoyer les lettres à ce pauvre garçon...? Lettres, vers, tout cela est bien à moi. Certes elles étaient bien longues, ces lettres, et toutes farcies de vers et de latin... Je ne puis pas dire en conscience que je les aie toutes lues... N'importe,... quand il en sera temps, on les lui restituera...

« Se levant alors, miss Fotheringay alla ouvrir un tiroir où elle prit un tas de journaux du comté, dans lesquels Pendennis avait chanté, en vers brûlans, ses débuts dans le rôle d'Imogène. Elle mit soigneusement à part tout ce qui la concernait comme actrice. — Ces dames font volontiers collection de réclames pareilles, à telle fin que de raison. — Après quoi elle empaqueta proprement les lettres, les poèmes, les rêveries du tendre Arthur, et les ficela comme elle eût fait d'un pain de sucre. Tout cela, croyez-le bien, sans la plus petite émotion. Hélas! que d'heures consumées par le jeune amoureux sur ces papiers traités si lestement! qu'ils eussent pu raconter de veilles et de soupirs, d'extases et de sermens, de fièvres et d'insomnies! Mais la belle Milly les ficela comme un paquet d'épiceries, et s'en revint ensuite préparer le thé d'un cœur tranquille, en toute sécurité de conscience.

« Cependant, à dix *milles* de là, le tendre Arthur, soupirant après le moment où il la verrait, berçait en son cœur l'image adorée de la belle Milly. »

Dans ce passage, on nous permettra de remarquer un des traits principaux du talent de Thackeray, une de ses tendances systématiques, qu'il possède en commun avec presque tous les esprits originaux, avec tous les observateurs sérieux de la vie et du jeu des passions. Il ne soumet pas à une logique absolue les linéamens des portraits qu'il trace : il laisse une large part à l'incohérence, à l'inconsistance de nos caractères. Il n'a vu nulle part des êtres complets, homogènes, tout d'une pièce, et ne les ayant jamais rencontrés, il se garde bien de leur donner droit de cité dans son œuvre, qui, avant tout, doit être l'exacte reproduction d'un état social et des natures diverses que cet état développe selon certaines conditions de mélange et d'amalgame. Thackeray et les esprits de son ordre ne nient rien de ce qui est, pas plus l'enthousiasme réel que les brusques retours (très réels aussi) qui souvent en effacent jusqu'au moindre vestige, — pas plus le dévouement que l'égoïsme, pas plus la vertu que le vice. Ils estiment seulement que la médaille la mieux frappée a son envers, beaucoup moins bien réussi; que les meilleurs cœurs ont leurs *coins* de sécheresse, et les plus généreux, leurs calculs mesquins. De même les êtres les plus flétris ont leurs bons mouvemens, les intelligences les plus obtuses, leurs inspirations soudaines et leurs éclairs inattendus. Le mal est dans le bien, le bien est dans le mal : tout passe tour à tour au sein de nos esprits mobiles et dans le secret de nos âmes ténébreusement agitées. C'est là l'inconstance, la fragilité dont parlent avec amertume les moralistes et les prédicateurs de tous les cultes et de tous les temps; c'est là le secret de ce « branle pérenne » qui étonne les philosophes et dont ils accusent le hasard, comme si le hasard pouvait expliquer quelque chose qu'on ignore. Quoi qu'il en soit, ainsi que Fielding, ainsi que Smollett, ses vrais ancêtres littéraires, Thackeray a tenté de reproduire dans ses

romans, — et c'est là une tentative dont aucun médiocre esprit ne s'est jamais avisé, — le mouvement varié des organisations humaines, le miroitement, si l'on peut ainsi parler, qui montre tour à tour le même type, si accusé qu'il paraisse d'abord, sous les aspects les plus imprévus et les plus divers.

Si nous nous étions astreints à une nomenclature rigoureusement chronologique des ouvrages de Thackeray, il aurait fallu, nous le croyons, mentionner le *Diamant des Hoggarty* avant *Vanity Fair* et *Pendennis*. Ce petit récit, pour lequel l'auteur professe une prédilection marquée, est en effet, de tous ceux qu'il a écrits, un des plus sympathiques au lecteur; il y a moins d'amertume secrète, il y a plus de bonhomie enjouée que dans les autres. Je ne sais pourquoi j'imagine qu'il a dû être écrit en France, par quelque belle matinée de printemps, dans les combles d'un hôtel des Champs-Élysées, où Thackeray avait placé, il y a quelques années, son cabinet de travail, et d'où il dominait toute une série de verdoyans horizons. Ce n'est pas, — entendons-nous bien, — que le livre ne soit anglais de fond en comble, anglais *intùs et in cute;* mais il y rayonne je ne sais quelle douce lumière, il s'y épanche un bien-être moral, une satisfaction intime qui ne sentent ni les brumes de Londres, ni le *spleen* proverbial qu'elles engendrent. Du reste, en réunissant *le Livre des Snobs* et *le Diamant des Hoggarty* dans le même volume, les éditeurs allemands des œuvres de Thackeray ont montré un vrai sentiment des analogies (1). Ce diamant de famille, — bijou ridicule, s'il en fut, — devient pour un bon et naïf jeune homme une sorte de talisman vainqueur, qui fait, à vrai dire, toute sa destinée. Et comment la fait-il? En lui conciliant le respect, en lui attirant l'appui de tous les *snobs* qui se laissent éblouir par ses rayonnemens fascinateurs.

Quelque délicate que soit toujours une hypothèse en pareille matière, nous croyons pouvoir en risquer une à propos du *Diamant des Hoggarty :* c'est qu'il a inspiré à Charles Dickens, — et plus peut-être que celui-ci n'en voudrait convenir, — son roman autobiographique de *Davy Copperfield*, postérieurement publié. On doit bien comprendre qu'il s'agit simplement ici d'une filiation d'idées, et peut-être d'un secret défi porté à un rival qu'on admire. Ce qui est certain, c'est que le ton général des deux ouvrages est identiquement le même. Les deux héros du récit ont le même caractère candide et inoffensif; ils se trouvent aux prises avec des difficultés qui se ressemblent fort, et enfin chacun d'eux a une tante qui figure dans

(1) Les élégantes éditions des écrivains anglais contemporains, de Tauchnitz de Leipzig, se trouvent à Paris, chez Reinwald, rue des Saints-Pères.

l'action comme un des principaux personnages. De tout cela résulte une ressemblance générale dont il est impossible de n'être pas frappé. Maintenant, Dickens a beaucoup élargi le cadre de ce roman; il y a mis ses souvenirs de jeunesse, et, avec ses souvenirs, beaucoup de ses rêves. Thackeray, lui, s'était plus strictement tenu à une étude de mœurs, plus sobre de développemens poétiques et se privant absolument de ces épisodes mélodramatiques dont ne s'accommode pas son tempérament, plus positif, plus terre-à-terre, plus timide aussi et plus méfiant que celui de Dickens. Le *pathos* de ce dernier, — ce mot figure ici dans le sens que les Anglais lui donnent, et qui n'a rien de désobligeant, — ce *pathos*, parfois puissant, n'est pas à la disposition de Thackeray, qui d'ailleurs n'oserait s'y livrer. Il sait si bien comment on s'en moque!

Nous sommes, de proche en proche, arrivés à l'année 1851, et à une époque où Thackeray, devenu tout de bon une célébrité, put mettre à l'épreuve le renom que ses écrits lui avaient fait. C'était, on s'en souvient, le moment de la grande *exhibition*. Les têtes étaient montées à un diapason inaccoutumé : celle de Thackeray partit comme les autres. Nous n'oserions pas affirmer qu'il ne publia pas, — et dans le *Times* encore, — une espèce d'hymne ou de cantate en l'honneur du grand *festival* européen, hymne ou cantate à laquelle, par bonheur, personne ne prit garde, car Thackeray à cheval sur Pégase n'est pas tout à fait à son aise, et les régions éthérées ne sont pas celles où il voyage avec le plus de sécurité pour lui, d'agrément pour ses lecteurs. Presque aussitôt cependant (au mois de mai 1851), on annonça des *Lectures* qu'il allait faire dans les *Willis Rooms*, et dont le sujet devait piquer la curiosité : *les Humoristes anglais au* XVIIIe *siècle*. Swift, Steele, Addison, Smollett, Fielding, Gray, Sterne, Hogarth, commentés par... Titmarsh! l'esprit se déridait à cette seule pensée. Encore fallait-il compter néanmoins sur une complète absence de rancune chez l'aristocratie, dont le patronage seul pouvait mettre à la mode des séances qui, si on y était admis à bas prix, perdraient tout leur prestige et deviendraient d'ailleurs une assez piètre spéculation; car si jamais il y eut un plus cruel railleur à punir, — ce dont nous doutons, — en revanche il n'y eut jamais de vengeance plus aisée. Les *snobs* n'avaient qu'à rester chez eux, et le *lecturer*, — il n'en disconviendra pas, — le *lecturer* était perdu. Heureusement Thackeray n'avait pas trop présumé de la clémence des *snobs* et de la longanimité un peu dédaigneuse que l'aristocratie anglaise déploie volontiers en face de la presse. Il y a quelque chose de spartiate dans le sang-froid avec lequel cette oligarchie hautaine se laisse attaquer, — attaquer et peu à peu détruire, prenez-y garde. Elle aspire après le rôle de la lime dont

l'acier fatiguait les dents de l'ignoble reptile. En réalité, on pourrait la mieux comparer (si la comparaison n'avait son côté fâcheux) à l'enfant de Lacédémone qui, pour ne pas encourir la honte du châtiment, se laissait stoïquement dévorer les entrailles par son vivant larcin.

Fidèle à sa tolérance, je le répète, un peu méprisante, l'aristocratie vint donc, le sourire aux lèvres, s'asseoir en face de Thackeray, et poser fièrement devant ses lunettes vertes, narguant du même coup la pointe de son crayon, le bec acéré de sa plume. C'était fier, c'était hardi,... surtout c'était adroit et bien entendu. Il arriva en effet ceci, — pouvait-il arriver autre chose? — c'est que le nouveau professeur, ravi de se trouver si bien entouré, désarma, — mieux que toutes les persécutions, tous les anathèmes du monde n'eussent pu le faire, — le satirique émérite. Celui-ci eut des remords de conscience, des faiblesses visibles dès le début : il rentra ses griffes sous les gants jaunes qu'exigeait la tenue officielle d'un homme qui reçoit chez lui les plus grandes dames de son pays. Il voulut rendre égards pour égards, empressement pour empressement, courtoisie pour courtoisie. C'était de rigueur, car c'était de bon goût; la mesure exacte pouvait cependant se retrouver là comme ailleurs; il y avait entre les *précédens,* comme on dit à la chambre des communes, et la situation actuelle de l'ingénieux écrivain une disparité, — pour ne pas dire une contradiction, — qui méritait d'être soigneusement appréciée, et commandait peut-être certaines réserves. Ces réserves furent-elles toujours très strictement observées? Quelques esprits, probablement étroits, à coup sûr difficultueux, — et pour lesquels cependant nous sommes contraint d'avouer nos sympathies, — se permirent de penser que non. Ils osèrent insinuer, et ceci s'est répété quelquefois depuis lors, que la reconnaissance la plus légitime peut conduire à des entraînemens irréfléchis; en effet, tant d'effusions après tant d'impitoyables railleries formaient un contraste dont on pouvait s'effaroucher sans tomber dans les excès d'un puritanisme ridicule (1).

Notez bien que le sujet traité par Thackeray était, à ce point de vue précisément, on ne peut pas plus ardu. Les rapports du monde aristocratique et de la gent lettrée furent au XVIIIe siècle tout ce

(1) On a aussi voulu voir une légère dérogeance à la dignité littéraire dans cette exhibition personnelle que Thackeray greffa sur la *grande exhibition,* mais ici nous nous séparons de ses censeurs, et nous sommes d'avis que Thackeray, littérateur renommé, était parfaitement à sa place dans la chaire littéraire où il s'assit en 1851. Il n'est pas ordinaire, mais il n'est nullement malséant qu'un écrivain parle de ce qu'il sait à un public que cela intéresse. Tout au plus était-il un peu *excentrique* de voir ces *lectures* émigrer en Écosse, puis aux États-Unis sous la direction des mêmes entrepreneurs de

qu'il y a de plus chatouilleux. Le grand seigneur protégeait l'homme de lettres, mais il lui jetait d'un peu haut les guinées que celui-ci, à vrai dire, lui quémandait trop souvent de très bas. Nous ne mettons tous les torts ni d'un côté ni de l'autre. Qui signe une dédicace ridiculement flatteuse, afin d'obtenir une poignée d'or, s'expose à être traité lestement par le patron qu'il s'est donné, si ce patron d'ailleurs a été choisi assez sot pour prendre la dédicace au sérieux, assez insolent pour croire qu'en la payant il acquiert un valet de plus. La pavane du courtisan qui fait la roue s'explique par la révérence dégradée du poète affamé qui vient s'asseoir au bas bout de sa table (ou dîner à l'office, ainsi qu'on y voulut envoyer Jean-Jacques). Les familiarités cruelles qui chez nous coûtèrent la vie au poète Santeuil par exemple ont pour circonstances atténuantes le mépris tout naturel qu'inspire le parasite à l'amphitryon dont il supporte, dont il encourage les humiliantes plaisanteries.

Thackeray a mis beaucoup d'esprit à éviter la question telle que nous venons de la poser, — en toute équité ce nous semble. Parfois cependant il a fait à son brillant auditoire certaines concessions fâcheuses, et il a parlé de la condition de l'homme de lettres au XIXe siècle avec un excès d'optimisme qui, pour les lecteurs de ses premiers écrits, pouvait paraître quelque peu inattendu. Quoi qu'il en soit, les *Lectures sur les humoristes* marquent dans la vie littéraire de Thackeray des variations de plus d'un genre. En même temps qu'il se faisait respectueux envers l'idée reçue et légèrement hostile à son ancien drapeau, il tentait une voie nouvelle, celle du roman sérieux. Ses études spéciales sur le XVIIIe siècle avaient meublé sa tête d'anecdotes, de costumes, de personnages qui un beau jour s'arrangèrent d'eux-mêmes en un roman historique où, nous en sommes certain, Thackeray a dépensé beaucoup de travail et de fatigue pour arriver à cet insuffisant résultat, qu'on appelle en souriant chez nous « un succès d'estime. »

Nous avons été assez franc dans nos appréciations pour avoir le droit de protester contre le froid accueil qu'a reçu l'*Histoire d'Henry Esmond, colonel au service de sa majesté la reine Anne* (histoire, par parenthèse, respectueusement dédiée au *right honourable* William Bingham, lord Ashburton). Rarement on a vu, depuis Scott, l'histoire

succès qui venaient d'exploiter Jenny Lind et allaient exploiter Lola-Montès; mais ce n'était qu'original, et entre M. Albert Smith, répétant six cents fois de suite son récit d'une excursion au Mont-Blanc, avec accompagnement de piano, ou Laharpe commentant Diderot et Rousseau dans les salles du Lycée, on doit établir une grande distinction. Quant à Charles Dickens jouant la comédie chez le duc de Devonshire au profit de la caisse de secours littéraires, — nonobstant les circonstances atténuantes, — nous le plaçons à peu près à mi-chemin du premier et du second. Voilà notre casuistique.

et l'invention, les recherches inédites et l'imagination s'équilibrer plus heureusement que dans cette prétendue autobiographie. On y vit de la vie du temps qui est décrit, on s'y nourrit exclusivement des idées qui avaient cours, on entend le langage qu'on y parlait. Tout cela est reproduit avec une recherche savante qui çà et là peut-être laisse entrevoir l'intervention laborieuse de l'écrivain, mais qui se déguise la plupart du temps de manière à égarer l'esprit et à faire croire qu'on lit effectivement un mémorial de famille retrouvé par hasard en Amérique, dans les papiers d'un colon venu d'Angleterre, et mort depuis l'année 1740.

La série de faits qui a produit cette expatriation est justement le sujet du livre. Par suite d'événemens dont il faut chercher les complications détaillées dans le roman lui-même, Henry Esmond, fils très légitime de Thomas, troisième vicomte Castlewood, a été élevé comme par charité, comme si une barre de bâtardise déshonorait son jeune blason, chez son père, marié en secondes noces, — après un premier hymen très légal, mais resté secret, — à une vieille cousine, l'héritière unique du nom et du titre. On le présente à elle comme fils naturel de son époux, et comme tel elle l'accepte pour page, le fait élever, lui laisse porter le nom de famille. Henry, durant toute sa première jeunesse, ignore le mystère de sa naissance et se croit tout simplement le filleul de lord Castlewood. Quand celui-ci vient à mourir sans l'avoir reconnu, le domaine passe à une autre branche de la famille, à un autre lord, à une autre lady Castlewood. Cette dernière est belle, aimable, d'un caractère contenu, mais accessible à la passion. Bientôt négligée par son mari, elle refoule en son cœur les chagrins qu'il lui cause et se voue à l'éducation des *trois* enfans à qui elle se doit : Henry, qu'elle croit le fils naturel du troisième vicomte, et qu'elle élève selon l'humble destinée à laquelle elle le suppose réservé; Frank, son fils à elle, l'enfant gâté de la maison, aux pieds duquel, en sa qualité d'héritier unique, tout le monde est à genoux, et enfin la petite Béatrix, charmante enfant dont les caprices mutins et la beauté précoce font la joie et l'orgueil de son père. Entre ces quelques personnages, dans le sein d'une famille si peu nombreuse, le temps fait éclore peu à peu des complications de tout ordre. Lord Castlewood, qui n'était qu'un imprudent jeune homme, un père de famille assez peu rangé, un mari médiocrement attentif, se gâte avec l'âge, et se laisse aller aux dissipations de la capitale, aux fréquentations dangereuses, aux passions ruineuses qu'elles engendrent. Il est d'ailleurs fortement compromis dans les complots formés pour la restauration des Stuarts. De là mille incidens divers où Henry, le page de lady Castlewood, trouve l'occasion de déployer une fermeté précoce, un courage à toute épreuve, un dévouement

entier à son maître, surtout à sa belle maîtresse; mais, phénomène étrange, plus il lui donne ainsi la mesure de son affection, plus l'espèce de passion respectueuse qu'il a conçue pour elle grandit et se manifeste, — plus il voit s'altérer et se refroidir l'attachement presque maternel qu'elle lui prodiguait naguère. Il est trop jeune pour comprendre le secret de cette métamorphose, trop ardemment dévoué pour que l'apparente injustice de la vicomtesse puisse changer la ferme volonté qu'il a conçue de lui consacrer sa vie tout entière. Quant à nous, plus expérimentés que le jeune page, nous devinons aisément ce qu'il nous apprend sans le savoir : c'est que sa fière et belle maîtresse a été atteinte, dans sa solitude, par une passion dont sa conscience s'effraie, celle qui perdit Phèdre et la comtesse Almaviva. Elle n'a pas vu se développer sous ses yeux la pure jeunesse et les nobles qualités d'Henry Esmond sans se sentir attirée vers lui par une tendresse bien plus vive que celle dont elle a cru longtemps entourer, par générosité pure, l'illégitime neveu de son époux.

Cependant Henry n'atteint pas seul l'âge où le cœur bat, où de nouvelles pensées, des troubles inconnus viennent remplacer l'heureuse insouciance des premières années. Béatrix s'épanouit, rose cachée, sous les yeux du jeune homme qui, peu à peu repoussé par les dehors dédaigneux et froids dont s'arme contre lui sa protectrice, change bientôt d'amour, et s'éprend de la jeune compagne dont il est resté le Mentor, tant elle est encore enfant, et tant on a pris l'habitude de se confier en toute sécurité à son honneur déjà éprouvé. Sur ces entrefaites, une rencontre tragique amène la mort de lord Castlewood, qui tombe en duel sous l'épée de lord Mohun, célèbre débauché du temps. Avant de mourir dans les bras de Henry Esmond, qui se trouve en ce moment auprès de lui, le malheureux lord, dominé par un remords impérieux, lui révèle enfin le secret de sa naissance, secret qui lui a été révélé à lui-même depuis qu'il est entré en possession du riche héritage, — et qu'une faiblesse coupable lui a fait garder jusque-là. Henry apprend qu'il est l'aîné de la maison, que Frank a usurpé tous ses droits, et va occuper une place due à ce même cousin qu'il traitait (le croyant son aîné, mais illégitime) avec le sans-gêne amical d'un supérieur envers un subalterne, — un subalterne auquel l'attachent quelques-unes de ces relations équivoques sur lesquelles l'esprit n'aime pas à s'arrêter.

Ici reparaît dans toute sa beauté le romanesque dévouement que, dès sa jeunesse la plus tendre, Henry Esmond a voué à la première protectrice dont il ait eu à reconnaître la bienveillante influence. En réclamant ses droits, il déshériterait les enfans de cette noble et chère bienfaitrice : il se taira donc. Il gardera humblement et la tache

de bâtardise et la position secondaire qu'elle lui fait, alors que d'un mot, s'il le voulait, il pourrait prendre son rang comme pair du royaume, et recueillir les riches domaines substitués de mâle en mâle aux aînés des Castlewood. Un espoir lui reste, c'est d'être aimé de Béatrix. Il l'obtiendrait alors, ou du moins il chercherait à l'obtenir, en échange de l'immense sacrifice qu'il accomplit sans trahir un seul regret. Lady Castlewood, elle, lutte de toute son énergie contre un sentiment redevenu plus puissant depuis qu'il est moins coupable. Elle ignore ce qui se passe dans le cœur d'Henry; mais elle comprend à quelles interprétations blessantes pour elle donnerait lieu l'attachement qu'elle témoignerait au jeune homme qu'on est habitué à lui voir traiter selon la double supériorité de son âge et de son rang. Plus tard, quand la suite des événemens viendra lui apprendre de quel bienfait elle est redevable, sans le savoir, à cet humble et fier protégé, devenu maintenant son plus ferme appui, sa passion reprendra le dessus et la laisserait sans défense; mais justement alors elle a pu constater l'aveugle entraînement qui pousse Henry, nonobstant la maturité de son jugement, la fermeté de sa raison, à aimer Béatrix de ce terrible amour que le sage Alceste avait conçu pour l'ingrate et coquette Célimène.

Ingrate et coquette, telle est Béatrix; d'ailleurs charmante, brillante, remplie de toutes les séductions, mais défendue contre toutes, si ce n'est celles que l'ambition vient seconder. Insensible au solide mérite, à l'imposante beauté, à l'attachement profond d'Henry pour elle, ne lui tenant aucun compte des efforts héroïques qu'il fait pour la mériter, elle s'éprendra, pour ainsi dire à première vue, du chevalier de Saint-George, qui s'est hasardé à venir tenter *incognito*, près de la reine Anne, une démarche inspirée par l'intrigant évêque de Rochester (plus connu sous le nom d'Atterbury), — ou bien ce sera quelque duc et pair immensément riche qu'elle projette d'épouser sans l'aimer, pour mettre dans le cadre étincelant qui lui convient la beauté dont elle est si orgueilleuse.

Ce n'est point un type mal choisi que celui de cette altière coquette spéculant avec un calme effrayant sur les dangereuses splendeurs dont le ciel l'a douée. Ce n'est pas non plus une situation médiocrement intéressante que celle de lady Castlewood, rivale silencieuse de sa fille, poussée par un sentiment généreux à désirer que Henry soit aimé de cette cruelle enfant, certaine qu'il n'en sera pas ainsi, heureuse parfois de ce qui désespère celui qu'elle aime toujours sans qu'il s'en doute. Nous recommandons cette donnée, non pas à nos terribles dramaturges qui la gâteraient par leurs procédés violens et leurs enchevêtremens tumultueux, mais à l'esprit habile, à l'arrangeur spirituel qui dans la comédie ou le vaudeville, depuis *la Cha-*

noinesse jusqu'à *Philippe* et *Geneviève*, a tant de fois réussi à mettre en scène tant de scabreux malentendus, ou à débrouiller d'étranges complications!

Nous en avons dit assez de la fable que Thackeray a mise en œuvre dans son dernier ouvrage pour éveiller, — c'était notre but, — une curiosité dont nous sauront gré très certainement ceux qui chercheront à la satisfaire. Nous ne leur promettons pas que le récit de ce double malentendu amoureux les passionnera comme tel ou tel roman de George Sand que nous pourrions nommer (*Métella* nous revient à l'esprit, parce que celui-là repose sur une donnée analogue à celle d'*Henry Esmond*); mais pour peu qu'on soit déjà au courant des événemens politiques qui marquèrent le règne de la « bonne reine Anne, » on aura un véritable plaisir à se trouver transporté, comme par la baguette d'un magicien, au milieu de l'Angleterre telle qu'elle était dans les dernières années du XVIIe siècle et dans les premières années du XVIIIe. Portraits, anecdotes, épisodes curieux, traits de mœurs, reconstitution minutieuse du vêtement, de la parole, des jurons même et des idiotismes les plus familiers, il n'y manque vraiment rien, — rien que ce qui rend un livre populaire. Celui-ci ne pouvait pas l'être, par sa nature même, et parce qu'il renferme de fines études, appréciées seulement des *dilettanti*, lettres closes pour le vulgaire; — « caviar pour la foule, » dit Shakspeare, volontiers aristocrate. De plus l'*Histoire d'Henry Esmond* parut en 1852, au même moment que cette autre histoire fameuse, l'histoire de *l'Oncle Tom*. L'Amérique, cette fois encore, battit l'Angleterre, et je ne sais si la fortune du combat fut absolument en raison du talent déployé de part et d'autre. Certes il faut reconnaître une bien plus haute portée politique et sociale au livre singulièrement heureux de mistress Beecher Stowe; mais il serait souverainement injuste de contester à Thackeray, dans le domaine purement littéraire, une habileté très supérieure à celle de sa victorieuse émule. — *J'ai oublié de mettre un nègre dans mon roman*, disait-il avec une petite pointe d'ironie en voyant que la vogue, pour cette fois, était ailleurs.

Il serait prématuré de hasarder un jugement sur un autre roman que Thackeray publie en ce moment même par chapitres ou livraisons séparées, et qui a pour titre : *les Newcomes*. Mieux vaut, ce nous semble, essayer, en nous résumant, de caractériser un talent qui a fort amplement donné sa mesure. Nous retrouvons chez Thackeray la grande veine satirique des maîtres du genre, la *gouaillerie* britannique, si incisive dans son calme étudié, l'observation minutieuse qui, sans avoir l'air de s'en occuper, cherche sans cesse, trouve souvent le défaut de la cuirasse humaine, et, quand elle l'a trouvé, use, abuse du scalpel en manière de *miséricorde*. Un peu trop assidu à

chercher le côté purement comique des caractères et des faits, il se prive par là de bien des ressources, et cette préoccupation (dont nous avons constaté que ses derniers ouvrages sont relativement exempts) donne à ses récits, pour qui les rapproche de ceux de Dickens, une certaine monotonie qu'évite son célèbre émule, grâce à la variété féconde de sa pensée, et aussi, disons-le, grâce à l'intrépidité si remarquable avec laquelle il use de toutes les ressources qu'elle lui offre. Expliquons-nous. Dickens, une fois en quête de succès, le demande sans distinction à tout ce qui peut le lui conquérir. Il ne reculera ni devant telle exagération dont il serait homme à se moquer lui-même après l'avoir commise de propos délibéré, ni devant un vulgaire mélodrame dont il sait le néant mieux que personne, mais dont il apprécie l'infaillible effet. Plus scrupuleux ou plus timide, Thackeray compose avec moins d'abandon et plus de choix. Il entend ne pas entrer en contradiction avec lui-même, avec son propre esprit et sa propre critique, en mettant en œuvre des banalités ampoulées qu'il a vingt fois honnies et dédaignées. Il en résulte que ses œuvres, comparées à celles de Dickens, si elles ont moins d'éclat, moins de mouvement, moins de qualités séduisantes, rachètent en partie ces infériorités par une certaine saveur de personnalité plus complète, d'originalité plus vraie. Pour faire comprendre cette nuance très délicate, nous en sommes réduit à insister sur notre pensée, en disant que Thackeray, homme de lettres, reste plus fidèle à son rôle d'homme du monde, — et que le métier se laisse moins surprendre chez lui que chez son rival. S'il intéressait et amusait absolument au même degré, il lui serait donc supérieur, et de beaucoup; mais c'est là un point que le goût public semble n'avoir pas décidé en sa faveur, malgré la place très honorable qu'il lui a laissé prendre dans la littérature contemporaine.

Si nous les envisageons tous deux comme promoteurs d'idées, propagateurs d'opinions plus ou moins vraies et plus ou moins nouvelles, Dickens a un rôle plus clair et mieux défini. Il est le champion des classes opprimées, le redresseur des torts publics, l'apôtre d'une espèce de religion humanitaire, d'une noble aspiration vers le mieux en toutes choses. Thackeray, prenant les affaires humaines d'un peu moins haut, et se méfiant, on le voit, de tout ce qu'il y a d'aisément ridicule dans l'apostolat par le roman, n'a joué jusqu'à ce jour qu'un rôle simplement agressif. Au nom des idées de sa jeunesse, qui étaient encore, il y a peu d'années, celles de son âge mûr, il a essayé d'en finir par la moquerie avec les préjugés favorables à l'aristocratie. De ce côté aussi, il a dû rencontrer des sympathies moins vives. L'ironie, — saluée reine du monde par un célèbre polémiste, — l'ironie peut bien des choses, mais sa puissance n'a rien de con-

ciliant. Ceux-là même qu'elle sert la redoutent plus qu'ils ne l'aiment. Voyez plutôt Voltaire et Rousseau. Tous deux travaillent en même temps à la même œuvre émancipatrice. Voltaire, à notre sens, y prit une part plus grande, et a légué à son pays, sinon des pages plus durables, au moins un fonds d'idées plus pratiques, plus pénétrantes, plus résistantes. Voltaire cependant est moins aimé que Rousseau : on lui paie moins volontiers cette dette de gloire qu'on a si largement contractée envers lui. Certes nous n'entendons établir aucun parallèle entre ces deux grands noms et les romanciers anglais que nous comparons ici l'un à l'autre. Nous tâchons seulement de faire comprendre, à l'aide d'une similitude dont un des termes éclaire l'autre, pourquoi Dickens a pris plus d'ascendant que Thackeray sur l'imagination et le jugement de ses compatriotes.

Par la même raison, Dickens est plus cosmopolite, et Thackeray plus circonscrit dans le rayonnement de son esprit. Tous deux sont Anglais, qu'on nous passe l'expression, « jusqu'au bout des ongles. » Tous deux ont des pages dont un étranger peut à peine se rendre compte, tant il faut pour cela connaître, jusque dans ses plus menus détails, le mode d'existence particulier à la race anglo-saxonne. Seulement Dickens, quand il effraie ou fait pleurer, s'adresse à des sentimens universels et leur parle un langage qui est le même sous toutes les latitudes du globe. Thackeray, lorsqu'il se borne à railler, — et cela lui est souvent arrivé, — n'est au contraire compris et goûté que des goguenards anglais, race d'ailleurs plus nombreuse qu'on ne le croit, — les peuples les plus sérieux n'étant pas toujours ceux qui rient le moins. Au demeurant, Dickens et Thackeray, chacun avec sa physionomie, ses instincts, ses aptitudes individuelles, représentent dignement la peinture de mœurs, telle qu'on la peut désirer aujourd'hui, et dans un pays où le roman bourgeois a compté les plus habiles interprètes. Nous ne voudrions pas avoir à prédire ce qu'il adviendra de leur renommée, quand il sera question de les classer solennellement et définitivement dans les annales de la littérature britannique : ce qui est certain, c'est que si leur popularité repose sur des titres qui pourront être un jour diversement appréciés, elle n'en est pas moins, à l'heure présente, parfaitement compréhensible et parfaitement justifiée.

E.-D. Forgues.

LE

COMTE DE GRIGNAN

I.

Le 29 janvier 1669, *la plus jolie fille de France,* Mlle de Sévigné, épousa, d'après ce qu'écrivit sa mère à Bussy-Rabutin, « non pas le plus joli garçon, mais un des plus honnêtes hommes du royaume, M. de Grignan. » D'origine méridionale, la famille de Grignan occupait depuis longtemps en Provence les postes les plus élevés. Des chevaliers de ce nom avaient figuré à la première croisade. Vers le XIe siècle, le seigneur de Monteil Aimar ou Adhémar, un des ancêtres des Grignan, qui a donné son nom à la ville de Montélimart, possédait plus de vingt lieues de terres sur la rive gauche du Rhône. Un de ses descendans, Guilhem Adhémar, a marqué sa place au premier rang des troubadours provençaux. Sous François Ier, un comte Adhémar de Grignan fut pendant quelques années gouverneur de Provence. Vers le même temps, la maison de Castellane, l'une des plus anciennes et des plus illustres de la Provence, vint se fondre dans celle de Grignan-Adhémar. Bien qu'elle eût déjà beaucoup perdu de son importance, de sa splendeur et de ses richesses, la famille de Grignan jouissait pourtant encore au XVIIe siècle d'un grand crédit. En 1669, un Grignan était archevêque d'Arles, un autre évêque d'Uzès. C'étaient les frères cadets de François de Castellane-Adhémar d'Ornano, comte de Grignan, le gendre de Mme de Sévigné. Fait à vingt-

deux ans, en 1654, colonel du régiment de Champagne et deux ans après capitaine-lieutenant des chevau-légers de la reine-mère, le comte de Grignan avait été nommé de bonne heure à la lieutenance-générale du Languedoc, qui était d'ailleurs pourvue de trois titulaires, ce qui permettait à chacun d'eux de passer huit mois de l'année à Paris (1). Un autre frère cadet du comte de Grignan, le chevalier de Grignan, avait aussi embrassé la carrière des armes. Enfin, de trois sœurs qu'il avait eues, l'une s'était faite religieuse, les deux autres s'étaient mariées honorablement dans la province.

A l'époque où il demanda et obtint la main de M[lle] de Sévigné, le comte de Grignan était arrivé à l'âge de trente-sept ans. Déjà marié deux fois, il avait, suivant l'observation de sa spirituelle belle-mère, « perdu toutes ses femmes, qui étaient mortes exprès, ainsi que son père et son fils, pour faire place à M[lle] de Sévigné. » Malgré ces aimables prévenances, celle-ci, à peine âgée de vingt et un ans et d'une beauté incontestée, aurait préféré un mari ayant été veuf un peu moins souvent et qui ne lui eût pas apporté, en entrant en ménage, deux filles qu'il avait eues de M[lle] de Rambouillet, sa première femme; mais, indépendamment de son titre de lieutenant-général en Languedoc, le comte de Grignan avait pour parens, suivant son acte de mariage même, le duc de Montausier, la marquise de Mirepoix, le chevalier Pomponne de Bellièvre, le comte de Crussol, Henri de Lorraine, prince d'Harcourt, la duchesse d'Uzès, le vicomte de Polignac, etc.; il passait en outre pour posséder en Provence des biens considérables; enfin tout portait à croire qu'il arriverait aux premiers postes de la cour. L'amour que M[me] de Sévigné avait pour sa fille ne tint pas devant ces considérations; elle ne prit pas même, sa correspondance en fait foi, les éclaircissemens ordinaires sur la fortune de celui qui allait devenir son gendre, et le mariage fut célébré.

Rien ne troubla la lune de miel, je ne dis pas de la jeune et belle comtesse de Grignan, mais de M[me] de Sévigné. « Entre nous, écrivait-elle le 4 juin 1669 à Bussy, qui détestait M. de Grignan, et qu'elle prenait plaisir à tourmenter, c'est le plus souhaitable mari et le plus divin pour la société qui soit au monde. Je ne sais pas ce que j'aurais fait d'un *jobelin* qui eût sorti de l'académie (2), qui ne saurait ni la langue, ni le pays, qu'il faudrait produire et expliquer partout, et qui ne ferait pas une sottise qui ne nous fît rougir. » Environ un an après, on offrit au comte de Grignan la charge de lieutenant-géné-

(1) *Histoire de madame de Sévigné*, par M. Aubenas, p. 168.

(2) On appelait ainsi au XVII[e] et au XVIII[e] siècles des établissemens où les jeunes gens allaient, leurs études classiques terminées, se former aux exercices du corps et aux belles manières. Voyez à ce sujet les *Lettres de lord Chesterfield à son fils*.

ral du roi en Provence. C'était une position considérable et d'autant plus importante qu'en l'absence du duc de Vendôme, gouverneur de Provence en titre et qui n'y parut jamais, le lieutenant-général devait exercer seul et sans partage, pendant toute l'année, la principale autorité. M. de Grignan accepta et partit au mois d'avril 1670, sans sa femme, qu'on ne voulut pas exposer en ce moment aux chances d'un voyage de douze ou quinze jours, temps alors nécessaire pour aller de Paris à Aix. Le comte de Grignan laissait aussi à Paris son frère cadet, le chevalier de Grignan, jeune, sémillant, aimable et d'une belle figure. Un jour, le 4 novembre 1669, le chevalier était violemment tombé de cheval en présence de sa jeune belle-sœur, alors enceinte, et dont l'émotion eut des suites fâcheuses. L'événement ayant transpiré, les rimeurs du temps (on sait par Bussy qu'ils ne respectaient rien) en firent le texte de chansons injurieuses pour la comtesse de Grignan. Un grave et savant académicien a publié, en faisant d'ailleurs toutes ses réserves, dans un ouvrage consacré à la louange de Mme de Sévigné, le couplet suivant, où le comte de Grignan est désigné par le surnom de *Matou*, « à cause, dit M. Walckenaër, de sa mine ébouriffée. » On me pardonnera de reproduire ici ce méchant couplet :

Belle Grignan, vous avez de l'esprit
D'avoir choisi votre beau-frère;
Il vous fera l'amour sans bruit
Et saura cacher le mystère.
— Matou, n'en soyez pas jaloux :
Il est Grignan tout comme vous (1). »

Ces calomnies circulèrent sans doute de nouveau quand le comte de Grignan quitta Paris pour sa nouvelle résidence. Faisant de ces satires le cas qu'elles méritaient, confiant dans l'affection que Mme de Sévigné portait à sa fille, le comte de Grignan se rendit donc au poste que le roi lui avait assigné, poste honorable, mais plein de difficultés à raison de la réunion annuelle des députés des communes de Provence et des conflits d'autorité qui en résultaient souvent. Nous allons l'y suivre afin de voir, à l'aide de documens administratifs récemment mis au jour, comment fonctionnaient les assemblées publiques dont quelques provinces, la Provence entre autres, avaient, comme on sait, le privilége, avant la révolution de 1789.

(1) *Mémoires sur madame de Sévigné*, par le baron Walckenaër, t. III, p. 285.

II.

L'organisation administrative de la Provence présentait, à l'époque dont nous parlons, une singularité dont les histoires locales elles-mêmes ne fournissent pas l'explication. A partir de 1639, et sans qu'on sache pour quels motifs, les états de Provence avaient été remplacés par une *assemblée des communautés* ou *communes*, qui remplissait d'ailleurs à peu près le même rôle. « L'on n'a tenu aucuns estats en Provence depuis l'année 1639, dit un intendant de la province en 1698. Sa majesté permet seulement aux gens des trois estats d'envoyer tous les ans à Lambesc des députés qui composent l'assemblée dans laquelle, après avoir satisfait au don gratuit qu'ils doivent faire tous les ans, ils règlent leurs impositions et les autres affaires de la Provence (1). » L'assemblée était convoquée tous les ans par l'intendant et par le gouverneur, et, si celui-ci était absent, par le lieutenant-général du roi, qui n'assistait toutefois qu'à la séance d'ouverture. L'archevêque d'Aix en était le président; deux évêques lui étaient adjoints et représentaient, avec deux députés de la noblesse, la ville de Forcalquier et les pays désignés sous le nom de *terres adjacentes*. La commune d'Aix députait ses deux consuls et son assesseur; trente-six maires ou premiers consuls des communes les plus considérables de la Provence complétaient l'assemblée (2).

La commune de Lambesc, où elle se réunissait, est située sur la route d'Avignon à Aix, et séparée par quelques lieues seulement de cette dernière ville. Ouverte à tous les vents, elle n'offrait aux députés aucune distraction, aucun moyen de perdre leur temps et de prolonger la durée de leur mission. C'est d'ailleurs ce que le gouvernement voulait, et il avait, sous ce rapport, un système arrêté qu'il appliquait, autant qu'il le pouvait, à tous les pays d'états. En 1666, l'archevêque de Toulouse, président-né des états de Languedoc, écrivait à Colbert que si les états se tenaient à Pézénas, « qui était un petit coin où il n'y avoit que pour les loger, personne n'y pourroit venir qu'on ne sût aussitôt à quel dessein, et qu'on auroit plus de commodités à manier les esprits de ceux à qui on auroit affaire; que Montpellier, au contraire, étoit une ville de débauche

(1) *Correspondance administrative sous Louis XIV*, par Depping, t. Ier, page 321; *Mémoire* de l'intendant Lebret.

(2) Je donne ici succinctement l'organisation qui était en vigueur vers la fin du XVIIe siècle. D'après la *Statistique des Bouches-du-Rhône* de M. de Villeneuve, t. II, p. 564 et suiv., cette organisation aurait éprouvé, dans le courant du XVIIIe siècle, quelques modifications, d'ailleurs peu importantes.

et de divertissemens, ce qui amuseroit les députés, en sorte que les estats emploieroient plus de temps aux bals et aux comédies qu'à travailler à l'expédition des affaires. — Si M. de la Vrillière, ajoutait l'archevêque de Toulouse, regarde bien à ses registres, il verra que toutes les fois que les estats ont été à Montpellier, ils ont esté très longs, très difficiles, et que le roy n'y a pas eu son compte. » Cependant les états de Bourgogne siégèrent ordinairement à Dijon, bien que cette ville dût, aux yeux des ministres, présenter les mêmes inconvéniens que Montpellier. En Bretagne, c'était bien différent : à la moindre difficulté, on éloignait les états de Nantes ou de Rennes, et le gouvernement proposait de préférence Saint-Brieuc, Dinan ou Vitré. « Jamais, écrivait le duc de Chaulnes à Colbert le 30 juin 1675, les esprits n'ont été plus difficiles ou plus remplis d'incidens qu'en la ville de Nantes, par la chaleur et la rudesse des esprits de ses habitans, grands raisonneurs, et prêts à prendre feu sur les moindres choses... Les grandes villes sont, à mon sens, à esviter pour les prochains estats. »

Pour ce qui concerne la Provence, l'on avait pourvu à cet inconvénient des grandes villes en décidant que l'assemblée des communes se tiendrait toujours à Lambesc. Quoi qu'il en soit, les difficultés que soulevait tous les ans le vote du *don gratuit* étaient encore fort grandes, et exigeaient de la part du gouvernement beaucoup d'adresse et de dextérité.

On sait en quoi consistait ce que l'on pourrait appeler la comédie du *don gratuit*. Tous les ans, le roi réclamait aux pays d'états, tels que la Bretagne, la Bourgogne, l'Artois, le Languedoc et la Provence, la somme pour laquelle il lui paraissait que chacune de ces provinces devait contribuer aux dépenses générales du royaume. Afin d'obtenir à peu près ce qu'il estimait nécessaire, et sachant bien que la somme réclamée était toujours réduite, il demandait davantage. Les provinces, qu'un long usage avait habituées à cette tactique, se récriaient sur le poids de leurs charges, sur la misère et les besoins des communes, qui n'étaient d'ailleurs que trop réels, et faisaient leur offre habituelle, que les gens du roi trouvaient toujours insuffisante. Un débat s'établissait alors sur le chiffre; les états accordaient 2 ou 300,000 livres de plus qu'ils n'avaient d'abord offert, les gens du roi diminuaient leurs prétentions de 2 ou 300,000 livres, et, après avoir réglé quelques affaires de minime importance, l'assemblée se retirait. Le talent des intendans et des gouverneurs consistait à amener les états à voter, dans le moins de temps possible et avec les apparences de la bonne volonté et de l'empressement, le don gratuit que la cour leur demandait et qu'ils ne pouvaient refuser.

Le comte de Grignan n'échappa pas plus que ses prédécesseurs à ces difficultés. En 1664, le roi avait cru faire beaucoup en réduisant sa demande à 400,000 livres. L'assemblée des communautés ayant offert la moitié, l'intendant de Besons témoigna aux députés « qu'ils feroient bien mieux de donner contentement tout d'un coup au roy, que, par une conduite de cette qualité, oster la bonne grâce de ce qu'ils pourroient faire. » Enfin ceux-ci allèrent à 400,000 livres, quoiqu'à grand'peine. L'année suivante, on leur demanda 600,000 liv.; mais ils n'en votèrent également que les deux tiers. En même temps ils accordèrent une gratification de 15,000 livres au premier président d'Oppède pour ses bons services. En 1667, le cardinal de Vendôme écrivit à Colbert : « Nous ferons aveuglément, M. d'Oppède et moi, ce que le roy désire; mais, monsieur, comme ce seroit trahir son service de vous taire l'épuisement de cette province, et l'impossibilité où nous la voyons de faire un effort de gré à gré, je prends la liberté de vous dire encore ce mot, et d'y adjouster que nous ne voyons que les seules voyes de rigueur pour y disposer les espritz. » Le don de cette année et des trois qui suivirent fut encore de 400,000 livres, desquelles, faute de mieux, le gouvernement fut bien obligé de se contenter. Les difficultés avaient même été si fortes en 1668, que le premier président d'Oppède, agent dévoué au gouvernement, fit ses doléances à Colbert dans la lettre significative et caractéristique qu'on va lire :

« Je vous advoue que je n'ay jamais veu une assemblée de la nature de celle-cy. Nous y avons absolument toute la teste, c'est-à-dire l'église, la noblesse, les procureurs du pays et la première communauté (celle d'Aix) et ceux d'entre les députés qui dépendent de nous, et nonobstant ce, nous n'en pouvons estre les maistres, parce que le nombre des brutaux et geans sans raison y est si grand et si uny par la conformité de leurs humeurs, que nous ne les avons portés où ils sont à présent qu'avec des peines incroyables, et qu'assurément nous trouverons les dernières difficultez à les disposer pour ce qui reste à faire. Nous n'oublions ny intrigue, ny authorité, ny force, ny conduite pour les mener où il faut, et nous continuerons jusques au bout cette mesme appliquation (1). »

Les choses en étaient là quand le comte de Grignan fut nommé lieutenant-général de Provence. En 1670, le don gratuit resta fixé à 400,000 livres. L'année d'après, suivant l'ordre qu'il en avait reçu, le comte de Grignan demanda 600,000 livres. De leur côté, les députés offrirent, comme ils faisaient d'ordinaire, le tiers de la somme.

(1) *Statistique des Bouches-du-Rhône*, t. II, p. 250. — *Correspond. administ. sous Louis XIV*, t. Ier, p. 332 et suiv.

La session ayant été suspendue, l'affaire traîna en longueur; mais de part et d'autre, les esprits n'étaient pas disposés à céder. Le 16 octobre 1671, Colbert écrivit au comte de Grignan la lettre suivante :

« Je vous puis asseurer que sa majesté vouloit avoir de la province 500,000 livres l'année passée comme celle-cy, et qu'il n'y eust qu'à la dernière extrémité, sur vos lettres et sur celles de M. d'Oppède, que sa majesté se relascha aux 400,000 livres pour des raisons particulières dont je ne me souviens pas à présent; mais cette année sa majesté veut avoir 500,000 livres. Vous voyez assez, par les dépenses immenses qu'elle fait en levées de troupes, combien il luy est nécessaire que ses sujets l'assistent pour l'exécution de tous les desseins qu'elle peut avoir, tant pour la gloire de son règne que pour le repos et le bien de ses sujets. Ainsy, je ne doute pas que vous ne disposiez les esprits de l'assemblée à luy donner une prompte et entière satisfaction. »

Mais ces espérances ne se réalisèrent pas. Les députés résistaient à toutes les avances et ne se laissaient pas davantage intimider. Déjà la session durait depuis trois mois, et ils n'étaient encore arrivés, *pied à pied*, suivant ce qu'écrivait l'évêque de Marseille à Colbert, qu'à 350,000 livres. Le 4 décembre, celui-ci manda au comte de Grignan que le roi n'était pas disposé à souffrir plus longtemps des assemblées qui étaient plus de trois mois à la charge de la province pour voter la somme modique qu'il demandait, que la conduite des députés commençait à le lasser, et que, s'ils ne se hâtaient d'en changer, « ils l'obligeroient à prendre quelque résolution qui ne mettroit pas leurs noms en bonne odeur dans le pays. — Sa majesté veut, ajoutait Colbert, que vous leur déclariez qu'en même temps qu'elle aura reçu réponse à cette lettre, elle enverra les ordres pour les licentier, et vous pouvez les assurer que de longtemps ils ne se verront ensemble. Sa majesté m'ordonne de plus de vous dire que vous ayez à m'envoyer les noms de tous les dicts députés divisés par vigueries et sénéchaussées. »

La situation devenait de plus en plus délicate. Persuadé que la cour ne voudrait pas céder, et prévoyant que ses instances seraient désormais inutiles, le comte de Grignan écrivit le 13 décembre à Colbert : « Je croy qu'il est très important au service de sa majesté que vous m'envoyiés un ordre pour rompre l'assemblée, avec quelques lettres de cachet pour punir les plus séditieux qui font courir le bruit que je veux faire ma cour à leurs dépens, et que je mendie, pour leur faire peur, les lettres que vous avés la bonté de m'escrire. Je ne mettray ces remèdes en usage que dans la dernière nécessité et lorsque vous me l'ordonnerés. » M. de Grignan constatait d'ailleurs, dans l'intention bien évidente de modérer les exigences de la cour,

que beaucoup de députés n'avaient résisté d'abord qu'à raison de la misère de la province, qui était effectivement très grande; mais il reconnaissait en terminant que, du moment où les affaires du roi ne permettaient pas d'y avoir égard, il devait être obéi.

La lettre suivante que lui écrivit alors Colbert donnera une idée de l'irritation que cette affaire avait causée à la cour :

« J'ay rendu compte au roy de tout ce qui s'est passé dans l'assemblée des communautez de Provence jusques au 20e de ce mois. Vous verrés par les ordres que sa majesté envoye le peu de satisfaction qu'elle a de la conduite de ceux qui ont esté députez cette année, et encore que sa majesté ayt accepté l'offre de 450,000 livres, son intention est que vous envoyiez dans les provinces de Normandie et de Bretagne, suivant les ordres que vous recevrez, dix de ces députez qui ont tesmoigné le plus de mauvaise volonté pour le bien de son service. Toute la Provence verra bien en quelle extrémité fascheuse l'opiniastreté de ces députez l'aura mise. Je ne sçais mesme si sa majesté prendra la résolution de les assembler de longtemps, et en ce cas elle aura tout le loisir de se repentir de la mauvaise conduite qu'ils ont tenue. Au surplus, sa majesté est très satisfaite de la conduite que vous avez tenue. »

Voilà donc à quoi avait abouti, par suite d'une organisation vicieuse et d'attributions mal réglées, la lutte du pouvoir exécutif et du pouvoir électif. Évidemment les députés des communes étaient dans leur droit en restreignant le don gratuit aux facultés de la province. D'un autre côté, admettons que la royauté eût effectivement besoin, pour soutenir une guerre nationale ou pour défendre contre une agression injuste le territoire menacé, de la somme qu'elle avait demandée : devait-elle se laisser arrêter par la résistance des communes, quelque fondée qu'elle fût à leur point de vue? Fallait-il écraser les pays d'élection, déjà si surchargés, en leur demandant ce que les pays d'états refusaient d'accorder? On vient de voir comment Louis XIV trancha la question. Naturellement les communes plièrent; pouvaient-elles faire autrement? A partir de cette année, et pendant toute la durée du règne, le vote du don gratuit annuel s'opéra en Provence sans difficulté sérieuse, et s'éleva généralement à 700,000 livres. Il est juste d'ajouter que le comte de Grignan ne négligea rien pour que les lettres de cachet que Colbert lui avait adressées ne fussent pas mises à exécution. D'après ces lettres, les dix députés *les plus mal intentionnés* (la correspondance officielle ne fait pas connaître leurs noms) devaient être exilés à Granville, Cherbourg, Saint-Malo, Morlaix et Concarneau. Les instances du comte de Grignan eurent, sous ce rapport, un plein succès. Non-seulement Louis XIV se départit de sa rigueur, mais encore il consentit à recevoir la députation que l'assemblée des communautés

de Provence chargea de lui offrir le *don gratuit* de 450,000 livres qu'elle venait de voter.

III.

Il y avait, à la vérité, des motifs de plusieurs sortes pour que l'assemblée des communautés fût heureuse de faire sa paix avec le gouvernement. D'abord, outre le lieutenant-général, l'intendant, l'archevêque d'Aix, l'évêque de Marseille, tous ceux qui faisaient partie de l'assemblée étaient intéressés à ce qu'elle ne fût pas supprimée, car, il faut bien le dire, elle coûtait fort cher à la Provence, et les frais qu'elle occasionnait profitaient plus ou moins à chacun de ses membres. Sous Louis XIII, un édit relatif aux états du Languedoc avait ordonné qu'ils ne dureraient que quinze jours, et n'entraîneraient d'autre dépense qu'une somme de 50,000 livres, indépendamment des frais de voyage et de séjour des députés, lesquels frais, fixés à raison de 6 livres par jour, devaient s'élever à 11,160 livres. Lorsque la session se prolongeait, les députés obtenaient ce qu'on appelait des *montres de grâce*, proportionnées à la durée de la prolongation. D'un autre côté, les états se montraient d'ordinaire assez généreux pour les gens du roi. Au mois de juillet 1665, le premier président d'Oppède, en faveur duquel l'assemblée avait, on l'a vu, voté une gratification de 15,000 livres, « pour les soins qu'il avait pris des affaires du pays, » écrivant à Colbert pour lui demander la permission de l'accepter, ajoutait : « Je ne dois pas vous déguiser qu'il est encore sans exemple, depuis dix années qu'il y a que je préside par ordre du roy aux assemblées de la province, que j'aye pris un seul denier, et j'ose mesme dire que ceux qui avoient esté avant moy n'avoient pas eu le mesme scrupulle, tant à l'esgard de sa majesté qu'à celluy de la province. »

A peine arrivé, le comte de Grignan obtint, « pour l'entretien de ses gardes, » une gratification de 5,000 livres qui lui fut maintenue pendant plus de quarante ans. Cette gratification donna même lieu à des observations peu gracieuses de la part de l'évêque de Marseille, M. de Forbin, avec lequel le comte de Grignan s'accordait assez mal, nonobstant les efforts et la diplomatie de Mme de Sévigné pour les mettre en bonnes relations. « Pour la gratification de 5,000 livres que M. de Grignan prétend, *sous prétexte de ses gardes,* écrivait à Colbert M. de Forbin, y ayant là dessus des arrêts du conseil qui deffendent absolument de délibérer sur de pareilles gratifications, nostre conscience et nostre honneur ne nous permettent pas (l'évêque de Toulon faisait cause commune avec lui) de prendre un autre parti que celui de l'obéissance aux ordres de sa majesté. » Mais le comte de

Grignan eut, sur ce point, gain de cause contre les deux prélats. C'est ce qui résulte de la lettre qu'il écrivit le 23 décembre 1673 à Colbert :

« Je me donné l'honneur de vous escrire par le dernier courrier que l'assemblée des communautés de cette province m'a accordé une gratiffication de 5,000 livres, comme les années précédentes, et que l'opposition de MM. de Marseille et de Toulon, *qui se trouvèrent seuls de leur sentiment*, ne put empescher le reste des députés de me donner cette marque de leur bonne volonté et de leur affection. Je pris aussy la liberté de vous envoyer un mémoire des raisons que j'ay de demander cette gratiffication que je n'ay jamais acceptée que sous le bon plaisir du roy. Vous verrés, monsieur, par la délibération qui a esté faite sur ce sujet, qu'il n'y a rien qui ayt pu obliger MM. les prélatz à former leur opposition que l'aigreur et l'animosité qu'ils ont contre moy, puisqu'ils n'allèguent point d'autres raisons que celles des années précédentes, comme il est aisé de remarquer par l'extrait des délibérations que je vous envoye, avant lesquelles ces arrêtz dont ils font tant de bruit ont toujours esté leus en pleine assemblée. Si vous avés la bonté, comme je l'espère, de faire quelque réflexion sur le procédé de ces messieurs et sur les grandes dépenses que je suis nécessité de faire pour soutenir l'éclat de ma charge, j'ose me flatter, monsieur, que vous gousterés mes raisons et que vous ne refuserés pas vostre protection à la personne du monde qui vous honore le plus et qui est avec le plus d'attachement et de respect, etc. »

Cependant, quelques jours après, M. de Grignan reçut l'ordre du roi de faire en sorte de n'avoir plus de démêlés avec les évêques de Marseille et de Toulon. Il répondit aussitôt à Colbert, « avec tout le respect imaginable, » que cela lui serait impossible, si M. de Marseille continuait, comme il l'avait fait jusqu'alors, à le traverser en toute occasion. « J'ay lieu de croire, ajouta-t-il, qu'ayant receu le mesme ordre que moy, il se résoudra de changer de manière, et d'estouffer sincèrement, une fois en sa vie, les mauvaises intentions dont il n'a pu donner que de foibles marques. Pour moi, qui n'ay jamais fait que me deffendre contre ceux qui veulent faire ma charge, vous jugés bien que, n'étant plus attaqué, comme je désire plus que toutes choses de plaire à sa majesté, j'apporteray toute mon application et mes soins à la réunion qu'elle ordonne. » Quoi qu'il en soit, la gratification annuelle de 5,000 livres fut maintenue au comte de Grignan. Il paraît même que Mme de Sévigné la trouvait insuffisante, car ayant appris, en 1673, qu'il était question d'allouer, on ne sait trop dans quel intérêt, la même somme aux consuls de la ville d'Aix, elle écrivit à sa fille ces quelques mots qui révèlent un mystère administratif du temps : « Je voudrais que vous eussiez les 5,000 livres qu'on veut jeter pour corrompre les consuls. »

Outre l'hostilité des évêques de Marseille et de Toulon, le comte de Grignan eut, quelques années après, à craindre celle de l'arche-

vêque d'Aix. Cet archevêque était, par son titre, président-né de l'assemblée des communautés. Pendant de longues années, le cardinal de Grimaldi, archevêque d'Aix, s'était dispensé de paraître à l'assemblée, et en avait abandonné la présidence à l'archevêque d'Arles, François-Adhémar de Monteil de Grignan, frère cadet du comte de Grignan. En 1687, l'évêque de Die, Daniel de Cosnac, fut nommé archevêque d'Aix, et revendiqua immédiatement son droit de présider l'assemblée. Le comte de Grignan ayant protesté en faveur de son frère, l'affaire fut portée au conseil du roi et décidée en faveur de M. de Cosnac. Froissé de cette décision, par suite de laquelle il aurait siégé sur un simple banc, tandis que l'archevêque d'Aix aurait occupé le fauteuil, l'archevêque d'Arles cessa de venir à l'assemblée, au grand déplaisir de son frère et de Mme de Sévigné, qui écrivit à sa fille : « Je trouve comme vous qu'il faut être pointilleux pour être blessé d'un petit morceau de bois sur un banc, qui fait la différence des places, qui ne tombe ni sur la personne ni sur le nom, et qui n'est fondée, dans cette assemblée seulement et pendant quelques jours, que sur les rangs de l'archevêque d'Aix et de l'archevêque d'Arles... M. d'Arles me mande que cela n'était bon que pour M. de Grignan; je ne veux que cela pour le confondre. N'est-ce donc rien que d'être bon à son aîné dans une place comme celle-là? Il n'aura qu'à voir combien cela fera plaisir à M. d'Aix, pour juger combien cela est mauvais à M. de Grignan. Et depuis quand un Grignan compte-t-il pour rien d'être utile à sa maison? » En même temps le nouvel archevêque d'Aix obtint d'être chargé de faire exécuter toutes les délibérations prises par l'assemblée, et un arrêt du conseil lui donna la signature de tous les mandats payables par le trésorier de la province. L'impassible Dangeau a constaté ces luttes dans un article de son *Journal,* à la date du 17 août 1688 : « M. l'archevêque d'Aix a gagné un grand procès contre toute la Provence. On ne délivrera aucun mandat qui ne soit signé de lui, et, dans les assemblées de la province, il aura un fauteuil, et les autres archevêques et évêques seront sur un banc. Il vouloit être traité de monseigneur par les députés de l'assemblée, mais il n'a pas gagné cet article. » Au surplus, le démêlé du comte de Grignan avec l'archevêque d'Aix n'eut qu'une courte durée. L'affaire une fois réglée, le nuage se dissipa. Quant à l'archevêque, il refusa généreusement une gratification de 3,000 liv. à laquelle il aurait pu prétendre comme président de l'assemblée. A la vérité, une bonne abbaye le dédommagea amplement bientôt après (1).

Ainsi le lieutenant-général, le président et jusqu'aux délégués des

(1) *Mémoires de Daniel de Cosnac,* t. Ier, p. 83 et suiv.; t. II, p. 132 et suiv.

communes, les *messieurs du parterre*, comme on les appelait à cause de la place qu'ils occupaient dans la salle des séances, touchaient des gratifications votées par l'assemblée. Des frais de représentation étaient en outre accordés par les communes à leurs députés, qu'accompagnaient aux états des valets revêtus de la livrée de chaque ville. Puis, la session terminée, une députation, largement rétribuée, était chargée d'aller offrir au roi le don gratuit et de suivre à Paris les affaires de la province. Enfin les ministres eux-mêmes recevaient, le fait est constant, des gratifications des pays d'états. En 1700, Louis XIV autorisa le marquis de La Vrillière à accepter des gratifications que lui avaient votées les états de Languedoc, de Bourgogne, Bugey et Bresse. Sept ans plus tard, le comte de Pontchartrain toucha tout à la fois des gratifications des états de Bretagne, des assemblées du clergé et des compagnies du commerce. Ajoutons que le même ministre figurait dans les termes suivans sur un compte de dépense des états de Bourgogne en 1691 : « Il sera donné 6,000 livres à M. de Pontchartrain (alors contrôleur-général des finances), ainsi qu'elles ont esté payées à MM. Colbert et Le Pelletier (1). »

Or le comte de Pontchartrain dont il s'agit ici écrivait, en parlant de la clôture des états, que c'était *la fin de toutes agitations et de tout genre de chagrin pour un honnête homme*. Il fallait que les sessions des états fussent, pour les ministres de Louis XIV, la source de bien des ennuis, pour que ces gratifications de 6,000 livres qu'ils recevaient de tous côtés n'en adoucissent pas un peu l'amertume. Malgré l'anathème jeté sur eux avec tant d'ingratitude par le comte de Pontchartrain, malgré leurs inconvéniens, leurs faiblesses et l'abus qu'ils faisaient des gratifications, les états offraient encore aux provinces qui en étaient dotées, notamment en ce qui touchait l'assiette et la répartition de l'impôt foncier, une garantie d'ordre, d'équité, de justice distributive que les pays d'élection leur enviaient avec raison. Sans doute, je l'ai déjà dit, l'institution était vicieuse; mais elle était incontestablement moins fâcheuse que l'absence de contrepoids et de contrôle dont les généralités avaient tant à souffrir. En un mot, si l'on considère avec impartialité la situation de la France avant la révolution de 1789, on demeure persuadé que les pays d'états étaient relativement assez bien administrés, et que les plaintes y étaient moins générales, moins fondées que dans les pays d'élection. Cela répond aux griefs du comte de Pontchartrain et rend moins sévère à l'égard des abus dont son *honnêteté* savait si bien s'accommoder.

(1) *Correspondance administrative sous Louis XIV*, t. Ier; *introduction*, p. 25.

IV.

« Ce qu'il faut faire en général, écrivait Mme de Sévigné au comte de Grignan le 1er janvier 1672, c'est d'être toujours très passionné pour le service de sa majesté; mais il faut tâcher aussi de ménager les cœurs des Provençaux, afin d'être plus en état de faire obéir au roi dans ce pays-là. » Le comte de Grignan suivit fidèlement ce conseil pendant toute la durée de sa longue administration, et s'en trouva bien. Docile aux avis de Mme de Sévigné, il s'étudia toujours à se faire aimer des Provençaux, qui, du reste, on l'a déjà vu, ne se montraient pas ingrats à son égard. Au mois de novembre 1671, l'assemblée des communes était réunie à Lambesc. Mme de Grignan étant accouchée d'un fils le 17, le comte de Grignan se rendit le lendemain à l'assemblée pour lui faire, comme on dirait aujourd'hui, une communication. Écoutons à ce sujet le procès-verbal officiel de la séance. Les détails qu'il donne sur ce point sont curieux sous plus d'un rapport : c'est comme une peinture du temps que l'on gâterait en la retouchant.

« Mgr le comte de Grignan vint offrir à l'assemblée le fils qu'il a plu à Dieu de lui donner dès le jour d'hier, et de vouloir bien lui faire la faveur de le tenir au nom de toute la province sur les fonts du baptême, et de lui donner tel nom qu'il lui plaira... Sur quoi l'assemblée a délibéré que messieurs les procureurs-généraux du pays témoigneront à Mgr le comte de Grignan et à Mme sa femme la joie de toute la province, et particulièrement de l'assemblée, sur la naissance de ce premier mâle dans sa famille, et lui feront de très humbles remerciemens de l'honneur qu'il avait fait à la province de le faire tenir de sa part pour recevoir les saintes eaux du baptême, avec tous les sentimens d'amour et de reconnaissance possibles. Et l'assemblée a délibéré que les frais en seront supportés par le pays, suivant le rôle qui en sera tenu par le sieur Pontevès, trésorier des états. » Les procureurs du pays tinrent en effet sur les fonts de baptême le fils du comte de Grignan, qu'ils appelèrent d'un nom princier, Louis de Provence, attention délicate dont on leur fut sans doute fort reconnaissant (1).

Aussitôt après la clôture de l'assemblée, Mme de Grignan avait quitté Aix pour aller habiter avec son mari le château de famille qu'il possédait à quelques lieues de Montélimart. Le comte et la comtesse de Grignan affectionnaient ce séjour pour plusieurs motifs. D'abord

(1) *Mémoires sur madame de Sévigné*, etc., t. IV, p. 47. — *Statistique des Bouches-du-Rhône*, etc., t. II, p. 520.

la résidence dans le chef-lieu de son gouvernement, le jeu, les galanteries, la mauvaise conduite de sa maison, ruinaient le comte de Grignan; en second lieu, l'indolence et le caractère peu sociable de sa femme, sa hauteur et la nature spéculative de son esprit, faisaient qu'elle préférait la solitude, ou, si l'on veut, le calme de la vie de famille aux salons et à l'étiquette cérémonieuse de la vieille cité parlementaire. Situé dans un pays d'un aspect grandiose, mais sauvage, bâti sur le versant d'un coteau escarpé, le château de Grignan dominait un bassin où deux petites rivières traçaient leur sillon d'argent. Par son emplacement, il avait conservé le caractère de forteresse que ses fondateurs s'étaient particulièrement préoccupés de lui donner; mais reconstruit au XVIe siècle, en pleine renaissance, le château moderne offrait toutes les grâces, tout le fini et la délicatesse de l'architecture à cette époque. Le château se composait d'un grand corps de bâtiment à trois étages, embellis de balcons circulaires et de deux ailes latérales. Une cour intérieure, fermée de trois côtés seulement, et dont les façades étaient ornées avec une extrême richesse, était ouverte à l'occident. A l'un des angles se trouvait la tour du beffroi que surmontait un dôme élégant, et au pied de laquelle une entrée menait au vestibule du château, dont la porte ornée de rinceaux à moitié gothiques laissait voir, dans un large écusson, les armes de la famille de Grignan et sa fière devise : MAÏ D'HOUNOUR QUÉ D'HOUNOURS (*plus d'honneur que d'honneurs*). Les vastes salons et les pièces d'apparat ouvraient sur la façade méridionale. De là, l'œil plongeait dans la plaine et voyait se dérouler au loin les montagnes aux tons rougeâtres, aux flancs dénudés, aux formes aiguës, tourmentées, qui formaient l'horizon. « Nos montagnes sont charmantes dans leur excès d'horreur, écrivait Mme de Sévigné au milieu du rigoureux hiver de 1695; je souhaite tous les jours un peintre pour bien représenter l'étendue de toutes ces épouvantables beautés. Contez un peu cela à notre duchesse de Chaulnes, qui nous croit dans des prairies avec des parasols, nous promenant à l'ombre des orangers. » Juxtaposée au rocher immense, sorte de promontoire sur lequel le château s'élevait, l'église, formée d'une seule nef, atteignait le plateau où il était bâti, et servait de prolongement à la terrasse qui l'entourait. Quelques marches conduisaient de cette terrasse à la tribune de l'église. Cependant le temps avait marqué de son empreinte le château du XVIe siècle, que le comte de Grignan entreprit d'ailleurs d'agrandir et de réparer. Deux de ses frères, l'archevêque d'Arles et l'évêque de Carcassonne, s'engagèrent à faire bâtir à leurs frais une aile orientale. On chercha en même temps à faire disparaître toutes les traces d'architecture gothique que le château conservait encore et à lui donner l'aspect monumental d'un palais. Le comte

de Grignan voulut enfin refaire la grande façade méridionale à trois étages, à chacun desquels s'ouvraient douze fenêtres ornées de statues; mais ces projets grandioses rencontrèrent les obstacles qui s'opposent d'ordinaire, chez beaucoup d'anciennes familles, à la reconstruction des vieilles demeures seigneuriales. L'argent manqua. Quoi qu'il en soit, le château de Grignan n'en était pas moins le plus beau de toute la contrée. Au rez-de-chaussée, une pièce à huit croisées contenait une galerie de tableaux. Au premier étage, on admirait, outre la *Salle du Roi*, dans laquelle un grand portrait de Louis XIV était scellé dans la boiserie, la *Chambre des évêques*, ornée de huit portraits de famille et de quatre grands tableaux représentant *le Veau d'or*, *le Passage de la Mer-Rouge*, *Moïse sauvé des eaux* et *l'Envoyé d'Abraham*. D'autres pièces, la *Chambre de Carcassonne*, la *Chambre d'Arles*, la *Chambre d'Ornano*, la *Chambre de la Reine*, contenaient aussi un grand nombre de portraits et de tableaux. Un inventaire dressé au XVIIIe siècle fait la description suivante d'une chambre du second étage dans laquelle, d'après la tradition locale, serait morte Mme de Sévigné : « De l'antichambre du second, on passe à la *Chambre de la Bohémienne*, où l'on voit un lit de damas cramoisi à l'impériale, garni de franges, sept chaises, trois tableaux, dont deux en dessus de porte, représentant *l'Hiver* et *le Printemps*, et le troisième, sur la cheminée, *Madame de Grignan*. La chambre est décorée d'une tapisserie de haute-lisse à personnages... On passe de là dans la *Chambre de la Tour*, à deux croisées, au-dessus du grand *Cabinet de la Reine*. On y trouve deux fauteuils à l'antique et neuf chaises de moquette à fond blanc et fleurs rouges et vertes, un tableau en dessus de porte représentant *l'Architecture* et *la Peinture*, une TABLE A ÉCRIRE... »

C'est là, sur cette table, s'il faut en croire un des modernes biographes de Mme de Sévigné, qu'elle écrivit quelques-unes de ces lettres sans cesse imitées, non encore égalées, qui feront à jamais les délices des esprits cultivés (1).

V.

Deux expéditions militaires, la prise de la citadelle d'Orange en 1673 et une brillante attaque des impériaux devant Toulon, à trente-trois ans de distance, firent une agréable, mais trop courte diversion

(1) *Histoire de madame de Sévigné*, par M. Aubenas, p. 577 et suiv. — Le château de Grignan n'est plus aujourd'hui qu'un monceau de ruines. Ces ruines doublement historiques ont été achetées 6,000 francs en 1839 par M. Léopold Faure, qui fait les plus louables efforts pour les soustraire à l'action dévorante du temps, si bien secondé en France par le marteau des révolutions.

aux soins que la direction de l'assemblée des communautés occasionnait périodiquement au lieutenant-général du roi en Provence.

La principauté d'Orange, située sur la limite du Comtat Venaissin, appartenait, depuis des siècles, à des princes de la maison de Nassau. Guillaume d'Orange ayant, en 1673, confisqué le marquisat de Berg-op-Zoom et plusieurs autres terres du comte d'Auvergne, Louis XIV fit don à celui-ci de la principauté d'Orange, et donna l'ordre au comte de Grignan de s'en emparer de vive force, si le commandant hollandais Berkoffer faisait mine de résister.

Sans troupes ni artillerie pour attaquer ce commandant, qui, abandonnant la ville à ses inquiétudes, s'était retiré dans la citadelle, le comte de Grignan fit un appel à la noblesse de Provence et du Comtat. Cinq cents gentilshommes accoururent; il les renforça de deux mille soldats des galères, et marcha sur Orange. Le bruit s'était accrédité à la cour que la citadelle était imprenable. Suivant Mme de Sévigné, les ducs d'Enghien et de La Rochefoucauld assuraient même que le comte de Grignan échouerait, l'attaque d'une place de guerre exigeant des connaissances spéciales qu'il n'avait pas. Le 12 novembre 1673, la tranchée fut ouverte. Le marquis de Barbantane et M. de Ramatuelle, des plus anciennes familles de Provence, commandaient la noblesse du pays, impatiente de monter à l'assaut. Au troisième coup de canon, la citadelle se rendit sans avoir essayé de se défendre, et, conformément aux ordres du roi, fut immédiatement démolie. Ce facile succès donna lieu sans doute à quelque relation triomphante qui enivra Mme de Sévigné. « J'embrasse le vainqueur d'Orange, écrivit-elle à sa fille... — L'affaire d'Orange fait ici un bruit très agréable pour M. de Grignan. Cette grande quantité de noblesse qui l'a suivi par le seul attachement pour lui, cette grande dépense, cet heureux succès, car voilà tout, tout cela fait honneur et donne de la joie à ses amis, qui ne sont pas ici en petit nombre. Le roi dit à souper : « Orange est pris; Grignan avait sept cents gentilshommes avec lui. On a tiraillé du dedans, et enfin on s'est rendu le troisième jour. Je suis fort content de Grignan (1). » En réalité, les Hollandais n'avaient pas tiré un seul coup de canon, bien qu'ils eussent pu se défendre quatre mois, et de part et d'autre il n'y avait pas eu une égratignure. Le comte de Grignan avait paru, et la citadelle s'était rendue.

L'affaire du camp de Toulon fut autrement glorieuse pour lui. En 1707 (il comptait alors soixante-quinze ans), le duc de Savoie et le prince Eugène avaient envahi la Provence et menaçaient Toulon. Croyant que l'ennemi entrerait par le Dauphiné, le maréchal de

(1) *Mémoires Walckenaër*, t. IV, p. 36 et suiv.

Tessé occupait cette province; cependant, il avait écrit au comte de Grignan de couvrir Toulon. En vingt-quatre heures, celui-ci réunit quatre mille ouvriers, et après leur avoir fait rétablir les remparts, les fossés, les chemins couverts, fortifia à quelque distance de la ville un camp que le maréchal de Tessé vint occuper peu de jours avant l'arrivée des impériaux. « Ce vieux Grignan, dit à ce sujet le duc de Savoie, nous a gagnés de vitesse. » L'historien le plus populaire de la Provence, Papon, fait remarquer que ce camp tint en respect les assiégeans et sauva la ville. Déjà, les impériaux s'étaient emparés du fort Sainte-Marguerite. Il fallait les en débusquer à tout prix; on l'essaya, et on y parvint. Le vieux Papon raconte que ce jour-là le comte de Grignan, toujours à cheval malgré son âge, se battit pendant six heures comme un jeune officier. Le maréchal de Tessé le félicita sur place. Enfin, pour comble d'honneur, quelque temps après, le roi lui écrivit de sa main la lettre qui suit :

« Monsieur le comte de Grignan, on ne peut être plus content que je le suis des preuves que mes sujets de Provence m'ont données de leur valeur et de leur fidélité durant la dernière campagne et de celles que les communautés de la même province viennent de me donner de leur zèle pour le bien de mon service, par le concours prompt et unanime à m'accorder le secours qui leur a été demandé de ma part. Je désire que vous leur fassiez bien connoître le gré particulier que je leur en sais et mon attention à leur en donner des marques. Il ne se peut rien ajouter aussi à la satisfaction que j'ai de vos services, et je prie Dieu qu'il vous ait, monsieur le comte de Grignan, en sa sainte garde. A Versailles, le 30 novembre 1707. LOUIS (1). »

VI.

Jamais peut-être en France administrateur ne dirigea aussi longtemps les affaires de la même province que M. de Grignan. Nommé lieutenant-général de la Provence en 1670, il remplissait encore les mêmes fonctions en 1715. Au mois de janvier 1672, il avait eu le projet d'acheter la charge du maréchal de Bellefonds, premier maître d'hôtel du roi, et il y avait été fort encouragé par Mme de Sévigné, qui voyait dans la réalisation de ce projet le moyen de ne plus se séparer de sa fille. Celle-ci ne voulut pas y consentir. Flattée de tenir le premier rang dans un pays que cependant elle n'aimait pas, bien aise sans doute de conserver son indépendance et sa personnalité, qui sait encore? préférant peut-être (le cœur humain a de ces misères) vivre un peu à distance de cette extrême affection de sa mère et de ces louanges infinies dont l'éternelle répétition était, suivant le duc

(1) *Histoire de madame de Sévigné*, par M. Aubenas, p. 500 et suiv.

de Saint-Simon, le seul défaut de Mme de Sévigné, la comtesse de Grignan combattit les idées de son mari et sacrifia la capitale à la province. A peine quelques voyages à Paris vinrent-ils interrompre l'uniformité de leur existence. De graves embarras d'argent la troublèrent d'ailleurs plus d'une fois. Mme de Grignan avait eu en dot 100,000 écus. Cinq ans après son mariage, malgré les conseils de sa mère et du cardinal de Retz, elle crut devoir s'engager pour son mari. « Vous me parlez de cette héroïque signature que vous avez faite pour M. de Grignan, lui écrivit à ce sujet Mme de Sévigné... Il y a de certaines choses, ma fille, que l'on ne conseille point: on expose le fait; les amis font leur devoir de ne point commettre les intérêts de ceux qu'ils aiment, mais quand on a l'âme parfaitement belle comme vous l'avez, on ne consulte que soi, et l'on fait précisément comme vous avez fait. » Les goûts somptueux du comte de Grignan, les constructions nouvelles qu'il avait entreprises, rendirent successivement d'autres sacrifices indispensables. Son traitement était de 18,000 livres, et il touchait de plus annuellement 5,000 livres de gratification qui lui furent conservées jusqu'à la fin par l'assemblée de Provence. Ce revenu, qui représentait environ 70,000 francs en monnaie actuelle, fut insuffisant; il fallut d'abord vendre le marquisat de Vénejean. Plus tard, les créanciers étant redevenus plus pressans, M. de Grignan dut leur abandonner jusqu'à son traitement des années 1690 et 1691, et passer deux hivers à Grignan. On comprend quelle dut être à cette nouvelle la désolation de Mme de Sévigné. « Jamais, écrit-elle à sa fille, il ne fut telle dissipation. On est quelquefois dérangé, mais de s'abîmer et de s'enfoncer à perte de vue, c'est ce qui ne devrait point arriver. »

Cependant le comte de Grignan avait eu de Mlle de Sévigné plusieurs enfans. Une de ses filles, Marie-Blanche de Grignan, se fit religieuse et entra aux filles de Sainte-Marie. Le mariage d'une autre fille, Pauline de Grignan, et du marquis Louis-Provence de Grignan, occasionna à leur mère, par suite des embarras qui désespéraient Mme de Sévigné, les plus vives préoccupations. Le marquis de Grignan se maria le premier. « C'était un très galant homme et qui promettait fort, » dit le duc de Saint-Simon, avec qui il avait été élevé. Après bien des hésitations, un mariage d'argent fut jugé nécessaire pour relever le comte de Grignan, de plus en plus obéré. La fille d'un fermier-général, Arnaud de Saint-Amand, fut proposée. Avant de s'arrêter à ce parti extrême, la famille consulta tous les amis. Un des meilleurs et des plus anciens, M. de Coulanges, répondit à Mme de Grignan : « Faites, faites votre mariage; l'argent justifie tout. Vous avez raison et le public a très grand tort. Chacun sait ses affaires; l'un a dételé le matin, l'autre l'après-dînée, et quiconque

dételle mérite louange; c'est une marque d'esprit et d'un grand savoir-faire... Consolez-vous d'une mésalliance par le doux repos de n'avoir plus de créanciers dans le séjour de beaux, grands et magnifiques châteaux qui ne doivent rien à personne... Mme de Villeroi approuve toutes vos raisons. » Le mariage eut lieu à Grignan, le 2 janvier 1695, avec un grand éclat. Le fermier-général constitua en dot à sa fille 400,000 livres en argent comptant, dont la moitié devait être distribuée aux créanciers de la maison de Grignan. Écoutons le duc de Saint-Simon sur les suites de ce mariage.

« Mme de Grignan, en présentant au monde sa belle-fille, en faisait ses excuses, et, avec sa minauderie, en radoucissant ses petits yeux, disait qu'il fallait bien de temps en temps *du fumier sur les meilleures terres*. Elle se savait un gré infini de ce bon mot, qu'avec raison chacun trouva impertinent, quand on a fait un mariage, et le dire entre bas et haut devant sa belle-fille. Saint-Amant, son père, qui se prêtait à tout pour les dettes, l'apprit enfin et s'en trouva si offensé qu'il ferma le robinet. Sa pauvre fille n'en fut pas mieux traitée; mais cela ne dura pas longtemps. Son mari, qui s'était fort distingué à la bataille d'Hochstet, mourut, au commencement d'octobre (1704), à Thionville; on dit que ce fut de la petite-vérole. Il avait un régiment, était brigadier et sur le point d'avancer. Sa veuve, qui n'eut point d'enfans, était une sainte, mais la plus triste et la plus silencieuse que je vis jamais. Elle s'enferma dans sa maison, où elle passa le reste de sa vie, peut-être une vingtaine d'années, sans en sortir que pour aller à l'église et sans voir qui que ce fût (1). »

Quant à Mlle Pauline de Grignan, la charmante, l'adorable Pauline, comme disaient sa grand'mère et tous les amis de la famille, elle épousa, dans l'année même où son frère s'était marié, un gentilhomme de Provence attaché à la maison du duc d'Orléans. « On mande de Provence, dit à ce sujet Dangeau à la date du 2 décembre 1696, que le marquis de Simiane a épousé Mlle de Grignan. Il a 25,000 livres de rente en fonds de terre. La demoiselle n'a que 20,000 écus, mais elle est fort jolie (2). »

Mme de Sévigné ne vit pas s'accomplir ce dernier mariage; elle était morte à Grignan le 18 avril 1696. Un mois après, le comte de Grignan exprima, dans une lettre simple et touchante, les regrets que lui causait cette mort. « Vous comprenez mieux que personne, écrivit-il à M. de Coulanges, la grandeur de la perte que nous venons de faire et ma juste douleur. Le mérite distingué de Mme de Sévigné vous était parfaitement connu. Ce n'est pas seulement une belle-mère que je regrette; ce nom n'a pas accoutumé d'imposer toujours: c'est une

(1) *Mémoires du duc de Saint-Simon*, édit. Delloye, t. VIII, p. 44.
(2) *Mémoires de Dangeau* (*Œuvres de Lemontey*).

amie aimable et solide, une société délicieuse; mais ce qui est encore bien plus digne de notre admiration que de nos regrets, c'est une femme forte qui a envisagé la mort, dont elle n'a point douté dès les premiers jours de sa maladie, avec une fermeté et une soumission étonnantes. » Environ dix ans après, le 13 août 1705, Mme de Grignan, « beauté vieille et précieuse, dit le duc de Saint Simon, mourut à Marseille fort peu regrettée, quoi qu'en ait dit Mme de Sévigné dans ses lettres, de son mari, de sa famille et des Provencaux. »

Ainsi, malgré son âge, le comte de Grignan survivait à la plupart de ceux avec lesquels sa vie s'était écoulée. On a vu qu'il s'était signalé devant Toulon à l'âge de soixante-quinze ans. A partir de ce moment, aucune particularité ne marque plus sa vie. Tous les ans, il ouvrait l'assemblée des communautés, disposait de son mieux les esprits des députés à se montrer libéraux, et obtenait sans difficulté réelle (il n'y avait plus eu de résistance sérieuse depuis les lettres de cachet de 1673) le don gratuit réclamé par le roi. Cela dura encore ainsi huit ans. En 1715 il était allé, comme à l'ordinaire depuis quarante-cinq ans, ouvrir l'assemblée des communautés à Lambesc. Tout à coup la nouvelle parvint à la cour qu'il était mort. Un article du *Journal de Dangeau* mentionne le fait en ces termes à la date du 6 janvier 1715 : « On apprit la mort de M. de Grignan, qui était parti de Lambesc pour aller à Marseille. Il est mort dans une hôtellerie sur le chemin. Il n'a que deux filles de deux mariages différents. L'aînée est la marquise de Vibraye, et la cadette, la marquise de Simiane, qui était toujours auprès de lui et qu'il a avantagée autant qu'il a pu. Il avait quatre-vingt-trois ans. » Le comte de Grignan eut pour successeur, comme lieutenant-général de Provence, le marquis de Simiane, son gendre, qui mourut au bout de deux ans et fut remplacé par son frère. Achevons ce portrait par un dernier coup de pinceau du duc Saint-Simon, qui avait connu le comte de Grignan et tous les siens. « C'était, dit l'illustre conteur, un grand homme fort bien fait, laid, qui sentait fort ce qu'il était, fort honnête homme, fort poli, fort noble en tout, fort obligeant et universellement estimé, aimé et respecté en Provence, où, à force de manger et de n'être point aidé, il se ruina. »

Pierre Clément.

UNE VISITE

A BOMARSUND

AU DIRECTEUR DE LA REVUE DES DEUX MONDES.

Stockholm, 21 août 1854.

Monsieur,

N'étant pas initié dans les secrets de la diplomatie, je ne puis vous dire combien de temps nous sépare encore du moment où la Suède entrera décidément dans l'alliance des puissances occidentales contre la Russie, sa redoutable voisine; mais je puis vous affirmer que, par ses sympathies toutes publiques et par ses vœux hautement déclarés, la nation suédoise est avec nous. La nouvelle de notre victoire à Bomarsund était attendue impatiemment à Stockholm; elle y a été reçue dans la matinée du vendredi 18 août avec joie. On s'arrêtait dans les rues pour se communiquer la bonne nouvelle, et on se félicitait comme d'une victoire commune. C'en était une en effet; les îles d'Åland (1), qui avaient été suédoises jusqu'en 1808, se voyaient délivrées de la domination russe, et les canons du tsar n'étaient plus à douze heures de Stockholm. Des voyages de plaisir s'organisèrent aussitôt pour aller visiter Bomarsund. Ce n'était pas une vaine curiosité, croyez-le bien, qui animait seulement ces visiteurs. Beaucoup d'entre eux voulaient contempler un spectacle dont ils comprenaient toute la grandeur; ils voulaient voir de leurs propres yeux les navires de la France et de l'Angleterre réunis fraternellement dans la Baltique pour défendre l'Europe d'une autre invasion; ils voulaient voir de leurs propres yeux les pavillons anglais et français flot-

(1) Prononcez Auland.

tant sur une forteresse de la Russie. Chacun d'eux voulait apporter personnellement et de plus près ses vœux et son cœur à la cause de la coalition nouvelle, chacun d'eux aspirait pour ainsi dire à se mêler à ces grandes scènes; chacun voulait les graver dans son souvenir.

Les plus pressés partirent de Stockholm trois jours avant la prise de Bomarsund, le 13 août. C'était de la témérité, puisque la mer des Åland n'était pas encore aux alliés, et qu'il devait être difficile, sinon impossible, de se procurer des pilotes pour une navigation toujours périlleuse dans ces parages. Le dangereux empressement de cette première expédition fut puni, et les passagers du paquebot à vapeur le *Sundsvall* eurent plus d'occasions qu'ils n'en auraient voulu d'exprimer leurs sympathies envers les flottes alliées. En effet, le soir du premier jour, leur navire, mal dirigé, donna contre un des innombrables écueils qui rendent l'archipel des Åland si redoutable. Après quelques heures d'angoisses, leur canon de détresse attira l'attention d'une frégate française, *la Vengeance*, à l'ancre aux environs. Des chaloupes leur furent immédiatement envoyées, et, après un pénible travail de dix-huit heures, les officiers et matelots français parvinrent à remettre le navire à flot. Ce n'est pas tout. Le long retard qui était survenu avait épuisé les vivres des malheureux touristes, et la frégate française n'hésita pas à leur offrir, sans accepter le moindre remboursement, les provisions nécessaires pour cent passagers. La gaieté et l'entrain de nos marins, infatigables pendant un ennuyeux travail de toute une nuit, et l'offre généreuse qui avait suivi leur secourable assistance inspirèrent aux voyageurs du *Sundsvall* une gratitude qu'ils ont exprimée depuis dans une adresse à la légation française de Stockholm.

Les bateaux à vapeur qui entreprirent le même voyage après la prise de Bomarsund étaient assurés d'avance d'un meilleur succès. La victoire du 16 avait ouvert, des Åland à Stockholm, comme une grande rue désormais facile à parcourir dans tout son cours, grâce aux bouées et aux signaux qu'avaient placés nos marins. Dans la journée du 19 août, quatre bateaux à vapeur quittèrent le port de Stockholm en destination des Åland. L'un d'eux, le *Svithiod*, appartenant à M. Schwan, un des principaux députés de l'ordre de la bourgeoisie, portait, avec son propriétaire, un certain nombre de députés invités par lui, des savans et des publicistes; c'était au milieu de cette bonne compagnie que, grâce à l'invitation de M. Schwan, j'avais trouvé place. La traversée de Stockholm jusqu'à la grande île d'Åland est de douze ou treize heures; mais elle se fait presque entièrement au milieu des deux immenses archipels d'Åland et de la Suède, de sorte qu'elle n'offre réellement de fatigues qu'au capitaine et au pilote.

Nous arrivâmes à dix heures du soir à Ledsund, où nous rencontrâmes la première division des flottes alliées. Il y avait là plus de trente navires, et parmi eux quelques-uns des plus majestueux et des plus redoutables qu'eussent jamais vus les mers. Leur masse imposante marquait la force. Les vives lumières et le mouvement animé que laissaient voir les ouvertures de leurs quatre étages rappelaient que cette force était au service du génie occidental, du génie de l'activité intelligente. La soirée était magnifique; des éclairs sil-

lonnaient sans bruit l'horizon après la chaleur du jour; la mer était calme, et le silence n'était interrompu que par la cloche du quart, qui retentissait par intervalles à bord de chaque navire. Tout rappelait l'idée de la puissance invincible imposant la paix et la civilisation.

Trois heures à peine séparent le mouillage de Ledsund de la grande île d'Åland. Partis de Ledsund à cinq heures du matin, nous étions à huit heures en vue de Bomarsund et au milieu des navires formant la seconde division. Voici quelle scène nous avions devant les yeux. En face de nous, la forteresse de Bomarsund, sur un petit promontoire de la côte orientale de la grande île Åland; à l'est, la petite île de Præstoe avec une tour séparée de la forteresse par un très petit détroit; au nord, dans la grande île, une seconde tour fortifiée; à l'ouest enfin, une troisième tour placée sur une hauteur et dominant la citadelle, mais à moitié ruinée. Au pied de cette tour, en descendant vers le rivage, on aperçoit les décombres du bourg de Skarpans, riche et florissant il y a un mois, mais brûlé récemment par les Russes pour ôter toute protection aux assaillans. Tout à côté, dans un chemin creux, une partie de nos soldats ont dressé leurs tentes; le reste du camp français est un peu à l'ouest, derrière la hauteur; le camp des Anglais est au nord de la seconde tour, et ne s'aperçoit pas de la mer. Au-dessous du village ruiné, un grand chemin conduit au rivage, où les Russes ont construit un excellent débarcadère en bois. Nos soldats sont occupés à y conduire les pièces d'artillerie pour les embarquer et les remporter à bord des vaisseaux. Les sentinelles sont dispersées au pied de la citadelle et des tours; les pavillons français et anglais flottent sur le toit circulaire de la forteresse; un campement de soldats du génie occupe l'île de Præstoe, où les Russes ont aussi brûlé quelques habitations. Un lourd soleil pèse sur ce roc sauvage et sur ce rivage malsain; c'est l'image de la dévastation et de la stérilité.

Suivant les rapports de nos soldats, dont les pièces officielles nous permettront bientôt de contrôler l'exactitude, la première attaque a été faite le dimanche 13 août contre la tour occidentale. Le combat durait depuis trois heures du matin, lorsqu'on vit les assiégés, à quatre heures de l'après-midi, hisser un pavillon blanc à l'une des fenêtres de la tour. Le général Baraguey d'Hilliers donna l'ordre à un de ses aides de camp et au capitaine Cochrane d'aller avec deux pavillons, anglais et français, prendre possession de la tour; mais, quand ils approchèrent, le commandant russe leur apprit qu'il voulait, non pas se rendre, mais obtenir un armistice de deux heures. On lui accorda une heure seulement; avant l'expiration de ce délai, pendant lequel on n'avait pu s'entendre, il avait lui-même recommencé le feu. Les batteries françaises répondirent vivement; leurs boulets détruisaient les meurtrières pendant que les chasseurs de Vincennes, dispersés en tirailleurs, abattaient les canonniers. La nuit mit fin à la résistance, et les Français prirent possession du fort à trois heures du matin : un officier et trente hommes y furent faits prisonniers. La journée du lundi 14 aurait été seulement employée aux préparatifs du lendemain, malgré les provocations de la forteresse, auxquelles on ne répondit pas. Le mardi 15 août, de bon matin, les gros canons anglais attaquèrent la tour du nord. On peut juger de leur terrible effet sur ces forts

de granit en songeant qu'une brèche de trente pieds fut faite par trois canons en six heures. Le feu des Russes tua M. Wrottesley, officier du génie; mais, avant le soir, la tour était occupée par les soldats de la marine anglaise. Ils y avaient trouvé huit morts et vingt blessés, et avaient fait un nombre assez considérable de prisonniers.

Pendant cette affaire, la forteresse elle-même avait été attaquée par les vaisseaux de ligne anglais l'*Edinburgh*, l'*Ajax*, le *Blenheim* et le *La Hogue*, et par les navires français *le Trident* et *le Duperré*. Peut-être est-ce le même jour que la tour orientale avait été prise. Ce qui semble certain, c'est qu'on avait, dès la première attaque, jeté des soldats dans cette île de Præstoe, afin de couper aux assiégés une retraite à travers des golfes impraticables. C'est le mercredi 16 que les navires alliés livrèrent contre la forteresse le dernier combat. *Le Duperré* et l'*Edinburgh* (capitaine Chads) se distinguèrent surtout. Pendant l'action, on vit tout à coup la grosse tour occidentale, située sur une hauteur, sauter en l'air et s'écrouler à moitié en blessant à mort deux soldats français; les différens témoignages ne s'accordent pas sur les causes de cet accident. Vers deux heures de l'après-midi, la garnison de la citadelle fit flotter un pavillon blanc du côté de la mer. Pendant que les batteries de terre continuaient le combat, ne s'étant pas aperçues que les navires cessaient leur feu, l'amiral Parseval-Deschênes et sir Charles Napier députèrent aux assiégés M. le capitaine de Surville, aide de camp de l'amiral, et un officier anglais. L'officier russe qui les reçut leur dit ces seuls mots : « Nous nous rendons à la marine, » et le capitaine de Surville monta avec ceux qui l'accompagnaient pour planter les pavillons alliés sur la forteresse. Les Russes n'avaient, assure-t-on, que quelques morts et à peine soixante-dix blessés; mais la fumée qui remplissait les casemates, les bombes qui venaient éclater au milieu de la forteresse, enfin le feu incessant des tirailleurs, les avaient réduits à une complète impuissance. Bomarsund et ses ouvrages extérieurs étaient au pouvoir des alliés.

Dès le lendemain 17, près de deux mille prisonniers, Finnois, Cosaques et Russes, étaient à bord du *Royal William* et du *Saint-Vincent*, et partaient pour la France et l'Angleterre. Le gouverneur, à bord du *Fulton*, était dirigé sur Dantzig, pour se rendre de là directement à Paris. Les Français n'avaient eu, assurait-on, que quarante morts ou blessés, les Anglais quatre morts et douze blessés. On n'avait vu d'ailleurs résister très hardiment, du côté des Russes, que le capitaine Tesch, qui défendait la tour occidentale, et le capitaine Jaquelin, qui commandait la garnison de Præstoe; le premier est Suédois et le second Français d'origine. Ce dernier surtout avait refusé de se rendre en dépit des ordres réitérés du général Bodisco, et n'avait cédé qu'aux baïonnettes. Le régiment de tirailleurs finnois qui se trouvait dans la citadelle avait voulu résister malgré la capitulation, et n'avait rendu ses armes qu'après les avoir brisées. Les autres soldats, les vrais Russes, avaient montré beaucoup d'indifférence; quelques-uns dansaient gaiement au son de notre musique militaire qui chantait la victoire. Le principal résultat de cette journée était l'expérience désormais acquise que le granit ne résisterait pas aux canons de dix pouces du capitaine Pelham.

Les alliés n'ont eu et n'ont encore sans doute aucune hostilité à craindre de la part de la population des Åland, qui monte à seize mille hommes. Les Russes eux-mêmes n'ont pas apparemment compté sur leur concours, puisqu'ils ont brûlé leurs villages et qu'ils les ont chassés dans l'intérieur du pays. Ces paisibles habitans reviendront peu à peu vers le camp des alliés. Ils y paraissent déjà pour vendre quelques marchandises, et les plus pauvres sont attirés par les distributions gratuites de vivres que le général fait faire à la porte de la citadelle, où les Russes ont laissé des provisions de bouche pour toute une année et sept mille sacs de farine. Notre brave armée n'aura pas de peine, on le pense bien, à se concilier ceux des paysans de l'archipel qui s'aventureront à Bomarsund. J'entendais un de ces pauvres pêcheurs raconter, une larme à l'œil, les bons procédés *de ces messieurs français* qui, en causant avec eux, leur frappaient amicalement sur l'épaule, et dont la gaieté cordiale contrastait singulièrement avec la grimace des Russes, qui leur faisait peur. Ils allaient recommencer à naviguer vers Stockholm; ils allaient revoir la grande ville, la mère-patrie, qu'ils ne visitaient plus depuis l'occupation russe; ils y vendraient comme autrefois leur beurre, leurs poissons et leur bois; l'ancien bon temps était revenu!

Bomarsund prise, l'archipel des Åland est enlevé aux Russes; la population ne se soulèvera pas pour eux. Ce n'est pas que les Ålandais soient incapables de s'armer et de combattre pour défendre leurs droits; mais c'est que, Suédois d'origine et de langage, ils n'ont pas adopté un seul instant la civilisation ni la langue de la Russie, et que les souvenirs de 1808 sont encore vivans parmi eux. Un vieillard demandait, il n'y a pas bien longtemps, dans l'île d'Åland, quand donc la paix serait signée pour délivrer son pays de l'ennemi, c'est-à-dire du Russe qui l'avait occupé en 1808, momentanément sans doute.

Il n'est pas sans intérêt de rappeler comment les Ålandais ont reçu les Russes la première fois qu'ils sont entrés dans l'archipel. C'est un curieux épisode, peu connu, même dans le Nord. C'était le 12 avril 1808. En deux mois, le général comte Buxhovden avait déjà conquis toute la Finlande méridionale. Il avait compris de plus que, pour toute expédition militaire dans le nord de la Baltique, l'occupation des Åland fournissait une base d'opérations naturelle, un lieu de dépôt et des rades utiles, et, les Russes espérant bien dès lors conserver la Finlande, ces îles devenaient encore un précieux boulevard contre la Suède, une des clés de la Baltique et, à l'occasion, un acheminement vers d'autres conquêtes. Un corps de cent vingt hommes occupa donc la grande île d'Åland le 12 avril, sous le commandement du général Nejdhardt; un autre de cinq cents hommes, sous la conduite du colonel Vuitsch, s'établit dans l'île de Kumlinge, située plus à l'est. En même temps des postes de Cosaques, dispersés dans les différentes îles de l'archipel, durent surveiller et au besoin contenir la population. L'arrivée des étrangers étonna les habitans des Åland sans leur faire concevoir d'abord l'idée d'une résistance qui paraissait impossible; mais le commandant russe parut avoir pris à tâche d'exciter leur révolte. Il fit publier le 3 mai les ordres suivans : « Tous les bateaux de première et de seconde grandeur devaient être, dans l'espace de vingt-quatre heures, mis en état de prendre la mer et amenés dans les

principales rades. Les habitans étaient tenus de casser la glace qui tenait encore autour des côtes jusqu'à ce que la route fût ouverte vers la haute mer. Si tout ce travail n'était pas accompli dans le délai prescrit, les retardataires auraient les oreilles et le nez coupé, et on les enverrait ensuite en Sibérie. » Sans doute les Russes, qui se sentaient isolés, avaient voulu se préparer ainsi un moyen de prompte retraite dans le cas où ils verraient approcher une armée suédoise; mais le travail qu'ils exigeaient ne pouvait en aucune façon être accompli en vingt-quatre heures, et en supposant, comme il est probable, qu'ils ne fussent pas disposés à exécuter leurs menaces, ils avaient cependant eu tort de les exprimer, car les habitans des Åland les avaient prises au sérieux, et cette population simple, mais énergique, avait aussitôt conçu, avec l'idée d'une résistance contre un ordre inexécutable, celle de la vengeance contre une absurde cruauté. Un de leurs magistrats, nommé Eric Arén, voyant que les premiers efforts des paysans pour obéir étaient absolument inutiles et s'effrayant des suites que pouvait avoir leur désobéissance forcée, accepta le premier la pensée de l'insurrection. Il ouvrit son cœur à son ami le pasteur Gummerus, qui lui promit son concours et le sacrifice de sa vie. Ces deux hommes devinrent les chefs d'un mouvement tout spontané, et leurs noms sont respectés aujourd'hui dans ce petit coin de terre isolé du monde au même titre que le sont dans le reste de l'Europe ceux de Guillaume Tell et des conjurés du Rütli. C'est pendant la nuit du 7 mai 1808 que le mot d'ordre de la conspiration, transporté par les courriers de Gummerus et d'Arén, parvint aux paysans des principales paroisses, réunis sur les différens points du rivage pour l'exécution des travaux commandés par les conquérans. Dès le lendemain, tous ces travaux furent abandonnés, les fonctionnaires déposés pour avoir accepté la domination des Russes, et le gouvernement des Åland remplacé par une sorte de république militaire, sans autres chefs que Gummerus et Arén. Pour frapper tout d'abord un grand coup, les chefs populaires voulurent s'emparer du général russe, et des Cosaques qui lui servaient de garde particulière; mais le général Nejdhardt, prévenu à temps, parvint à s'échapper. S'il pouvait armer promptement la garnison russe, tout était perdu. Dans ce moment critique, Arén et Gummerus montrèrent une grande intelligence et beaucoup de sang-froid. Ils interceptèrent les chemins, armèrent leur petite troupe de bâtons aiguisés et du petit nombre d'armes qui avaient échappé aux réquisitions des Russes; puis ils s'avancèrent en bon ordre contre les Cosaques et les firent prisonniers. Les armes qu'on leur enleva furent une utile ressource, et leurs chevaux servirent aux deux chefs de l'insurrection ainsi qu'à leurs aides de camp improvisés. Après avoir erré trois jours dans les bois, suivi seulement de deux Cosaques, le général Nejdhardt se vit réduit, par la fatigue et la faim, à venir se rendre; la garnison fut vaincue elle-même à Færsjund, au nord-ouest de Bomarsund, par cette armée de paysans mal équipée, mais bien disciplinée. En quelques jours, la grande Åland avait été délivrée; quelques Russes seulement étaient parvenus à se sauver par l'île de Præstoe. Arén se chargea de conduire à Stockholm le général et les soldats prisonniers.

Restait à vaincre le colonel Vuitsch, qui était dans l'île de Kumlinge, à l'est de la grande Åland. Les Russes n'avaient pas été plus habiles ici que dans le reste de l'archipel. Au premier soupçon d'une révolte, ils avaient publié que, si les femmes ne retenaient pas leurs maris chez eux, on les prendrait toutes et on les brûlerait vives dans une grange. Les insurgés rencontrèrent d'ailleurs ici le secours d'une flottille suédoise dont les canons effrayèrent les Russes, pendant que les paysans, dispersés autour de leur camp, les cernaient et les inquiétaient de toutes parts. La principale affaire eut lieu le 10 mai. Vuitsch se rendit, livra son épée et sa cassette, et ordonna à toute la garnison de se rendre. Il s'estima heureux de n'être pas massacré, lui et tous les siens, par ces paysans qu'il croyait maintenant aussi cruels qu'il les avait crus d'abord méprisables. Quelques postes russes se trouvaient encore dans les dernières îles à l'extrémité orientale de l'archipel; commandés cette fois encore par Gummerus, les paysans se dirigèrent vers l'île de Brandœ, et y complétèrent la délivrance de leur patrie. Gummerus se chargea de conduire les prisonniers de ces derniers combats à Stockholm; le roi Gustave IV le combla d'honneurs, ainsi que son compatriote Arén. Leur meilleure récompense eût été qu'il se montrât digne de commander à de pareils sujets en secondant avec énergie leurs efforts contre les ennemis de la Suède. On sait au contraire avec quelle insouciance Gustave abandonna la Finlande, au sort de laquelle celui des Åland était évidemment attaché. Les Åland furent occupées quelques mois après par une armée formidable; les canons russes se trouvèrent à quelques heures de la côte de Suède, et la redoutable citadelle de Bomarsund s'éleva bientôt comme une menace pour la Baltique et tout le Nord, jusqu'à ce que le pavillon des puissances occidentales vînt en revendiquer l'indépendance.

On se demande à présent quel usage les puissances alliées vont faire de leur nouvelle possession. Si l'on veut pressentir avec quelque sûreté ou apprécier avec justesse la réponse que donnera l'avenir, il faut savoir quelle est l'importance de l'archipel des Åland. Ces îles sont innombrables; mais quatre-vingts seulement sont habitées, et l'on peut distinguer entre elles trois groupes principaux, celui des Åland proprement dit, celui de Kumlinge, plus à l'est, et celui de Brandœ, tout près de la côte de Finlande. La plus occidentale de ces îles, celle de Signilskœr, est séparée de la côte suédoise par six lieues de mer ouverte, tandis que les plus orientales touchent de très près au littoral opposé. Le passage en Russie sur la glace est donc facile presque tous les hivers, tandis que le passage en Suède est rarement possible. Les îles d'Åland n'offriraient certainement pas les ressources nécessaires à une forte garnison, mais elles se suffisent à peu près à elles-mêmes. L'industrie des petites îles est la pêche, qui est différente pour chaque partie de l'archipel. Ici, à Eckeroe par exemple, c'est la perche et la brème qui sont le plus abondantes. Dans les îles les plus méridionales, la morue se pêche en immense quantité; mais les habitans en font cuire le foie pour le manger, au lieu d'en extraire l'huile, qui se vendrait si avantageusement dans la pharmacie. La pêche la plus considérable est celle du *stroemming*, espèce de hareng que les Ålandais exportent sur toutes les côtes voisines. Outre la

pêche, les grandes îles fournissent encore des bois abondans et les produits d'une agriculture assez importante. Les bois, il est vrai, menacent, dit-on, de s'épuiser par suite de coupes imprévoyantes; mais les insulaires en exportent encore une grande quantité jusque sur les rivages du sud-est de la Baltique, et depuis quelques années jusqu'en Danemark et en Allemagne. Outre ces abondantes ressources, l'exportation du fromage et celle du beurre sont depuis longues années une source de grands profits pour les habitans des Åland, et prouvent que ces îles, surtout la plus grande, que nous occupons aujourd'hui, ont de bons pâturages et du bétail. En effet, pour peu que l'on pénètre dans l'intérieur de cette île, on reconnaît un pays moins désolé que ne le ferait croire l'aspect du promontoire où est située la citadelle de Bomarsund. Le sol, généralement argileux, s'y cultive aisément; les grains y sont d'un bon rapport; les prairies donnent aux bestiaux une bonne nourriture; la flore est presque la même que celle du sud de la Suède; l'orme, l'alizier, l'érable, le tremble et le chêne y viennent à l'état sauvage, ainsi qu'une espèce particulière de sorbier, *sorbus alandica* ou *kastelholms-roennen*, qu'on trouve au milieu des belles ruines de Kastelholm, un peu à l'ouest de Bomarsund. On a reconnu enfin la présence de plusieurs minerais dans les îles d'Åland; toutefois le gouvernement russe, après avoir entrepris, il y a quelques années, une exploitation dans l'île de Soedoe, au sud de l'archipel, l'a promptement abandonnée faute d'en tirer assez de profit.

Les îles d'Åland n'offrent pas seulement en temps de guerre une base d'opérations utile, des dépôts et des ports excellens cachés à l'ennemi; elles ont eu encore, par leur position même, une véritable importance historique. Elles ont été comme un pont jeté par la nature entre deux pays, la Suède et la Finlande, qu'elle voulait unir, et que la violence seule des hommes a séparés. C'est par ce grand chemin que les Suédois ont apporté la civilisation chrétienne aux Finnois, en reléguant vers les extrémités septentrionales les restes sauvages des Lapons. Depuis la fin du XIIe ou le commencement du XIIIe siècle, la Finlande et les îles d'Åland sont devenues suédoises, et si la nationalité finlandaise s'est encore conservée dans l'intérieur du pays, il n'en a pas été de même dans les Åland, qui ont accepté entièrement la civilisation et la langue de la Suède. Ces îles dépendirent sans doute d'abord du diocèse d'Upsal, d'où leur était venu le christianisme; mais, dès le XIVe siècle, on voit leurs chefs spirituels subordonnés à l'évêché d'Åbo, plus voisin encore, et leurs chefs militaires ou civils recevoir des ordres immédiatement de Stockholm. Le lieutenant ou gouverneur (*ståt hållare*) habitait dans le château de Kastleholm; il était nommé et révoqué par le roi de Suède. L'archipel fut d'ailleurs souvent donné en fief à quelqu'un des membres de la famille royale; on le réservait particulièrement aux reines veuves. En 1590, Jean III l'érigea en comté au profit de son fils, et, au commencement du XVIIe siècle, vers 1634, l'administration militaire, ecclésiastique et civile fut rattachée définitivement à la province finlandaise d'Åbo. Au milieu de ces changemens, les Åland avaient conservé une sorte d'indépendance nationale dont elles ont encore quelques souvenirs. Leurs armoiries représentent un élan avec un anneau passé autour du cou, sur champ d'azur, et le sceau du

magistrat figure le roi de Norvége Olaf II (le saint) assis sur son trône, couronne en tête, avec une hache d'armes dans la main droite et le globe royal dans la main gauche. On lit en exergue ces mots sans aucun doute altérés : *S. Beati Olaws de Staozarswio.*

Que les Åland doivent appartenir naturellement à la Suède, cela n'est pas douteux; mais la Suède craindrait probablement de les accepter sans avoir en même temps l'assurance de recevoir bientôt la Finlande, car le voisinage immédiat de la Russie deviendrait, sans cela, pour elle un terrible danger, et l'occupation des Åland serait fort précaire. Les alliés peuvent-ils cependant entreprendre dès maintenant, sans la Suède et sans chaloupes canonnières, sur la seule foi de l'expérience de Bomarsund, la conquête de Svéaborg et de Cronstadt? Faut-il au contraire, en attendant le printemps prochain, occuper les Åland pendant l'hiver à grands frais, avec la perspective d'une attaque des Russes en l'absence de nos flottes, ou faut-il raser Bomarsund (1) et faire de ces îles un désert? Peut-on admettre, à défaut du concours de la Suède, le projet d'une Finlande indépendante ou bien réunie à une Pologne nouvelle? Voilà quelques-unes des graves questions que suscitent les incertitudes de la Suède, et que nous ne prétendons pas résoudre. Nous croyons seulement que les puissances alliées auront bientôt enfin donné assez de preuves de leur résolution de réduire la puissance de la Russie, notamment dans la Baltique, pour que les peuples du Nord puissent d'une part compter sur de sérieuses garanties, et de l'autre se convaincre qu'il s'agit décidément ici de leurs plus chers intérêts et de la cause de tous les peuples civilisés. Cette guerre est une croisade dans laquelle tôt ou tard l'Europe entière devra prendre parti, afin qu'il n'arrive pour aucune des nations intéressées que le profit se trouve séparé de l'honneur.

A. Geffroy.

(1) On sait maintenant que les gouvernemens anglais et français ont décidé d'un commun accord que les fortifications de l'archipel d'Åland seraient détruites, et que Bomarsund serait évacué.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

31 août 1854.

Voici déjà deux mois que les affaires d'Espagne sont venues se mêler aux affaires d'Orient, et que les regards de l'Europe se portent alternativement vers ces deux points du monde politique. Ce ne sont pas les seules questions qui s'agitent actuellement sans doute; elles sont les plus graves par leur signification, par les intérêts qu'elles résument sous une forme si différente. L'une est la question toujours pendante de la sécurité et des rapports généraux de l'Occident, et elle reste assurément la première; l'autre est une phase, un incident de ce travail d'institutions et d'idées qui change si souvent de théâtre dans notre siècle, et qui se poursuit sans qu'on sache encore si c'est au profit ou au détriment des peuples. Prises dans leur ensemble, ces deux questions représentent les deux faces d'un même problème, qui consiste pour la civilisation contemporaine à s'organiser intérieurement, à trouver son équilibre et à se défendre contre les dangers extérieurs qui la menacent. Il n'y a point heureusement d'autre point de contact entre les affaires d'Orient et les affaires d'Espagne, qui suivent aujourd'hui leur cours naturel. D'un côté c'est la guerre qui continue pour le moment, de l'autre c'est la lutte confuse de tous les élémens intérieurs d'une société profondément troublée.

Si la paix que l'Europe attend de la guerre actuelle, suscitée par la Russie, est encore un problème, les événemens se développent du moins de façon à la préparer et à laisser entrevoir déjà quelques-unes de ses conditions irrévocables. Ils attestent l'efficacité des armes de l'Angleterre et de la France en même temps qu'ils resserrent de plus en plus la coalition de tous les intérêts européens. La prise de Bomarsund dans la Baltique, les préparatifs de l'expédition de la Mer-Noire, les pas nouveaux faits par l'Autriche dans la voie d'une action décisive, l'entrée de son armée dans la Valachie, l'évacuation des principautés par les forces russes, tous ces faits réunis sont la plus

exacte mesure de la situation présente militairement et diplomatiquement. Ils sont le meilleur commentaire de la politique occidentale, et viennent à l'appui des conditions de paix récemment formulées par l'Angleterre et par la France, acceptées par l'Autriche et transmises par elle à Saint-Pétersbourg. On sait donc aujourd'hui comment la guerre se dessine, sur quelles forces réelles peut compter l'Europe et comment la paix est possible. On a sous les yeux les élémens principaux de cette grande complication telle qu'elle apparaît au moment actuel. La guerre sans nul doute occupe la première place, et l'incident le plus saillant est l'heureux fait d'armes par lequel nos troupes viennent de signaler leur présence dans la Baltique.

C'est le 16 août que la forteresse de Bomarsund a été enlevée par l'action combinée des deux flottes et du corps expéditionnaire de débarquement récemment parti de France. Il a suffi de peu de jours pour accomplir cette brillante opération. L'ardeur et la promptitude de nos soldats ont laissé à peine un intervalle entre l'attaque et le succès. Deux mille prisonniers ont été faits; le commandant de la forteresse, le général Bodisco, est resté entre les mains des chefs de nos forces, et le drapeau des puissances alliées a flotté sur l'archipel d'Aland, d'où la Russie dominait le golfe de Bothnie et le golfe de Finlande. Il n'y a point évidemment à exagérer la portée de ce fait d'armes, et la preuve en est que l'Angleterre et la France abandonnent les îles d'Aland après en avoir détruit les fortifications : c'eût été une conquête onéreuse; mais la prise de Bomarsund est faite peut-être pour montrer à la Russie qu'elle n'est point invulnérable derrière ses murs de granit. C'était en outre le premier acte de guerre sérieux et décisif accompli dans la Baltique; il a fait apparaître les soldats de l'Occident parmi ces populations soumises à la puissance russe, et sous ce rapport la prise de Bomarsund est de nature à laisser des traces, en même temps qu'elle montre ce que peuvent des troupes exercées, animées de l'esprit de la guerre.

Sur un autre théâtre, en Orient, les armées alliées se préparent à des opérations qui semblent devoir être plus considérables et qui sont peut-être commencées aujourd'hui. Un corps nombreux, un matériel immense devaient être embarqués à Varna; seulement vers quel point doit se diriger cette expédition? Est-ce sur Odessa? est-ce sur Sébastopol? Les armées anglo-françaises vont-elle simplement prendre position dans la Crimée? Il serait difficile, on le conçoit, de pénétrer avec précision le secret des opérations militaires qui vont s'accomplir. Ces opérations seront exécutées par des troupes aguerries, avec des moyens suffisans; là est l'essentiel. Par malheur les armées alliées ont eu à subir les atteintes d'un fléau plus cruel que la guerre, et qui a même frappé quelques-uns des chefs de nos soldats : le général duc d'Elchingen, le général Carbuccia, deux vaillans hommes dont le nom était rappelé l'autre jour à l'Académie, comme pour montrer qu'il y a d'autres vertus que les vertus qui vont chercher leur récompense à l'Institut. C'est au milieu de cette épreuve inattendue que notre armée a dû se préparer à une expédition au sujet de laquelle le maréchal Saint-Arnaud disait récemment à ses soldats : « Nous reverrons notre patrie victorieux, ou nous ne la reverrons pas! » Il est donc permis de prévoir des événemens prochains en Orient, et l'action des armées alliées peut d'autant mieux s'é-

tendre à d'autres points, que le Danube est libre aujourd'hui; les principautés sont évacuées, l'armée d'Omer-Pacha est à Bucharest, et l'Autriche intervient à son tour par l'entrée de son armée dans la Valachie. Le mouvement des troupes autrichiennes est déjà commencé et se poursuit chaque jour.

Aucun fait sans contredit ne pourrait mieux servir à caractériser l'attitude de plus en plus décidée de l'Autriche. Telle est sa part d'action militaire, et les actes diplomatiques sont d'accord avec les actes militaires. On a pu élever des doutes sur le système de conduite de l'Autriche, sur ses vues et ses secrètes intentions. En définitive, il s'est trouvé que si l'Autriche a marché avec plus de lenteur, en conservant une indépendance que sa situation explique, elle n'arrive pas moins exactement au point où sont l'Angleterre et la France. Entrait-elle dans les principautés parce que les Russes se retiraient, ou bien, ce qui est assez différent, les Russes se retiraient-ils parce que l'Autriche allait entrer dans les provinces du Danube? existait-il un concert secret entre les deux puissances? La question pouvait sembler obscure il y a quelques jours; elle ne l'est plus depuis les déclarations récentes du *Journal de Saint-Pétersbourg*, qui reconnaît que l'attitude de l'Autriche créait à l'armée russe une situation où elle ne pouvait tenir. Par le fait, la Russie, forcée, pour un motif quelconque, d'évacuer les principautés, a essayé de donner à cette évacuation le caractère d'un acte de déférence envers l'Autriche, ainsi que le prouve la communication du 7 août; elle n'a point réussi, et alors elle restitue à la retraite de son armée le caractère d'un mouvement de concentration. L'entrée de l'armée autrichienne n'est point, comme on voit, le résultat d'une sorte d'intelligence établie avec la Russie; elle est l'exécution pure et simple de la convention du 14 juin avec la Porte-Ottomane. Cela ne veut point dire que l'Autriche va se trouver immédiatement en hostilité déclarée avec la Russie, bien que l'état où elle se place y ressemble fort; cela veut dire qu'elle occupe les principautés d'accord avec Omer-Pacha et avec les généraux alliés, pour lesquels sa présence est une garantie contre un retour offensif des Russes, et qui restent libres d'ailleurs de diriger leurs opérations sur le Danube ou sur tout autre point.

C'est là la vérité telle qu'elle ressort des faits et des conditions dans lesquelles s'accomplit l'occupation militaire des principautés par l'armée autrichienne. Le *Journal de Saint-Pétersbourg* dit que le cabinet de Vienne est sans doute en mesure de faire également respecter l'intégrité de la Turquie par les puissances maritimes, ce qui est la reproduction d'une prétention élevée par M. de Nesselrode dans une de ses dernières dépêches. La Russie n'oublie qu'une chose, c'est que nos armées sont là en vertu de traités, au même titre que celles de l'Autriche, et pour faire justement respecter cette indépendance de l'empire ottoman qu'elle seule a menacée. Quant à l'attitude diplomatique de l'Autriche, elle n'a pas un caractère moins net. Elle est clairement déterminée par l'échange de notes fait le 8 août avec l'Angleterre et la France, par l'acquiescement du cabinet de Vienne aux conditions de paix venues de Londres et de Paris. Du reste, on a pu le remarquer, entre les conditions primitivement proposées par M. Drouyn de Lhuys et celles qui ont été définitivement sanctionnées par le cabinet de Vienne, il n'y a qu'une différence de rédaction sur l'article qui stipule la révision du traité du 13 juil-

let 1841. Les bases nouvelles, telles qu'elles ont été acceptées par les trois cabinets, restent ce qu'elles étaient : substitution du protectorat européen au protectorat russe dans les principautés, liberté des bouches du Danube, révision du traité de 1841 dans l'intérêt de l'équilibre européen, cessation du protectorat religieux de la Russie et intervention collective de toutes les puissances en faveur des populations chrétiennes de l'empire ottoman. Que faut-il donc conclure de ces faits, qui s'éclairent et s'expliquent les uns par les autres? C'est que diplomatiquement et militairement, du moins jusqu'ici en ce qui touche la défense des principautés, l'Autriche s'est placée à côté de l'Angleterre et de la France, c'est qu'elle a cru le moment venu de rejeter le rôle d'une médiation inutile pour se ranger à une action plus énergique et plus franche. Au point de vue diplomatique, l'échange de notes du 8 août est l'équivalent de l'occupation de la Valachie au point de vue militaire. Les deux faits ont la même signification et la même gravité.

Il y a dans les derniers actes de l'Autriche quelque chose qui en révèle encore plus le sens, c'est que pour la première fois elle a suivi ses inspirations propres sans attendre le concours de la Prusse. Telle est en effet la situation que la Prusse s'est créée par les incertitudes de sa politique. Elle a essayé d'abord, à ce qu'il semble, de présenter à l'Autriche l'évacuation des principautés par les Russes comme une satisfaction suffisante qui désintéressait la politique allemande. La Prusse, il est vrai, a signé le protocole du 9 avril par lequel les quatre puissances s'engagent à garantir l'Europe contre le retour de prétentions semblables à celles qui sont venues troubler la paix; elle est liée avec l'Autriche par un traité particulier fondé sur l'intérêt allemand. Il y a mieux, dans une note signée en commun avec l'Autriche, elle déclarait d'une manière spéciale que la position de la Russie sur le Danube, que les obstacles mis à la navigation étaient une atteinte aux intérêts moraux et matériels, politiques et commerciaux de l'Allemagne. La Prusse cependant a paru croire que les conditions de paix récemment sanctionnées par l'Autriche ne rentraient pas dans les prévisions du traité du 20 avril, et par le fait elle n'a point pris part à l'échange de notes du 8 août. On dit même que pendant ce temps elle faisait des armemens à Dantzig, ce qui ne laissait point d'être bizarre au moment où elle semblait se séparer de la France, de l'Angleterre et de l'Autriche, et où elle ne pouvait certes être menacée par la Russie. A bout de contentions d'esprit, le cabinet de Berlin n'en a pas moins fini par appuyer à Saint-Pétersbourg les bases du 8 août. Il est arrivé à y voir des principes utiles, d'une application désirable, sauf à ne s'engager à rien. C'est là le dernier mot de la politique prussienne depuis quelque temps, et c'est ainsi que d'elle-même elle s'est réduite à un isolement stérile non-seulement en Europe, mais en Allemagne, où l'Autriche a pris la direction de cette grande question, traînant aujourd'hui le cabinet de Berlin à sa suite. La Prusse se croit appelée par la Providence à rétablir la paix, comme le disait récemment avec un peu d'ironie une publication émanée d'une source autrichienne; elle se croit une médiatrice. Seulement elle a pris le meilleur moyen pour que sa médiation ne soit ni efficace ni même acceptée. Le cabinet de Saint-Pétersbourg trouve certainement son avantage dans ces tergiversations; c'est sa dernière ressource. Certain de trouver à Vienne une

politique décidée, il compte sur les incertitudes de la cour de Potsdam pour dissoudre l'union de l'Allemagne. C'est une illusion que les événemens détruiront sans doute, et la Russie, demain comme aujourd'hui, se trouvera en présence des conditions de paix que la France, l'Angleterre et l'Autriche viennent d'adopter comme le résumé des garanties que l'Europe a le droit de revendiquer.

Il est dans la nature de toutes les affaires humaines, une fois qu'elles sont engagées, d'être soumises dans leur marche à une sorte de logique impérieuse. Qu'une question extérieure s'élève, il y a un moment au-delà duquel elle tend sans cesse à s'aggraver; elle se noue de plus en plus : on vient de le voir dans les affaires d'Orient. Qu'une révolution éclate dans un pays, la veille encore peut-être aurait-on pu la prévenir et changer le cours des choses; le lendemain il n'est plus temps : on est sous le coup de cette terrible logique révolutionnaire, et on en est à savoir par quelles voies le pays sera ramené à un ordre plus régulier. C'est l'histoire actuelle de l'Espagne. La Péninsule, à beaucoup d'égards, est dans une situation semblable à celle de la France en 1848, et il n'est malheureusement point impossible qu'elle n'ait à passer par les mêmes péripéties. La manière même dont s'est produite cette révolution, ses phases diverses, sont peut-être la meilleure explication de l'état où est tombée la Péninsule. A l'origine, lors de la levée de boucliers du 28 juin, il ne s'agissait, on s'en souvient, que de détruire des influences illégitimes, de rétablir, disait-on, l'empire de la constitution et des lois. Ce qui serait arrivé si la reine eût changé dès cette époque son gouvernement en appelant à elle le chef de l'insurrection, il serait difficile de le dire. Dans tous les cas, c'eût été un pouvoir né de l'insurrection, fondé sur une capitulation de la royauté, et il aurait rencontré sans doute bien des difficultés d'existence; mais il aurait eu probablement un caractère relativement modéré encore. C'est dans ces conditions qu'éclatait le mouvement de Madrid, et ici qu'on le remarque, ces tristes journées de Madrid ne pouvaient avoir d'autre but que de changer la nature de la révolution, puisque dès ce moment la reine avait consenti à tout. Par le fait, le parti exalté voulait faire acte d'intervention pour avoir sa part dans la victoire, et avoir au besoin la victoire tout entière. Survenait une troisième circonstance : le duc de la Victoire, appelé par la reine à Madrid, tardait huit jours à se rendre à cet appel. Pendant ce temps, Madrid se hérissait de barricades, les forces révolutionnaires s'organisaient, l'esprit de désordre se créait en quelque sorte des citadelles, et voilà comment le nouveau gouvernement qui sortait de là se trouvait tout à coup, après un véritable interrègne, en présence d'une situation aggravée, en face de passions menaçantes qui allaient jusqu'à tout mettre en doute, et d'une anarchie qui s'étendait à l'Espagne entière.

A Madrid, c'est par les excès de la presse, par la violence et les prétentions des clubs, que le désordre s'est manifesté. Dans les provinces, l'anarchie a pris toutes les formes et tous les caractères. Sur une infinité de points, les propriétés et les personnes ont été menacées. A Cadix, chaque jour quelque sédition populaire réclamait le renouvellement de la junte, réputée toujours trop modérée. A Tortosa, des autorités locales ont été assassinées. Dans certaines localités, on distribuait les biens communaux. A Algésiras, on faisait beaucoup

mieux : par une vieille réminiscence, on abolissait les droits de douane, et on ouvrait la porte à toutes les marchandises entassées à Gibraltar, lesquelles eussent mis deux ans à entrer par contrebande. Partout les juntes nommaient ou destituaient les fonctionnaires, créaient ou supprimaient des emplois, abolissaient des contributions, fermaient des maisons religieuses, expulsaient des missionnaires, suspendaient les lois. Le gouvernement a fini cependant par dissoudre la plupart de ces juntes, qui s'étaient singulièrement multipliées, en ne conservant que celles qu'il s'était vu forcé d'autoriser dès le premier moment; mais ce n'est que depuis peu de jours qu'il a prononcé cette dissolution, en même temps qu'il se décidait à prendre quelques mesures contre le déchaînement des journaux et des clubs à Madrid.

C'est que le gouvernement était sans autorité réelle; il travaillait péniblement lui-même à savoir ce qu'il voulait, ce qu'il devait et ce qu'il pouvait. En attendant, cette révolution de la moralité et de la liberté devenait une véritable curée des emplois publics. Diplomatie, magistrature, administration, tout a été renouvelé en Espagne. Récemment encore tous les juges de Madrid étaient remplacés. Il y a même un fait singulier dans tout ce mouvement : divers ministres, imitant en cela les juntes, affectaient de rappeler, en replaçant des fonctionnaires, qu'ils avaient été révoqués en 1843. Cette date de 1843 est devenue une sorte de mot d'ordre, l'objet d'une superstition. Les députations provinciales, les *ayuntamientos*, étaient rétablis tels qu'ils étaient en 1843. Des nominations même faites dans les derniers momens de la régence d'Espartero retrouvaient leur force. Cela rappelle en vérité ce mot ironique d'un humoriste désabusé, de Larra, qui prétendait que les révolutions espagnoles consistaient dans une opération d'arithmétique. Il s'agissait simplement de retrancher le temps qui s'était écoulé depuis la dernière révolution, après quoi on se retrouvait juste au point d'où l'on était parti. Si le gouvernement, en replaçant des magistrats destitués en 1843, voulait rendre hommage au principe de l'inamovibilité, il s'ensuit que par le même motif il faudrait rendre leurs fonctions aux magistrats qui avaient été révoqués en 1840, et on voit où cela pourrait conduire; s'il cherchait une satisfaction de parti, c'était voir dans les événemens actuels le triomphe du plus triste esprit de coterie.

Ce n'est là par malheur qu'un des traits de la situation présente; le plus grave peut-être est cette attitude de négociation permanente que le ministère a cru devoir prendre avec les factions, et ici, il faut bien le dire, c'est dans le chef même du gouvernement, dans le duc de la Victoire, que se personnifie cette triste impuissance, trop voisine parfois de la complicité. Espartero n'est point sans doute un révolutionnaire de préméditation, mais il est de ceux qui laissent faire les révolutionnaires, soit par indolence de caractère, soit par calcul, soit par un zèle jaloux et prévoyant pour sa popularité. Sans esprit d'initiative, il laisse aller les événemens, et comme il n'en domine et n'en repousse aucun, il semble que tous puissent trouver en lui un complice. Il y a peu de jours, il acceptait la présidence d'un club dit de l'*Union*, et sait-on quel était le programme de ce club? Il demandait que la constitution proclamât la souveraineté du peuple; il réclamait la suppression des contributions indirectes, l'établissement d'un impôt unique, l'instruction pu-

blique universelle et gratuite, l'administration de la justice par le jury, l'abolition de la conscription et de la peine de mort, la réduction de l'armée permanente et l'armement universel du peuple, le tout enfin couronné par un procès en règle fait à la reine Christine devant les cortès, chargées de juger ses crimes. Si c'était un acte de haute diplomatie de la part du duc de la Victoire d'accepter la présidence d'un tel club, on peut trouver la diplomatie singulière. Depuis, dans un banquet offert par la presse au ministère, Espartero, président du conseil, oubliait tout simplement le nom de la reine dans ses toasts, et il fallait que le général O'Donnell réparât cet oubli en invoquant le nom d'Isabelle II. C'était là, dans un détail vulgaire, la révélation de l'état intérieur du gouvernement, qui n'est pas faible seulement par la faute des circonstances, mais parce qu'il y a en lui deux tendances diverses, deux politiques, l'une toujours trop prête à transiger avec tout, l'autre sentant le besoin de réagir contre l'anarchie et de rendre au pays les garanties de sécurité sans lesquelles il ne peut vivre.

C'est la première de ces politiques qui a régné jusqu'ici, c'est la dernière qui semble se faire jour depuis peu. Le ministère ne s'est pas contenté de prononcer la dissolution des juntes révolutionnaires; à Madrid, le gouverneur civil a remis en vigueur la législation de 1837 sur la presse, législation certes peu oppressive, mais qui exige quelques garanties; il a restreint le droit de réunion aux électeurs. Enfin le gouvernement, après avoir consenti à retenir la reine Christine en otage, a fini par décider et protéger son départ pour le Portugal. Ce n'est pas sans difficultés, il est vrai, que le gouvernement a pris ces mesures; mais ces difficultés mêmes n'ont fait que donner un caractère plus prononcé à une certaine réaction. Les prétentions des clubs, qui réclamaient la révocation du gouverneur civil, ont été nettement repoussées. Un mouvement provoqué par le départ de la reine Christine a été comprimé à l'aide de la milice nationale. Redevenu plus maître de lui à Madrid, le gouvernement aura-t-il la force suffisante pour dompter les résistances dans les provinces, s'il s'en produit? Ici malheureusement se présente une question grave: c'est l'état de l'armée. Il a été promis aux soldats qui se sont prononcés en juin et en juillet une réduction de deux années de service. Quand on a voulu tenir cette promesse, on s'est aperçu que si on la tenait seulement à l'égard des soldats insurgés, on mécontenterait tous les autres; on risquait de créer deux camps dans l'armée. La réduction alors est devenue générale, et il en résulte qu'au moment où l'armée serait le plus nécessaire, elle se trouve tout à la fois numériquement réduite et moralement atteinte, ainsi que l'atteste plus d'une sédition militaire. Voilà de quelles difficultés est entouré le gouvernement espagnol. C'est dans cette situation que les élections se feront d'ici à quelque temps. Ces élections, suivant leur esprit, auront sans nul doute une influence considérable, car des cortès qui en sortiront dépendra en grande partie l'avenir de la Péninsule. Jusque-là, tout est ajourné; le gouvernement n'a qu'un but à poursuivre: il faut qu'il vive, et plus de deux mois encore; c'est beaucoup quand il faut vivre entre une réaction que le sentiment public peut précipiter et la lutte désespérée de tous les élémens révolutionnaires, ranimés tout à coup par les derniers événemens.

Qu'on se tourne vers ces deux points, vers l'Orient et vers l'Espagne : il y a donc un double problème qui touche aux intérêts les plus sérieux et les plus vivaces. Ici, comme nous le disions, c'est le problème des rapports, des alliances, de la sécurité de l'Occident; là c'est le problème de l'organisation intérieure des peuples qui cherchent à concilier des institutions libérales avec l'autorité monarchique. La France a sa place au premier rang dans la première de ces questions; elle a ses armées en Orient. Elle n'a point évidemment à interposer son action dans la mêlée des partis espagnols. La France ne peut intervenir en Espagne que par le spectacle de son histoire, par le souvenir de ses crises et l'enseignement qui en ressort. C'est une intervention qui a son éloquence et qui pourrait avoir son efficacité. De toutes ses révolutions, la France n'a pas même conservé des anniversaires, ce dernier reflet des événemens qui dure un jour par année, et qui se compose de feux d'artifice, d'illuminations et de réjouissances populaires. Le gouvernement actuel, on ne l'a pas oublié, a supprimé tous les anniversaires, même celui de sa naissance, pour ne laisser subsister que la fête du souverain, et elle était célébrée l'autre jour, le 15 août, comme le sont toutes les cérémonies publiques. Puisqu'il faut des fêtes populaires, les meilleures certainement, ce sont les plus inoffensives, celles qui ne rappellent aucune tragédie, aucun triomphe de guerre civile, aucune défaite de partis ou d'opinions. Il ne reste que ce sentiment invariable qui pousse le peuple vers les grandes réunions où on lui offre de temps à autre le spectacle d'une illumination merveilleuse.

On comprend du reste qu'aujourd'hui les actes politiques ou administratifs n'abondent pas. Le gouvernement cependant, même à cette heure de suspension universelle, ne laisse point de poursuivre une réforme entreprise depuis plusieurs années, celle des diverses parties de l'instruction publique. Professorat, méthodes, système d'études, régime intérieur des lycées, tous les élémens de l'enseignement se sont trouvés transformés. Une loi récente a modifié l'organisation académique établie par la loi de 1850, et l'organisation nouvelle vient de passer définitivement dans la pratique. Ces jours derniers enfin, la réforme atteignait à certains égards l'enseignement supérieur des facultés. Ce n'est point à la constitution même des facultés et à leur portée morale que touche ce décret nouveau, c'est à leur condition matérielle par l'élévation des rétributions universitaires. Les droits d'inscription, d'examen, de diplôme, sont augmentés pour la faculté des lettres, comme pour les facultés de droit et de médecine. Pour le titre de médecin, l'augmentation totale est de 160 francs; pour celui d'avocat, elle est de 300 francs. L'accroissement des recettes pour l'état est évalué à 1,329,693 francs. Cette somme est destinée à entretenir huit facultés nouvellement créées, à rouvrir des cours interrompus, à compléter l'enseignement, à former des collections. Le résultat, comme on voit, est en définitive d'ajouter aux rétributions qu'on payait déjà dans les facultés, et sous ce rapport le décret nouveau conduit à une question que l'expérience seule peut résoudre, celle de savoir si un certain nombre de jeunes gens ne seront pas éloignés par cette augmentation de droits. Le rapport du ministre de l'instruction publique révèle un fait qui pourrait n'être point sans signification; il constate qu'il y a aujourd'hui

moins de candidats au baccalauréat ès-lettres. Le nombre des candidats, le résultat même d'un examen placé à l'issue des études classiques et à l'entrée des professions libérales ne peuvent être pris sans doute comme une bien exacte mesure du degré de culture littéraire dans un pays. Si cette diminution de candidats dénotait cependant une tendance à s'éloigner des études littéraires pour se tourner vers les études scientifiques, ce ne serait peut-être pas un symptôme des plus heureux. On a pu abuser des études littéraires; on a pu faire des demi-lettrés, des demi-écrivains, des demi-orateurs : la faute en est moins aux études littéraires qu'au temps. Cela n'empêche point que les lettres en elles-mêmes ne soient seules capables de mettre dans l'esprit cette vive lumière des choses qu'aucune autre étude ne donne, et qu'elles ne soient l'éternel attrait dans un pays comme la France, qui a vécu et grandi par l'intelligence.

Le mal n'est point certes aujourd'hui dans l'excès des préoccupations intellectuelles; il est dans l'affaiblissement de l'esprit littéraire, dans ses incertitudes et ses prostrations, et en cela les lettres souffrent d'un mal qui est celui de la société elle-même. Quelles sont les causes de cette situation? quel sera le remède de cette maladie? Ce serait assurément l'objet d'une des plus instructives analyses morales. L'Académie ne discutait point précisément cette question l'autre jour dans la réunion annuelle tenue pour la distribution des prix réservés aux ouvrages les plus utiles aux mœurs et aux actes de vertu; mais il se débattait dans l'enceinte de l'Institut une autre question qui ne touche pas de moins près à tout le développement moral et intellectuel de notre temps. M. Villemain et le président de l'Académie, M. de Salvandy, ayant à distribuer des récompenses au nom de M. de Monthyon, se sont trouvés naturellement en présence du XVIIIe siècle, de toutes ses idées, de ses interprétations de la vertu et de la morale; l'un et l'autre en ont parlé avec des nuances qu'on comprendra. Or, par une circonstance singulière, ils semblaient traiter une question tout actuelle. Depuis quelque temps en effet, le XVIIIe siècle est devenu un sujet de polémique; il est exalté et bafoué; Voltaire est redevenu presque un de nos contemporains. Ces polémiques rétrospectives ont-elles un intérêt bien sérieux et bien direct pour nous? Des jugemens de M. Villemain et de M. de Salvandy on pourrait, il semble, tirer une conclusion plus juste et plus utile. Le XVIIIe siècle a été certainement un grand siècle par ses lumières, par le talent des hommes, par l'instinct de rénovation qui était dans toutes les intelligences, par le miraculeux esprit d'écrivains comme Voltaire. Il n'en est pas moins vrai qu'il a eu surtout une influence de destruction, et qu'il a d'avance par ses idées corrompu la révolution à laquelle il travaillait. Ce qu'on nomme d'habitude les idées du XVIIIe siècle, c'est justement ce qui s'est transformé en idées révolutionnaires et a compromis la rénovation du monde moderne. Aussi le premier devoir des hommes de notre temps qui veulent dégager ce qu'il y a de juste et de légitime dans la révolution française est-il de secouer le joug des idées du siècle qui nous a précédés. Cette étrange époque s'était proposé un problème insoluble, celui d'émanciper l'espèce humaine, de la doter de toutes les libertés, en affaiblissant le sentiment religieux et moral, c'est-à-dire qu'elle détruisait justement ce qui peut rendre la liberté

durable en la réglant et en la dirigeant. Il en est résulté l'expérience des cinquante dernières années. Voilà pourquoi il est permis aujourd'hui d'admirer l'esprit de Voltaire et de répudier les idées du XVIIIe siècle. C'est, pour notre part, la conclusion que nous tirerions du discours de M. Villemain et de M. de Salvandy.

Le XVIIIe siècle n'était du reste qu'un hôte très passager de l'Académie l'autre jour. Il a bientôt fait place aux lauréats de tous genres. M. de Salvandy disait dans son discours que ce serait une grande chose de placer à côté de l'inventaire de nos richesses et de nos œuvres littéraires un inventaire moral rendant compte à un peuple de ses mœurs, de ses croyances, de ses vertus, c'est-à-dire de ce qui fait à la fois sa force et son génie. C'était placer sans doute sous un noble idéal les concours de l'Académie. Il reste à savoir s'ils atteignent toujours à cet idéal par les œuvres qui sont couronnées. En réalité, le charme principal de ces séances académiques de chaque année, c'est le rapport de M. Villemain. Il semble que cette parole savante et lumineuse laisse tomber un éclair d'illustration sur des ouvrages qui souvent ne pouvaient s'attendre à une semblable fortune. Au milieu de ces divers travaux qui touchent à la philosophie, à l'histoire, à la poésie, le discours de M. Villemain se déroule, laissant tomber les leçons, caractérisant les œuvres, rajeunissant les faits, mêlant les vues ingénieuses aux traits éloquens, et faisant de toutes ces choses différentes un ensemble rare qui est lui-même un tableau complet. M. Villemain avait à parler cette année de bien des travaux couronnés, au premier rang desquels sont le livre *de la Connaissance de Dieu*, de M. l'abbé Gratry, et le livre du *Devoir*, de M. Jules Simon. Comment ces deux livres se sont-ils trouvés réunis? Il y a sûrement entre les doctrines dont ils sont l'exposé plus de différences que de points de contact, peut-être même pourrait-on dire que dans le fond ils sont la contradiction l'un de l'autre. Une transaction est intervenue sans doute, et les deux ouvrages ont été couronnés ensemble. Ceci est la part de la philosophie. La couronne poétique est échue à un poème de Mme Colet sur *l'Acropole d'Athènes*, qui est en effet d'une versification élégante et tout académique, pleine des souvenirs de la Grèce. Il est souvent bien des ouvrages décorés de la palme académique, fruits d'un zèle laborieux, et au sujet desquels on peut se demander pourtant en quoi ils contribuent à l'amélioration des mœurs. Un *Essai* de M. Léon Feugère sur Henri Estienne ne rentre peut-être pas complétement dans ce cadre à un point de vue général, bien qu'il ait mérité le prix académique; mais une telle esquisse a du moins l'avantage de pouvoir être utile aux mœurs littéraires. Elle montre ce que c'est qu'une de ces existences savantes, studieuses et vouées au travail. Quand on ne suivrait pas l'exemple jusqu'au bout, ce serait déjà beaucoup de se laisser gagner au charme vigoureux de cette puissance de labeur et de cette obstination dans l'étude. C'est ainsi qu'une séance à l'Académie devient une sorte de voyage à travers tous les souvenirs, toutes les idées et toutes les impressions littéraires.

Rentrons dans la politique. Il y avait longtemps que la Belgique était à l'abri de toute complication intérieure; elle s'est trouvée ces jours derniers en présence d'une crise ministérielle. Le cabinet de Bruxelles a offert sa démission au roi. Est-ce dans le mouvement des partis qu'est l'explication de

ce fait? Le ministère, au contraire, n'appartenait à aucun parti; il avait été formé justement et il se maintenait avec l'appui de toutes les opinions par suite d'une sorte de trêve tacite. Sa grande raison d'existence, c'est que le parti libéral et le parti catholique sont dans un tel rapport de forces, qu'aucun d'eux ne pourrait gouverner. Le cabinet a pu éprouver des échecs, mais ces échecs n'avaient point une portée politique telle qu'il dût résigner le pouvoir; il faut donc chercher ailleurs la cause de la démission du cabinet de Bruxelles. On a dit d'abord que c'était en raison de la situation difficile qu'il s'était faite par l'éloignement d'un réfugié un peu trop ostensiblement enregistré au *Moniteur* belge; mais cette cause même ne paraît point la seule. Un autre motif indiqué ne laisse point d'être étrange. On dit en effet que la démission des ministres belges a été déterminée par la visite de courtoisie que le roi Léopold se propose de faire à l'empereur au camp de Boulogne. Le cabinet de Bruxelles aurait considéré cette visite comme une atteinte portée à la neutralité belge. Le roi Léopold n'en a pas moins persisté, et le cabinet a donné sa démission. A vrai dire, on peut se demander en quoi la neutralité belge, que les ministres ont grande raison d'ailleurs de prendre au sérieux, serait violée par une visite au camp de Boulogne. Quoi qu'il en soit, la retraite du cabinet paraît devoir être définitive; elle semble d'autant plus définitive que depuis quelques mois les embarras intérieurs du ministère se sont singulièrement compliqués. Qui lui succédera? La difficulté est là dans l'état actuel des partis. Les maîtres de la situation sont un certain nombre de députés qui, d'après leurs antécédens, peuvent se porter vers l'un ou l'autre côté. Ce sont ces députés qui ont déjà contribué au bouleversement du cabinet de M. Rogier; mais s'ils peuvent empêcher toute combinaison, ont-ils eux-mêmes les moyens d'entrer au pouvoir? Ces diverses questions seront prochainement résolues sans doute.

Le Danemark comptait depuis 1849 parmi les états constitutionnels. Cette place qu'il a occupée honorablement, est-il bien sûr qu'il la conserve encore après l'acte qui vient de s'accomplir récemment? Le 26 juillet, le roi Frédéric VII, sur l'avis motivé de ses ministres, a *octroyé* une constitution commune pour toutes les parties de la monarchie danoise, et par cet acte d'autorité absolue se trouve modifiée et presque annulée la constitution libérale dont ce même roi avait doté le Danemark le 5 juin 1849. Peut-être se rappelle-t-on comment s'est développée cette situation d'où est sorti une espèce de coup d'état. Les difficultés tiennent surtout à la nature mixte de la monarchie danoise, divisée en plusieurs états et même plusieurs nationalités. Il en résulte une peine extrême pour arriver à combiner ces divers élémens, le Holstein, le Slesvig et le Danemark. En 1848, le Danemark avait à défendre ses possessions contre l'invasion du germanisme, et il y réussit; mais, après avoir réussi à se défendre par les armes, il ne put arriver également à se préserver de l'intervention de la diplomatie allemande et russe. Or là était le danger. Le Danemark était devenu un état constitutionnel, et l'intervention de la Russie et de la Prusse ne pouvait avoir qu'un sens absolutiste. La diplomatie allemande ne poussait pas à l'abolition de la constitution dans le Danemark proprement dit, mais elle ne voulait pas que les institutions libérales fussent également appliquées au Slesvig et au Holstein. Il fut réglé en

effet que ces derniers pays auraient tout simplement des états provinciaux, le Danemark conservant d'ailleurs sa loi fondamentale, et qu'une constitution commune relierait ensemble les diverses parties de la monarchie danoise. Quelle serait cette constitution? comment en outre serait-elle faite? C'est ce qui s'est débattu depuis 1851, et il s'en est suivi des luttes fréquentes entre le ministère du roi Frédéric VII et les chambres de Copenhague, qui ont insisté à diverses reprises pour connaître les bases de la constitution commune, tandis que le cabinet refusait de les divulguer. On soupçonnait le gouvernement de vouloir agir par sa propre autorité, et c'était justement à quoi s'opposaient les chambres danoises, en invoquant la constitution de 1849. A mesure que les circonstances se développaient, les manifestations de l'opinion publique se succédaient en faveur de cette loi fondamentale; mais elles ont été sans résultat. La constitution nouvelle, s'étendant à tous les états de la monarchie danoise, a été promulguée par ordonnance le 26 juillet.

Tout l'édifice du 26 juillet repose sur la création d'un sénat ou conseil de l'état chargé de connaître de toutes les affaires communes à la monarchie, c'est-à-dire au Danemark proprement dit, aux duchés et aux possessions danoises. Ce conseil devra co-exister avec le Folkething et le Landthing siégeant à Copenhague et représentant le royaume, avec les états du Slesvig, avec les états du Holstein, avec ceux du Lauenbourg, avec l'assemblée des îles Fœroër (*Laugthing*) et celle de l'Islande (*Althing*). La monarchie danoise n'aura donc pas moins de huit assemblées politiques pour deux millions et demi d'habitans! — Examinons si du moins la constitution commune du 26 juillet est assez fortement construite pour retenir ensemble toutes ces parties.

Aux termes des articles 21, 22 et 23, le nouveau conseil a voix délibérative pour établir, modifier ou supprimer tout impôt commun à la monarchie, et pour contracter tout emprunt public. Son concours est seulement consultatif pour toutes les autres affaires communes. Des 50 membres qui le composent, 20 sont nommés par le roi, 18 par les chambres danoises, 5 par les états du Slesvig, 6 par les états du Holstein, et 1 par les états de la noblesse et les communes du Lauenbourg. Or il est facile de comprendre, à la première vue, que l'action de la loi nouvelle dépendra de la fermeté ou de la faiblesse de la diète du royaume. Si les chambres de Copenhague refusent d'abandonner leur influence sur les affaires communes à toute la monarchie, sur l'armée, la flotte, la conscription, elles tiendront en échec le nouveau sénat; et pour le budget, puisque la diète possède légalement le droit de voter les trois cinquièmes du budget de la monarchie, il s'en suit évidemment que les deux autres cinquièmes seront par elle fixés d'avance. D'ailleurs, les articles 21 et 23 dépendant de l'acceptation des chambres de Copenhague, que deviendra la nouvelle charte, si elles répondent par un refus?

Le ministère a déclaré la constitution du 26 juillet immédiatement exécutable pour les duchés, et il espère que les chambres danoises, qui doivent s'assembler en octobre, mutileront elles-mêmes la loi fondamentale de 1849 pour l'adapter aux dispositions du nouvel acte. Qu'arrivera-t-il cependant si la diète de Copenhague refuse son assentiment à la constitution commune?

Dans certaines réunions électorales, on a déjà posé aux candidats des questions pareilles à celles-ci : Reconnaissez-vous que l'acte du 26 juillet constitue une violation réelle de la constitution? Vous engagez-vous, aussitôt que la diète sera réunie, à demander, selon les articles 18 et 73 de la loi fondamentale, la mise en accusation du ministère, pour avoir entrepris de modifier la seule constitution existante du royaume sans le consentement des chambres? Dans le cas où, malgré cette démonstration, le ministère resterait au pouvoir, promettez-vous d'employer tous les moyens constitutionnels et légaux pour l'en écarter? Si le cabinet enfin résiste aux protestations solennelles de la diète, vous emparerez-vous du dernier moyen de défense? Refuserez-vous l'impôt? Quelle pourra être la conduite des ministres, si les électeurs donnent à leurs députés de semblables instructions, et qu'ils soient décidés eux-mêmes à ne payer d'impôts que ceux qui auront été votés par la diète de Copenhague? On voit que le Danemark n'est pas à l'abri de crises nouvelles qui peuvent devenir des plus sérieuses.

Notre siècle offre un attrait particulier, qui naît de la diversité des spectacles. En même temps qu'il fait assister au travail moral et politique des peuples du vieux monde, il fait voir jour par jour au-delà de l'Atlantique ce pénible enfantement de races affranchies d'hier, qui ne peuvent parvenir à s'organiser. Libres de leur joug ancien et restées esclaves de leurs passions, ces races hispano-américaines sont l'exemple du monde contemporain par l'anarchie qui les dévore et les impossibilités dans lesquelles elles se débattent. Des dictatures pour se guérir des révolutions, des révolutions provoquées par l'excès des dictatures, de puérils préjugés mêlés à des entraînemens factices, les ambitions personnelles remplissant la scène, l'abus des idées rendu d'autant plus sensible par l'impuissance des intérêts, telle est leur histoire, tel est le cercle d'où elles ne peuvent sortir. Il semble que depuis quelque temps il y ait une véritable recrudescence d'anarchie dans toutes les républiques sud-américaines. Au Mexique, les complications intérieures s'accroissent, on le sait, des difficultés que crée le redoutable voisinage des Américains du Nord. Malheureusement là où ce genre de péril n'existe pas, la même incertitude règne. Le Venezuela est dans un état permanent de crise; la Nouvelle-Grenade, après avoir été systématiquement bouleversée par une ridicule démagogie, a fini par tomber dans la guerre civile, et elle y est encore : ce sont là aujourd'hui deux des exemples les plus saillans. Depuis 1848, le pouvoir dans le Venuezela est livré à une famille qui en a fait son bien propre; le général Tadeo Monagas l'a transmis d'abord au président actuel, à son frère, le général Gregorio Monagas, lequel à son tour, aux élections qui s'approchent, va le rendre au chef de la famille ou le transmettre à un autre de ses frères. Élevée par la force, cette étrange dynastie se soutient par la force. Dans la seule année qui vient de s'écouler, deux ou trois insurrections ont éclaté dans les principales provinces de Cumana, de Varinas, de Carabobo, et une insurrection nouvelle vient d'avoir lieu en ce moment à Coro, ou plutôt c'est la continuation des mouvemens précédens, mal étouffés et toujours renaissans. Aussi le général Gregorio Monagas passe-t-il son temps à lever des troupes, à négocier des emprunts qui ne trouvent pas, bien entendu, de placement, et à demander au congrès des facultés extraor-

dinaires. Le congrès du reste, instruit par l'expérience, ne se fait pas faute d'accorder ces facultés. Il y a quelque temps même, il conférait à perpétuité le titre de général en chef tout à la fois aux deux frères Monagas, à l'ancien président et au président actuel, ce qui ne laisse point d'être bizarre, d'autant plus que les deux frères ne vivent pas toujours dans la meilleure intelligence : ils ne s'accordent qu'en une chose, l'envie de maintenir l'ascendant de la famille.

Dans la situation de cette république troublée, il y a depuis quelque temps un fait saillant qui n'existe pas au même degré dans les autres contrées de l'Amérique du Sud : c'est un mouvement de plus en plus sensible de la race noire. Les hommes de couleur remplissent les emplois, ils sont dans l'armée surtout. C'est là que le général Gregorio Monagas cherche aujourd'hui la popularité. La population noire, restée esclave, était depuis l'indépendance sous le régime d'une loi dite de *manumission*, ou émancipation progressive, de telle façon que l'esclavage, déjà fort réduit, s'éteignait graduellement. Dans la session de 1854, une loi était proposée au congrès pour affranchir immédiatement ce qui restait d'esclaves dans le Venezuela. C'étaient des députés de couleur qui étaient les inspirateurs et les soutiens naturels de cette loi. Un certain nombre de membres du congrès cherchaient, il est vrai, à pallier une telle mesure, du moins dans ce qu'elle avait de radical. Ils voulaient surtout donner un caractère réel à l'indemnité promise aux propriétaires d'esclaves, au lieu du caractère illusoire que lui donnait la loi en l'affectant sur des branches de revenu déjà deux ou trois fois engagées; mais la population noire de Caracas s'agitait, et sous cette pression le congrès se hâtait de voter la loi. Le général Gregorio Monagas était salué comme un libérateur, et devenait l'objet de démonstrations populaires. Récemment même un officier de couleur disait à ses soldats qu'en cas de soulèvement des oligarques, ils devaient, laissant de côté leur fusil, les égorger à coups de poignard et soutenir à tout prix le général Monagas, parce que c'était lui qui leur avait donné la liberté. On devine ce qu'un tel mouvement peut créer de périls pour la population blanche en certains momens. Une autre tendance qui se fait jour depuis longtemps dans la politique dominante au Venezuela, c'est la haine contre les étrangers. Plus d'une proposition inspirée de ce triste esprit était faite au congrès de 1854. La principale avait pour but d'établir que désormais les étrangers n'auraient droit à aucune indemnité pour des pertes éprouvées dans les révolutions, c'est-à-dire le plus souvent pour des spoliations réelles. C'est un principe que n'accepteront probablement pas les gouvernemens européens, et qui dans tous les cas n'est guère propre à attirer les étrangers.

Voilà par quels traits se caractérise la politique démocratique du Venezuela! car c'est bien le parti démocratique qui règne dans la personne du général Gregorio Monagas. Comment les insurrections n'éclateraient-elles pas? Elles sont le triste fruit d'une administration sans prestige, qui, pour les combattre, va chercher sa force dans tout ce qui peut être un danger pour le pays. Jusqu'ici, la dernière insurrection, qui dure encore, n'a abouti qu'à faire éclater des deux parts une animosité extrême. Les troupes présidentielles battent les insurgés, mais ce sont des victoires stériles. Le gouverne-

ment en est réduit à une sorte de suspension de paiemens. Il s'est fait autoriser par le conseil d'état à lever un emprunt forcé de 500,000 piastres, et les gouverneurs des provinces sont chargés de répartir arbitrairement la contribution entre les citoyens, au risque pour ceux-ci de se voir emprisonnés et jugés pour rébellion, s'ils n'ont pas payé dans les trois jours. L'ennemi que poursuit le gouvernement dans cette insurrection, c'est le général Paëz, le plus illustre chef du Venezuela, aujourd'hui réfugié aux États-Unis, et dont le nom est le mot d'ordre naturel de toutes les résistances. Plusieurs fois déjà on a annoncé l'arrivée de Paëz avec des munitions et deux bateaux à vapeur; elle ne s'est point réalisée jusqu'ici. Si le général Paëz débarquait au Venezuela, le soulèvement pourrait bien prendre une force nouvelle et un caractère plus sérieux. Par une circonstance singulière, le général Tadeo Monagas, en prêtant son appui au pouvoir fort disputé de son frère, a semblé se ménager depuis ces insurrections une position intermédiaire. Il blâmait la loi sur l'abolition immédiate de l'esclavage quand elle était présentée, et il la faisait combattre par ses amis. Plusieurs fois il est intervenu pour presser son frère de changer de système et de se débarrasser d'un entourage fort peu considéré. En définitive, le général Tadeo Monagas vise à redevenir président, à moins que les circonstances n'en fassent de nouveau un dictateur, et telle est l'extrémité où est le Venezuela, que beaucoup d'hommes, sans acception de parti, y verraient une amélioration de l'état actuel. Le général Tadeo Monagas est cependant le même qui en 1848 dispersait le congrès par les armes. C'est là l'indice de la situation du Venezuela. CH. DE MAZADE.

POÉSIES FINLANDAISES DE RUNEBERG.

Die Sagen des Fæhnrich Stæl (*Les Récits du colonel Stæl*), trad. par Mme Ida Meves; Leipzig 1854, in-12.

La guerre actuelle a tourné les regards de l'Europe vers cette nation finlandaise si peu connue. On ne sait pas assez que cette race, la plus ancienne sans doute de l'Europe, a joué jadis un grand rôle en servant à nous transmettre la civilisation orientale. Vaincue par les peuples qui ont ensuite envahi notre continent, elle n'a pas gardé d'institutions vraiment nationales, elle a adopté celles des peuples scandinaves; mais elle possède du moins un trésor inappréciable dans ses chants populaires, que la mémoire des différentes générations a conservés jusqu'à nos temps, et qui, fixés par l'écriture il y a seulement vingt années, forment à présent un admirable poème épique, dont les couleurs sont tout orientales. En attendant que le moment soit venu de faire connaître tout ce qui se rapporte à la curieuse histoire du *Kalevala*, voici une traduction allemande singulièrement exacte et en même temps élégante des poésies nationales du Finlandais Runeberg. Runeberg est le Béranger de la Finlande; il a célébré dans ses vers spirituels, énergiques, échauffés par l'amour de la patrie, la dernière résistance de la Finlande contre les Russes en 1808 et 1809. Bien que ses poésies, comme celles de Béranger, offrent beaucoup de traits particuliers, qu'il est difficile de comprendre sans la connaissance du pays et de ses héros, nous en avons choisi une cependant, qui, rendue aussi exactement que possible d'après le texte

suédois, donnera sans doute aux lecteurs français une juste idée de cette œuvre nationale, dont la guerre a réveillé dans le Nord tous les souvenirs. La langue allemande est si propre à la traduction, et le travail de Mme Ida Meves est si consciencieux et si intelligent, que son livre deviendra un autre texte pour ceux qui n'entendent pas le suédois.

LA JOURNÉE DE DŒBELN.

« — Dœbeln est un païen, dit le pasteur; s'il meurt aujourd'hui, je le tiens pour damné. Quoi! je vais le trouver, je l'avertis, je lui offre des consolations, une direction spirituelle, et, après m'avoir écouté un instant, tout à coup il se dresse et s'écrie : Emmenez-moi le pasteur, et gare à vous s'il rentre ici! Est-ce là, je vous le demande, le langage d'un moribond? Qu'il réponde lui-même de son salut; j'ai fait tout ce qui m'était possible comme homme et comme prêtre.

« Ainsi parlait monsieur le pasteur assis à table devant un bon dîner. Il parlait, poussait un soupir et mangeait un morceau. — Cependant Dœbeln est étendu sur son lit; il est brisé par la souffrance, sa poitrine lutte, son œil est enflammé, sa peau est desséchée par la fièvre. Son régiment vient de faire une marche forcée vers le nord; lui-même ne s'est arrêté qu'à Ny-Carleby.

« Le mal le consume, mais il porte dans son esprit un feu plus brûlant encore, et son œil trahit une agitation plus profonde que celle de la fièvre. C'est qu'il compte chaque heure qui passe; il écoute, il attend, et son regard reste fixé sur la porte. Elle s'ouvre. Un jeune homme à l'air modeste et sérieux traverse la chambre et s'approche du général.

« — Docteur, lui dit Dœbeln, parmi ce que nous adorons sur la terre il y a beaucoup de vanités, et s'il y a des libres penseurs, certes j'en suis un. Pourtant deux choses m'ont appris à respecter la médecine : mon front brisé et l'habileté de mon ami Bjerkén (1); aussi ai-je pris exactement ce que vous m'avez ordonné; je suis resté là comme un enfant, et j'ai enduré toute cette batterie que vous avez rangée là sur ma table. Je sais bien que vous suivez les lois de votre art; mais, je vous le dis, s'il faut que je reste ici des heures et des jours, déchirez-moi plutôt tous ces chiffons, comme un homme que vous êtes.

« Je veux et je dois me bien porter, il n'y a point à balancer; il faut que je me lève, quand je serais étendu au fond du tombeau! Écoutez! n'entendez-vous pas le canon du côté de Jutas? C'est la retraite de notre armée; il faut que j'y sois avant que mes soldats ne soient attaqués. Le chemin serait fermé, Adlercreutz serait fait prisonnier, et que deviendraient alors mes braves soldats? Non, docteur, non; imaginez un remède qui me rende dix fois plus malade demain, mais qui me mette aujourd'hui sur mes jambes!

« Le jeune docteur écoute tristement Dœbeln; tout à coup sa noble figure s'illumine; il étend avec calme son bras vers la table, et d'un coup il jette à terre tout ce qui la couvrait : — Eh bien! général, dit-il, mon art ne vous

(1) Le général Dœbeln, héros de ce poème, avait été blessé grièvement au front à une bataille précédente, et le célèbre docteur Bjerkén avait heureusement pratiqué sur le général l'opération du trépan; Dœbeln portait depuis lors un bandeau sur le front.

retient plus ici. — Une vive rougeur colore le front de Dœbeln, il saute à bas du lit, bien que chancelant et faible. — Merci, s'écrie-t-il, mon jeune ami, vous m'avez compris; un baiser sur votre front; vous êtes un homme et moi aussi!

« A Jutas, la canonnade avait cessé après que la mort avait fait sa première moisson; l'armée finnoise, prête à mourir, non plus à vaincre, était rompue, dispersée, en désordre. Une première attaque avait été à grand'peine repoussée, et Kosatschoffski rangeait son armée en bataille pour une nouvelle attaque. Un morne silence régnait dans la plaine...

« — Qui rassemblera mes bataillons épars, restes précieux de tant de victoires chèrement achetées? Courage, force d'âme, trésors de fidélité et d'honneur, tout cela est ici, mais il manque un chef. L'homme qui alluma nos espérances au moment du danger, qui conduisit à cent belles et sanglantes batailles son brave régiment de Biœrneborg, il ne faut pas qu'il soit témoin de nos dernières heures; ce ne sera pas lui qui conduira la marche tranquille de nos vétérans à la mort : ce sera le hasard!

« Cependant tu es là, brave Eek, nous ne l'oublions pas, toi qu'on a vu si souvent dans les champs de bataille, toi dont le nom réjouit encore la patrie, toi dont elle a pleuré le triste sort! mais, tes braves amis et toi, vous savez mieux combattre que commander; celui qui est à présent malade, celui-là seul sait ce grand art...

« Attention! silence! écoutez! Là-bas, sur la hauteur, des hurras ont retenti; un cavalier s'est approché. Qui est-il? Entendez-vous cette tempête d'acclamations? D'où vient cette joie qui enivre tour à tour chaque soldat? Les hurras volent sur la plaine par-dessus les armes étincelantes; ils enveloppent les bataillons, s'étendent, s'accroissent et roulent, comme une avalanche de voix humaines jusqu'au fond de la vallée. Le voici! lui et non pas un autre; lui, le petit homme avec le bandeau au front; lui le brave, le noble, le savant général!

« Il commande le silence. Écoutez sa voix! Le voilà qui harangue ces soldats tout à l'heure dispersés par la lutte; il parcourt la plaine à cheval, et les compagnies se réunissent, et les bataillons se forment de nouveau. Voici que les fusils étincellent en lignes serrées. Cette armée noire de poudre et habillée de haillons, la voilà de nouveau en bon ordre, imposante et redoutable; elle ne songe plus à bien attendre la mort, elle demande le combat, elle veut la victoire; un autre esprit s'est élevé sur elle et l'anime.

« Dœbeln parcourt à cheval le front de cette armée qu'il retrouve pleine de force et de confiance; son regard perçant interroge chaque compagnie, chaque file, chaque soldat. Pour tous, Suédois et Finnois, il est évident que de grands projets roulent dans son esprit. Il est plus mystérieux que de coutume, il est aussi moins sévère, et plus d'une fois son rude visage s'adoucit, quand il s'adresse à quelque vétéran bien connu de lui.

« Il y en avait un, dans la compagnie de von Kothen : c'était Standar, le caporal n° 7. Il portait d'un côté un soulier percé; l'autre pied était nu et ensanglanté. Quand Dœbeln aperçut le vieux soldat, il s'arrêta et fixa sur lui son triste regard : — Tu étais avec moi, dit-il, au combat de Kauhajoki. Est-ce là toute la récompense que tu as reçue pour notre victoire commune?

« — Général, répondit le vétéran, voici le fusil que vous m'avez donné vous-même, le canon en est encore excellent, et le chien fait feu comme autrefois; cela me suffit. Je suis mal vêtu, mais qu'importe? je ne le suis pas plus mal que les autres, et l'habit ne fait pas l'homme, je pense : avoir des souliers ou non ne fait rien à la chose. Vous voilà, nous tiendrons ferme, et mon pied nu ne reculera pas devant l'ennemi.

« Dœbeln ne répliqua pas un mot; mais il ôta son chapeau par respect pour ces paroles d'un brave. Il lança son cheval vers la compagnie voisine; il s'arrêta devant le tambour Norde; c'était un vieillard de quatre-vingt-huit ans : son bras raidi par l'âge n'exécutait plus les roulemens avec agilité; mais, bien qu'on s'en aperçût quelquefois à la parade, quand le canon grondait, il se tenait bien en ligne. — Camarade, lui dit le général, n'en as-tu pas assez de battre la caisse, et n'y a-t-il pas ici quelque jeune homme pour te remplacer? — Le vieux brave entendit avec quelque dépit ces paroles : — Général, dit-il, je suis devenu vieux, c'est vrai, et de roucouler comme un enfant, cela m'est difficile; mais le tout est d'avoir de la force dans le bras. Commandez, comme autrefois Armfelt : En avant, marche, tambour battant! et le vieux Norde fera son roulement, pas très vite peut-être, mais dur et ferme!

« Dœbeln sourit, et il tendit la main au compagnon du brave Armfelt. Arrivé sur les bords du fleuve, il rencontra les volontaires. Il remarqua dans leurs rangs un jeune homme récemment tiré de la charrue; son visage était pâle. Dœbeln, arrêtant son cheval, lui dit d'un ton brusque : — Qui es-tu, paysan? N'as-tu point encore appris à mépriser la mort? Ta joue est pâle comme la neige; as-tu peur?

« Le jeune homme se redressa, déchira sa chemise tout usée, et fit voir à nu la blessure qui traversait sa poitrine; le sang rouge comme la pourpre en jaillit de nouveau. — J'ai reçu cette blessure, général, dans le dernier combat; j'ai perdu trop de sang, je le crois, et c'est pour cela que mes joues n'ont pas repris leurs couleurs; cependant je puis encore peut-être compter parmi les braves. J'étais un peu abattu, c'est vrai, mais je vais essayer mes forces : j'en ai retrouvé de nouvelles, général, depuis que je vous ai vu.

« Le fier Dœbeln versa une larme. — Eh bien donc! s'écria-t-il, marchons en avant! J'en ai vu assez, et le retard peut nuire. La journée sera bonne : ce sera *la journée de Dœbeln*, et notre moisson est mûre. Allez, monsieur l'aide de camp, courez là-bas, sur la hauteur, traversez la plaine, côtoyez la lisière du bois, parcourez tout le front de l'armée, et commandez partout qu'on se porte en avant. Ce n'est pas ici, c'est un peu plus loin que nous essaierons nos épées : avec une armée comme celle-ci, on peut défier le monde; on n'attend point l'attaque, on attaque soi-même.

« Sur toute la ligne retentit bientôt ce cri : En avant! en avant, pour vaincre ou mourir! La voix du caporal Standar couvre les autres, comme un tonnerre; le vieux Norde bat du tambour dur et ferme, et le jeune paysan, avec sa poitrine déchirée, marche bravement dans la plaine qu'il arrose de son sang; à leur tête est Dœbeln, à cheval, l'épée hors du fourreau..... — Avant la nuit, les Russes étaient écrasés, Adlercreutz était sauvé, — le chemin lui était ouvert.

« Les bataillons avaient déjà quitté la plaine, mais sur le champ de bataille,

dans le silence et la paix du soir, restait un homme; à ses côtés, il avait attaché son cheval; il se tenait là seul, sur la sinistre plaine, parmi les morts et les débris qui jonchaient la terre sanglante. Les cris de la victoire retentissaient au loin, mais l'homme pâle contemplait paisiblement le ciel, et bientôt ces paroles tombèrent de ses lèvres : — Un devoir est rempli, voilà mes compagnons vainqueurs. Il est un autre devoir, et qui me regarde aussi. On m'appelle le libre penseur, et je m'en fais gloire : né libre, je pense librement; mais je sais bien que de quelque côté que ma pensée ait marché, elle t'a cherché sans cesse, elle n'a rencontré que toi seul, ô toi, dont la seule volonté trace toutes les voies humaines! C'est toi que je regarde en levant les yeux au ciel. Ici où la mort seule peut voir, de son regard qui s'éteint, je puis sans témoin t'adresser ma reconnaissance.

« A l'heure où nos espérances étaient ensevelies dans de profondes ténèbres, tu m'as rendu ma patrie et mes amis. O toi, à qui rien n'échappe, vois ce que je ressens; ne sais-je pas apprécier tes bienfaits? — Que l'esclave devant son Dieu s'abaisse dans la poussière, je ne sais pas me courber, je ne sais pas mendier; je veux me dresser joyeux devant toi, le front découvert et le cœur en feu; c'est là ma virile et libre prière.

« Tu m'as donné la force de précipiter invinciblement les bataillons ennemis; mon corps était brisé et mes bras tremblans; que pouvais-je donc par mes propres forces? et pourtant j'ai vaincu! L'armée de Finlande était cernée, entourée de toutes parts; à présent, le chemin est ouvert devant elle, je lui ai frayé le passage, c'est toi, toi seulement qui nous as tous sauvés. Mon Dieu! mon frère! de quelque nom que je t'appelle, toi qui nous donnes la victoire, je te remercie!

« Ainsi parlait cet homme; puis ses yeux s'abaissèrent; il sauta sur son cheval et bientôt disparut. Les ténèbres couvrirent la terre, et les larmes de la nuit humectèrent la moisson ténébreuse de la mort. O patrie! qui devinera tes destinées? Est-ce le bonheur, est-ce la dure nécessité que recèle ton avenir? Il n'importe : pendant tes jours de triomphe ou tes jours de misère, tu conserveras éternellement, comme l'un des plus beaux parmi tes souvenirs, celui de *la journée de Dœbeln.* »

Si nous avons réussi à donner quelque idée du poème de Runeberg, on peut concevoir que le général Dœbeln soit devenu, grâce sans doute à son courage, mais aussi grâce au poète, un des héros populaires du Nord. Il en est de même du rusé Sandels, du courageux Otto Ficandt, chantés aussi par Runeberg. La version allemande de M[me] Meves a été composée à Stockholm, au milieu des émotions que le nom de la Finlande réveille en ce moment dans les cœurs suédois. Une version anglaise vient de faire connaître ces chants à Londres. Des traductions françaises se préparent en même temps à Goettingue et à Paris. Que de sympathies en effet ne mérite pas cette terre de Finlande, l'un des berceaux les plus vénérables de notre vieille Europe, et qui semble appelée à devenir, mais pour peu de temps sans doute, un des principaux théâtres de la lutte engagée entre l'Occident et la Russie!

Stockholm, 10 août 1854. A. GEFFROY.

V. DE MARS.

